



## MINISTÈRE DE LA JUSTICE ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

# Renseignements particuliers du 3<sup>e</sup> groupe d'opposition

Document préparé par la Direction générale de la gestion budgétaire,  
financière et contractuelle  
Mai 2022

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU 3<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2021-2022 (PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	CAHIER DES ORGANISMES
P.3	POUR 2021-2022, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	2
P.4	POUR 2021-2022, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	5
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	6
P.6	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LE COÛT DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	7
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2021-2022, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	14
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2021-2022. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2020-2021.	43
P.9	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	44

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.10	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	46
P.11	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	50
P.12	CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	51
P.13	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	52
P.14	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'ÉTRANGER DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	53
P.15	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	54
P.16	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2022, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	55
P.17	DANS LA DERNIÈRE ANNÉE, POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET DE JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	56
P.18	POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE SALAIRE MOYEN DES JUGES EN 2020-2021 ET EN 2021-2022.	57
P.19	NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2021-2022 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.	58
P.20	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU DES PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	59
P.21	POUR 2021-2022, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	CAHIER TAQ
P.22	POUR 2021-2022, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	CAHIER TAQ

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.23	POUR 2021-2022, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	CAHIER TAQ
P.24	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	CAHIER TAQ
P.25	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	CAHIER CJA
P.26	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	60
P.27	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2021-2022, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.28	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2022.	CAHIER CSJ
P.29	POUR 2021-2022, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.30	POUR 2021-2022, FOURNIR : A. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	CAHIER CSJ
P.31	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2021-2022.	CAHIER CSJ
P.32	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, POUR LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	CAHIER CSJ
P.33	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2022-2023.	CAHIER CSJ
P.34	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2022, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	CAHIER CSJ
P.35	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	CAHIER CSJ
P.36	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	61
P.37	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.	62

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.38	BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2021-2022, EN PRÉCISANT : A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS; B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT; C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD; D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON; E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.	79
P.39	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022, ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2021-2022 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	81
P.40	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	82
P.41	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT PQI 2018-2028.	83
P.42	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	85
P.43	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	86
P.44	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.	88
P.45	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE. PALAIS DE JUSTICE.	89
P.46	CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2020-2021 ET 2021-2022, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION; C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.	91
P.47	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2021-2022, PAR RÉGION.	92
P.48	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS.	93
P.49	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS AD HOC).	94
P.50	LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.	95
P.51	AU 31 MARS 2022, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	CAHIER DPCP
P.52	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	CAHIER DPCP
P.53	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	CAHIER DPCP
P.54	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	96
P.55	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	CAHIER DPCP
P.56	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2022.	CAHIER DPCP
P.57	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R. C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.	97

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.58	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2021-2022. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	CAHIER DPCP
P.59	BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	98
P.60	COPIE DES AVIS JURIDIQUES FOURNIS PAR LE DPCP À L'UPAC DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE MÂCHURER.	CAHIER DPCP
P.61	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI N'ONT PAS FAIT L'OBJET D'ACCUSATIONS PAR LE DPCP.	CAHIER DPCP
P.62	INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.	102
P.63	POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.	103
P.64	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	104
P.65	POUR 2021-2022, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C 25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	105
P.66	POUR 2021-2022, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	106
P.67	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	CAHIER DPCP
P.68	POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.	107
P.69	POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE, DÉPOSÉ EN 2020, ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.	110
P.70	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE	115
P.71	ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PILOTES QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.	116
P.72	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ENGAGÉES QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE	117
P.73	FOURNIR UN ÉCHÉANCIER COMPLET QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.	118
P.74	NOMBRE DE PROCUREURS EMBAUCHÉS OU SÉLECTIONNÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.	CAHIER DPCP
P.75	LISTE DES FORMATIONS OFFERTES DANS LE CADRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.	119
P.76	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET ÉCHÉANCIER DÉTAILLÉ, VENTILÉS PAR RÉGION, QUANT À L'IMPLANTATION DE LIEUX SÉCURITAIRES DANS LES PALAIS DE JUSTICE, NOTAMMENT, DANS LE CADRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE. INDIQUER LES SOMMES PRÉVUES POUR 2022-2023.	120
P.77	BILAN D'ACTIVITÉ DE LA NOUVELLE LIGNE TÉLÉPHONIQUE 1 833 REBATIR POUR 2021-2022.	121

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.78	LISTE DES ENTENTES ET DES PARTENARIATS EXISTANT ENTRE LE MJQ ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE L'IMPLANTATION DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE. VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES	122
P.79	LISTE DES DOSSIERS REJETÉS PAR LE DPCP EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE DEPUIS 3 ANS.	CAHIER DPCP
P.80	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES OCTROYÉES PAR L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE (AFU)	124
P.81	BILAN DES ACTIVITÉS DE JURIDIQC ET DE LA MISE EN LIGNE DU SERVICE VISANT À FACILITER L'ACCÈS AUX RESSOURCES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE POUR 2020-2021 ET 2021-2022.	125
P.82	BILAN DES ACTIVITÉS DE SOS VIOLENCE CONJUGALE POUR 2020-2021 ET 2021-2022	126
P.83	POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.	128
P.84	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2021-2022. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2022-2023.	129
P.85	LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SE CONSACRANT À LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE QUI ONT REÇU UN FINANCEMENT EN 2020-2021 ET 2021-2022.	130
P.86	LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES POUR SENSIBILISER LA POPULATION À LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE.	131
P.87	NOMBRE D'ACCUSATIONS PORTÉES PAR LE DPCP POUR DES CRIMES HOMOPHOBES OU TRANSPHOBES AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES.	CAHIER DPCP
P.88	ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023. VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES.	132
P.89	ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022. VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES.	133
P.90	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2021-2022; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	134
P.91	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2021-2022; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	135
P.92	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2021-2022.	136
P.93	LA LISTE DES REPORTS DE PROJETS DE CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ POUR 2021-2022 ET 2022-2023.	137
P.94	INDIQUER LE NOMBRE DE RESSOURCES NÉCESSAIRES POUR COMBLER LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE DANS LES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ.	138
P.95	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2021-2022; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2021-2022; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2021-2022; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2022-2023; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	139
P.96	INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2021-2022 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	140

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.97	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2021-2022; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2021-2022; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2021-2022; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2022-2023; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	144
P.98	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2020-2021 ET EN 2021-2022, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.	146
P.99	VENTILATION DÉTAILLÉE DES 193 M\$ ANNONCÉS DANS LE CADRE L'ÉLABORATION DU PROJET DE LOI NO 84, LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT.	148
P.100	NOMBRE DE VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE QUI ONT VU LEUR DEMANDE D'INDEMNISATION AU RÉGIME DE L'IVAC REJETÉE, CHAQUE ANNÉE DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	149
P.101	NOMBRE DE VICTIMES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE ET PSYCHOSOCIAL DEPUIS LE 13 OCTOBRE 2021.	150
P.102	INDIQUER LES DÉLAIS MOYENS ENTRE LA RÉCEPTION DE LA DEMANDE PAR LA DGIVAC ET L'INDEMNISATION OFFERTE À LA VICTIME AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES.	151
P.103	NOMBRE DE PERSONNES EMBAUCHÉES DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA NOUVELLE LIVAC LE 1ER OCTOBRE 2021.	152
P.104	NOMBRE DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE IMMÉDIATE OCTROYÉE DEPUIS LE 13 OCTOBRE 2021.	153
P.105	NOMBRE DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE PALLIANT UNE PERTE DE REVENUS ET DE L'AIDE FINANCIÈRE COMPENSANT CERTAINES INCAPACITÉS DEPUIS LE 13 OCTOBRE 2021.	154
P.106	DEPUIS LES 3 DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DEMANDES REFUSÉES PAR LA DGIVAC; NOMBRE DE RECOURS DEVANT LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC; NOMBRE DE DÉCISIONS ANNULÉES OU PARTIELLEMENT ANNULÉES PAR LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC; NOMBRE DE CONTESTATIONS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (TAQ); NOMBRE DE DÉCISIONS ANNULÉES OU PARTIELLEMENT ANNULÉES PAR LE TAQ; NOMBRE DE DEMANDES DE RECONSIDÉRATION OU DE RÉVISION D'UN DOSSIER PAR LA DGIVAC OU LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC AYANT ÉTÉ ACCEPTÉES.	155
P.107	AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, LISTE DES CAUSES PORTÉES EN APPEL PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL.	CAHIER DPCP
P.108	EN 2021-2022, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	156
P.109	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES OCTROYÉES POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE, POUR 2020 2021 ET 2021-2022.	158
P.110	BILAN DE L'IMPLANTATION DU PROJET PILOTE PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET INTERVENTION COMMUNAUTAIRE À TROIS-RIVIÈRES.	159
P.111	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES OCTROYÉES POUR ACTUALISER ET RÉNOVER LES PALAIS DE JUSTICE SUR LE TERRITOIRE DU QUÉBEC.	160
P.112	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.	161
P.113	BILAN, AU 31 MARS 2022, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	162
P.114	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	163

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.115	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2021-2022 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	CAHIER DPCP
P.116	EN 2021-2022, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	164
P.117	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R 20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	165
P.118	CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022; PRÉVISIONS POUR 2022-2023; B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023.	166
P.119	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	169
P.120	Pour 2021-2022, pour chacune des matières des différentes chambres de la Cour du Québec, indiquer : A. Le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision; B. La moyenne de dossiers traités par chacun des juges.	188
P.121	Tableau détaillé de la mise en œuvre de chaque recommandation du rapport de la Commission Charbonneau depuis le 24 novembre 2015. Ventiler l'information de la façon suivante : A. Numéro de la recommandation; B. Ministère ou organisme responsable de la mise en œuvre de la recommandation; C. Mesures prises en 2021-2022 par le ministère ou l'organisme (législatives, réglementaires, administratives, financières, etc.); D. Sommes investies en 2021-2022 par le ministère ou l'organisme.	189
P.122	État de situation de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.  Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	190
P.123	État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé vers le 18 novembre 2014. Indiquer : A. Les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; B. Le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; C. Le nom des membres du comité.	191
P.124	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création : A. Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; B. Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; C. Faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	192
P.125	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 et de celles prévues en 2022-2023 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	193
P.126	Pour 2021-2022, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	194
P.127	Pour 2021-2022 et les deux années précédentes, le nombre de traducteurs collaborant avec le MJQ.	195
P.128	En date du 31 mars 2022, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	196
P.129	Pour 2021-2022, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	197

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.130	BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2020-2021 ET 2021-2022.	198
P.131	Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2020-2021 et 2021-2022.	199
P.132	SUIVI DU PLAN D'INVESTISSEMENT DE 500 M\$ DANS L'INFORMATISATION DE LA JUSTICE, PRÉVU AU BUDGET 2021-2022 ET ANNONCÉ LE 24 AVRIL 2018.	202
P.133	SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDIQUER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	205
P.134	INDIQUER LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES, ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.	211
P.135	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises en lien avec l'application du jugement A. C. PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (2020 QCCS 3375) rendu en avril 2020.	212
P.136	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises à la suite de l'arrestation arbitraire par le SPVM de Monsieur Mamadi III Fara Camara en janvier 2021.	213
P.137	Ventilation détaillée des 19,2 M\$ annoncés pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice en mars 2021.	214
P.138	Ventilation détaillée des 600 000 \$ octroyés aux organismes communautaires desservant les communautés LGBTQ+ en février 2021.	215
P.139	Liste des actions entreprises dans le cadre de la lutte contre l'homophobie et la transphobie, chaque année et pour chacune des cinq dernières années.	216
P.140	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2022-2023.	217
P.141	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DU SUIVI ACCORDÉ AU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	218
P.142	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2021-2022. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	CAHIER CDPDJ
P.143	Liste des recommandations ou des avis de la Commission aux ministères et aux organismes en 2021-2022, et suivi apporté. Préciser quels avis et recommandations ont été demandés et lesquels ont été rendus par la Commission de sa propre initiative. Préciser les sommes dépensées par la Commission pour le volet « recommandations et avis » de ses activités et le pourcentage que ces sommes représentent sur l'ensemble de ses dépenses.	CAHIER CDPDJ
P.144	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	CAHIER CDPDJ
P.145	Liste des entreprises privées, des commissions scolaires, des ministères et des organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2022, et bilan de l'application de la loi sur l'équité en matière d'emploi à ce jour.	CAHIER CDPDJ
P.146	Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logements privés au problème de la discrimination raciale.	CAHIER CDPDJ
P.147	Portrait statistique des dossiers d'accommodements religieux traités par la CDPDJ pour les 5 dernières années. Pour chaque année, indiquer la liste des dossiers, incluant un résumé des motifs allégués dans la demande, la décision prise et les justifications. Inclure les dates des étapes de traitement de la demande.	CAHIER CDPDJ
P.148	Dépenses assumées par la Commission dans le cadre du recours de la présidente contre le Protecteur du citoyen.	CAHIER CDPDJ
P.149	Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2021-2022. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.	CAHIER CDPDJ
P.150	Nombre de signalements reçus en 2020-2021 et en 2021-2022, par région du Québec, concernant des cas d'intimidation ou de risque suicidaire.	219
P.151	Nombre d'enfants placés sur une liste d'attente par la Protection de la jeunesse.	220

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.152	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	221
P.153	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2021-2022.	CAHIER CDPDJ
P.154	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2021-2022.	CAHIER CDPDJ
P.155	EFFECTIF POUR 2021-2022 ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	CAHIER CDPDJ
P.156	BILAN DU SERVICE DE MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE À QUÉBEC.	CAHIER CDPDJ
P.190	ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	222
P.191	SOMMES DÉVOLUES AU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	223
P.192	TOUT RAPPORT, DOCUMENT OU ÉTUDE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.	224

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

P.1 INDICER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2021-2022 (PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

---

**MINISTÈRE**

---

	2021-2022 (κ\$)
<b>LOGICIELS ET MATÉRIEL</b>	23 719,5
<b>SERVICES PROFESSIONNELS</b>	
• INTERNE	32 720,1
• EXTERNE	39 965,4
• INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC/MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	9 689,4

**FONDS DES REGISTRES**

	2021-2022 (κ\$)
<b>LOGICIELS ET MATÉRIEL</b>	3 404,8
<b>SERVICES PROFESSIONNELS</b>	
• INTERNE	10 428,2
• EXTERNE	11 708,5
• INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC/MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	1 052,6

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

AUCUNE.

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

AUCUNE.

**FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS**

AUCUNE.

P.3 POUR 2021-2022, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

## MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K\$)
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR LE RECouvreMENT - HONORAIRES JUDICIAIRES)	249,3
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	30 251,1
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	30 874,6
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	272,5
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES (CAG) QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS.)	0,9
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS AMÉRICAINS, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ, CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE.)	0,3
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	47 331,2
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.)	8 442,3
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 \$ ET 500 \$ ET 25 % DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10 \$ DE CONTRIBUTION VA AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FONDS D'AIDE JURIDIQUE ET L'EXCÉDENT DE 18 \$ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	23 101,3
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. EXEMPLES : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL)	32 123,0
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	1 490,8
04-04-03	RECouvreMENT - SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES DE TRANSFERT REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	287,9
04-04-04	RECouvreMENT - RÉMUNÉRATION (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES DE TRANSFERT REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	383,0

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K\$)
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES À LA SUITE DU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL) ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. LE REVENU DE L'EXERCICE EN COURS SERA COMPTABILISÉ EN MARS 2022. CE MONTANT NÉGATIF REPRÉSENTE L'AJUSTEMENT À LA BAISSÉ PAR RAPPORT AU REVENU ESTIMÉ À LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.)	(32,5)
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	6,2
04-08-RE	OPÉRATION DE RESTRUCTURATION À LA SUITE DU TRANSFERT DE L'ENCADREMENT DE LA LOI SUR LES ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES, RLRQ, C. E-12.00001 DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS VERS L'AGENCE DE REVENU DU QUÉBEC, SELON LE PROJET DE LOI 41 LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES DISPOSITIONS DES DISCOURS SUR LE BUDGET DU 17 MARS 2016, DU 28 MARS 2017, DU 27 MARS 2018 ET DU 21 MARS 2019.	50,0
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES.)	33,5
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$.)	24,4
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE.)	51,7
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE.)	29 409,0

#### FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K\$)
441210	INTÉRÊT SUR COMPTE DE BANQUE	10,6
442066	CONTRIBUTION DE 8\$ - AMENDE ET CONFISCATION	14 404,3
443010	RECOUVREMENT – DÉPENSES ANNÉES ANTÉRIEURES	599,1
443030	RECOUVREMENT – SUBVENTION D'ANNÉES ANTÉRIEURES	279,5
471340	MESURE QUÉBÉCOISE JUSTICE FAMILIALE	2 416,2
484025	TRANSFERT AUTRES ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	5 511,9

#### FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K\$)
441210	REVENU D'INTÉRÊT	45,2
484025	MINISTÈRE DE LA JUSTICE - CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL	5 290,6
442050	SURAMENDE COMPENSATOIRE	2 427,5
442060	CONTRIBUTION PÉNALE – JUGEMENT	6,1
442065	CONTRIBUTION PÉNALE (10 \$)	17 094,5
442070	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ	1 008,2

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K\$)
470010 + 471139	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	4,9
443010	RECouvreMENT – DÉPENSES ANNÉES ANTÉRIEURES	27,1

#### FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K\$)
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS	37 911,7
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	0,3
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (INFRASTRUCTURE À CLÉ PUBLIQUE GOUVERNEMENTALE	400,8
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	559,8
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4,6
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES VENTES	625,9

#### FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2021-2022 (K\$)
04-02-01	INTÉRÊTS SUR LES COMPTES DE BANQUE	18,6

**P.4 POUR 2021-2022, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :**

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

**A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES**

	28 FÉVRIER 2022 MILLIONS DE \$
<b>A. CRÉANCES</b>	167,6
<b>B. SOMMES RECOUVRÉES</b>	103,1

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE (FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU) ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS.

**C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT**

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (DGBIA) A POUR MANDAT D'EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRES PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D'UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L'ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES);
- LA PRIORISATION DES ACTIVITÉS QUI PRÉSENTENT UN FORT POTENTIEL DE RECOUVREMENT, PAR EXEMPLE, LE SERVICE À LA CLIENTÈLE POUR CONVENIR NOTAMMENT D'ENTENTES DE PAIEMENT AINSI QUE LE TRAITEMENT DES JUGEMENTS RÉCENTS;
- ENTREPRENDRE DES MESURES D'EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL, NOTAMMENT PAR :
  - LA TRANSMISSION D'UN AVIS DE NON-PAIEMENT D'AMENDE À LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC;
  - LA PRIORISATION DES ACTIVITÉS QUI PRÉSENTENT UN FORT POTENTIEL DE RECOUVREMENT, PAR EXEMPLE, LE SERVICE À LA CLIENTÈLE POUR CONVENIR NOTAMMENT D'ENTENTES DE PAIEMENT AINSI QUE LE TRAITEMENT DES JUGEMENTS RÉCENTS;
  - L'ÉMISSION DES SAISIES;
  - EN TOUT DERNIER RECOURS, LA DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT.

**D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES/REVENUS**

	28 FÉVRIER 2022 MILLIONS DE \$	RATIO
<b>REVENUS</b>	124,4	82,9 %
<b>RECETTES</b>	103,1	

LE RATIO DES RECETTES PAR RAPPORT AUX REVENUS EST DE 82,9 % AU 28 FÉVRIER 2022.

EN MOYENNE, LE RATIO GLOBAL DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EST DE 95 %.

**P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISION POUR 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

---

## **PLAN DIRECTEUR TRIENNAL**

### PROGRAMME DE TRANSFORMATION (LEXIUS)

- DÉPÔT DES ACTES DE PROCÉDURES ET DES DEMANDES (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE DES REGISTRES ET DU DOSSIER DU JUGE (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- NOTIFICATION ET TRANSMISSION DE DOCUMENTS PAR LE GREFFE (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)
- SOUTIEN DE L'INSTANCE ET GESTION DES SALLES ET MISE AU RÔLE (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- GESTION DE L'AUDIENGE NUMÉRIQUE (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)
- SERVICES FINANCIERS ET EXÉCUTION DES JUGEMENTS (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)

GESTION INTÉGRÉE DES DOSSIERS JURIDIQUES (STATUT : EXÉCUTION EN SUSPENS)

ENTREPÔT DE DONNÉES ÉLARGI DE LA JUSTICE (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)

MODERNISATION DES SOLUTIONS OFFERTES PAR L'INFRASTRUCTURE À CLÉS PUBLIQUES GOUVERNEMENTALES (STATUT : PLANIFICATION EN COURS).

**P.6 POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER :**

- A. LA DATE DES RÉNOVATIONS;**
- B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS;**
- C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;**
- D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY	2021-04-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION – MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 664 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2021-04-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SERRURIER LAROUCHE	294 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2021-04-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAU DE JUGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	20 579 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VICTORIAVILLE	2021-04-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 105 \$
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU	2021-04-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	17 199 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-04-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	1 250 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN	2021-04-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	650 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINTE-ANNE-DES MONTS	2021-04-16	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SPÉCIALISTES DU VERRE GHIS-VIN INC	255 \$
PALAIS DE JUSTICE D'ALMA	2021-04-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	645 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2021-04-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	235 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-04-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	ECMOR QUÉBEC	4 144 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA	2021-04-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	UNI-VERRE ROUYN-NORANDA INC	5 990 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2021-04-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	39 978 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2021-04-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	200 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-04-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	328 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2021-05-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	18 881 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2021-05-04	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SERRURIER CHAMBERLAND	611 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-05-11	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	10 304 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2021-05-20	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	3 475 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MANIWAKI	2021-05-20	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	FENOMAX	1 404 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE VILLE-MARIE	2021-05-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	MULTI-SERVICES SAL INC	1 349 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-05-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB INC	302 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-05-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	14 546 \$
PALAIS DE JUSTICE D'AMQUI	2021-05-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	3 640 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL D'OR	2021-05-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION TREM-NOR INC	132 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2021-06-01	DÉSINFECTION - COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	382 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT –REVÊTEMENT PLANCHER GREFFE CRIMINEL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 473 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER	2021-06-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	4 846 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – JUGES DE PAIX MAGISTRAT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	64 353 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – JUGES DE PAIX MAGISTRAT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 975 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SYSTÈME DE COMMUNICATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	7 026 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VILLE-MARIE	2021-06-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 065 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU	2021-06-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	870 \$
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2021-06-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - ÉBÉNISTERIE	ÉBÉNISTERIE DRUMMOND ENR	7 175 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2021-06-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	235 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LAC-MÉGANTIC	2021-06-11	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 810 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	2021-06-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	315 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-06-20	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	8 512 \$
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-06-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	2 500 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2021-06-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LJR CONSTRUCTION	54 648 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2021-06-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE A. & E. FORTIN INC	1 636 \$
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-07-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	877 \$
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-07-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	16 260 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-07-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 522 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-07-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – RELOCALISATION DU CENTRE DE PRÉARCHIVAGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	19 501 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-07-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 099 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-07-04	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	8 975 \$
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2021-07-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION DE TAPIS	FLORDÉCO COUVRE-PLANCHER DÉCORATION	4 879 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-07-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – AFFICHAGE DYNAMIQUE	GROUPE ITES CANADA INC	5 660 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-07-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - PEINTURE ET REVÊTEMENT DE PLANCHER	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	24 959 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-07-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – DIVERS	INDUSTRIELLE ALLIANCE	3 374 \$
PALAIS DE JUSTICE DE L'ÎLE-DU-HAVRE-AUBERT	2021-08-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – AJOUT PRISE DE RÉSEAU LOCAL 1.04	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	2 051 \$
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-08-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	9372-0597 QUÉBEC INC	19 825 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-08-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ATELIER PLASTICA INC	1 032 \$
CENTRE JUDICIAIRE GOUIN DE MONTRÉAL	2021-08-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – POSTE DE TRAVAIL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	2 909 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-08-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENTREPRISES YVON BLAIS & FILS INC	3 950 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-08-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	19 930 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-09-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – RETRAIT DE COLONNETTES ÉLECTRIQUES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 373 \$
PALAIS DE JUSTICE DE RIVIÈRE-DU-LOUP	2021-09-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19 – PROCÈS AUX ASSISES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	10 199 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-09-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 758 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA	2021-09-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	UNI-VERRE ROUYN-NORANDA INC	3 945 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-08	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	1 792 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	PEINTURES MICASA	1 200 \$
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2021-09-13	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 810 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	6 167 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-16	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	112 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	9 412 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL D'OR	2021-09-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – MODIFICATION DE BANCS DE JURY	SOUDURE UNIQUE VAL D'OR INC	4 000 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-09-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	6 365 \$
PALAIS DE JUSTICE DE NEW CARLISLE	2021-09-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	18 919 \$
PALAIS DE JUSTICE DE PERCÉ	2021-09-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	7 666 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-29	DÉSINFECTION – COVID-19	P.E.A.C.E. PLUS MAINTENANCE INC	8 960 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	14 042 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-09-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - INSTALLATION DE TAPIS	COUVRE-PLANCHERS DIMENSION	1 309 \$
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2021-09-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – LOCAL 1.19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 176 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CÂBLAGE SALLE 2	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	7 633 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-01	ANALYSE– RELOCALISATION COUR D'APPEL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	42 716 \$
COUR ITINÉRANTE – SHEFFERVILLE	2021-10-01	ANALYSE IMMOBILIÈRE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 691 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2021-10-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	24 563 \$
PALAIS DE JUSTICE DE NEW CARLISLE	2021-10-04	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	135 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-10-05	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	1 934 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-07	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB INC	702 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-10-11	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	INDUSTRIELLE ALLIANCE	8 664 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-10-11	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS – PRISES ÉLECTRIQUES ET CÂBLES RÉSEAUX 210.03, 222.70 ET 520.8	INDUSTRIELLE ALLIANCE	5 125 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-10-11	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	INDUSTRIELLE ALLIANCE	2 139 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-10-12	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE DE TÉLÉTÉMOIGNAGE 1.169	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	13 670 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-10-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION DE TAPIS	COUVRE-PLANCHERS DIMENSION	19 532 \$
PALAIS DE JUSTICE DE AMOS	2021-10-18	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE COMMERCIALE DB INC	3 200 \$
PALAIS DE JUSTICE DE PUVIRNITUQ	2021-10-18	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE COMMERCIALES DB INC	280 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-10-20	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENTREPRISES YVON BLAIS & FILS INC	2 600 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-10-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	2 015 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL D'OR	2021-10-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION TREM-NOR INC	6 327 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	DÉCOUPAGE DE PRÉCISION FAB	244 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CÂBLAGE (CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	ECMOR QUÉBEC	385 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE (CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	LÉOPOLD SOUCY & FILS INC	893 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-10-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	LÉOPOLD SOUCY & FILS INC	1 010 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2021-11-01	PROJET DE VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	22 218 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER SALLE R-208	COUVRE PLANCHER DE LA HAUTE-VILLE	7 315 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT- PEINTURE SALLE R-208	ENTREPRISE TRÉLIDAR	2 400 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-02	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	5 835 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-03	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT- PEINTURE CAVAC	PEINTURE FLORICOLE INC	1 200 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2021-11-03	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 617 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2021-11-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	517 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	ECMOR QUÉBEC	75 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 800 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-12	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CASBO PLEXIGLASS INC	17 066 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	JF LITHO ENSEIGNES ET AFFICHAGE	6 920 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-16	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	JF LITHO ENSEIGNES ET AFFICHAGE	1 870 \$
PALAIS DE JUSTICE DE THETFORD MINES	2021-11-19	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE LOCAL 1.23.2	PEINTURE FLORICOLE	6 850 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2021-11-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CÂBLAGE	LE RÉSEAU CONNECTCOM	9 379 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SOREL-TRACY	2021-11-22	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	3D COUPE	2 185 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE BUREAUX DE JUGES	FLORICOLE	3 400 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2021-11-24	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE S.M.D.	345 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	COUVRE-PLANCHER ORLÉANS	12 597 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2021-11-26	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION ROGER FORTIN	538 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-26	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ALAIN PANNETON (ÉBÉNISTE)	750 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-26	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ALAIN PANNETON (ÉBÉNISTE)	960 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-11-30	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	TÉLÉCOMMUNICATIONS GRIMARD INC	767 \$
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2021-11-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	4 155 \$
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2021-11-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	VITRERIE DU BAS DU FLEUVE 2016 INC	1 510 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLES D'AUDIENCE 3.11, 4.11 ET 5.11	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 964 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER SALLE DE LA JEUNESSE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 851 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER ET PEINTURE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	2 568 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION COLONNETTES ÉLECTRIQUES ET RÉSEAU LOCAL 5.113	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	3 280 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	19 532 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT PLANCHER 5.21, 5.22 ET 5.23	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	5 806 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	7 824 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	6 692 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2021-12-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 210 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU	2021-12-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE BUREAU RC.16	LES IMMEUBLES DU NORD LTÉE	2 016 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION ÉLECTRIQUE ET CÂBLES RÉSEAUX	INDUSTRIELLE ALLIANCE	976 \$
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-12-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	3 650 \$
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2021-12-08	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	2 525 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PORTE 520.1	INDUSTRIELLE ALLIANCE	583,80 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	INDUSTRIELLE ALLIANCE	97,63 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE DÉBARCADÈRE	INDUSTRIELLE ALLIANCE	95,40 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN	2021-12-09	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENT PLANCHER BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	9 294 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2021-12-10	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	890 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-15	REVÊTEMENT DE PLANCHER POUR LES ASCENSEURS	INDUSTRIELLE ALLIANCE	2 465 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-15	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – REVÊTEMENT DE PLANCHER POUR LES ASCENSEURS POUR L'HIVER	INDUSTRIELLE ALLIANCE	1 584 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PRISES RÉSEAUX	INDUSTRIELLE ALLIANCE	327 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – STORE BUREAU 925.1	INDUSTRIELLE ALLIANCE	264 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE QUÉBEC (1200)	2021-12-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE 118	INDUSTRIELLE ALLIANCE	135 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-13	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT- PEINTURE BUREAUX DE JUGES	FLORICOLE	1 100 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANT
PALAIS DE JUSTICE DE LAVAL	2022-01-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	ENSEIGNES FX BOISVERT	1 995 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2022-01-19	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE DES BUREAUX DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	PEINTURE ROBERT DUPONT	1 674 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2022-01-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT –REVÊTEMENT PLANCHER DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	LA REINE DU COUVRE-PLANCHER	5 531 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2022-01-21	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	1 960 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2022-01-25	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION DE TOILES DE VINYLE	ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LTÉE	24 626 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-27	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – CHANGEMENT SERRURE SALLE 2.21A	SERRURIER-CONTRÔLE	967 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2022-01-28	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	LES ENSEIGNES SIMON	9 385 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2022-01-30	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE	PEINTURES MICASA	6 710 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – SALLE R-223	LÉOPOLD SOUCY	450 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-01-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SOUS-SOL	LÉOPOLD SOUCY	5 175 \$
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2022-01-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SALLE D'AUDIENCE RC.04	SABLAGE ET PEINTURE BEAULAC	2 395 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-02-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	742 \$
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2022-02-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 666 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2022-02-01	DÉSINFECTION – COVID-19	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	24 563 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	11 335 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2022-02-01	MISE À NIVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	59 169 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE SALLE R.117, R.101 ET R.151	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	4 145 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	19 500 \$
PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE	2022-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – BUREAUX DE JUGES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	21 917 \$
PALAIS DE JUSTICE DE THETFORD MINES	2022-02-03	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – PEINTURE LOCAL 1.01.3	PEINTURE FLORICOLE	6 300 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-02-14	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	PLASTIQUE MULTIFAB INC	677 \$
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	2022-02-17	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – COVID-19	CONSTRUCTION ROGER FORTIN	1 004 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2022-02-23	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – INSTALLATION PRISES RÉSEAUX ET ÉLECTRIQUES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	29 836 \$

**P.7** LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2021-2022, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
  - B. LES MEMBRES;
  - C. LE BUDGET;
  - D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022;
  - E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.
- 

VOIR PAGES SUIVANTES.

## MINISTÈRE

NOTE : LA LISTE SUIVANTE COMPREND LES COMITÉS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, QU'ILS SOIENT SOUS SA RESPONSABILITÉ OU CELLE D'UN AUTRE MINISTÈRE. DE PLUS, POUR CERTAINS DE CES COMITÉS, BIEN QU'IL N'Y AIT EU AUCUNE RENCONTRE EN 2021-2022, LES TRAVAUX DE CEUX-CI SE POURSUIVENT, NOTAMMENT PAR DES ÉCHANGES PAR COURRIEL. AUCUN BUDGET N'À ÉTÉ ALLOUÉ RELATIVEMENT À LA PARTICIPATION À CES COMITÉS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET LA VISION HORIZONTALE DE TOUS LES PROJETS ET PROGRAMMES QUI LA COMPOSENT. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ ASSURE UN <i>LEADERSHIP</i> STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	LINE DROUIN JOHANKA GIGUÈRE CAROLINE DOUCET	2
COMITÉ D'AUDIT INTERNE	AIDER LA SOUS-MINISTRE DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU MINISTÈRE. IL ASSUME SON RÔLE EN FORMULANT À LA SOUS-MINISTRE DES CONSEILS IMPARTIAUX DANS LE DOMAINE DE LA SAINTE GOUVERNANCE, NOTAMMENT SUR LES ENJEUX LIÉS À L'AUDIT INTERNE, À LA QUALITÉ ET À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET NON FINANCIÈRE ET À LA GESTION DES RISQUES. IL PEUT FOURNIR TOUT AUTRE CONSEIL À LA DEMANDE DE LA SOUS MINISTRE OU À SA PROPRE INITIATIVE.	LINE DROUIN VÉRONIQUE MORIN CHANTALE MORIN	4
SAQIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX AU NUNAVIK, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. CE PROJET EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	LINE DROUIN ALAIN BELLEFEUILLE	2
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	VÉRONIQUE MORIN	1
COMITÉ DES RESPONSABLES DES UNITÉS DE RELATIONS CANADIENNES	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	VÉRONIQUE MORIN	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.	ROGER NOËL MARIE-ÈVE MARTIN	3
SOUS-COMITÉ SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂNÉES 2017-2022	METTRE EN ŒUVRE LA MESURE 51 DE CE PLAN D'ACTION, SOIT « CONCEVOIR UN OUTIL DE SENSIBILISATION ET UN CONTENU DE FORMATION SPÉCIFIQUE SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES ÂNÉES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES ET TRANSEXUELLES À L'INTENTION DES PROFESSIONNELS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE CEUX	BARBARA SOUSA	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	TRAVAILLANT DANS LES DIFFÉRENTS MILIEUX DE VIE DES PERSONNES ÂÎNÉES (À DOMICILE, RÉSIDENCES POUR ÂÎNÉES, RESSOURCES INTERMÉDIAIRES ET DE TYPE FAMILIAL, CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS LONGUE DURÉE) ».		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE <i>PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER</i> AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	BARBARA SOUSA JADE CABANA	1
COMITÉ DE RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE	TRAVAILLER DE CONCERT AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE AFIN DE RÉVISER LA PRATIQUE POLICIÈRE EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AFIN D'ADAPTER CELLE-CI ET D'AMÉLIORER LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES VICTIMES.	JADE CABANA	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS ET DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, ET LE SUIVI DES DIFFÉRENTS RAPPORTS ( <i>REBÂTIR LA CONFIANCE, RAPPORT DU CORONER SUR LES DÉCÈS EN CONTEXTE CONJUGAL, ETC.</i> ).	DELPHINE MATTE RICHARD CARBONNEAU	13
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	BARBARA SOUSA DELPHINE MATTE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE (DES MINEURS)	ÉLABORER UN PLAN D'ACTION DES MESURES SPÉCIFIQUEMENT DANS LE DOMAINE DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.	PATRICK-THIERRY GRENIER DELPHINE MATTE	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL FEMMES ET COVID	ÉLABORER UN PLAN D'ACTION AVEC DES MESURES TOUCHANT SPÉCIFIQUEMENT LES FEMMES DANS LE CONTEXTE PANDÉMIQUE.	JADE CABANA	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA FRANCOPHONIE	LIEU DE PARTAGE D'INFORMATION SUR LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE.	LOUIS-FILIP TREMBLAY PATRICK-THIERRY GRENIER	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION	SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION ET LA CYBERINTIMIDATION.	MARIE-ÈVE MARTIN JULIE GOULET	1
COMITÉ CONSULTATIF DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	LE COMITÉ CONSULTATIF A POUR MANDAT DE: CONSEILLER LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT) CONCERNANT LES ENJEUX ACTUELS ET ÉMERGENTS AINSI QUE LES SUJETS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE, AU SUIVI, À L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET DE SON PLAN D'ACTION; CONSEILLER LE BLCHT CONCERNANT LES ENJEUX ACTUELS ET ÉMERGENTS AINSI QUE LES SUJETS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE, AU SUIVI, À L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET DE SON PLAN D'ACTION; FACILITER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE L'HOMOPHOBIE ET DE LA TRANSPHOBIE ET, PLUS GÉNÉRALEMENT, DES BESOINS SPÉCIFIQUES DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES BISEXUELLES, TRANSEXUELLES ET QUEER SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS, NOTAMMENT EN RÉGION; FAVORISER LA CIRCULATION DE L'INFORMATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES; CONTRIBUER À LA MOBILISATION DES PARTENAIRES AUTOUR	ROGER NOËL BARBARA SOUSA	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	D'UNE DÉMARCHE STRUCTURÉE ET COHÉRENTE DES INTERVENTIONS. IL EST FORMÉ DES REPRÉSENTANTS DE 14 ORGANISMES DES COMMUNAUTÉS LGBTQ ET EST PRÉSIDÉ PAR LE BLCHT.		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE	CE COMITÉ STRATÉGIQUE A POUR MANDAT DE SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION INTERNATIONAL GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE, NOTAMMENT EN RENFORÇANT LA COHÉRENCE ET LA PERTINENCE DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE; EN SOUTENANT LA MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET LE PROCESSUS DE REDDITION DE COMPTES RELATIFS AUX DROITS DE LA PERSONNE; ET EN FAISANT CONNAÎTRE À LA POPULATION QUÉBÉCOISE L'ACTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DES DROITS DE LA PERSONNE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE PATRICK-THIERRY GRENIER MICHEL PAQUETTE	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE PROGRAMME REVENU DE BASE	CE COMITÉ STRATÉGIQUE A POUR MANDAT DE SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME REVENU DE BASE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	1
COMITÉ DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PROPOSER AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL UN PROJET DE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES ET SON PLAN DE MISE EN ŒUVRE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	1
GRUPE DE TRAVAIL VOLETS CITOYENS-ENTREPRISES SUR LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES	CE GROUPE A POUR MANDAT DE PROPOSER DES MESURES STRUCTURANTES AU COMITÉ DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES.	SOPHIE HEIN MICHEL PAQUETTE SANTIAGO VELASQUEZ CARL RODRIGUE	5
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, FAVORISER LA CONCENTRATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	SIMON-PIERRE LAVOIE	5
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2021-2026.	ÉLISABETH DUFOUR	AUCUNE
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	COORDONNER LES ACTIONS RÉGIONALES EN ITINÉRANCE AU QUÉBEC (PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2021-2026).	NICOLAS MERCIER-LAMARCHE MARIE TRAHAN	9
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE PROGRAMME ALTERNATIF AUX SANCTIONS PÉNALES POUR MINEURS	DÉVELOPPER UN PROGRAMME ALTERNATIF AUX SANCTIONS PÉNALES POUR MINEURS QUI CONTREVIENNENT À LA LOI 157 ENCADRANT LE CANNABIS.	AUDREY TURMEL NICOLAS MERCIER-LAMARCHE ÉLISABETH DUFOUR	2
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	METTRE DE L'AVANT DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES, ET EN FAIRE LE SUIVI.	PATRICK-THIERRY GRENIER ALAIN BELLEFEUILLE MARJORIE FORGUES	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		JOSÉE TROTTIER	
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA)	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES) AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICAIRES.	MARIE TRAHAN AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
SOUS-COMITÉ DE SUIVI SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI C-75 EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	HARMONISER LES PRATIQUES À LA SUITE DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	AUCUNE
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	ÉRIC LESTAGE	AUCUNE
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	SENSIBILISER LA POPULATION ET MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	JEAN-SÉBASTIEN LALONDE LOUISE PLAMONDON	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	DELPHINE MATTE	1
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS ET, S'IL Y A LIEU, PROPOSER DES PISTES D' ACTIONS AINSI QU'UN ÉCHÉANCIER.	JACQUES PRÉGENT	AUCUNE
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	CONSEILLER LE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	DELPHINE MATTE	AUCUNE
SOUS-COMITÉ LÉGISLATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS POSSIBLES ET ÉTABLIR DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE PORTANT SUR LES QUESTIONS SUIVANTES : <ul style="list-style-type: none"> <li>• IMPOSER DES CONDITIONS AU RACHAT DES ASSURANCES VIE.</li> <li>• RENFORCER LES POUVOIRS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES POUR QU'ELLES PUISSENT AGIR EN CAS DE SOUPÇONS DE MALTRAITANCE.</li> <li>• EXIGER DES MESURES STRICTES DE REDDITION DE COMPTES DE LA PART DES MANDATAIRES.</li> <li>• RESSERRER LES RÈGLEMENTS ET LES OBLIGATIONS ENCADRANT LA CONDUITE DES REPRÉSENTANTS.</li> </ul>	DELPHINE MATTE PIER-ANNE PROULX JEAN-FRANÇOIS LORD	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	<ul style="list-style-type: none"> <li>FAIRE SAVOIR AUX PROFESSIONNELS QU'ILS ONT L'OBLIGATION D'AGIR.</li> </ul>		
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS POUR CONTRER LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ET MATÉRIELLE DES AÎNÉS	ÉVALUER LA POSSIBILITÉ DE MODULER LES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ AUXQUELLES LES ENTREPRISES SONT TENUES PAR LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ, NOTAMMENT LES INTERVENANTS DU SECTEUR FINANCIER, AFIN QUE CELLES-CI PUISSENT COMMUNIQUER AVEC UN PROCHE POUR DISCUTER D'UNE SITUATION POTENTIELLE DE MALTRAITANCE À L'ÉGARD D'UN CLIENT DANS UN OBJECTIF DE TENTER DE L'EN PROTÉGER.	DOROTHÉE-ANNE BOURQUE JEAN-HUBERT LACROIX PIER-ANNE PROULX	2
COMITÉ NATIONAL AVISEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION, DE LA MISE EN APPLICATION ET DU SUIVI D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIOSANITAIRES DU QUÉBEC.	RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ROGER DUPUIS	8
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ACTION COMMUNAUTAIRE (PAGAC)	LE COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PAGAC CONTRIBUE À METTRE EN PLACE DES ACTIONS PORTEUSES ET STRUCTURANTES, TOUT EN ASSURANT UNE COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES MESURES ET POLITIQUES EXISTANTES, QUI DEVRONT REFLÉTER L'ADHÉSION DES MEMBRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ACTION COMMUNAUTAIRE. LES MESURES DEVRONT ÉGALEMENT S'INSCRIRE DANS LA POURSUITE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	5
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	VEILLER À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER.	JULIE ROY SIMON-PIERRE LAVOIE	12
COMITÉ EXPLOITATION ET INTÉGRATION DE PROJET – PROJET PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ANALYSER LES PROBLÉMATIQUES ET PROPOSER DES SOLUTIONS.	JULIE HOULE	12
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	ASSURER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	2
GRUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	ÉTUDIER LA CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE, VÉRIFIER SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORER DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	LAURENCE BERGERON KATIE LEVASSEUR SYLVIE SCHERRER ISABELLE GAGNÉ	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	ADOPTER DES ORIENTATIONS INTERMINISTÉRIELLES CONCERTÉES EN MATIÈRE DE JUDICIARISATION, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE SERVICES SOCIAUX QUI PRENNENT APPUI SUR LES MEILLEURES CONNAISSANCES DU PHÉNOMÈNE CHEZ LES PERSONNES AYANT UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE
COMITÉ TRAJECTOIRE SANTÉ MENTALE	AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS QUI IMPLIQUENT DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR DIMINUER LA DÉTENTION PROLONGÉE DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DU SUIVI À LA COUR DES DOSSIERS DANS LESQUELS DES CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ IMPOSENT AUX ACCUSÉS DE SE PRÉSENTER EN PSYCHIATRIE, EN COLLABORATION AVEC LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE, L'AIDE JURIDIQUE, LE SYSTÈME DE SOUTIEN AU COMPORTEMENT POSITIF, LES CENTRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX, L'INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL ET LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.	MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER- LAMARCHE	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL DE SUIVI PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	CONCERTATION DES PARTENAIRES DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME, ÉVALUER LE FONCTIONNEMENT DU PROJET ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION.	MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER- LAMARCHE	29
PROJET COMITÉ DE RÉFLEXION DIRECTIVES PSYCHIATRIQUES ANTICIPÉE ET CONCILIATION COUR SUPÉRIEURE	RÉFLEXION AMORCÉE AVEC LES PARTENAIRES DE LA CAPITALE-NATIONALE ET LES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX SUR LE DÉVELOPPEMENTS DE NOUVELLES PRATIQUES NOVATRICE EN LIEN AVEC LES ORDONNANCES DE SOINS.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DIRECTEUR PROJET PARENTHÈSE MONTRÉAL	CONCERTATION DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS AU PROGRAMME EN VUE DE LA MISE EN PLACE ET DU SUIVI.	MARIE TRAHAN	4
COMITÉ DIRECTEUR PROJET PARENTHÈSE LONGUEUIL	CONCERTATION DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS AU PROGRAMME EN VUE DE LA MISE EN PLACE ET DU SUIVI.	MARIE TRAHAN	2
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	DÉFINIR LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE, S'ASSURER QUE LES DÉVELOPPEMENTS LIÉS AU PROJET S'APPUIENT SUR LES DONNÉES PROBANTES ET LES MEILLEURES PRATIQUES DANS LE DOMAINE, DÉNOUER LES ENJEUX RENCONTRÉS À PARTIR DE LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE, ASSURER LA GESTION STRATÉGIQUE DES RISQUES DU PROJET ET ASSURER LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS EN SUSPENS, SUIVRE L'AVANCEMENT DU PROJET ET APPORTER LES AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES, EFFECTUER LA LIAISON NÉCESSAIRE ET PERTINENTE ENTRE LES RÉSEAUX IMPLIQUÉS DANS LE PROJET DE MISE EN ŒUVRE, INTERPELLER LES PARTENAIRES DU PROJET POUR TOUTE QUESTION D'ORGANISATION OU RELATIVE À L'IMPUTABILITÉ DES PARTIES ET CONSULTER ET IMPLIQUER LA MAGISTRATURE EN TEMPS OPPORTUN.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER LAMARCHE RICHARD CARBONNEAU	2
COMITÉ DE COORDINATION PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	RECEVOIR LES ORIENTATIONS ET LES DIRECTIVES DU COMITÉ STRATÉGIQUE DU PROJET DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ET EN ASSURER LA COMPATIBILITÉ AVEC LES TRAVAUX DE CELLE-CI, ASSURER LA COMPATIBILITÉ DES TRAVAUX AVEC LES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET LES ORIENTATIONS	MARIE TRAHAN NICOLAS MERCIER LAMARCHE	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	INTERMINISTÉRIELLES, COORDONNER LES TRAVAUX DU PROJET EN ASSURANT LA PRISE EN COMPTE DE LA RÉALITÉ DE CHAQUE PARTENAIRE ET EFFECTUER LES LIAISONS NÉCESSAIRES AVEC LES ORGANISATIONS IMPLIQUÉES, GUIDER ET SOUTENIR LES TRAVAUX DES PILOTES DE MANDAT OPÉRATIONNELS, ASSURER LA GESTION DES RISQUES ET DES ENJEUX DE NIVEAUX TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL ET PROPOSER DES MESURES DE MITIGATION AU COMITÉ DIRECTEUR.	DOMINIQUE BÉGIN	
COMITÉ DE TRAVAIL PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE JEUNESSE	PARTICIPER À LA CONCEPTION D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE JEUNESSE ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET PILOTE.	MARIE TRAHAN MÉLANIE VALLÉE	5
COMITÉ DE SUIVI PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL)	MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE DOMINIQUE BÉGIN RICHARD CARBONNEAU	5
COMITÉ DE DÉPLOIEMENT PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL)	PLANIFIER LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PROVINCE.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	5
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX CÔTE-NORD	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX LAURENTIDES	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX DRUMMONDVILLE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX MONTRÉAL	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX QUÉBEC - CHARLEVOIX	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX FRONTENAC	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX SAGUENAY – LAC-ST-JEAN	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX ESTRIE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		ÉLISABETH DUFOUR	
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX ARTHABASKA	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX BEAUCE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX TROIS-RIVIÈRES – SAINT-MAURICE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX RIMOUSKI-KAMOURASKA	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX LONGUEUIL	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX LAVAL	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX JOLIETTE	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX RICHELIEU	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DES PARTENAIRES LOCAUX ABITIBI	SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DES PARTENAIRES LOCAUX.	MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	1
COMITÉ DE VIGIE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL	ASSURER L'HARMONISATION DES MESURES DE RECHANGE ET ANALYSER LES CAS PARTICULIERS.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR DOMINIQUE BÉGIN	1
COMITÉ - PLAN D'ACTION MALTRAITANCE	OFFRIR DES MESURES DE JUSTICE RÉPARATRICE, DE NON-JUDICIARISATION ET DE DÉJUDICIARISATION DANS LES CAS DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	1
COMITÉ DE SUIVI DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE POUR LE SOUTIEN AUX PERSONNES PROCHES AIDANTES	ASSURER LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LES PERSONNES PROCHES AIDANTES.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
COMITÉ DE TRAVAIL - PLAN D'ACTION PROCHE AIDANCE	METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE PROMOTION DES SERVICES DE MÉDIATION AUPRÈS DES PERSONNES PROCHES AIDANTES ET ASSURER LA FORMATION DES MÉDIATEURS SUR LA PROCHE AIDANCE.	MÉLANIE VALLÉE	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE TRAVAIL PROGRAMME C <sup>3</sup> ESSES	CRÉER ET METTRE EN PLACE UN PROGRAMME QUÉBÉCOIS VOLONTAIRE UNIQUE DE DÉJUDICIARISATION POUR ADULTES, AXÉ SUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT, LA CONSCIENTISATION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION VISANT À DIMINUER LA DEMANDE POUR L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS, EN VUE DE RÉDUIRE LE RISQUE DE RÉCIDIVE ET D'ASSURER DES MILIEUX DE VIE SÉCURITAIRES.	AUDREY TURMEL MARJA THÉBERGE MÉLANIE VALLÉE STEVE BOYOM	5
DÉLÉGATION DU QUÉBEC	DISCUTER DE LA POSITION DU QUÉBEC QUANT À LA JUSTICE RÉPARATRICE EN VUE DE LA CONFÉRENCE RÉUNISSANT LES DÉLÉGATIONS DE TOUTES LES PROVINCES À HALIFAX 2022.	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE ÉLISABETH DUFOUR	2
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET DU PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ENTRE LES RÉGIONS ET VEILLER À LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE.	JULIE GOULET SÉBASTIEN BONNEAU	14
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	LINE DROUIN PATRICK-THIERRY GRENIER SOPHIE VÉZINA	3
COMITÉ DE GOUVERNANCE DU FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	PATRICK-THIERRY GRENIER	11
COMITÉ DE COORDINATION AU SOUTIEN DU DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CENTRES DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ CERTIFIÉS PAR LA FONDATION DR JULIEN	SOUTENIR LE DÉPLOIEMENT DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CENTRES DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ (CPSC) CERTIFIÉS PAR LA FONDATION DR JULIEN NOTAMMENT AU REGARD DE L'APPORT DE RESSOURCES PROVENANT DU MILIEU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MÉDECINS, INFIRMIERS, TRAVAILLEURS SOCIAUX, PSYCHOLOGUES), DU MILIEU JURIDIQUE (COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS JURIDIQUES PERTINENTS [AIDE JURIDIQUE, AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE EFFECTUANT DES MANDATS PRO BONO, CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ] ET LES CPSC) AINSI QUE DU MILIEU DE L'ÉDUCATION (ARRIMAGE ENTRE LE MILIEU SCOLAIRE ET LES CPSC).	JEAN-SÉBASTIEN LALONDE	4
TABLE CENTRALE DE COORDINATION SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	COORDONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES TABLES LOCALES AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS ET DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	JACQUES PRÉSENT JADE CABANA	3
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE	S'ASSURER DE LA PLANIFICATION ET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX.	NICOLAS MERCIER-LAMARCHE AUDREY TURMEL	2
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.	GENEVIÈVE POLIQUIN	5
COMITÉ SUR LE TROISIÈME PLAN D'ACTION VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	VOIR À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE CONCERTATION SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	ASSURER LA CONCERTATION DES ACTIONS DE LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RELATIVES À L'ADMINISTRATION DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.	SOPHIE JONCAS RICHARD CARBONNEAU	AUCUNE
COMITÉ DE GOUVERNANCE COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT	PATRICK-THIERRY GRENIER RICHARD CARBONNEAU SOPHIE JONCAS MARC GAGNÉ ANNIE SIMONEAU	10
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	COORDONNER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ET DES ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE FAÇON PARALLÈLE.	JACQUES PRÉGENT PASCALE LABBÉ	2
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE ET LE SOUS-COMITÉ. ASSUJETTISSEMENT/DÉTACHEMENT	NÉGOCIER DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDONNER LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT.	JULIEN FRENETTE	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONES ET ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES.	DANIEL BENGHOZI HUBERT NOREAU-SIMPSON ALEXANDRE OUELLET SOPHIE LÉPINE-ZARUBA LEANDRO STEINMANDER	4
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NÉCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME.	SOPHIE LÉPINE ZARUBA ROSEMARIE FORTIER SYLVIE BOULAY	4
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	COORDONNER LES RÉFLEXIONS EN MATIÈRE DE COMPARUTIONS LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS.	GAÉTAN RANCOURT CAROLINE DION CHRISTINE DUBOIS	2
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	MARJORIE FORGUES PAUL CHARBONNEAU GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER CHRISTIAN TRUDEL	1
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEURS RÉGIONAUX PIERRE-CHARLES THIBAUT	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		RÉMI GAUTHIER	
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE	15
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES MÉLANIE CODERRE SOPHIE DEMERS RÉMI GAUTHIER KATHERINE MORISSETTE GAÉTAN RANCOURT	4
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES JULIE MALOUIN CÉLINE CLAVEAU RÉMI GAUTHIER GAÉTAN RANCOURT KATHERINE MORISSETTE JOSYANE HAMEL	6
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	MARJORIE FORGUES KATHERINE MORISSETTE GAÉTAN RANCOURT VIATEUR CYR RÉMI GAUTHIER MARIE-CLAUDE PARENT	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	FLORENCE ASSELIN PAUL CHARBONNEAU MARIANNE BASTIEN GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER MARJORIE FORGUES ANDREI GHETI	3
COMITÉ DIRECTEUR – ÉDIFICE L.-P. PIGEON	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	GAÉTAN RANCOURT FLORENCE ASSELIN	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		MARJORIE FORGUES	
COMITÉ RÉNOVATION DU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU	DÉTERMINER LES BESOINS EN RÉNOVATION POUR RÉPONDRE À L'ENSEMBLE DES SERVICES DONNÉS.	MIREILLE JONCAS RÉMI GAUTHIER GAÉTAN RANCOURT GENEVIÈVE BLAIS	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	DÉTERMINER LE SCÉNARIO À RETENIR ENTRE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE OU DE RÉNOVER LE BÂTIMENT EXISTANT.	MARJORIE FORGUES KATHERINE MORISSETTE GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER LUCIE GIGUÈRE	1
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCER UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	MYLÈNE MARTEL	1
SOUS-COMITÉ RESSOURCES, PERFORMANCE ET ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EXAMINER LES SUJETS EN LIEN AVEC LES RESSOURCES, LA PERFORMANCE ET L'ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE.</li> <li>• CONSEILLER LE COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES (CGRI) ET LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION EN LA MATIÈRE.</li> <li>• ÉTUDIER LES PRATIQUES, LES MÉCANISMES ET LES RÈGLES DE GOUVERNANCE ET RECOMMANDER LEUR APPROBATION AU CGRI.</li> <li>• ABORDER TOUT AUTRE ENJEU QUI LUI EST DÉLÉGUÉ PAR LE CGRI.</li> </ul>	MYLÈNE MARTEL	6
COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	ÉLABORER LES ORIENTATIONS À PROPOSER AU CONSEIL DU TRÉSOR, ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE DES ORIENTATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR ET IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS D'OPTIMISATION, DE PARTAGE ET DE MISE EN COMMUN DE SERVICES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET D'ACTIFS INFORMATIONNELS, NOTAMMENT EN FAVORISANT LEUR INTEROPÉRABILITÉ.	MYLÈNE MARTEL	10
ÉQUIPE DE RÉPONSE AUX INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE (CERT/AQ)	LE QUÉBEC DISPOSE DE SA PROPRE BRIGADE DE DÉFENSE CONTRE LES INTRUSIONS CYBERNÉTIQUES. LE MANDAT DU CERT/AQ EST D'ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D'ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL ET DE PARTAGER DE L'INFORMATION RELATIVEMENT AU DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE.	JONATHAN GOYETTE MONIQUE DINH	40
LA TABLE DES CONSEILLERS EN ARCHITECTURE GOUVERNEMENTALES	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CENTRE QUÉBÉCOIS D'EXCELLENCE NUMÉRIQUE , CETTE TABLEA POUR MISSION D'ACCÉLÉRER ET DE FACILITER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE EN FAVORISANT LE PARTAGE ET LA COLLABORATION À TRAVERS L'ÉCOSYSTÈME.	SYLVAIN DESCHÊNES	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
CENTRE GOUVERNEMENTAL DE CYBERDÉFENSE	LE CENTRE GOUVERNEMENTAL DE CYBERDÉFENSE ASSURE UN LEADERSHIP GOUVERNEMENTAL DANS LA PRÉVENTION, LA PROTECTION, LA DÉTECTION ET LA PRISE EN CHARGE D'INCIDENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION. IL A COMME MANDAT D'ASSURER UNE SURVEILLANCE CONSTANTE DES CYBERMENACES, DE COORDONNER DES INTERVENTIONS RAPIDES ET D'INSTAURER LES MEILLEURES PRATIQUES DE CYBERDÉFENSE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE.	HAKIMA BOUCHAOUA MONIQUE DINH	RENCONTRES HEBDOMADAIRES
COMITÉ CLIENT DES SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC (ITQ)	PRENDRE CONNAISSANCE DES CHANGEMENTS À VENIR AUX SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES OFFERTS PAR ITQ.	CHARLES ÉMOND	2
GRUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET ÉVALUATION DE PROGRAMME	CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VALORISATION DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME DANS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	MÉLANIE BEAULIEU GABRIEL LACROIX-DUFOUR	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (PAGLCHT) 2017-2020	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DU PAGLCHT.	MÉLANIE BEAULIEU	3
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE	IMPLANTER LA VISIOCOMPARUTION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.	PAUL CHARBONNEAU SOPHIE DEMERS LOUIS FRIGON	84
TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES ET GOUVERNEMENTALES	ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES DU QUÉBEC.	PATRICK-THIERRY GRENIER RENÉE GIGUÈRE	3
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY ISABELLE GASSE	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES DONNÉES OUVERTES (SUPPORTÉ PAR LA COMITÉ DE COORDINATION)	DÉTERMINER LES ENGAGEMENTS ANNUELS ET LES PRIORITÉS DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES ET LA COLLABORATION AU PLAN D'ACTION POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET APPROUVER LE CADRE FORMEL POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION AINSI QUE LES PROJETS D'OUVERTURE DE JEUX DE DONNÉES.	JEAN-FRANÇOIS LORD BENOÎT CARBONNEAU	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION MANAWAN	LE MANDAT DE LA TABLE DE CONCERTATION CONSISTE À AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DE MANAWAN AINSI QU'À FAVORISER L'ÉMERGENCE D'UNE JUSTICE MIEUX ADAPTÉE À LA CULTURE ET AUX ENJEUX DES ATIKAMEKW PAR LE PARTAGE DE L'INFORMATION ET LA COORDINATION DES ACTIONS. ELLE SERA APPELÉE À SE PENCHER SUR LES ENJEUX SOCIOJUDICIAIRES QUI TOUCHENT LES RÉSIDENTS DE MANAWAN ET À FAIRE DES RECOMMANDATIONS EN VUE DE SOLUTIONNER LES ENJEUX RENCONTRÉS.	PAUL CHARBONNEAU CAROLINE ÉTHIER EVELYNE SAUVÉ CLAUDE DUMAS JACQUES PREGENT	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES OU ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET LA COHÉRENCE DE LEURS ACTIONS À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE D'OCCUPATION ET DE VITALITÉ DES TERRITOIRES .	DIRECTEURS RÉGIONAUX	31
COMITÉ DE COORDINATION RÉGIONALE DES OPÉRATIONS	DISCUSSION CONCERNANT LES ENJEUX RÉGIONAUX ET LE RÈGLEMENT DE CERTAINES PROBLÉMATIQUES. CES COMITÉS ONT ÉTÉ MIS SUR PIEDS POUR FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS OPÉRATIONNELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.	DIRECTEUR RÉGIONAL DIRECTEURS LOCAUX	53
COMITÉ CONCERNANT LA CAPACITÉ DE DÉTENTION AU NUNAVIK POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ	IDENTIFIER ET ÉVALUER DES SOLUTIONS POSSIBLES POUR FAVORISER LA TENUE DES ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK.	PAUL CHARBONNEAU LISA CARROLL	1
COMITÉ MONTRÉAL SUR LA FLUIDITÉ DES AUDITIONS (DGSM-MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX-MAGISTRATURE-BARREAU)	ASSURER LA BONNE MARCHÉ DES AUDITIONS EN MODE SEMI-VIRTUEL EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE AVEC LES CENTRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ÎLE DE MONTRÉAL.	PAUL CHARBONNEAU	1
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES CAMPS AUTOCHTONES	RÉFLÉCHIR SUR LA QUESTION DES CAMPS ÉRIGÉS PAR LES AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC.	ROSEMARIE FORTIER MARIE-CLAUDE ASSELIN ÉMILIE TREMBLAY SYLVIE BOULAY	1
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	RICHARD CARBONNEAU VÉRONIQUE SAUCIER	AUCUNE
COMITÉ SUR LES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELLES	COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES DANS LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET DÉVELOPPER DE NOUVEAUX OUTILS ADAPTÉS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR DE L'OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE DE QUÉBEC	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS CONCERTÉE ET RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS.	RICHARD CARBONNEAU	6
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CRIMINALISATION DU VIH	CONSEILLER LES INSTANCES MINISTÉRIELLES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE SUR LES ARTICULATIONS DES POLITIQUES DE JUSTICE ET DE SANTÉ PUBLIQUE, À LA LUMIÈRE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET DES PRINCIPES LÉGAUX, AU SUJET DE LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH.	JULIE ROY SIMON-PIERRE LAVOIE	AUCUNE
TABLE DE SUIVI, MINISTÈRES ET ORGANISMES, 4 MODES DE DOTATION – EMPLOIS EN LIGNE	TABLE DE SUIVI AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT UNE DÉLÉGATION POUR TENIR DES PROCESSUS DE QUALIFICATION. LES RENCONTRES TÉLÉPHONIQUES SONT CONSTITUÉES DE DISCUSSIONS SUR LES NOUVEAUTÉS, LES	JULIE GÉLINAS SERGIO ROJAS CHANTALE VACHON	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	AMÉLIORATIONS, LES SUIVIS ET LES PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LA TENUE DE PROCESSUS DE QUALIFICATION DANS SON ENSEMBLE INCLUANT LE SYSTÈME « EMPLOIS EN LIGNE ».	LOUIS-ANDRÉ PICHETTE	
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ATTRACTION DES TALENTS	PROMOUVOIR LES EMPLOIS POUR LESQUELS DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE ONT ÉTÉ DÉTERMINÉS AFIN D'ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURS CANDIDATS ET CANDIDATES ET PROMOUVOIR L'IMAGE D'UNE FONCTION PUBLIQUE RENOUVELÉE SELON LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	WILLIAM DOUCET	2
COMITÉ PROJET AMBASSADEUR	LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A POUR PROJET D'IMPLIQUER LES EMPLOYÉS À TITRE D'AMBASSADEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE. POUR CE FAIRE, ELLE SOUHAITE DÉVELOPPER DIFFÉRENTS « PRODUITS AMBASSADEURS ». CES DERNIERS COUVRIRONT UNE MULTITUDE DE THÈMES ET VISERONT À METTRE DES EMPLOYÉS OU DES ÉQUIPES INSPIRANTES AU CŒUR DU CONCEPT. L'OBJECTIF ÉTANT DE DÉVELOPPER LE SENTIMENT DE FIERTÉ, LE SENTIMENT D'APPARTENANCE ET LA MOBILISATION DES EMPLOYÉS ET AINSI DE FAIRE RAYONNER LA FONCTION PUBLIQUE COMME EMPLOYEUR DE CHOIX.	WILLIAM DOUCET	2
TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE	DISCUTER ET ÉCHANGER SUR LES GRANDS DOSSIERS EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE CEUX TRAITÉS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. PARTAGER L'OPTIMISATION DES FAÇONS DE FAIRE EN GESTION DE MAIN D'ŒUVRE.	VIRGINIE NADEAU	4
TABLE DE SUIVI DES OPÉRATIONS EN RESSOURCES HUMAINES	DISCUTER SUR LES OPÉRATIONS EN RESSOURCES HUMAINES.	CHANTALE VACHON	2
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DES HABILITÉS DE GESTION	PARTAGER DES CONNAISSANCES, DES FAÇONS DE FAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES, DES BONNES PRATIQUES ET DES BONS COUPS.	JULIE PELLETIER JANIE COSSETTE	5
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DU CHANGEMENT	PARTAGER DES RÉFLEXIONS, DES CONNAISSANCES, DES BONNES PRATIQUES, DES OUTILS ET DES EXPÉRIENCES EN GESTION DU CHANGEMENT ET EN TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE AU SEIN DES MINISTÈRES.	GENEVIÈVE LEBLANC	6
COMITÉ CONSULTATIF DES SOLUTIONS D'AFFAIRES GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES	COMITÉ PERMANENT COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MINISTÈRES ET ORGANISMES ET DE MEMBRES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC AYANT POUR MANDAT DE : <ul style="list-style-type: none"> <li>• FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AUX RESSOURCES HUMAINES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, EN VUE DE LA PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3.</li> <li>• PARTAGER L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES, NOTAMMENT, DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE.</li> </ul>	KARINE LAROCHELLE	AUCUNE
COMITÉ DE COORDINATION DU RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	FAVORISER ACTIVEMENT L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DU TRAITEMENT DES SITUATIONS DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	CHRISTIANE DAIGLE MARIE-EVE JALBERT	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE CONSULTATION DIRECTIONS RH SUR L'ÉVALUATION ET LE SUIVI DES EMPLOIS D'ENCADREMENT AINSI QUE DE LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE THÉORIQUE	DANS LE CADRE DE LA « STRATÉGIE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 2018 – 2023 », ET CE, DANS LE BUT DE MIEUX VOUS SOUTENIR ET VOUS OUTILLER, LA DIRECTION DE LA CLASSIFICATION A ÉLABORÉ UN GUIDE SUR LA GESTION DES MASSES SALARIALES THÉORIQUES. AVANT DE DIFFUSER LE GUIDE À L'ENSEMBLE DES DIRECTIONS DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE, UN COMITÉ DE TRAVAIL A ÉTÉ FORMÉ AFIN DE RECUEILLIR VOS COMMENTAIRES À L'ÉGARD DE CELUI-CI.	VIVIANE ST-AMAND MICHAUD	0
GROUPE DE CO-DÉVELOPPEMENT EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	DISCUTER ET APPORTER DES PISTES D'ACTION POUR DIVERS CAS D'INVALIDITÉ ET DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL. ÉCHANGER SUR LES BONNES PRATIQUES À METTRE EN PLACE ET PARTAGER LEUR EXPERTISE.	KATHLEEN MARTINEAU	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA REFORTE EN DOTATION – RENCONTRES DU SOUTIEN RAPPROCHÉ	ÉCHANGER SUR LES DÉFIS, OPPORTUNITÉS ET ENJEUX EN LIEN AVEC LA REFORTE DU PROCESSUS DE DOTATION À VENIR.	JULIE GÉLINAS	6
RÉSEAU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	RÉSEAU COORDONNÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. L'OBJECTIF DU RÉSEAU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS EST LE PARTAGE D'INFORMATION, LA FORMATION, LA CRÉATION D'OUTILS, ETC.	MARIE-EVE BÉRUBÉ	2
COMITE INTERMINISTERIEL DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• METTRE À PROFIT LES EXPERTISES ET TENIR COMPTE DES BESOINS DE CHAQUE MINISTÈRE EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION.</li> <li>• FAVORISER LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET D'INNOVATION ET MAXIMISER SON IMPACT.</li> <li>• SOUTENIR ET ACCOMPAGNER LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AFIN DE MIEUX ARTICULER L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES EN RECHERCHE ET INNOVATION.</li> <li>• FAVORISER LA COLLABORATION ET LE PARTENARIAT POUR OPTIMISER LES RETOMBÉES DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION, TANT SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL, AINSI QU'AU SEIN MÊME DE L'APPAREIL PUBLIC.</li> </ul>	BENOÎT CARBONNEAU NICOLAS CHARLEBOIS JULIEN-MAURICE LAPLANTE SOPHIE HEIN	6
COMITÉ DE COORDINATION DE LA GOUVERNANCE MINISTÉRIELLE POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION	S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES DU MINISTÈRE SOIENT ENGAGÉES DANS LE MOUVEMENT D'OUVERTURE DES DONNÉES ET APPORTER L'EXPERTISE ET LA COLLABORATION DES UNITÉS CONCERNÉES.	VALÉRIE ROY-PERREAU	1
COMITÉ DE GOUVERNANCE INTERMINISTÉRIEL IMPLANTATION D'UN NOUVEAU LIEN ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS	METTRE EN PLACE DES LEVIERS POUR OPTIMISER LES DÉLAIS. CES LEVIERS CONSISTENT NOTAMMENT EN LA REVUE DES PROCESSUS ÉTABLIS POUR CHACUN DES MINISTÈRES AFIN DE TRAVAILLER EN AMONT ET IDENTIFIER LES ENJEUX ET PROBLÉMATIQUES AFIN D'APPORTER LES ACTIONS REQUISES POUR LIMITER LES TEMPS D'ATTENTES OU D'APPROBATIONS.	JULIE MASSÉ MARISE ST-PIERRE MARIE-SOPHIE LECLERC SARA PONTON	1
COMITÉ TRIPARTIE SUR LE PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DES MESURES D'URGENCE DES PALAIS DE JUSTICE	RÉVISER LE PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DES MESURES D'URGENCES ET PROPOSER UN MODÈLE UNIQUE POUR L'ENSEMBLE DES PALAIS DE JUSTICE.	ANNIE TURCOTTE	AUCUNE
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES À SEPT-ÎLES	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES.	MIREILLE JONCAS	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	PATRICIA COUTURE NATHALIE GIRARD	6
TABLE LOCALE (LA TUQUE/SHAWINIGAN) D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES POUR LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES.	STÉPHANE DESJARDINS	AUCUNE
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MARIE-ÈVE CORMIER	8
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	JIMMY VAILLANCOURT	4
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MIREILLE JONCAS	15
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	DOMINIC VAILLANCOURT	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	JOSYANE HAMEL	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	CATHERINE MORNEAU	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHÈLE CUERRIER	10
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHEL CAOUPETTE	16
GRUPE DE TRAVAIL QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	VALIDER ET APPROUVER LES NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE ET LES NOUVELLES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES EN APPUI AUX PROGRAMMES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE EN CONTEXTE MUNICIPAL. ÉTABLIR DES STANDARDS ET ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GABRIEL LACROIX-DUFOUR MARJORIE FORGUES PATRICK-THIERRY GRENIER FRANCINE ASSELIN GAÉTAN RANCOURT CHRISTINE CÔTÉ PATRICK GAZAILLE GENEVIÈVE BUREAU AUDREY TURMEL	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ PERMANENT DE MISE EN ŒUVRE DES ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE	DÉVELOPPER DES OUTILS FAVORISANT LA PÉRENNITÉ DE LA MÉMOIRE INSTITUTIONNELLE ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES AU REGARD DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE ET CONSEILLER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES LORSQU'ILS DOIVENT ADOPTER DES MESURES OU NÉGOCIER ET METTRE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE.	HUBERT NOREAU-SIMPSON ROSEMARIE FORTIER	2
COMITÉ DE LIAISON DE COORDONNATEURS	PRENDRE CONNAISSANCE DES RISQUES ET DES ACTIONS QUI SONT TRANSMIS PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, ASSURER LE SUIVI DE LA PERFORMANCE DU PROJET (PAR PHASE DE RÉALISATION), LES JALONS, LES ENJEUX ET LES ACTIVITÉS RÉALISÉES, EN COURS ET À VENIR.	CAROLINE LAVOIE CÉLINE DUFRESNE CAROLINE VACHON MICHAEL DUBÉ FRANCINE GRAVEL	8
COMITÉ D'ORIENTATION DE PROJET DE L'ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE	ORIENTER ET PARTICIPER À L'ÉLABORATION DE LA PREMIÈRE ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC.	JADE CABANA	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRATIQUE JUDICIAIRE EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE	REVOIR LES PROCÉDURES ET TROUVER DES MOYENS POUR AMÉLIORER LA PRATIQUE DEVANT LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE LA COUR DU QUÉBEC.	GASTON PELLETIER LOUISE PLAMONDON ISABELLE DUPONT	7
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRATIQUE JUDICIAIRE EN MATIÈRE JEUNESSE - RENCONTRE DE TRAVAIL DU SOUS-COMITÉ JURIDIQUE	À TITRE D'OBSERVATRICE-PARTICIPER À UNE RÉFLEXION SUR LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES QUI DEVRAIENT ÊTRE SOUMISES AU COMITÉ PERMANENT.	LOUISE PLAMONDON ISABELLE DUPONT	2
COMITÉ D'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ.	PAUL CHARBONNEAU JOSÉE TROTTIER	AUCUNE
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES À LA SUITE D'UN DÉCÈS	COMITÉ VISANT À GUIDER LES TRAVAUX MENÉS AFIN DE SIMPLIFIER LES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES À LA SUITE D'UN DÉCÈS, À TROUVER DES SOLUTIONS AUX PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES ET PROPOSER DES SOLUTIONS ARRIMÉES.	PATRICK-THIERRY GRENIER CHRISTIAN G. SIROIS	4
COMITÉ DIRECTEUR INTERMINISTÉRIEL – PLAN GOUVERNEMENTAL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES À LA SUITE D'UN DÉCÈS	ÉLABORER DES SOLUTIONS POSSIBLES AUX PRINCIPALES DIFFICULTÉS D'ORDRE JURIDIQUE OU ADMINISTRATIVE RENCONTRÉES PAR LES CITOYENS APPELÉS À RÉGLER LA SUCCESSION D'UN PROCHE.	MICHEL PAQUETTE JULIEN-MAURICE LAPLANTE SOPHIE HEIN	5
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS, CONCLUE À LA HAYE LE 5 OCTOBRE 1961	LE MANDAT EST DE DÉTERMINER LES MESURES NÉCESSAIRES POUR METTRE EN ŒUVRE CETTE CONVENTION AU QUÉBEC, CE QUI REQUIERT D'IDENTIFIER LA OU LES AUTORITÉS QUI SERONT DÉSIGNÉES COMPÉTENTES ET LE OU LES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI SERONT RESPONSABLES DE CRÉER ET DE METTRE À JOUR LE REGISTRE ÉLECTRONIQUE DES APOSTILLES DÉLIVRÉES.	LAURENCE BERGERON HAKIME AIT AMER MEZIANE LAURENCE BERGERON SYLVIE SCHERRER MARILÈNE GALLIEN NANCY PAQUETTE ÉMILIE-JENNIFER DESBIENS	10

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE TRAVAIL DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL – MINISTÈRE DE LA JUSTICE	LE MANDAT EST D'ÉCHANGER SUR LES RÉALITÉS ET LES BESOINS DE CHAQUE ORGANISATION AFIN D'IDENTIFIER LES PROCESSUS ET MÉCANISMES DE COMMUNICATION.	MARIE-ÉMILIE ROCHETTE CATHERINE MORNEAU	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL EN MATIÈRE PÉNALE	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE CONFIRMER LA VALIDITÉ DES TRAVAUX ET INDICATEURS EN MATIÈRE PÉNALE, D'AMÉLIORER LA PRÉCISION DES RÉSULTATS LIÉS AUX INDICATEURS ET DE CHERCHER DES RÉPONSES AUX QUESTIONNEMENTS SOULEVÉS EN LA MATIÈRE.	RIM BOUJMIL GABRIEL LACROIX-DUFOUR DIANE MESSIER MARTIN ROSS	AUCUNE
COMITÉ DES AGENTS DE LIAISON DE L'ENTREPRISE NATIONALE RELATIVE À LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CALENRSJ)	RATTACHÉ AU CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CCSJ) DE STATISTIQUE CANADA, LE CALENRSJ SE COMPOSE DE FONCTIONNAIRES MINISTÉRIELS NOMMÉS PAR LES SOUS-MINISTRES DES JURIDICTIONS CANADIENNES, DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE STATISTIQUE CANADA RESPONSABLE DU CCSJ, AINSI QUE D'UN REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE. LE COMITÉ APPORTE DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT DANS LA COLLECTIVITÉ, PASSE EN REVUE DES ARTICLES DE JURISTAT EN COURS DE PRÉPARATION ET D'AUTRES RAPPORTS, ET CONSTITUE UNE VOIE DE COMMUNICATION ENTRE LES FOURNISSEURS DE DONNÉES ET LE CCSJ POUR LA DISCUSSION DES QUESTIONS LIÉES À LA QUALITÉ DES DONNÉES.	GABRIEL LACROIX-DUFOUR ALBERT BESNIER	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD) EST UNE INSTANCE DONT LES DÉCISIONS VISENT À ORIENTER LA CONTRIBUTION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN LA MATIÈRE. IL EST ÉGALEMENT UN LIEU D'ÉCHANGE, D'INFORMATION ET DE PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. LES TRAVAUX DU CIDD SE DÉROULENT DANS UN ESPRIT ET UNE DYNAMIQUE PARTICIPATIVE ET CONTRIBUTIVE. PRÉSIDÉ PAR LE SOUS-MINISTRE ADJOINT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LE CIDD EST FORMÉ DE GESTIONNAIRES DE HAUT NIVEAU (SOUS-MINISTRES ADJOINTS OU ADJOINTES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS OU ASSOCIÉES OU LEUR ÉQUIVALENT), QUI ACCOMPAGNENT LE MINISTÈRE DANS LA RÉALISATION DES MANDATS QUE LUI CONFIE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	PATRICK-THIERRY GRENIER GABRIEL LACROIX-DUFOUR	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA SUITE D'UN DÉCÈS	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VISE À DÉVELOPPER DES OUTILS PERMETTANT DE GUIDER LE CITOYEN VERS LES BONS SERVICES GOUVERNEMENTAUX.	MARTINE AUGER STÉPHANIE TURCOTTE LY N-TIR	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES EN MATIÈRE DE SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, VISE À AMÉLIORER L'AUTOMATISATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES À LA RÉCEPTION DE L'INFORMATION DU DÉCÈS.	ÉLISABETH GEOFFROY MARTINE AUGER	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES TESTAMENTAIRES	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, VISE À IDENTIFIER DES SOLUTIONS VISANT À VISE À SIMPLIFIER LA RECHERCHE TESTAMENTAIRE.	STÉPHANIE TURCOTTE MICHEL PAQUETTE, MARTINE AUGER	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		ÉLISABETH GEOFFROY	
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SIMPLIFICATION DES RÈGLES RELATIVES À LA LIQUIDATION DE LA SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE , VISE À IDENTIFIER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE SIMPLIFIER LES RÈGLES ENTOURANT LA LIQUIDATION D'UNE SUCCESSION.	MICHEL PAQUETTE VALÉRIE MARTEL SOPHIE HEIN	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS: CHANTIER SUR LE DROIT DES SUCCESSIONS	CE CHANTIER, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, VISE À IDENTIFIER DES SOLUTIONS POUR AVOIR UNE MEILLEURE COHÉRENCE DANS L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL EN MATIÈRE DE RÈGLEMENT DES SUCCESSIONS ET PERMETTRE AUX HÉRITIERS DE PRENDRE DES DÉCISIONS PLUS ÉCLAIRÉES.	MICHEL PAQUETTE VALÉRIE MARTEL	2
COMITÉ DE TRAVAIL POUR LE POSITIONNEMENT DE L'INFRASTRUCTURE À CLÉ PUBLIQUE GOUVERNEMENTALE ET DE LA MODIFICATION DE LA DIRECTIVE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CONSEIL DU TRÉSOR, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX QUANT AU POSITIONNEMENT RELATIF À LA NÉCESSITÉ ET LA COUVERTURE OFFERTE PAR L'INFRASTRUCTURE À CLÉ PUBLIQUE GOUVERNEMENTALE À TITRE DE SERVICE DE CERTIFICATION À PORTÉE GOUVERNEMENTALE.	CAROLE FERRON ÉLISABETH GEOFFROY MARILÈNE GALLIEN	6
COMITÉ OPÉRATIONNEL SUR LES CAMÉRAS PORTATIVES	LE COMITÉ EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET IL ÉTUDIE LES ENJEUX OPÉRATIONNELS DE LA MISE SUR PIED DE SYSTÈMES DE CAMÉRAS PORTATIVES AU SEIN DES CORPS POLICIERS QUÉBÉCOIS. UN RAPPORT SUR LES CONCLUSIONS DES DEUX COMITÉS (OPÉRATIONNEL ET TECHNIQUE) PARTICIPANT À CES TRAVAUX DOIT ÊTRE PRODUIT AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2021 POUR LE COMITÉ DIRECTEUR SUR LES CAMÉRAS PORTATIVES.	JULIE ROY SIMON-PIERRE LAVOIE KATHY PLANTE ISABELLE DESROCHES JULIE HOULE AMÉLIE LABEL	10
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES LORS D'UN DÉCÈS : CHANTIER SUR L'IDENTIFICATION DU LIQUIDATEUR D'UNE SUCCESSION	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE , VISE À IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS INTERMINISTÉRIELLES POUR SIMPLIFIER LES DÉMARCHES DU CITOYEN AVEC L'ÉTAT.  LE MANDAT DE CE CHANTIER A POUR OBJECTIFS : - OFFRIR AUX LIQUIDATEURS D'UNE SUCCESSION LA POSSIBILITÉ DE S'IDENTIFIER UNE SEULE FOIS AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. - RÉDUIRE LES EFFORTS CONSACRÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES À L'IDENTIFICATION DES LIQUIDATEURS.	ÉLISABETH GEOFFROY STÉPHANIE TURCOTTE HAKIMA AIT AMER MEZIANE MICHEL PAQUETTE MARTINE AUGER VALÉRIE MARTEL SOPHIE HEIN	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES	LE COMITÉ EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET VISE À EFFECTUER DES TRAVAUX D'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DE SIMPLIFICATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET ENTREPRISES.	GENEVIÈVE LALONDE MARTINE AUGER	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE MUNICIPALE	FAIRE LES ANALYSES POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES POUR CERTAINES INFRACTIONS POUR LES STATIONNEMENTS POUR LES VILLES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	ÉLISE LABRECQUE GASTON PELLETIER AMÉLIE COUTURE-ROY	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		KATHYE POMERLEAU LUC DUMONT	
GROUPE DE TRAVAIL INDÉPENDANT SUR RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE	ÉTUDIER LA STRUCTURE TARIFAIRE ACTUELLE DES HONORAIRES ET DÉBOURS DE L'AIDE JURIDIQUE POUR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS QUANT À UNE ÉVENTUELLE RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE.	SECRETARIAT / SOUTIEN TECHNIQUE : MYRIAM ANCTIL ROSGARYS MERCADO	51
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ) SPÉCIFIQUES AUX ENFANTS ET FAMILLES DES PREMIÈRES NATIONS ET INUIT (PNI)	EXAMINER LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX FAMILLES ET AUX ENFANTS DES PNI DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, DE DOCUMENTER LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION ET DE PROPOSER DES MODIFICATIONS À LA LPJ EN ASSURANT LES MODIFICATIONS NÉCESSAIRES AUX AUTRES LOIS (EXEMPLES : LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX,, CODE CIVIL DU QUÉBEC).	LOUISE PLAMONDON JESSICA MATHIEU JOHANNE DESTREMPES SOPHIE LACROIX	5
TABLE DE CONCERTATION MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX-MINISTÈRE DE LA JUSTICE CONCERNANT LES JEUNES ET LA FAMILLE	FAVORISER LA COLLABORATION POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DES DEUX MINISTÈRES.	LOUISE PLAMONDON SOPHIE LACROIX	AUCUNE
GROUPE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIEL	COORDONNER LES TRAVAUX GOUVERNEMENTAUX RELATIFS À LA COMMISSION SPÉCIALE DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE COMMISSION, LE CAS ÉCHÉANT.	MARIE-CATHERINE PARÉ	3
GROUPE DE TRAVAIL TACTIQUE INTERMINISTÉRIEL SUR LE SUIVI DES TRAVAUX DE LA COMMISSION SPÉCIALE DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	ASSURER LA RÉDACTION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA COMMISSION SPÉCIALE DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET ÉTABLIR LES ÉTAPES DE RÉALISATION ET DE SUIVI.	LOUISE PLAMONDON SOPHIE LACROIX	7
COMITÉ SUR LES ENTRÉES SANS AUTORISATION (DANS LES FERMES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES)	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES ENTRÉES SANS AUTORISATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC (FERMES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES) EST FORMÉ DE JURISTES ET DE PROFESSIONNELS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA DIRECTION AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET A POUR MANDAT D'ÉVALUER LES IMPACTS QUI PEUVENT DÉCOULER DES INTRODUCTIONS SANS AUTORISATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC, PLUS PARTICULIÈREMENT EN PRÉSENCE D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE, AINSI QUE LES MEILLEURES PISTES DE SOLUTIONS LÉGISLATIVES ET NON LÉGISLATIVES À METTRE EN PLACE AFIN DE PRÉVENIR OU CONTRER DE TELLES ACTIVITÉS. LE COMITÉ RÉFLÉCHIT, EN PARTICULIER, SUR UNE ÉVENTUELLE LÉGISLATION ENCADRANT LE PHÉNOMÈNE DES MANIFESTATIONS D'ACTIVISTES SUR CES LIEUX.	ABDOU THIAW ALIONA BANCILA FÉLIX PLANTE MARIE-ÈVE JEAN MARTIN HUOT	4
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES AJOUTS AUX TERRES DE RÉSERVE	LE GROUPE DE TRAVAIL EST DIRIGÉ PAR LE SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES. IL A ÉTÉ CRÉÉ EN FÉVRIER 2020 POUR DOCUMENTER LES ENJEUX SOULEVÉS PAR LES AJOUTS AUX TERRES DE RÉSERVE EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS ET ÉLABORER DES RECOMMANDATIONS AFIN D'ACTUALISER LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE CRÉATION OU D'AGRANDISSEMENT DE RÉSERVES.	LAURIE ANCTIL	17

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ FÉDÉRAL PROVINCIAL – ENTENTE DE PARTAGE DE L'INFORMATION PROVENANT DES TRIBUNAUX QUÉBÉCOIS VERS LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA	LE MANDAT DU COMITÉ EST D'ÉCHANGER AVEC LE SERVICE CORRECTIONNEL CANADIEN ET LES AUTRES PROVINCES QUANT À LA MODERNISATION DES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS JUDICIAIRES.	GAÉTAN RANCOURT PATRICK NAUD-CAVION CAROLINE DION JULIE COUTURE	2
TABLE DE CONCERTATION DU MILIEU ARCHIVISTIQUE QUÉBÉCOIS	TABLE DE CONCERTATION PRÉSIDIÉE PAR BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC DONT LE MANDAT VISE À MOBILISER LES FORCES DES INTERVENANTS AFIN D'UNE PART, DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA PÉRENNITÉ DE L'ARCHIVISTIQUE QUÉBÉCOISE ET, D'AUTRE PART, D'ASSURER LA MISE EN PLACE DES MEILLEURES PRATIQUES AFIN D'ASSURER UNE SAINTE GESTION DES DOCUMENTS TOUT AU LONG DE LEUR CYCLE DE VIE, DEPUIS LEUR CRÉATION À LEUR DIFFUSION ET MISE EN VALEUR.	LAURIE GIRARD-SIMARD	2
COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE AVEC LES PARTENAIRES	CE COMITÉ VISE À ASSURER UN MAXIMUM DE PARTAGE D'INFORMATION ET DE PRÉVOIR LES ARRIMAGES NÉCESSAIRES DONT LES ORIENTATIONS ET DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEXIUS. LE COMITÉ EST FORMÉ DE GESTIONNAIRES DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DE PROXIMITÉ DU PROGRAMME LEXIUS COMME LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, LA CHAMBRE DES HUISSIERS ET SON ASSOCIATION, LA CHAMBRE DES NOTAIRES ET AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	CAROLINE LANDRY PATRICIA GIGNAC MARIUS LUPU JOHN-WILLIAM CELY SANDRA ALVAREZ LISE PROULX RENÉE GIGUÈRE CATHERINE GAUTHIER VINCENT BELZIL AMÉLIE GAGNON STÉPHANIE BEAUMONT JANICK CROTEAU MARIE-PIER SIMARD MAYA LEFRANÇOIS	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL ET DES PARTENAIRES AUTOCHTONES POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INFORMATION SUR LA JUSTICE ET LES AUTOCHTONES	UN VOLET ADDITIONNEL À LA FORMATION EN LIGNE CONÇUE POUR L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES EST EN DÉVELOPPEMENT POUR SENSIBILISER LES INTERVENANTS SOCIO-JUDICIAIRES À L'ENSEMBLE DES ENJEUX EN MATIÈRE DE JUSTICE PROPRES AUX PREMIÈRES NATIONS ET AUX INUITS. UN COMITÉ CONSULTATIF FORMÉ DE PARTENAIRES AUTOCHTONES ET DE REPRÉSENTANTS INSTITUTIONNELS A ÉTÉ MIS SUR PIED EN SOUTIEN AU PROJET PILOTÉ PAR LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL.	PASCALE LABBÉ JADE CABANA	3
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN AMÉLIORATION CONTINUE	PARTAGER DES BONNES PRATIQUES EN AMÉLIORATION CONTINUE ET DANS LES DOMAINES APPARENTÉS PAR UNE COMMUNAUTÉ REGROUPANT DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS.	JEAN-FRANÇOIS LÉVESQUE ARIANE MATHIEU MATHIEU SIMARD	12

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		GENEVIÈVE BUREAU CATHERINE BERNIER JEAN-FRANÇOIS CAYER LUIS MANUEL MEJIA DIAZ SIMON LORTIE	
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DES BÉNÉFICES	PARTAGER LES BONNES PRATIQUES EN GESTION DES BÉNÉFICES PAR UNE COMMUNAUTÉ REGROUPANT DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS.	CATHERINE BERNIER	AUCUNE
COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	CE COMITÉ A LE MANDAT D'ASSURER LE SUIVI TACTIQUE DE L'ENSEMBLE DES RISQUES RELIÉS AUX MESURES STRUCTURANTES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE AINSI QUE DE VEILLER À LA PERTINENCE ET LA SUFFISANCE DE L'ENSEMBLE DES MESURES D'ATTÉNUATION QUI Y SONT ASSOCIÉES. DE PLUS, LE COMITÉ RÉALISE L'ANALYSE INITIALE DES RISQUES ET UNE MISE À JOUR RÉGULIÈRE DU REGISTRE DES RISQUES TRANSVERSAUX LIÉS AU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	WILFRIED AFFODEGON  CHRISTINE CÔTÉ CAROLINE LANDRY JOHANKA GIGUÈRE LISE PROULX MARIE-CLAUDE DARAICHE JOSÉE CHABOT MÉLANIE VALLÉE CHARLES ÉMOND JULIE SIMARD JANICK CROTEAU GENEVIÈVE VALLÉE SOPHIE DEMERS MARIE-PIER SIMARD CAROLINE DOUCET XAVUER DESJARDINS ÉDITH CARON MARTIN MORIN MARC GAGNÉ	9
COMITÉ CONSULTATIF D'ÉVALUATION DU PLAN DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE	LE COMITÉ DONNE SON AVIS SUR LES TRAVAUX D'ÉVALUATION DÉCOULANT DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE (CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE, CADRE D'ÉVALUATION, BILANS ANNUELS COMMENTÉS, ETC.).	GABRIEL LACROIX-DUFOUR DULCE MARIA HERRERA AUDREY TURMEL CHANTALE MORIN FRANÇOIS OUELLETTE	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		PAUL CHARBONNEAU MÉLANIE BEAULIEU JOHANKA GIGUÈRE GAÉTAN RANCOURT	
COMITÉ DIRECTEUR – CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PROGRESSIF	COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR LES ACTIVITÉS DU CENTRE. LE CENTRE A POUR OBJECTIF LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RECHERCHE FONDAMENTALE ET APPLIQUÉE EN DROIT PROSPECTIF ET DANS DES DISCIPLINES CONNEXES.	PATRICK-THIERRY GRENIER	1
COMITÉS INTERMINISTÉRIELS – CURATEUR PUBLIC	CES COMITÉS VISENT À ASSURER LES ARRIMAGES REQUIS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION OPÉRÉE PAR LE CURATEUR PUBLIC.	PATRICK-THIERRY GRENIER	1
RENCONTRES INTERMINISTÉRIELLES DES SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS – VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES	COMITÉ MIS EN PLACE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE VISANT À DISCUTER DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE DANS LE CONTEXTE DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE, DE LA PROLONGATION ET DU RENOUVELLEMENT DE LA STRATÉGIE VIOLENCES SEXUELLES ET DU PREMIER RAPPORT DU COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE.	PATRICK-THIERRY GRENIER	3
JUSTICE DANS LE NORD	COMITÉ REGROUPANT LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DE LA JUSTICE, VISANT À IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX CLIENTÈLES AUTOCHTONES DANS LE NORD DU QUÉBEC, À CONVENIR DES SOLUTIONS REQUISES ET À LES METTRE EN PLACE.	PATRICK-THIERRY GRENIER JACQUES PRÉSENT ALAIN BELLEFEUILLE JOSÉE TROTTIER LISA CARROLL MARJORIE FORGUES	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE INVALIDITÉ	ÉLABORER DAVANTAGE LES SOLUTIONS MISES DE L'AVANT DANS LE RAPPORT EN VUE DE PROPOSITION DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	GASTON PELLETIER ÉLISE LABRECQUE YANN DUGUAY MATHIEU BÉRUBÉ ANDRÉ-CLAUDE VEILLETTE	AUCUNE
COMITÉ PERMANENT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ)	EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ; RECOMMANDER, S'IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ; IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES.	LOUISE PLAMONDON SOPHIE LACROIX	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ NATIONAL SUR L'ADAPTATION ET L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX POUR LES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE	PRODUIRE DES AVIS EN VUE DE L'ÉLABORATION PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LIGNES DIRECTRICES MINISTÉRIELLES SUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE.	ROGER NOËL BARBARA SOUSA	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE	AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT ET L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.	PATRICK-THIERRY GRENIER RICHARD CARBONNEAU GABRIEL LACROIX-DUFOUR CLAUDINE SIMON MAUDE PAQUET PASCALE LABBÉ PATRICK GAZAILLE KATHERINE MORISSETTE	7
TABLE NATIONALE DE CONSULTATION SUR LA MISE EN PLACE DU PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ	SOUTENIR LE DÉPLOIEMENT DU PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE. LA TABLE DOCUMENTE LES ENJEUX DES PARTENAIRES, CONTRIBUE À L'ÉLABORATION D'ORIENTATIONS NATIONALES ET SUIT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PILOTE EN FACILITANT LA MOBILISATION DES DIFFÉRENTS ACTEURS.	PATRICK-THIERRY GRENIER RICHARD CARBONNEAU GABRIEL LACROIX-DUFOUR DELPHINE MATTE CLAUDINE SIMON PASCALE LABBÉ	5
COMITÉ DE RÉVISION DES PRATIQUES POLICIÈRES EN VIOLENCE SEXUELLE	RÉVISER LE GUIDE DE PRATIQUES POLICIÈRES DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE.	DELPHINE MATTE	3
COMITÉ SUR LA JUSTICE RÉPARATRICE EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE D'ÉQUIJUSTICE	PRÉSENTER ET DISCUTER DES PRATIQUES RÉPARATRICES EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.	DELPHINE MATTE AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL <i>UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES</i>	COMITÉ DE SUIVI ET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION <i>UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES</i> .	RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE	1
COMITÉ CONSULTATIF DE L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCE SEXUELLE	COMITÉ REGROUPANT DES PARTENAIRES NATIONAUX AFIN DE S'ASSURER QUE L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE RÉPONDE AUX BESOINS POUR LESQUELS IL A ÉTÉ CRÉÉ, SE DÉVELOPPE EN COMPLÉMENTARITÉ, EN CONTINUITÉ ET EN PARTENARIAT AVEC LES SERVICES EXISTANTS.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE RICHARD CARBONNEAU JULIE GOULET	2
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES DANS LA PRÉVENTION DE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE EN LIGNE	GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RECOMMANDATION 5 DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS. LE GROUPE VISE À PRODUIRE UN AVIS CONCERNANT LA PRÉSENCE DE PORNOGRAPHIE JUVÉNILE SUR DES SITES LIÉS À DES ENTREPRISES ENREGISTRÉES AU QUÉBEC ET LES MESURES MISES EN PLACE POUR LA PRÉVENIR ET LA RÉPRIMER. CE COMITÉ COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU	JADE CABANA	9

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, DU MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
COMITÉ FÉDÉRAL PROVINCIAL TERRITORIAL SUR LES SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES	COMITÉ REGROUPANT DES REPRÉSENTANTS DE L'ENSEMBLE DES PROVINCES ET TERRITOIRE AINSI QUE DES REPRÉSENTANTS DE JUSTICE CANADA, DE LA RCMP, DES SERVICES CORRECTIONNELS DU CANADA ET D'ORGANISMES NATIONAUX AFIN D'ÉCHANGER SUR DIVERSES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES.	JADE CABANA	14
TABLE ÉLARGIE DES MODES ALTERNATIFS	DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES ET DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION EN MODE ALTERNATIF.	STEVE PARISÉ	2
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'AMÉNAGEMENT DES MILIEUX DE TRAVAIL AXÉS SUR LES ACTIVITÉS POUR JURISTES	CE COMITÉ SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES A POUR MANDAT D'ANALYSER DIVERSES QUESTIONS RELATIVES AUX MILIEUX DE TRAVAIL AXÉS SUR LES ACTIVITÉS POUR JURISTES. IL A AUSSI LA RESPONSABILITÉ DE PROPOSER UN MODÈLE DE MILIEUX DE TRAVAIL AXÉS SUR LES ACTIVITÉS POUR JURISTES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A ÉTÉ INVITÉ À PARTICIPER AUX TRAVAUX CONSIDÉRANT SES ENJEUX ET PRÉOCCUPATIONS.	MARILYN THIBAUT ANNE-MARIE DELISLE	1
COMITÉ DE LIAISON DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	CE COMITÉ A POUR MANDAT D'ASSURER UNE COORDINATION DE NIVEAU TACTIQUE DE L'ENSEMBLE DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE ET APPUIE LE COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS DANS SES TRAVAUX.	YAN PAQUETTE	5
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR L'UTILISATION DES CAMÉRAS PORTATIVES PAR LES POLICIERS	ANALYSER LES ENJEUX AU PLAN TECHNIQUE, JURIDIQUE, ORGANISATIONNEL ET FINANCIER DE L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE.	YAN PAQUETTE	4
COMITÉ TECHNIQUE AGENTS ÉVALUATEURS	S'ASSURER QUE LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LA CAPACITÉ AFFAIBLIE PAR L'EFFET D'UNE DROGUE DÉTECTÉE PAR AGENT ÉVALUATEUR SOIENT À JOUR SUR LE PLAN SCIENTIFIQUE ET JURIDIQUE.	SIMON-PIERRE LAVOIE JULIE ROY	2
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉCHANGE DE PERMIS DE CONDUIRE	NÉGOCIER DES ENTENTES INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE PERMIS DE CONDUIRE ET ASSURER LE SUIVI DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET DE LEUR APPLICATION. ANALYSER CELLES DÉJÀ CONCLUES POUR LES RÉVISER AU BESOIN.	SYLVIE SCHERRER	6
GRUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES EFFETS CUMULATIFS	ENTREPRENDRE DES TRAVAUX POUR DÉTERMINER UNE APPROCHE À L'ÉGARD DE L'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIFS LORSQU'UNE MESURE EST ENVISAGÉE PAR L'ÉTAT, PAR EXEMPLE L'AUTORISATION D'ACTIVITÉS SUR LES TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT, ET QUE CETTE MESURE POUVAIT AVOIR UN EFFET PRÉJUDICIABLE SUR LES DROITS AUTOCHTONES.	SYLVIE BOULAY	2
TABLE ÉLARGIE DES MODES ALTERNATIFS -	DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES ET DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION EN MODE ALTERNATIF.	STEVE PARISÉ	2
COMITÉ DIRECTEUR POUR LA RÉFORME CONCERNANT LES PERMIS D'ALCOOL	AMORCER UNE RÉFLEXION EN PROFONDEUR SUR LA MODERNISATION DU RÉGIME DE FABRICATION DE BOISSONS ALCOOLIQUES PRÉVU À LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC (RLRQ, c. S-13).	GENEVIÈVE DESBIENS	3
COMITÉ ADMINISTRATIF POUR LA RÉFORME CONCERNANT LES PERMIS D'ALCOOL	CONSEILLER LE COMITÉ DIRECTEUR DANS SES RÉFLEXIONS SUR LA MODERNISATION ET LA CONCRÉTISATION DES SOLUTIONS, RÉFORMES LÉGISLATIVES OU ADMINISTRATIVES PROPOSÉES PAR LE COMITÉ DIRECTEUR.	GENEVIÈVE DESBIENS	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE LA MÉTHODE DE FIXATION DE LOYER POUR LES RÉSIDENCES POUR ÂÎNÉS	ÉVALUER ET CONSEILLER LE SOUS-COMITÉ SUR LES TRAVAUX LÉGISLATIFS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UNE MÉTHODE POUR LA FIXATION DES LOYERS EN RÉSIDENCE POUR ÂÎNÉS.	DAVID CHAMPAGNE	3
COMITÉ PERMANENT SUR LA POLITIQUE LINGUISTIQUE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ASSURER, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SOUS-MINISTRE DU MINISTÈRE DES FINANCES, LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU MINISTÈRE, EN CONFORMITÉ AVEC LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i> (RLRQ, CHAPITRE C-11) ET LA <i>POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION</i>.</li> <li>• ÉLABORER LA POLITIQUE LINGUISTIQUE ET LA FAIRE APPROUVER PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.</li> <li>• RÉVISER RÉGULIÈREMENT, ET AU MOINS TOUS LES CINQ ANS, LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU MINISTÈRE ET EN FAIRE APPROUVER LES MODIFICATIONS PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.</li> </ul>	BENOÎT CARBONNEAU	1
SOUS-COMITÉ DE LA CONFORMITÉ SUR LE PARTAGE ET LA GESTION ÉLECTRONIQUES DES DOCUMENTS (MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION)	ASSURER LA CONFORMITÉ JURIDIQUE DU PROJET COLLAB365 VISANT À METTRE EN ŒUVRE LE PARTAGE ET L'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS AU MOYEN DE L'INFONUAGIQUE ET D'AUTRES OUTILS TECHNOLOGIQUES.	BENOÎT CARBONNEAU SOPHIE PAQUET	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE JEU EN TERRITOIRE AUTOCHTONE	ÉLABORER DES SOLUTIONS À PROPOSER AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES AFIN DE RÉPONDRE À DES PROBLÉMATIQUES LIÉES AU JEU ILLÉGAL EN TERRITOIRE AUTOCHTONE.	YAN PAQUETTE JEAN-FRANÇOIS LORD	7
COMITÉ MINISTÈRE DE LA JUSTICE-REVENU QUÉBEC – PERCEPTION DES PENSIONS ALIMENTAIRES	RÉVISER CERTAINS PROCESSUS EXISTANTS ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET REVENU QUÉBEC AFIN D'AMÉLIORER LES SERVICES AUX CLIENTÈLES.	MARJORIE FORGUES PATRICK-THIERRY GRENIER NATACHA BEAUMONT ANNIE GAUTHIER MARIE-ÉMILIE ROCHETTE	2
COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES SOUS-COMITÉ 2 - MINISTÈRES ET ORGANISMES	CE COMITÉ VISE À ASSURER UN MAXIMUM DE PARTAGE D'INFORMATION ET DE PRÉVOIR LES ARRIMAGES NÉCESSAIRES DONT LES ORIENTATIONS ET DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEXIUS, PLUS SPÉCIFIQUEMENT AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES	MIRA BANERJEE MARIUS LUPU PATRICIA GIGNAC CAROLINE LANDRY SANDRA ALVAREZ JANICK CROTEAU JOHN-WILIAM CELY LORIE PEPIN	1
TABLE THÉMATIQUE SUR LE DÉPÔT DES CONSTATS PAR LES POURSUIVANTS AUTORISÉS – PROGRAMME LEXIUS	PERMETTRE AUX PARTICIPANTS DE PRENDRE CONNAISSANCE LA PORTÉE DU PROGRAMME LEXIUS CONCERNANT LE DÉPÔT DES CONSTATS PAR LES POURSUIVANTS AUTORISÉS, EN VUE D'UNE MEILLEURE PLANIFICATION ET ORIENTATION DES TRAVAUX D'ARRIMAGE ENTRE LES PROJETS ET LES SYSTÈMES.	MARIUS LUPU FRÉDÉRIC FORTIN PATRICIA GIGNAC	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
		VINCENT BELZIL RICHARD RAYMOND AUDRÉE ROY CATHERINE GAUTHIER	
COMITÉ STRATÉGIQUE – CHANTIER COMMISSAIRE À L'ENFANCE	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE, CE COMITÉ VEILLE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX MENANT À LA CRÉATION DU POSTE DE COMMISSAIRE AU BIEN-ÊTRE ET AUX DROITS DES ENFANTS ET À L'ÉVALUATION DE LA PERTINENCE D'INSTAURER UNE CHARTE DES DROITS DES ENFANTS.	PATRICK-THIERRY GRENIER MARIE-CATHERINE PARÉ	7
COMITÉ DE RÉALISATION - CHANTIER COMMISSAIRE À L'ENFANCE	VOIT À L'ÉLABORATION DE PROPOSITIONS MENANT À LA CRÉATION DU POSTE DE COMMISSAIRE AU BIEN-ÊTRE ET AUX DROITS DES ENFANTS ET À L'ÉVALUATION DE LA PERTINENCE D'INSTAURER UNE CHARTE DES DROITS DES ENFANTS.	GASTON PELLETIER ANN-SOPHIE LAMONTAGNE HÉLÈNE DUMAS-LEGENDRE	6
COMITÉ SOUS-MINISTÉRIEL DE COORDINATION DES DOSSIERS INUITS	LE COMITÉ EST UN LIEU D'ÉCHANGE INTERMINISTÉRIEL PERMANENT QUI A POUR OBJECTIF DE FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET UNE MEILLEURE COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE AU NUNAVIK AFIN DE METTRE EN PLACE, EN COLLABORATION AVEC LES MILIEUX INUITS, DES MESURES ET DES ACTIONS CONCRÈTES ET STRUCTURANTES VISANT L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE DES NUNAVIMMIUT.	LINE DROUIN ALAIN BELLEFEUILLE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DEMANDEURS D'ASILE	PLANIFIER LA PRESTATION DE SERVICE GOUVERNEMENTALE DESTINÉ AUX DEMANDEURS D'ASILE ET LEUR PRISE EN CHARGE DANS LA FOULÉE DE LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRE DANS LE CONTEXTE PANDÉMIQUE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE SANTIAGO VELASQUEZ	12
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023.	ROGER NOËL MARIE-ÈVE MARTIN ÉLISABETH DUFOUR	4
COMITÉ LOGEMENT (MIS EN PLACE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION 4 DU GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME)	ÉLABORER ET METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DÉCOULANT DE L'ACTION 4 DU GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME (4-GACR)	MICHEL PAQUETTE SOPHIE HEIN	4
COMITÉ DES DIRECTEURS PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'HABITATION - TABLE GOUVERNEMENTALE EN AFFAIRES TERRITORIALES	CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'HABITATION – TABLE GOUVERNEMENTALE EN AFFAIRES TERRITORIALES	JULIEN-MAURICE LAPLANTE	2

**P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2021-2022. INDIQUER, POUR CHACUNE :**

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR **2022-2023** (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);
- F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR **2021-2022**.

DATE	LIEU	PERSONNE PRÉSENTE	Coût
6 JUILLET 2021	VISIOCONFÉRENCE	YAN PAQUETTE ET EVELYNE GAGNÉ	AUCUN
13 ET 14 DÉCEMBRE 2021	VISIOCONFÉRENCE	LINE DROUIN ET VÉRONIQUE MORIN	AUCUN
22 AU 24 FÉVRIER 2022	VISIOCONFÉRENCE	MATHIEU LÉVESQUE, PASCAL FERLAND, LINE DROUIN ET VÉRONIQUE MORIN	AUCUN

**P.9 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

**PROGRAMME:** PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE

**MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ:** 106 647 \$

**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION:** FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	ACTION JEUNESSE CÔTE-SUD	2 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	BARREAU DE MONTRÉAL	2 661 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	2 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	LISTUGUJ MI'GMAQ DEVELOPMENT COUNCIL	5 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE	4 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC	4 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	INSTITUT PACIFIQUE	2 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC	2 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2019-2020	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	2 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	750 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ASSOCIATION COOP. D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	3 030 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ASSOCIATION COOP. D'ÉCONOMIE FAMILIALE DES BASSES-LAURENTIDES	1 160 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	5 611 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL	7 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	DROITS-ACCÈS DE L'OUTAOUAIS	2 250 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ÉQUIJUSTICE	7 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	INSTITUT PACIFIQUE	7 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	JURISTES À DOMICILE	7 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	OPTION CONSOMMATEURS	7 495 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ORGANISATION POPULAIRE DES DROITS SOCIAUX	7 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	REGROUPEMENT COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS LOCATAIRES DU QUÉBEC	7 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	TOURNESOL DE LA RIVE-NORD INC.	5 190 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	7 À NOUS	2 500 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE VILLERAY INC.	3 000 \$	N/A
ACCÈS JUSTICE 2020-2021	ÉDUCALOI	3 000 \$	N/A

**PROGRAMME:** FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET AUTRES ORGANISMES

**MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ:** 3 761 338 \$

**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION:** FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	332 530 \$	N/A
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	473 397 \$	N/A
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	512 325 \$	N/A
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	359 787 \$	N/A
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	331 308 \$	N/A
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	337 509 \$	N/A
NORD-DU-QUÉBEC	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ NUNAVIK (SOCIÉTÉ MAKIVIK)	183 531 \$	N/A
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	335 496 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	491 231 \$	N/A
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	354 224 \$	N/A
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 \$	N/A

**PROGRAMME:** PROGRAMME DE PRÉMÉDIATION ET DE MÉDIATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES ET EN MATIÈRE FAMILIALE POUR COUPLES SANS ENFANT

**MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ:** 2 821 334 \$

**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION:** FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 28 FÉVRIER 2022	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	179 902 \$	1
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	315 672 \$	2
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	503 569 \$	5
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	133 454 \$	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	115 248 \$	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	123 497 \$	0
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	118 928 \$	0
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	359 441 \$	3
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	138 075 \$	0
LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ LAVAL, LAURENTIDES LANAUDIÈRE	613 074 \$	4
COORDONNATEUR	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	106 237 \$	0
COORDONNATEUR	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	114 237 \$	0

**P.10 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

## FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

**PROGRAMME :** PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (PROJETS ANTÉRIEURS)

**MONTANT GLOBAL :** 745 268 \$

**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROJET	BÉNÉFICIAIRES	2021-2022
PROJET EXTRA	ANONYME U.I.M.	1 302 \$
PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION, MÊME CHEZ LES PERSONNES ÂÎNÉES, DES RÉPONSES À VOS QUESTIONS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	2 993 \$
L'APPRENTISSAGE EN LIGNE POUR MIEUX INTERVENIR AUPRÈS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	41 145 \$
JUSTE MILIEU : AMÉLIORER LES PRATIQUES AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES DANS LEURS PARCOURS	C.A.L.A.C.S. LA CHRYSALIDE	5 000 \$
LA SÉCURISATION CULTURELLE DU RÉSEAU DES CAVAC POUR DES SERVICES ADAPTÉS AUX RÉALITÉS DES PEUPLES AUTOCHTONES VIVANT DANS LES COMMUNAUTÉS OU EN MILIEU URBAIN	CAVAC CÔTE-NORD	47 125 \$
TRADUCTION DE DOCUMENTS PROMOTIONNELS EN LANGUE AUTOCHTONE	CAVAC MONTRÉAL	1 937 \$
FRAIS DE CAPITALISATION ET DE LOYER POUR LE CENTRE D'APPUI AUX ENFANTS DE LA MONTÉRÉGIE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	322 000 \$
MIEUX AIDER LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS QUI PRÉSENTENT DES PROBLÈMES DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES : UN PROJET PILOTE DE PARTAGE D'EXPERTISE	CIUSSS CAPITALE-NATIONALE	41 516 \$
#MOI AUSSI : AU-DELÀ DU MOUVEMENT	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	4 950 \$
CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN ADAPTÉ AUX PROCHES DE VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE	CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE	15 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	18 400 \$
KAHNAWAKE VICTIMS OF CRIME PROJECT PHASE 2	CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	16 000 \$
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION VISANT À LEVER LE TABOU SUR LA PROBLÉMATIQUE DES HOMMES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DANS L'ENFANCE	ENTRAIDE MAURICIE – CENTRE-DU-QUÉBEC POUR HOMMES AGRESSÉS SEXUELLEMENT DANS L'ENFANCE	18 000 \$
THE IMPACT OF HISTORICAL TRAUMA: THE CREE EXPERIENCE	GOVERNEMENT DE LA NATION CRIE	130 760 \$
DIALOGUE ENTRE VICTIME ET AGRESSEURS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET PHYSIQUES	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	15 000 \$
1) ÊTRE PARENT APRÈS AVOIR ÉTÉ VICTIME D'ABUS OU DE TRAUMATISMES 2) FRAUDES AMOUREUSES EN LIGNE : COMPRENDRE LES VICTIMES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	22 583 \$
1) UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE : SUIVI À LONG TERME 2) UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE : OUTILS MOBILES POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES	UNIVERSITÉ LAVAL	31 557 \$
DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME D'INTERVENTION S'ADRESSANT AUX VICTIMES MASCULINES DE VIOLENCE CONJUGALE	VIA L'ANSE	10 000 \$

**PROGRAMME : APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L'ACCESSIBILITÉ ET L'OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE**

**MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ : 1 277 118 \$**

**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

PROJET	BÉNÉFICIAIRES	2021-2022
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE ET DES MESURES SANITAIRES	À DEUX MAINS	16 959 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	ALLIANCE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT DE 2 <sup>E</sup> ÉTAPE POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	45 328 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	ALTERNATIVES POUR ELLES	5 810 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	17 720 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALACS DE L'OUEST DE L'ÎLE	14 577 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CALACS DE RIMOUSKI	3 051 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALACS ENTRAID'ACTION	43 660 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALACS ABITIBI	11 635 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CALAS DE L'OUTAOUAIS	47 710 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	10 814 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC CÔTE-NORD	32 443 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	32 442 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	28 120 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC MAURICIE	42 254 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC MONTRÉGIE	44 267 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC LAVAL	41 093 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC OUTAOUAIS	38 930 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC LAURENTIDES	34 605 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC BAS-SAINT-LAURENT	32 442 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CAVAC DE LA RÉGION DE L'ESTRIE	49 744 \$
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES (SITE WEB, PLATEFORME DE TYPE CLAVARDAGE)	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU LAC-SAINT-JEAN	50 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CENTRE DE FEMMES L'AUTONOMIE EN SOIE	5 999 \$
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES (SITE WEB, PLATEFORME DE TYPE CLAVARDAGE)	CENTRE DE SOLIDARITÉ LESBIENNE	18 200 \$
ENSEMBLE TRAVERSONS CETTE PANDÉMIE	CENTRE D'ÉCOUTE ET DE RÉFÉRENCE MULTI-ÉCOUTE	24 618 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CENTRE DES FEMMES DE SAINT-LAURENT	13 348 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	CENTRE DES FEMMES AUX 3 A DE QUÉBEC	25 501 \$
MISE EN PLACE DES MESURES SANITAIRES	CENTRE MARIE-LOUISE	6 449 \$
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	ENTRAIDE MAURICIE – CENTRE-DU-QUÉBEC POUR HOMMES AGRESSÉS SEXUELLEMENT DANS L'ENFANCE	4 500 \$

RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS IMMIGRANTES DANS UN CONTEXTE PANDÉMIQUE	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE	42 766 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	HORIZON POUR ELLE	38 000 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	5 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	11 590 \$
ÉQUIPEMENT POUR PETIT STUDIO D'ENREGISTREMENT VIDÉO	CALACS BAIE-COMEAU	17 994 \$
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT BLANCHE-MORIN	12 378 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT L'ÉMERGENCE	10 135 \$
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	MAISON D'ARIANE	5 028 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'HÉBERGEMENT L'ÉGIDE	9 575 \$
1) MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE 2) DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES	CALACS – LA MAISON ISA	54 066 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE ET D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON MARIE-ROLLET	8 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	MAISON MIKANA	10 005 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE FRONTENAC	16 000 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	NÉO	15 563 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	OMBRE-ELLE	23 533 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	PACTE BROIS-FRANCS (ÉQUIJUSTICE ARTHABASKA/ÉRABLES)	5 757 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	PETIT PONT	7 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	PONT, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	17 000 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES	PRÉVENTION DU CRIME AHUNTSIC-CARTIERVILLE	10 307 \$
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES	PROJET D'INTERVENTION AUPRÈS DES MINEURS PROSTITUÉS	10 572 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES CALACS	8 049 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET MISE EN PLACE DES MESURES SANITAIRES	REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA RÉGION DE MATANE	18 867 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES 3) CONCEPTION ET DÉPLOIEMENT D'INITIATIVES PROMOTIONNELLES VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LE PLUS LARGEMENT POSSIBLE LE NOUVEAU SITE WEB AIMER	RÉSEAU ENFANTS-RETOUR	108 421 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE VAILLANCOURT	46 229 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	LA SORTIE	13 209 \$
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	9 855 \$

**PROGRAMME :** PROJETS FÉDÉRAUX EN MATIÈRE D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES

**MONTANT GLOBAL BUDGÉTÉ :** 721 353 \$

**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DEVANT LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX : L'EXERCICE DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS DANS LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	65 050 \$
RENFORCER LA SENSIBILISATION CULTURELLE GRÂCE À UNE FORMATION DIRIGÉE PAR LES AUTOCHTONES POUR LE PERSONNEL DES CAVAC	CAVAC CÔTE-NORD	184 950 \$
OUVERTURE DU CENTRE D'APPUI AUX ENFANTS EN MONTÉRÉGIE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	425 000 \$
RÉSULTATS ET IMPACTS D'UN PROGRAMME DE SERVICES INTERSECTORIELS INTÉGRÉS POUR LES ENFANTS VICTIMES ET LEURS FAMILLES ET DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES DE POINTE : UNE PHASE EXPLORATOIRE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	46 353 \$

**P.11 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

### **FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE**

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION OFFERTES EN 2021-2022 :

MÉDIATION FAMILIALE (COUPLE AVEC ENFANTS ET ADOPTION): 4 182 261 \$

MÉDIATION FAMILIALE (MÉDIATION FAMILIALE COUPLE SANS ENFANT-PRÉMÉDIATION ET MÉDIATION) : 253 061 \$

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE: 137 475 \$

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES (MÉDIATION AUTOMATIQUE-PRÉMÉDIATION ET MÉDIATION): 489 767 \$

**P.12 CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

AUCUN.

**P.13 CONCERNANT LE PROGRAMME INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

### **FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE. DEPUIS LE 30 OCTOBRE 2021, LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SE NOMME MAINTENANT **INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE**.

LES SOMMES ALLOUÉES EN 2021-2022 SONT DE 914 180 \$.

**P.14 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

AUCUN.

**P.15 CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2021-2022 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

TROIS PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL ET DANS LES VILLAGES NORDIQUES DE PUVIRNITUQ ET DE AKULIVIK.

L'ENTENTE DE FINANCEMENT EST ÉCHUE DEPUIS LE 31 MARS 2018. LE PROCESSUS DE SIGNATURE POUR CONCLURE UNE NOUVELLE ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST EN COURS.

**P.16 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2022, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDICER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDICANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDICANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.**

**COUR DU QUÉBEC**

<b>COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION</b>							
<b>RÉGION</b>	<b>JUGE PUÎNÉ</b>				<b>JUGE SUPPLÉANT</b>		<b>TOTAL</b>
	<b>H</b>	<b>F</b>	<b>POSTES VACANTS</b>	<b>DATE DE LIBÉRATION DU POSTE</b>	<b>H</b>	<b>F</b>	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – EYYOU ISTCHEE – NUNAVIK	6	6	----	----	1	1	14
ESTRIE	6	12	----	----	5	2	25
LAVAL–LAURENTIDES–LANAUDIÈRE–LABELLE	21	20	4	2021-04-27 2021-08-13 2021-08-24 2021-10-03	11	2	58
MAURICIE–BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	9	4	----	----	3	1	17
OUTAOUAIS	9	6	----	----	1	0	16
SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	6	4	----	----	2	0	12
MONTRÉAL	45	47	3	2020-11-11 2021-09-22 2021-07-02	3	7	105
MONTÉRÉGIE	22	17	2	2021-09-01 2022-01-01	8	5	54
QUÉBEC–CHAUDIÈRE-APPALACHES	21	21	----	----	12	1	55
BAS-SAINT-LAURENT–CÔTE-NORD-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	6	11	----	----	1	0	18
<b>TOTAL</b>	<b>151</b>	<b>148</b>	<b>9</b>	<b>----</b>	<b>47</b>	<b>19</b>	<b>374</b>

**JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE : 4 JUGES EN ABSENCE MALADIE LONGUE DURÉE.**

**REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE**

<b>COUR DU QUÉBEC</b>	<b>H</b>	<b>F</b>	<b>TOTAL</b>
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	22	39	61
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	47	42	89
CHAMBRE CIVILE	34	29	63
JURIDICTION MIXTE	48	37	85
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	0	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>151</b>	<b>148</b>	<b>299</b>

**P.17 DANS LA DERNIÈRE ANNÉE, POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.**

**COUR DU QUÉBEC**

NOM	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
BOIVIN, ANNICK	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2021-06
DESAULNIERS, YVES	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2021-09
DROUIN, NATHALIE	MONTÉRÉGIE	CIVILE	2021-06
GAGNON, BENOIT	ESTRIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-06
GAUDREAU, MANON	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2021-09
JACQUES, THOMAS	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-04
PAINCHAUD, MARLÈNE	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CIVILE	2022-02
POLIQUIN, MATTHIEU	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-09
ROBITAILLE, JEAN-PHILIPPE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-09
VANASSE, ANNIE	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-04

**NOMINATIONS COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC :**

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
LAVIGNE, GHISLAIN	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-09
PARAYRE, GENEVIÈVE CLAUDE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2021-04

**P.18 POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE SALAIRE MOYEN DES JUGES EN 2020-2021 ET EN 2021-2022**

---

**COUR DU QUÉBEC**

**JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC**

SALAIRE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2020 AU 30 JUIN 2021 277 900 \$

**JUGES DE PAIX MAGISTRATS**

SALAIRE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2020 AU 30 JUIN 2021 174 100 \$

LES DONNÉES TIENNENT COMPTE DE LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE 2019-2023 VISANT À ÉTABLIR LA RÉMUNÉRATION DES JUGES.

**P.19 NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2021-2022 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.**

**NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2021 (1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021)**

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	154

**RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2021**

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	
• NON FONDÉES	143
• RETENUES POUR EXAMEN	54
• RETENUES POUR ENQUÊTE	4
• EN COURS D'ÉTUDE	10

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN FONT PARTIES SOIT : DU TOTAL DE PLAINTES NON FONDÉES, RETENUES POUR ENQUÊTE OU EN COURS D'ÉTUDE. IL NE FAUT DONC PAS ADDITIONNER CES NOMBRES.

PRENDRE NOTE QUE LE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ DE 2020 S'EST TERMINÉE EN 2021.

**CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2021 :** AUCUN NOUVEAU CAS PORTÉ DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2021. UN DOSSIER PORTÉ DEVANT LES TRIBUNAUX AVANT 2021 A ÉTÉ CONTINUÉ ET S'EST CONCLU PAR LE REJET D'APPEL EN COUR SUPRÊME EN 2021.

**P.20 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUI REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.**

<b>JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)</b>	<b>30 JUIN 2021</b>
<b>JUGE EN CHEF</b>	33 348 \$
<b>JUGE EN CHEF ASSOCIÉ</b>	30 569 \$
<b>JUGE EN CHEF ADJOINT</b>	25 011 \$
<b>JUGE COORDONNATEUR</b>	22 232 \$
<b>JUGE COORDONNATEUR ADJOINT</b>	16 674 \$
<b>JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES</b>	16 674 \$
<b>JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES</b>	16 674 \$

<b>JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)</b>	<b>30 JUIN 2021</b>
<b>JUGE EN CHEF</b>	12 000 \$
<b>JUGE EN CHEF ASSOCIÉ</b>	11 000 \$
<b>JUGE EN CHEF ADJOINT</b>	9 000 \$
<b>JUGE COORDONNATEUR</b>	6 000 \$
<b>JUGE COORDONNATEUR ADJOINT</b>	5 000 \$
<b>JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES</b>	6 000 \$
<b>JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES</b>	6 000 \$

LES DONNÉES TIENNENT COMPTE DE LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE 2019-2023 VISANT À ÉTABLIR LA RÉMUNÉRATION DES JUGES. LE CALCUL DE LA RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE EST BASÉ SUR LE SALAIRE PRÉVU AU 30 JUIN 2021, SOIT 277 900\$.

**P.26 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).**

<b>RADAR PHOTO</b>	<b>NOMBRE DE CONTRAVENTIONS<sup>2</sup></b>	<b>MONTANT<sup>3</sup></b>
TOTAL FIXES <sup>1</sup>	221 265	26 963 775 \$
TOTAL RADARS MOBILES <sup>1</sup>	164 675	24 608 539 \$
TOTAL FEUX ROUGES <sup>1</sup>	9 281	1 596 414 \$
<b>TOTAL</b>	<b>395 221</b>	<b>53 168 728 \$</b>

1. RÉPARTITION DES RADARS DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :

- 11 RADARS FIXES VITESSE;
- 24 RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 128 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION);
- 19 RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 10 FEUX ROUGES ET VITESSE).

2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.

3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2022.

NOUS VOUS RÉFÉRONS AU RAPPORT QUI EST DIFFUSÉ SUR UNE BASE MENSUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE :

[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/CENTRE-DE-DOCUMENTATION/DOCUMENTS-MINISTERIELS/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/RADARS-PHOTOGRAPHIQUES-ET-CAMERAS-AUX-FEUX-ROUGES/](https://www.justice.gouv.qc.ca/centre-de-documentation/documents-ministeriels/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/radars-photographiques-et-cameras-aux-feux-rouges/)

**P.36 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.**

---

L'ENTENTE DE FINANCEMENT AVEC LE FÉDÉRAL COUVRE LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 MARS 2022. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRIBUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC COUVRE L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE AINSI QUE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS :

○ CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE MAXIMALE EST ÉTABLIE À 27 175 726 \$ POUR LA DERNIÈRE ANNÉE DE L'ENTENTE (2021-2022) ET ELLE EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES.

À LA SUITE D'UNE ANNONCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR CONTRER CERTAINS EFFETS DE LA PANDÉMIE, UNE SOMME ADDITIONNELLE TOTALE DE 40 M\$ SERA PARTAGÉE ENTRE TOUTES LES PROVINCES ET TERRITOIRES DANS LES ANNÉES 2021-2022 ET 2022-2023. LA PART DU QUÉBEC DEVRAIT ÊTRE DE 1 720 420 \$ POUR 2021-2022 ET PORTERAIT LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE À 28 896 196 \$ POUR CETTE ANNÉE.

○ CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

POUR L'EXERCICE 2021-2022, L'ENVELOPPE TOTALE DU FÉDÉRAL POUR L'ENSEMBLE DES PROVINCES PARTICIPANTES EST DE 28 210 000 \$. LA PART DU QUÉBEC EST CALCULÉE EN FONCTION DE SA PART DE LA DEMANDE TOTALE DE SERVICES RELATIVEMENT AUX VARIABLES PRÉCITÉES ET EST ÉTABLIE À 6 160 469 \$.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE MAXIMALE POUR 2021-2022 EST DONC DE 35 056 665 \$.

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

GROUPE DE TRAVAIL

LES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL SUR L'AIDE JURIDIQUE SONT EN COURS.

**P.37 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE\*  
 \* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 « CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU »

**MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES – RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS**

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BERGMAN, MICHAEL N.	300 \$/H	AGIR DE FAÇON PONCTUELLE À TITRE D'AVOCAT-CONSEIL AUPRÈS DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC SUR DEMANDE ET POUR TOUTES FINS REQUISES DANS LE CADRE D'UNE DÉCLARATION D'APPEL.	0 \$
CLARK, MATTHEW J.	795 \$/H	REPRÉSENTER LES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX EXISTANTS OU ÉVENTUELS AVEC LES ÉTATS--UNIS, AFFECTANT OU SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC.	0 \$
COSSETTE, MARIE	300 \$/H	ASSISTER LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DANS UNE POURSUITE CIVILE.	300 \$
FELS, ADAM S.	675 \$/H	OBTENIR L'HOMOLOGATION (EXÉCUTION) DE LETTRES ROGATOIRES SIGNÉES PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC DANS L'ÉTAT DE LA FLORIDE.	14 175 \$
FLETCHER, ANDREW K.	725 \$/H	OBTENIR L'HOMOLOGATION (EXÉCUTION) D'UNE LETTRE ROGATOIRE SIGNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC DANS L'ÉTAT DE PENNSYLVANIE.	13 411 \$
GRÉGOIRE, MARIE ANNIK	300 \$/H	AGIR À TITRE D'EXPERTE-CONSEIL EN MATIÈRE DE DROIT HYPOTHÉCAIRE DANS LE CADRE DE LA RÉVISION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES RELATIVES AUX HYPOTHÈQUES IMMOBILIÈRES ET, PLUS PARTICULIÈREMENT, CELLES RELATIVES AUX HYPOTHÈQUES PARAPLUIE.	13 170 \$
JOLICOEUR, MARIE-HÉLÈNE	250 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR NATIONAL DANS LE CADRE DE GRIEFS.	0 \$
ROY, VALÉRIE	200 \$/H	PROCÉDER À LA RÉDACTION D'UN ACTE DE CORRECTION D'UNE CESSION.	2 267 \$
ROY, VALÉRIE	200 \$/H	PROCÉDER À LA MODIFICATION D'UNE DÉCLARATION DE COPROPRIÉTÉ.	0 \$
TEMPLETON, ALEX	370 \$/H	ASSURER TOUS LES ASPECTS DE LA DÉFENSE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DANS UNE POURSUITE DEVANT LA DIVISION GÉNÉRALE DE LA COUR SUPRÊME DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR.	3 190 \$

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
VERNER, MATTHIEU	300 \$/H	REPRÉSENTER LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC DANS UNE POURSUITE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE DE L'ONTARIO.	12 240 \$
WOODCOCK, JACK	350 \$/H	OBTENIR L'HOMOLOGATION (EXÉCUTION) DE LETTRES ROGATOIRES SIGNÉES PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC DANS L'ÉTAT DU MAINE.	12 359 \$

**MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS - AUCUNE RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL N' A ÉTÉ OBTENUE DANS LES DOSSIERS AUCUN.**

AUCUN MANDAT N' A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

**NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES**

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BERGMAN, MICHAEL N.	BERGMAN & ASSOCIÉS	4, CARRÉ WESTMOUNT, BUREAU 150	WESTMOUNT (QC)	H3Z 2P9
CLARK, MATTHEW J.	ARENT FOX LLP	1717, K STREET, N.W.	WASHINGTON D.C. (U.S.A.)	2006-5344
COSSETTE, MARIE	NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L./LLP	2828, BOULEVARD LAURIER, BUREAU 1500	QUÉBEC (QC)	G1V 0B9
FELS, ADAM S.	FRIDMAN FELS & SOTO, PLLC	2525 PONCE DE LEON BLVD, STE. 750	CORAL GABLES (FL)	33134
FLETCHER, ANDREW K.	BLANK ROME LLP	UNION TRUST BUILDING, 501 GRANT STREET, SUITE 850	PITTSBURGH (PA)	15219
GRÉGOIRE, MARIE ANNIK		10819, RUE VERVILLE	MONTRÉAL (QC)	H3L 3G1
JOLICOEUR, MARIE-HÉLÈNE	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	1, PLACE VILLE MARIE, BUREAU 4000	MONTRÉAL (QC)	H3B 4M4
ROY, VALÉRIE	GINGRAS POULIOT NOTAIRES INC.	6760 AVENUE ISAAC-BÉDARD	QUÉBEC (QC)	G1H 3A3
TEMPLETON, ALEX	MCINNES COOPER	10 FORT WILLIAM PLACE, 5 <sup>TH</sup> FLOOR	PO Box 5939 St. JOHN'S, (NL)	A1C 5X4
VERNER, MATTHIEU	NOËL ET ASSOCIÉS	225, MONTÉE PAIEMENT, 2 <sup>E</sup> ÉTAGE	GATINEAU (QC)	J8P 6M7
WOODCOCK, JACK	BERNSTEIN, SHUR, SAWYER & NELSON, P.A.	100 MIDDLE STREET, PO Box 9729	PORTLAND (ME)	04104-5029

**AUTRES MANDATS CONFIS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION**

EN CE QUI CONCERNE LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTQ NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIS AVANT LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.

## Ministère des Transports

- Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :
- examen de titres;
  - quittance provisionnelle;
  - acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
- Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
- Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

### Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de la Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

### Service de l'expertise immobilière

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664028	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5100, boulevard Gaétan-Boucher J3Y 7R8 QC	2020-12-18	2021-03-10	126,00 \$	454,10 \$	648,11 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664028	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5100, boulevard Gaétan-Boucher J3Y 7R8 QC	2020-12-18	2021-03-10	9,00 \$	183,75 \$	220,27 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764014	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2021-06-08	2021-06-23	133,00 \$	615,16 \$	840,28 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764019	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2021-04-19	2021-05-19	121,00 \$	712,50 \$	940,20 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064003	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2021-04-08	2021-04-13	29,00 \$	675,00 \$	805,08 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064006	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2021-04-30	2021-05-18	0,00 \$	1 110,00 \$	1 276,22 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064031	601543	D. Morin notaire inc.	1123, 6ème rue J9P 3W8 QC	2021-04-14	2021-04-28	130,00 \$	772,25 \$	1 017,89 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064035	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2021-08-05	2021-08-17	0,00 \$	675,00 \$	776,08 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164000	1045503	Marie-Eve Poirier notaire inc.	38, rue Perreault Est J9X 3C2 QC	2021-12-20	2022-01-07	11,00 \$	474,00 \$	555,98 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164002	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2021-07-19	2021-07-21	0,00 \$	362,49 \$	416,77 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164004	952195	Mayer Orr, notaires inc.	18, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2021-07-13	2021-07-14		300,00 \$	344,93 \$
<b>Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec</b>							<b>559,00 \$</b>	<b>6 334,25 \$</b>	<b>7 841,81 \$</b>
DT Bas-St-Laurent	6200504000	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord G6E 4G6 QC	2021-12-13	2022-01-18	27,00 \$	900,00 \$	1 061,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6200504123	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-09-28	2021-12-09	42,30 \$	2 650,00 \$	3 089,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6200504141	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2012-09-25	2021-06-09	1 475,00 \$	0,00 \$	1 475,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904221	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100 G1S 2L1 QC	2021-04-28	2021-05-12	20,00 \$	1 050,00 \$	1 227,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104038	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-05-21	2021-07-27	141,00 \$	932,00 \$	1 212,57 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604060	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-02-15	2021-09-28	23,00 \$	1 105,00 \$	1 293,47 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604089	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-17	2021-07-27	441,00 \$	2 261,25 \$	3 040,87 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604106	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-08-19	340,00 \$	4 040,25 \$	4 985,28 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704006	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-11-04	2022-01-28	139,00 \$	661,25 \$	899,27 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704007	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-06-03	2021-07-09		270,00 \$	310,43 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704011	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-11-19	2022-11-14	136,00 \$	907,00 \$	1 178,82 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704013	1245647	Horizon notarial inc.	120, av. Gaétan-Archambault, bureau 101 G5J 2K2 QC	2021-11-01	2022-01-20	133,00 \$	407,00 \$	600,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704015	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-06-03	2021-07-09		270,00 \$	310,43 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704016	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-09-14	2021-10-15	127,00 \$	458,75 \$	654,45 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704019	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2021-11-01	2022-01-13	136,00 \$	902,25 \$	1 173,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704023	1245647	Horizon notarial inc.	120, av. Gaétan-Archambault, bureau 101 G5J 2K2 QC	2021-12-14	2022-02-04	135,00 \$	402,25 \$	597,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704026	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-16	2021-10-27	127,00 \$	1 397,25 \$	1 733,49 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704032	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2021-10-27	2021-10-29	37,00 \$	300,00 \$	381,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704069	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-12-22	2022-01-14	28,00 \$	745,00 \$	884,56 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704071	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-22	2021-08-19	314,00 \$	4 062,25 \$	4 984,57 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704078	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-16	2021-11-05	127,00 \$	848,75 \$	1 102,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704081	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-02-24	2021-05-04	126,00 \$	1 359,17 \$	1 688,71 \$

DT Bas-St-Laurent	6201704114	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 QC	2021-02-15	2021-04-27	22,00 \$	2 555,00 \$	2 959,61 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704157	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 QC	2021-04-08	2021-06-07	29,00 \$	1 075,00 \$	1 264,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704164	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2021-06-02	2021-07-26	463,00 \$	1 832,25 \$	2 569,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704172	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458	G5R 3Z1 QC	2021-04-26	2021-07-12	144,00 \$	139,75 \$	304,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704172	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458	G5R 3Z1 QC	2021-01-14	2021-07-12	128,00 \$	209,50 \$	368,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704178	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	186, boul. de l'Hôtel-de-Ville, suite 1	G5R 4S2 QC	2021-02-10	2021-09-02	126,00 \$	1 000,00 \$	1 275,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804003	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2021-08-05	2021-08-25	167,00 \$	1 502,25 \$	1 894,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804004	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote	G0R 1Z0 QC	2021-12-15	2022-02-03	274,00 \$	1 100,00 \$	1 538,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804007	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote	G0R 1Z0 QC	2021-05-31	2021-07-12	290,00 \$	1 200,00 \$	1 669,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804009	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote	G0R 1Z0 QC	2021-07-14	2021-07-27	136,00 \$	800,00 \$	1 055,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804016	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord	G6E 4G6 QC	2021-10-18	2021-11-12	626,00 \$	5 100,00 \$	6 489,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804023	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	287, rue du Bon-Pasteur	G4W 3C8 QC	2021-09-21	2021-12-09	134,00 \$	650,00 \$	881,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804033	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest	G4W 3M6 QC	2021-06-30	2022-02-09	127,00 \$	1 350,00 \$	1 679,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804033	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest	G4W 3M6 QC	2020-06-01	2022-02-09	144,00 \$	500,00 \$	718,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804035	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608	G0J 1J0 QC	2021-01-25	2021-06-07	129,00 \$	540,00 \$	749,87 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804039	487981	Ross Boudreault notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501	G5L 9A7 QC	2021-03-18	2021-05-05	152,00 \$	1 507,00 \$	1 884,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804041	1065363	Saint-Pierre Fluet & David notaires s.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel-Dieu	J2S 5J9 QC	2021-12-26	2022-01-11	148,00 \$	675,00 \$	924,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804043	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2021-06-18	2021-07-27	293,00 \$	2 136,25 \$	2 749,15 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904001	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage	G5L 3H2 QC	2021-10-19	2021-10-19	209,00 \$	950,00 \$	1 301,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904008	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-09-13	2021-10-19	127,00 \$	3 613,83 \$	4 282,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-11-30	2022-01-18	144,00 \$	2 830,00 \$	3 397,79 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-11-19	2021-12-14	4,00 \$	1 000,00 \$	1 153,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904020	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	186, boul. de l'Hôtel-de-Ville, suite 1	G5R 4S2 QC	2021-02-11	2021-09-02	143,00 \$	1 500,00 \$	1 867,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904022	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-05-03	2021-06-07	136,00 \$	2 705,00 \$	3 246,07 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904023	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est	G0L 2X0 QC	2021-04-09	2021-05-04	144,00 \$	2 505,00 \$	3 024,12 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904028	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-01-15	2021-06-04	140,00 \$	2 022,08 \$	2 464,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904036	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-03-18	2021-03-31	7,00 \$	1 725,00 \$	1 990,32 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-05-13	2021-06-07	3,00 \$	925,00 \$	1 066,52 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904040	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-09-16	2021-10-25	132,00 \$	2 125,00 \$	2 575,22 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904047	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2021-09-07	2021-09-08	148,00 \$	1 829,00 \$	2 250,89 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904049	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 QC	2021-09-01	2021-10-04	413,00 \$	1 507,00 \$	2 145,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904063	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2021-06-17	2021-07-26	195,00 \$	3 157,25 \$	3 825,05 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904068	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-12	42,00 \$	1 500,00 \$	1 766,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904071	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-12	33,00 \$	1 687,50 \$	1 973,21 \$

DT Bas-St-Laurent	6201904075	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-09-01	2021-09-28	147,00 \$	3 100,00 \$	3 711,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904079	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-26	141,00 \$	1 612,50 \$	1 994,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904084	59869	Thériault, Maryse (notaire)	649A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2021-05-31	2021-07-12	20,00 \$	2 602,50 \$	3 012,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904089	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2021-05-19	2021-06-17	4,00 \$	1 230,00 \$	1 418,19 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904093	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-21	2021-07-27	155,00 \$	2 107,25 \$	2 577,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904098	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2021-08-04	2021-09-03	22,00 \$	607,50 \$	720,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904133	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2021-05-13	2021-06-07	7,00 \$	315,00 \$	369,17 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904136	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-03-09	2021-04-30	437,00 \$	3 141,25 \$	4 048,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2022-01-24	2022-02-07	5,00 \$	900,00 \$	1 039,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004021	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2021-10-29	2021-12-15	5,00 \$	540,00 \$	625,87 \$
<b>Total DT Bas-St-Laurent</b>							<b>10 569,30 \$</b>	<b>97 539,08 \$</b>	<b>122 714,90 \$</b>
DT Capitale-Nationale	6200668014	388717	Beauchamp et Gilbert, notaires	507, place D'Armes Bureau 1300 H2Y 2W8 QC	2021-03-21	2021-06-14	400,00 \$	3 174,00 \$	4 049,31 \$
DT Capitale-Nationale	6200832003	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2021-10-05	2021-11-25	32,00 \$	1 435,00 \$	1 681,89 \$
DT Capitale-Nationale	6201532051	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 QC	2021-04-08	2021-06-08	5,00 \$	663,33 \$	767,67 \$
DT Capitale-Nationale	6201832023	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2021-08-10	2021-09-03	129,50 \$	1 836,00 \$	2 240,44 \$
DT Capitale-Nationale	6201832025	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2021-09-16	2021-10-07	5,00 \$	1 491,00 \$	1 719,28 \$
DT Capitale-Nationale	6201832026	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2021-04-21	2021-04-28	131,00 \$	2 790,00 \$	3 338,80 \$
DT Capitale-Nationale	6201832031	777907	Lafrenière, Bourdages & Bouchard notaires inc.	240-5600, boulevard des Galeries G2K 2H6 QC	2021-09-15	2021-12-06	155,00 \$	812,00 \$	1 088,60 \$
DT Capitale-Nationale	6201832032	984130	Renaud, Josée-Dominique (notaire)	6583, rue des Sommeliers G3E1A4 QC	2021-12-08	2022-02-10	230,49 \$	750,00 \$	1 092,81 \$
DT Capitale-Nationale	6201832040	575739	Robert, Christine	145, boulevard Saint-Joseph bureau 221 J3B 1W5 QC	2021-05-21	2021-07-14		1 599,00 \$	1 838,45 \$
DT Capitale-Nationale	6201832051	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-03-23	2021-06-04	274,00 \$	1 476,25 \$	1 971,32 \$
DT Capitale-Nationale	6201832067	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2021-10-01	2022-01-14	349,99 \$	915,00 \$	1 402,01 \$
DT Capitale-Nationale	6201832072	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356 G9A 6A7 QC	2021-01-13	2021-05-19	131,00 \$	459,00 \$	658,74 \$
DT Capitale-Nationale	6201832073	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2020-10-20	2021-05-06	136,00 \$	753,75 \$	1 002,63 \$
DT Capitale-Nationale	6201832074	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2020-09-01	2021-05-10	131,00 \$	663,99 \$	894,42 \$
DT Capitale-Nationale	6201832075	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356 G9A 6A7 QC	2021-01-13	2021-05-12	133,00 \$	450,13 \$	650,54 \$
DT Capitale-Nationale	6201832092	419538	Durocher, Simon (notaire)	2795, boulevard Laurier, bureau 490 G1V 4M7 QC	2021-07-30	2021-11-04	155,00 \$	3 281,98 \$	3 928,46 \$
DT Capitale-Nationale	6201832130	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC	2021-01-06	2021-10-15	146,00 \$	3 322,50 \$	3 966,04 \$
DT Capitale-Nationale	6201932002	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 QC	2021-02-01	2021-04-27	151,00 \$	1 802,25 \$	2 223,13 \$
DT Capitale-Nationale	6201932006	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-06-01	2021-07-09	138,00 \$	1 156,25 \$	1 467,40 \$
DT Capitale-Nationale	6201932007	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-06-01	2021-07-08	136,00 \$	1 362,92 \$	1 703,02 \$
DT Capitale-Nationale	6201932008	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 QC	2021-07-22		145,75 \$	708,75 \$	960,64 \$
DT Capitale-Nationale	6201932009	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2021-07-23	2021-09-23	136,00 \$	1 430,83 \$	1 781,10 \$

DT Capitale-Nationale	6201932018	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1	G3L 3W6 QC	2021-07-23	2021-09-20	179,00 \$	712,50 \$	998,20 \$
DT Capitale-Nationale	6201932019	840479	Beauvais Truchon, s.e.n.c.r.l.	200-79, boul. René-Lévesque Est	G1R 5N5 QC	2021-06-08	2021-06-09	282,00 \$	3 103,48 \$	3 850,23 \$
DT Capitale-Nationale	6201932038	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges	G8Z 1T7 QC	2021-09-28	2021-10-13	127,00 \$	435,00 \$	627,14 \$
DT Capitale-Nationale	6201932040	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault	G0A4B0 QC	2021-06-16	2021-06-16	133,00 \$	585,00 \$	805,60 \$
DT Capitale-Nationale	6201932045	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246	G5A 1T8 QC	2021-10-06	2021-12-17	135,00 \$	600,00 \$	824,85 \$
DT Capitale-Nationale	6201932047	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SE NCRL	371, rue Seigneuriale	G1C 3P7 QC	2021-01-27	2021-04-27	126,00 \$	870,00 \$	1 126,28 \$
DT Capitale-Nationale	6201932052	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale	G1E 1Y7 QC	2021-10-18	2022-01-27	127,00 \$	670,50 \$	897,91 \$
DT Capitale-Nationale	6201932053	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100	G1S 2L1 QC	2021-06-16	2021-07-14		900,00 \$	1 034,78 \$
DT Capitale-Nationale	6201932054	270384	Me Gaétane Baril, notaire S.A.	1170, boulevard Lebourgneuf	G2K 2E3 QC	2021-05-13	2021-09-09	127,00 \$	1 545,00 \$	1 903,36 \$
DT Capitale-Nationale	6201932055	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150	G1V 5C2 QC	2021-09-14	2021-10-21	286,00 \$	1 708,50 \$	2 250,35 \$
DT Capitale-Nationale	6201932057	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100	G1S 2L1 QC	2021-07-30	2021-10-15	127,00 \$	1 903,75 \$	2 315,84 \$
DT Capitale-Nationale	6201932063	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue	G1J 3N3 QC	2021-09-07	2021-11-15	134,00 \$	1 207,50 \$	1 522,33 \$
DT Capitale-Nationale	6201932069	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault	G0A4B0 QC	2021-03-19	2021-06-16	129,00 \$	571,25 \$	785,79 \$
DT Capitale-Nationale	6201932070	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356	G9A 6A7 QC	2021-11-22			860,82 \$	989,73 \$
DT Capitale-Nationale	6201932071	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150	G1V 5C2 QC	2021-10-21		165,00 \$	1 808,50 \$	2 244,33 \$
DT Capitale-Nationale	6201932072	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150	G1V 5C2 QC	2021-09-16	2022-01-14	281,00 \$	1 727,25 \$	2 266,90 \$
DT Capitale-Nationale	6202032001	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246	G5A 1T8 QC	2021-08-27	2022-01-13	134,00 \$	825,00 \$	1 082,54 \$
DT Capitale-Nationale	6202032009	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101	G1V 4S1 QC	2021-04-05	2021-04-26	142,00 \$	1 050,00 \$	1 349,24 \$
DT Capitale-Nationale	6202032014	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101	G1V 4S1 QC	2021-03-29	2021-04-26	145,00 \$	1 350,00 \$	1 697,16 \$
DT Capitale-Nationale	6202032016	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150	G1V 5C2 QC	2021-03-19	2021-04-09	149,00 \$	2 028,50 \$	2 481,27 \$
DT Capitale-Nationale	6202032022	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2021-07-05	2021-07-22	134,00 \$	720,83 \$	962,77 \$
DT Capitale-Nationale	6202032026	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières	G7A 1E5 QC	2021-09-30	2021-11-25	139,00 \$	1 270,10 \$	1 599,30 \$
DT Capitale-Nationale	6202032045	1078414	LGDB notaire inc.	1150-2640, boulevard Laurier	G1V 5C2 QC	2021-07-26	2021-09-20	323,25 \$	738,50 \$	1 172,35 \$
DT Capitale-Nationale	6202032045	1078414	LGDB notaire inc.	1150-2640, boulevard Laurier	G1V 5C2 QC	2021-07-26	2021-09-20	137,00 \$	934,00 \$	1 210,87 \$
DT Capitale-Nationale	6202032060	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1	G3L 3W6 QC	2021-11-04	2022-01-17	135,00 \$	1 027,50 \$	1 316,37 \$
DT Capitale-Nationale	6202032065	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges	G8Z 1T7 QC	2021-07-14	2021-10-05	127,00 \$	721,00 \$	955,97 \$
DT Capitale-Nationale	6202132022	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale	G1E 1Y7 QC	2021-10-26	2021-11-04	20,00 \$	615,00 \$	727,10 \$
DT Capitale-Nationale	6202132042	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	G2N 1E3 QC	2021-06-30	2021-07-19	18,00 \$	2 526,25 \$	2 922,55 \$
<b>Total DT Capitale-Nationale</b>								<b>7 211,98 \$</b>	<b>65 349,66 \$</b>	<b>82 347,81 \$</b>
DT Chaudière-Appalaches	6200912095	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue	G5Y 1V9 QC	2021-03-25	2021-07-05	7,00 \$	900,05 \$	1 041,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012026	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage, C.P. 1247	G6V6R8 QC	2021-06-15	2021-07-15	23,00 \$	600,00 \$	712,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112060	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert	G5X 3N8 QC	2021-05-19	2021-05-19	14,00 \$	1 800,00 \$	2 083,55 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201312039	1131674	Jessica Borgia, notaire inc.	3-2200, avenue de la Rivière-Jaune G2N 1T5 QC	2021-05-11	2021-05-20	142,00 \$	1 341,00 \$	1 683,81 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312119	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 QC	2021-07-26	2021-08-09	13,00 \$	900,00 \$	1 047,78 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612025	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage, C.P. 1247 G6V6R8 QC	2022-02-09			852,00 \$	979,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712060	75311	Gagné & Doyle, notaires	1574, St-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-11-18	2021-11-25	127,00 \$	1 497,50 \$	1 848,76 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201812059	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-06-02	2021-06-17	138,25 \$	694,00 \$	936,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201812060	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-07-22	2021-08-12	140,25 \$	767,41 \$	1 022,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912005	632795	Me Claudia Rancourt, notaire	13545, boulevard Lacroix G5Y 1P1 QC	2020-11-08	2020-11-23	141,00 \$	1 905,00 \$	2 331,27 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912017	136199	De Blois & De Blois, notaires S.E.N.C.	85, rue Notre-Dame Est C.P. 908 G6G 5V3 QC	2021-06-22	2021-07-15	135,00 \$	900,00 \$	1 169,78 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912026	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2021-04-27		135,00 \$	902,25 \$	1 172,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912030	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-12-08	2021-12-21	397,00 \$	1 868,75 \$	2 545,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912050	334526	Nathalie Tétreault, notaire inc.	201-5675 ch. de Chambly J3Y 3R1 QC	2021-03-26	2021-11-25	128,00 \$	825,00 \$	1 076,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912063	196495	Côté Taschereau Samson Demers S.E.N.C .R.L. Soc. notaires et cons.juridiques	801, Grande Allée Ouest Bureau 110 G1S 1C1 QC	2021-07-08	2021-07-08	141,00 \$	1 007,50 \$	1 299,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012003	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2021-03-29	2021-07-15	315,20 \$	1 343,75 \$	1 860,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012005	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-07-22	2021-08-12	132,25 \$	1 207,66 \$	1 520,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012022	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires, S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 QC	2021-04-14	2021-04-26	137,00 \$	1 137,50 \$	1 444,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012023	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2021-07-16	2021-07-19	134,00 \$	1 007,00 \$	1 291,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012033	1048892	Therrien Couture Joli-Coeur s.e.n.c.r.l.	320-1910, rue King Ouest J1J2E2 QC	2021-11-28	2021-12-01	254,00 \$	2 699,25 \$	3 357,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012054	1137802	Rancourt, Andrée (notaire)	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC	2022-02-15	2022-02-16	135,00 \$	1 050,00 \$	1 342,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012068	792636	Notarié inc.	426, route 273 G0S 2E0 QC	2021-07-01	2021-07-05	373,99 \$	1 605,00 \$	2 219,34 \$
<b>Total DT Chaudière-Appalaches</b>							<b>3 162,94 \$</b>	<b>26 810,62 \$</b>	<b>33 988,48 \$</b>
DT Côte-Nord	6201308005	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50a, rue Principale G0T 1G0 QC	2021-10-12	2021-10-12	145,00 \$	3 442,25 \$	4 102,72 \$
DT Côte-Nord	6201708028	360499	Notaires Beauchamp, Cyr inc.	242, boulevard Sainte-Rose H7L 1L6QC	2021-12-16	2022-01-11	138,50 \$	507,50 \$	722,00 \$
DT Côte-Nord	6201808002	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2022-01-28	2022-01-28	127,00 \$	1 775,00 \$	2 167,81 \$
DT Côte-Nord	6201808003	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2021-03-29	2021-07-07	12,00 \$	1 705,00 \$	1 972,32 \$
DT Côte-Nord	6201808003	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2021-03-29	2021-07-07	12,00 \$	1 705,00 \$	1 972,32 \$
DT Côte-Nord	6202008015	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Lafèche G5C 1E1 QC	2021-08-18	2021-09-13	132,00 \$	1 786,25 \$	2 185,74 \$
DT Côte-Nord	6202008016	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Lafèche G5C 1E1 QC	2021-08-31	2021-09-23	138,00 \$	1 797,50 \$	2 204,68 \$
<b>Total DT Côte-Nord</b>							<b>704,50 \$</b>	<b>12 718,50 \$</b>	<b>15 327,59 \$</b>
DT Est-de-la-Montérégie	6201244055	1212472	Saint-Pierre Fluet & Belval Notaires s.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel-Dieu J2S 5J9 QC	2021-04-01	2021-10-22	127,00 \$	1 226,75 \$	1 537,46 \$
<b>Total DT Est-de-la-Montérégie</b>							<b>127,00 \$</b>	<b>1 226,75 \$</b>	<b>1 537,46 \$</b>
DT Estrie	6200660015	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2021-12-17	2022-02-08	127,00 \$	1 065,00 \$	1 351,48 \$
DT Estrie	6201160023	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-05-11	2021-05-25		304,00 \$	349,52 \$
DT Estrie	6201160025	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-05-11	2021-05-26		304,00 \$	349,52 \$
DT Estrie	6201560028	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	4050, rue Laval G6B 1B1 QC	2021-06-11	2021-06-15		600,00 \$	689,85 \$

DT Estrie	6201560028	561627	Veilleux & associés Notaires inc.	5204, rue Papineau G6B 0E6 QC	2021-11-22	2022-02-22	142,00 \$	750,00 \$	1 004,31 \$
DT Estrie	6201660028	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen J1G 2E1 QC	2021-09-02	2021-09-10	130,00 \$	575,00 \$	791,11 \$
DT Estrie	6201660029	135216	Goyette, Hélène M.	1050, rue Principale J2G 8C8 QC	2021-03-23	2021-04-06	135,00 \$	800,00 \$	1 054,80 \$
DT Estrie	6201660030	917659	Cain Lamarre	4050, rue Laval G6B 1B1 QC	2021-03-23	2021-03-23	138,00 \$	1 256,50 \$	1 582,67 \$
DT Estrie	6201760020	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2021-09-02	2021-09-13	131,00 \$	422,00 \$	616,19 \$
DT Estrie	6201760022	634295	Raymond, Benoit, Notaire	2424, rue King Ouest, bureau 110 J1J 2E8 QC	2021-07-13	2021-07-22	137,00 \$	510,00 \$	723,37 \$
DT Estrie	6201760030	59242	Poulin, France (notaire)	1655, rue Sherbrooke J1X 2T5 QC	2021-09-27	2021-09-30		650,00 \$	747,34 \$
DT Estrie	6201760031	967340	Hardouin et associés inc.	550, 10e Avenue, bureau 100 J1G 2R9 QC	2021-06-01	2021-06-01		445,00 \$	511,64 \$
DT Estrie	6201760035	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-08-16	2021-09-09	127,00 \$	662,25 \$	888,42 \$
DT Estrie	6201860021	198563	Annie Grenier Notaire inc.	647, De Normandie J4B 8R1 QC	2022-02-21	2022-02-25		300,00 \$	344,93 \$
DT Estrie	6201860055	641108	Marie J. Gagné notaire inc.	35, rue Victoria J0E 1V0 QC	2021-06-03	2021-06-21	204,00 \$	800,00 \$	1 123,80 \$
DT Estrie	6201960004	775777	Moreau Paquette, notaires inc.	594, rue Dufferin J0B 3E0 QC	2021-09-20	2021-10-13	127,00 \$	1 002,81 \$	1 279,98 \$
DT Estrie	6201960042	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-11-04	2021-11-11	127,00 \$	420,00 \$	609,90 \$
DT Estrie	6201960043	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC	2022-02-02	2022-02-14	127,00 \$	1 100,00 \$	1 391,73 \$
DT Estrie	6201960045	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen J1G 2E1 QC	2021-02-10	2021-04-29	126,00 \$	964,00 \$	1 234,36 \$
DT Estrie	6201960050	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC	2021-11-26	2021-12-02	169,00 \$	404,00 \$	633,50 \$
DT Estrie	6201960051	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC	2021-11-05	2021-11-11	137,00 \$	427,25 \$	628,23 \$
DT Estrie	6201960053	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2021-11-29	2021-12-08	271,00 \$	1 022,25 \$	1 446,33 \$
DT Estrie	6201960054	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201-2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2021-10-21	2021-11-02	389,00 \$	1 152,25 \$	1 713,80 \$
DT Estrie	6201960058	610675	Chabot et Bouthillette notaires s.e.n.c.r.l.	565, avenue Chambly J2S 6V3 QC	2021-11-25	2021-12-13	160,00 \$	850,00 \$	1 137,29 \$
DT Estrie	6202060002	73672	Dalpé, Annick (notaire)	59, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-11-24	2021-12-02	163,00 \$	667,25 \$	930,17 \$
DT Estrie	6202060006	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-06-17	2021-06-21	294,00 \$	1 500,00 \$	2 018,63 \$
DT Estrie	6202060008	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-06-23	2021-06-28	145,00 \$	725,00 \$	978,57 \$
DT Estrie	6202060013	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-02-28	2022-02-28	169,00 \$	1 860,00 \$	2 307,54 \$
DT Estrie	6202060017	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-01-21	2022-01-25	301,00 \$	2 014,00 \$	2 616,60 \$
DT Estrie	6202060019	345511	Corbeil et Drouin Notaires SENC	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2021-06-16	2021-06-21	423,00 \$	1 798,75 \$	2 491,12 \$
DT Estrie	6202060020	397808	Jacob, Luce (notaire)	288, boul. Fiset J3P 3R1 QC	2021-11-29		151,00 \$	500,00 \$	725,88 \$
DT Estrie	6202060022	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201-2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2021-11-01	2021-11-08	271,00 \$	1 152,25 \$	1 595,80 \$
DT Estrie	6202060028	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-05-10		129,00 \$	435,00 \$	629,14 \$
DT Estrie	6202060028	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-05-10	2021-05-11	129,00 \$	435,00 \$	629,14 \$
DT Estrie	6202060029	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-05-05	2021-05-06	127,00 \$	360,00 \$	540,91 \$
DT Estrie	6202060030	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2021-11-17	2021-12-02	153,25 \$	1 285,44 \$	1 631,18 \$
DT Estrie	6202060032	948871	Notrenotaire.ca inc.	2-991 rue Gilbratar J1N 4B2 QC	2021-06-03	2021-06-01	127,00 \$	350,00 \$	529,41 \$
DT Estrie	6202060033	60363	Audet, Jean-Marc (notaire)	125, boulevard Jacques-Cartier Sud J1J 2Z4 QC	2022-01-21	2022-02-24	153,00 \$	1 410,00 \$	1 774,15 \$
DT Estrie	6202060034	1119071	Racicot, Stéphanie (notaire)	2876, boul. Portland J1L 2A4 QC	2022-01-24	2022-02-08	137,00 \$	690,00 \$	930,33 \$
DT Estrie	6202060034	1119071	Racicot, Stéphanie (notaire)	2876, boul. Portland J1L 2A4 QC	2022-01-24	2022-02-08	153,00 \$	575,00 \$	814,11 \$
DT Estrie	6202060035	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2021-11-29	2021-12-02	157,00 \$	1 600,00 \$	1 996,60 \$

DT Estrie	6202060035	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2021-03-31	2021-03-31	384,00 \$	950,00 \$	1 476,26 \$
DT Estrie	6202060036	847416	Lavallée, Lacasse & Poirier, Notaires (S.E. N.C.R.L.)	4547, rue Foster J0E 2N0 QC	2021-11-19	2021-11-25	132,00 \$	732,25 \$	973,90 \$
DT Estrie	6202060037	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2021-10-20	2021-10-25	141,00 \$	1 625,00 \$	2 009,34 \$
DT Estrie	6202060037	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2010-10-20	2021-10-25	141,00 \$	1 625,00 \$	2 009,34 \$
DT Estrie	6202160002	1097016	Benjamin et Mercier, notaires inc.	205-145, rue Sherbrooke J2K 5E7 QC	2022-02-01	2022-02-16	137,00 \$	762,75 \$	1 013,97 \$
DT Estrie	6202160003	1097016	Benjamin et Mercier, notaires inc.	205-145, rue Sherbrooke J2K 5E7 QC	2022-01-14	2022-02-17	7,00 \$	600,00 \$	696,85 \$
DT Estrie	6202160017	345511	Corbeil et Drouin Notaires SENC	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2021-09-29	2021-09-30	135,00 \$	1 063,85 \$	1 358,16 \$
DT Estrie	6202160027	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251, 1ère Avenue, J1T 1Y6 QC	2021-12-10	2022-01-10	131,00 \$	850,21 \$	1 108,53 \$
<b>Total DT Estrie</b>							<b>7 294,25 \$</b>	<b>42 353,06 \$</b>	<b>55 989,70 \$</b>
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200000069	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2021-10-06	2021-12-09	128,00 \$	850,00 \$	1 105,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200101	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2021-01-26	2021-03-23	133,25 \$	950,00 \$	1 225,51 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300022	936694	Toupin, Notaire (Francis Toupin notaire)	679B, boulevard Perron G0C 1J0 QC	2021-02-25	2021-06-07	126,00 \$	1 251,00 \$	1 564,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800001	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-11	2021-07-26	147,00 \$	1 507,25 \$	1 879,96 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800002	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue G0R 1Z0 QC	2021-08-31	2021-10-13	138,00 \$	800,00 \$	1 057,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800004	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2021-06-11	2021-07-26	134,00 \$	1 507,25 \$	1 866,96 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800014	826122	Kévin Dufresne, notaire inc.	367A, montée de Rivière-Morris G4X5P7 QC	2021-02-02	2021-03-30	7,00 \$	400,00 \$	466,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800031	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-08-30	2021-10-01	135,00 \$	900,00 \$	1 169,78 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800040	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-05-31	2021-06-08	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800043	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-07-23	2021-08-25	128,00 \$	975,00 \$	1 249,01 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800044	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2021-06-01	2021-06-08	133,00 \$	925,00 \$	1 196,52 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900008	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2021-09-01	2021-09-03	127,00 \$	1 000,00 \$	1 276,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900010	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2021-09-29	2021-11-17	127,00 \$	1 000,00 \$	1 276,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900011	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2021-09-29	2021-11-17	127,00 \$	1 000,00 \$	1 276,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900015	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-07-20	2021-08-25	135,00 \$	1 600,00 \$	1 974,60 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900015	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-10-22	2021-12-15	147,00 \$	600,00 \$	836,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900017	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-07-27	2021-08-25	288,00 \$	2 200,00 \$	2 817,45 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900019	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2021-07-28	2021-08-25	142,00 \$	1 600,00 \$	1 981,60 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900021	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 QC	2021-05-27	2021-07-14	127,00 \$	600,00 \$	816,85 \$
<b>Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine</b>							<b>2 557,25 \$</b>	<b>20 165,50 \$</b>	<b>25 742,55 \$</b>
DT Ile-de-Montréal	6200940019	1008796	Tétrault Carrier & Associés inc.	310-1819, boul. René-Lévesque Ouest H3H 2P5 QC	2021-04-13	2021-04-20	5,00 \$	700,00 \$	809,83 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140005	1008796	Tétrault Carrier & Associés inc.	310-1819, boul. René-Lévesque Ouest H3H 2P5 QC	2021-04-13	2021-04-20	2,00 \$	950,00 \$	1 094,26 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140006	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC	2021-05-20	2021-06-21	378,00 \$	1 530,00 \$	2 137,12 \$
<b>Total DT Ile-de-Montréal</b>							<b>385,00 \$</b>	<b>3 180,00 \$</b>	<b>4 041,21 \$</b>
DT Laurentides-Lanaudière	6201052129	896372	Neuwald Noodelman, Melissa Lauren	5165, rue Sherbrooke Ouest, bureau 319 T6 QC	H4A 1 2021-12-14	2021-12-14	5,00 \$	150,00 \$	177,46 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152123	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 1R7 QC	2021-06-29		126,00 \$	602,25 \$	818,43 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201452031	458330	Lafond, notaires inc.	3030, boul. Le Carrefour Bureau 1101 H7T 2P5 QC	2021-09-02		137,00 \$	1 800,00 \$	2 206,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452074	1203715	Lessard & Piché notaires	2525, Daniel-Johnson, suite 302 H7T1S9 QC	2021-07-07	2021-07-07	234,49 \$	1 800,00 \$	2 304,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452074	1203715	Lessard & Piché notaires	2525, Daniel-Johnson, suite 302 H7T1S9 QC	2021-07-07	2021-07-07	153,00 \$	300,00 \$	497,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552007	406059	Me Paul Larocque, notaire inc.	369, Adolphe-Chapleau Bureau 101 J6Z 1H1 QC	2021-01-18			200,00 \$	229,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201652006	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-09-02		147,00 \$	950,00 \$	1 239,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752018	430174	Léonard Pagé Chalifoux Piché notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC	2021-09-02		134,00 \$	702,50 \$	941,70 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752031	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte-Anne J6E 5A1QC	2021-06-23	2021-06-23	127,00 \$	750,00 \$	989,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752035	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-06-25		150,00 \$	1 200,00 \$	1 529,70 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752038	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-12-07	2021-12-07	127,00 \$	950,00 \$	1 219,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752039	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-06-25		147,00 \$	950,00 \$	1 239,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752041	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752042	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2022-01-21		127,00 \$	950,00 \$	1 219,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752043	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-09-02		127,00 \$	950,00 \$	1 219,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752044	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-22			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752051	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-14			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752053	41442	Dionne, Kelley, Paquin inc.	386, boulevard Manseau J6E 3E1 QC	2022-01-10	2022-01-10	134,00 \$	1 656,75 \$	2 038,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752056	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-22			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752057	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752058	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-22		127,00 \$	950,00 \$	1 219,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752059	864184	Beausoleil, Mireille ( Me Mireille Beausoleil, notaire)	5611, chemin St-Jean J0K 2M0 QC	2021-07-15		154,59 \$	600,00 \$	844,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752061	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752065	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-06-04	2021-06-01	147,00 \$	950,00 \$	1 239,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752072	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-11-26		127,00 \$	950,00 \$	1 219,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752078	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2022-01-21		127,00 \$	950,00 \$	1 219,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752080	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752083	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-09-08		139,34 \$	950,00 \$	1 231,60 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752088	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-08-16		126,00 \$	950,00 \$	1 218,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752090	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-07-23			420,00 \$	482,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752094	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2021-05-18		126,00 \$	950,00 \$	1 218,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752097	1075664	Rivard Leduc, notaires & avocats inc. (inact if)	69, rue Saint-Pierre, bureau 100 J5A1C1 QC	2021-07-13	2021-07-08	146,00 \$	405,00 \$	611,65 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752105	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 QC	2021-09-02		157,00 \$	950,00 \$	1 249,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752113	982432	St-Jacques & Daoust notaires inc.	1044, rue Robert J5L 2G9 QC	2021-10-26	2021-10-26	273,00 \$	1 616,00 \$	2 131,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752121	982432	St-Jacques & Daoust notaires inc.	1044, rue Robert J5L 2G9 QC	2021-10-26		273,00 \$	1 916,00 \$	2 475,92 \$
<b>Total DT Laurentides-Lanaudière</b>							<b>3 798,42 \$</b>	<b>29 408,50 \$</b>	<b>37 610,85 \$</b>
DT Laval-Mille-Iles	6201436047	406059	Me Paul Larocque, notaire inc.	369, Adolphe-Chapleau Bureau 101 J6Z 1H1 QC	2019-12-23	2021-03-26		1 650,00 \$	1 897,09 \$

<b>Total DT Laval-Mille-Iles</b>							<b>0,00 \$</b>	<b>1 650,00 \$</b>	<b>1 897,09 \$</b>	
DT Métropolitaine de Montréal	6201444012	725176	Étude de Me Christine Richer, notaires inc.	385, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier	J3H 3P1 QC	2021-05-06	2021-07-27	140,00 \$	750,00 \$	1 002,31 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201444014	1202177	Desalières Notaires inc.	821, boulevard Laurier	J3G0K5 QC	2021-12-21	2022-01-05	158,00 \$	770,00 \$	1 043,31 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201444015	1039725	Éric Ferland, Notaire de famille inc.	242, rue Claude-De Ramezay	J3M 1G3 QC	2021-06-04	2021-06-16	274,00 \$	1 145,00 \$	1 590,46 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201444016	531798	NotaireMartel inc.	351, rue Blain	J3H 3B4 QC	2022-01-14	2022-02-01	271,00 \$	1 495,00 \$	1 989,88 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201536015	862195	Notaire Rive-Nord inc.	203-1379, Curé-Labelle	J7C 2P1 QC	2021-09-01	2021-09-10	127,00 \$	1 010,00 \$	1 288,25 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784016	639300	Bélisle Lafleur notaires inc.	159, rue Saint-Eustache	J7R 2L5 QC	2021-03-10	2021-02-07	127,00 \$	1 872,77 \$	2 280,22 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784017	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé	J7N 2N5 QC	2021-04-20		142,00 \$	952,50 \$	1 237,14 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784018	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé	J7N 2N5 QC	2021-04-01	2021-08-11	396,00 \$	1 587,50 \$	2 221,23 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784019	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé	J7N 2N5 QC	2021-04-01	2021-08-11	126,00 \$	1 202,50 \$	1 508,58 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884011	1087867	Me Mélanie Lépine, notaire	40, rue Maurice	J0L 2L0 QC	2021-04-01	2021-04-14	134,00 \$	1 282,25 \$	1 608,26 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884013	592355	Notaires Rodrigue inc.	1950, boulevard René-Gauthier, bureau202	J3X 1P5 QC	2020-04-02	2021-05-05	135,00 \$	1 999,00 \$	2 433,35 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984042	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare	J7Z 2C1 QC	2021-07-08	2021-07-19	0,00 \$	114,00 \$	131,07 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984044	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202	J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	3,00 \$	225,00 \$	261,69 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984046	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202	J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984049	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202	J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	7,00 \$	300,00 \$	351,93 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984050	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101	J6X 4 P7 QC	2021-06-21	2021-07-07	70,99 \$	650,06 \$	818,39 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984052	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202	J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	6,00 \$	275,00 \$	322,18 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984055	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs	J6W 1V1 QC	2021-07-14	2021-07-19	0,00 \$	611,00 \$	702,50 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984056	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs	J6W 1V1 QC	2021-07-14	2021-07-19	0,00 \$	607,00 \$	697,90 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984058	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202	J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-12	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984063	76494	Beaudoin, Linda (notaire)	941, Montée Masson	J6W 2E1 QC	2021-09-16	2021-11-09	190,98 \$	5 400,00 \$	6 399,63 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984065	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101	J6X 4 P7 QC	2021-07-06	2021-07-19	0,00 \$	3 344,75 \$	3 845,63 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984067	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs	J6W 1V1 QC	2021-10-28	2021-11-05		766,00 \$	880,71 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984068	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202	J7M 1W2 QC	2021-07-07	2021-07-08	1,00 \$	150,00 \$	173,46 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984070	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs	J6W 1V1 QC	2021-06-16	2021-06-22	0,00 \$	900,00 \$	1 034,78 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984072	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé	J7N 2N5 QC	2021-08-13	2021-09-07	12,00 \$	312,50 \$	371,30 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084018	458330	Lafond, notaires inc.	3030, boul. Le Carrefour Bureau 1101	H7T 2P5 QC	2021-06-18	2021-06-28	95,00 \$	2 790,00 \$	3 302,80 \$
<b>Total DT Métropolitaine de Montréal</b>							<b>2 435,97 \$</b>	<b>31 111,83 \$</b>	<b>38 206,82 \$</b>	
DT Monteregie	6201144008	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2021-07-05	2021-11-15	10,00 \$	1 500,00 \$	1 734,63 \$
DT Monteregie	6201685011	1166188	GLR notaires inc.	201-383, boulevard du Séminaire Nord	J3B 8C5 QC	2022-01-07	2022-01-28	276,00 \$	1 978,25 \$	2 550,49 \$
DT Monteregie	6201785029	1166188	GLR notaires inc.	201-383, boulevard du Séminaire Nord	J3B 8C5 QC	2021-11-11	2022-01-31	144,00 \$	357,50 \$	555,04 \$
DT Monteregie	6201785035	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation	J0H 2E0 QC	2021-01-20		126,00 \$	1 473,75 \$	1 820,45 \$

<b>Total DT Montérégie</b>								<b>556,00 \$</b>	<b>5 309,50 \$</b>	<b>6 660,61 \$</b>
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548011	450737	Therrien Couture s.e.n.c.r.l.	en fidéicommiss 1200, rue Daniel-Johnson O, Bureau 7000 J2S 7K7 QC	2019-08-31			1 455,00 \$	1 651,92 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548011	450737	Therrien Couture s.e.n.c.r.l.	en fidéicommiss 1200, rue Daniel-Johnson O, Bureau 7000 J2S 7K7 QC	2021-08-31			665,76 \$	738,50 \$	
<b>Total DT Ouest-de-la-Montérégie</b>								<b>0,00 \$</b>	<b>2 120,76 \$</b>	<b>2 390,42 \$</b>
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316017	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2020-10-14	2020-11-18		831,00 \$	955,44 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416024	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	206-1390, boulevard Wallberg G8L 0H9 QC	2020-10-25	2021-06-16		28,25 \$	2 024,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416024	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	206-1390, boulevard Wallberg G8L 0H9 QC	2019-06-06	2021-06-16		71,00 \$	3 198,32 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416060	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2021-12-01	2022-01-18		164,00 \$	20 724,99 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416092	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	206-1390, boulevard Wallberg G8L 0H9 QC	2021-05-04	2021-05-20		189,00 \$	2 227,25 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516014	639935	Beaulieu, Claire (notaire)	655, boul. René-Lévesque Ouest G1S 1T1 QC	2020-11-05	2020-11-19		136,00 \$	2 100,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616047	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2021-04-22	2021-04-22		126,00 \$	1 102,49 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201716008	867091	De Champlain Girard & associés, notaire inc.	2300, boulevard René-Lévesque G7S 5Y5 QC	2020-10-05	2020-11-18		126,00 \$	500,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816005	414307	Collard, Jean-Pierre (notaire)	184, Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2020-09-08	2021-06-04		138,00 \$	1 800,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816007	414307	Collard, Jean-Pierre (notaire)	184, Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2020-10-08	2021-06-04		132,00 \$	1 500,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816018	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2021-05-26	2021-05-27		154,00 \$	6 058,75 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816024	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2021-11-15	2021-11-25		280,00 \$	2 350,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201916007	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2021-11-10	2021-11-25		289,00 \$	2 350,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201916010	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2021-10-05	2021-10-06		131,00 \$	1 155,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016012	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2021-09-29	2021-10-20		625,00 \$	718,59 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016021	73683	Tremblay, Gratien (notaire)	401 Avenue du Pont Nord G8B 5E4 QC	2021-06-07	2021-11-25		138,00 \$	1 480,00 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016049	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest G8B 4B6 QC	2020-11-09	2020-11-23		155,00 \$	2 436,00 \$	
<b>Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est</b>								<b>2 257,25 \$</b>	<b>52 462,80 \$</b>	<b>62 576,35 \$</b>
Région de la Mauricie	6201728010	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires inc.	202-10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC	2021-11-22	2022-01-14		320,00 \$	465,75 \$	
Région de la Mauricie	6201728010	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires inc.	202-10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC	2021-11-22	2021-12-07		153,00 \$	1 152,90 \$	
Région de la Mauricie	6201728024	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges G8Z 1T7 QC	2020-12-13	2020-12-13		126,00 \$	1 342,00 \$	
Région de la Mauricie	6201728032	1111591	Leblanc Martin Bernier inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 QC	2020-12-23	2021-12-06		140,00 \$	864,53 \$	
Région de la Mauricie	6201928012	1242782	GBM notaires s.e.n.c.r.l.	2460, avenue Saint-Marc G9N 2J7 QC	2021-12-08	2022-01-31		132,00 \$	872,25 \$	
Région de la Mauricie	6202028046	859854	Michel Massicotte Notaire inc.	56, rue Fusey G8T2T7 QC	2021-11-08	2022-01-13		142,00 \$	270,00 \$	
Région de la Mauricie	6202028047	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 QC	2021-11-02	2021-11-29		133,00 \$	1 674,99 \$	
<b>Total Région de la Mauricie</b>								<b>1 146,00 \$</b>	<b>6 642,42 \$</b>	<b>8 783,13 \$</b>
Région du centre du Québec	6201324008	297704	Villeneuve, Jean (notaire)	2820, boul. Bécancour G9H 3V8 QC	2020-10-31	2020-12-08		137,00 \$	1 032,88 \$	
Région du centre du Québec	6201624039	938729	LPB Notaires et Conseillers juridiques inc.	639, rue Ste-Angèle G9A 1M7 QC	2021-08-02	2021-08-16		127,00 \$	750,00 \$	
Région du centre du Québec	6201724034	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	16995, boul. des Acadiens G9H 0N8QC	2020-08-24	2020-12-04		141,00 \$	500,00 \$	
Région du centre du Québec	6201724043	715298	Provencher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 QC	2020-04-17	2021-03-11		349,00 \$	1 106,25 \$	
Région du centre du Québec	6201824000	1006120	Pellerin Potvin Gagnon sencl	117 rue Notre-Dame Est G6P3Z9 QC	2021-05-28	2021-06-18		126,00 \$	2 387,50 \$	

Région du centre du Québec	6201824005	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-11-18	2021-12-02	128,00 \$	881,25 \$	1 141,21 \$
Région du centre du Québec	6201824010	1174418	Groupe RDL Solutions Juridiques inc.	200, rue Girouard J2C 4M8 QC	2021-11-02	2022-01-14	132,00 \$	1 013,50 \$	1 297,28 \$
Région du centre du Québec	6201824015	709730	Durocher Dauphinois Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 Q C	2020-11-18	2021-12-09	146,00 \$	1 200,00 \$	1 525,70 \$
Région du centre du Québec	6201824016	1006120	Pellerin Potvin Gagnon sencrl	117 rue Notre-Dame Est G6P3Z9 QC	2021-05-28	2021-06-21	265,00 \$	1 282,50 \$	1 739,56 \$
Région du centre du Québec	6201924012	1220801	Brigitte Delisle, notaire	459, avenue du Collège G0N 1G0 QC	2021-09-03	2021-09-09	24,00 \$	1 152,00 \$	1 348,51 \$
Région du centre du Québec	6201924012	1220801	Brigitte Delisle, notaire	459, avenue du Collège G0N 1G0 QC	2022-02-22	2022-02-23	272,00 \$	1 792,00 \$	2 332,35 \$
Région du centre du Québec	6201924017	368648	Lesieur & Veillette Notaires inc.	20, rue Monseigneur-Comtois G8T 9B5 QC	2021-11-10	2022-01-14	19,00 \$	1 650,00 \$	1 916,09 \$
Région du centre du Québec	6201924029	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2021-09-16	2021-10-01	0,00 \$	400,00 \$	459,90 \$
<b>Total Région du centre du Québec</b>							<b>1 866,00 \$</b>	<b>15 147,88 \$</b>	<b>19 282,28 \$</b>
<b>Total général</b>							<b>44 630,86 \$</b>	<b>419 531,11 \$</b>	<b>526 939,06 \$</b>

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6201368006	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	Me Sandor Steinberg 1130, rue Sherbrooke Ouest, bureau 210 H3A 2M8 QC	2021-04-22		150,00 \$	3 750,00 \$	4 461,56 \$
Service expertise immobilière	6201368007	444911	Notaire-Direct inc.	3750, boulevard Crémazie Est Bureau 425 H 2A 1B6 QC	2021-07-15	2021-10-08	5,00 \$	801,36 \$	926,37 \$
Service expertise immobilière	6201368058	1202066	Cavaleri Donatelli notaires inc.	5270, rue Jean-Talon Est H1S 1L3 QC	2021-04-28		175,00 \$	1 500,00 \$	1 899,63 \$
Service expertise immobilière	6201368062	1202066	Cavaleri Donatelli notaires inc.	5270, rue Jean-Talon Est H1S 1L3 QC	2021-04-28		308,00 \$	1 900,00 \$	2 492,53 \$
Service expertise immobilière	6201668001	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H 3A 3H3 QC	2021-05-13	2021-04-28	51,25 \$	2 044,26 \$	2 401,63 \$
Service expertise immobilière	6201768089	1200670	Sansfaçon Notaires inc.	8780, avenue Henri-Julien H2M 1M4 QC	2021-05-21	2021-06-21		405,00 \$	465,65 \$
Service expertise immobilière	6201768089	1200670	Sansfaçon Notaires inc.	8780, avenue Henri-Julien H2M 1M4 QC	2021-05-21	2021-06-21	25,50 \$	162,50 \$	212,34 \$
Service expertise immobilière	6201768089	1200670	Sansfaçon Notaires inc.	8780, avenue Henri-Julien H2M 1M4 QC	2021-08-12	2021-09-30		1 425,00 \$	1 638,39 \$
Service expertise immobilière	6201768131	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H 3A 3H3 QC	2021-05-05	2021-05-05	7,00 \$	1 974,39 \$	2 277,06 \$
Service expertise immobilière	6201868014	1195900	De Barros, Giammarella s.a.	1660, boulevard de la Côte-Vertu H4L 2A3 QC	2021-02-11			858,50 \$	987,08 \$
Service expertise immobilière	6201968014	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2021-10-21	2021-11-10	271,00 \$	1 754,66 \$	2 288,42 \$
Service expertise immobilière	6201968047	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	440, avenue Brochu, bureau 200 G4R 2W8 QC	2021-10-31	2021-11-09	127,00 \$	1 725,68 \$	2 111,10 \$
Total Service expertise immobilière							398,00 \$	18 301,35 \$	22 161,76 \$
Total général							398,00 \$	18 301,35 \$	22 161,76 \$

**P.38 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2021-2022, EN PRÉCISANT :**

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

---

---

**A. PROJETS TERMINÉS**

**NOM DU PROJET :** RELOCALISATION TEMPORAIRE DU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE  
**BUDGET :** 16,2 M\$  
PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES (PQI) 2021-2031  
**LIVRAISON :** FÉVRIER 2022

**B. PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT**

**NOM DU PROJET :** AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL  
**BUDGET :** 64,9 M\$  
PQI 2021-2031  
**LIVRAISON :** PROJET EN RÉALISATION  
2023-2024

**NOM DU PROJET :** RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE  
**BUDGET :** 104,1M\$  
PQI 2021-2031  
**LIVRAISON :** PROJET EN RÉALISATION  
2023-2024

**NOM DU PROJET :** PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA – AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR  
**BUDGET :** 85,1 M\$ (COMPREND 1,8 M\$ EN ÉTUDE)  
PQI 2021-2031  
**LIVRAISON :** PROJET EN RÉALISATION  
2026-2027

**NOM DU PROJET :** CONSTRUCTION D'UN STATIONNEMENT À ÉTAGE ET SÉCURISATION DES ACCÈS POUR LES JUGES AU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU  
**BUDGET :** 5,8 M\$  
PQI 2021-2031  
**LIVRAISON :** PROJET EN PLANIFICATION  
2023-2024

**NOM DU PROJET :** AGRANDISSEMENT DES ESPACES AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2  
**BUDGET :** 25,3 M\$  
PQI 2021-2031  
**LIVRAISON :** PROJET EN PLANIFICATION (COMPREND ANCIENNE PHASE 1B)  
2028-2029

**NOM DU PROJET :** RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU  
**BUDGET :** 6,5 M\$  
PQI 2021-2031  
**LIVRAISON :** PROJET EN PLANIFICATION  
2023-2024

**C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD**

AUCUN.

#### **D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON**

**NOM DU PROJET :** AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1  
**BUDGET :** 18,7 M\$  
PQI 2020-2030  
**LIVRAISON :** PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B)  
2023-2024  
**MOTIF D'ABANDON:** PROJET INTÉGRÉ DANS LA RÉALISATION DE LA PHASE 2 DU PROJET DE CE PALAIS DE JUSTICE

#### **E. PROJETS EN ATTENTE**

AUCUN.

#### **F. PRÉVISION POUR 2022-2023**

AUCUN.

**P.39 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022, ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2021-2022 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.**

---

<b>PALAIS DE JUSTICE</b>	<b>COÛT DU PROJET</b>
MONTRÉAL	24 494 \$
LONGUEUIL	59 169 \$
DRUMMONDVILLE	1 666 \$
CHICOUTIMI	294 \$
VICTORIAVILLE	6 105 \$
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	611 \$

**P.40** POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.39.

**P.41 PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT PQI 2020-2030.**

---

**PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031**

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, LES PROJETS D'IMMOBILISATION À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031 A ÉTÉ TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU MOIS DE JUIN 2021.

**SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2021-2031**

**PROJETS EN RÉALISATION**

**PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERA PRÉSERVÉ, ET CE, MALGRÉ L'INCENDIE MAJEUR SURVENUE EN MAI 2021. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET COMPRENDRA UN AGRANDISSEMENT. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 3 JUILLET 2019 POUR UN COÛT DE PROJET DE 64,9 M\$. LA PREMIÈRE PHASE DES TRAVAUX A DÉBUTÉ À L'AUTOMNE 2019. L'ÉVALUATION DES DOMMAGES ET DES NOUVEAUX COÛTS DU PROJET EN RAISON DE L'INCENDIE SONT À DÉTERMINER PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI). TOUTEFOIS, LES TRAVAUX, SUIVANT LES PLANS ET DEVIS INITIAUX ONT REPRIS EN NOVEMBRE 2021 SUR LE CHANTIER. L'ÉCHÉANCIER EST PRÉVUE EN 2023-2024.

**PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE**

LE PROJET CONSISTE EN LA DÉMOLITION ET LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PALAIS AGRANDI DE 50 % PAR RAPPORT AU PALAIS ACTUEL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS. LE 18 JUIN 2018, LE CONSEIL DU TRÉSOR A APPROUVÉ LE DOSSIER D'OPPORTUNITÉ AINSI QUE LA RELOCALISATION HÂTIVE DU PALAIS DE JUSTICE.

LE PROJET A ÉTÉ INSCRIT DANS LA LISTE DES PROJETS EN ANNEXE AU PROJET DE LOI 66, LOI CONCERNANT L'ACCÉLÉRATION DE CERTAINS PROJETS D'INFRASTRUCTURE. PUISQUE LE DOSSIER D'OPPORTUNITÉ A DÉJÀ ÉTÉ RÉALISÉ, LA PROCHAINE ÉTAPE, SOIT CELLE DU DOSSIER D'AFFAIRES, N'EST PLUS REQUISE, CE QUI PERMET DE PASSER DIRECTEMENT AUX ÉTAPES DE RÉALISATION. LE 25 JUIN 2019, LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ POUR LA RÉVISION DE COÛT ET D'ÉCHÉANCIER DE LA RELOCALISATION TEMPORAIRE QUI A ÉTÉ RÉALISÉE LE 28 FÉVRIER 2022. LA LIVRAISON DU NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE EST PRÉVUE EN 2023-2024.

LE COÛT TOTAL DU PROJET EST ESTIMÉ À 120,3 M\$ DONT 104,1 M\$ POUR LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT ET DE 16,2 M\$ POUR LE PALAIS DE JUSTICE TEMPORAIRE.

**PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA**

LE PROJET VISE LA RÉNOVATION ET L'AGRANDISSEMENT OU UNE NOUVELLE CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE, BASÉS SUR L'ANALYSE DES BESOINS FONDÉE SUR UNE PROJECTION DE 20 ANS. LA SQI, AVEC L'IDENTIFICATION DES ESPACES ADDITIONNELS, ESTIME LES COÛTS À 85,1 M\$ POUR LA RÉALISATION DU PROJET. CELUI-CI DEVRA DONC ÊTRE SOUMIS À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE MÉMOIRE D'AVANT-PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES EN NOVEMBRE 2020. LE PROJET A ÉGALEMENT ÉTÉ INSCRIT DANS LA LISTE DES PROJETS EN ANNEXE AU PROJET DE LOI 66, LOI CONCERNANT L'ACCÉLÉRATION DE CERTAINS PROJETS D'INFRASTRUCTURE. EN CONSÉQUENCE, LES ÉTAPES DU DOSSIER D'OPPORTUNITÉ ET DU DOSSIER D'AFFAIRES NE SONT PLUS REQUISES, CE QUI PERMET DE PASSER DIRECTEMENT AUX ÉTAPES DE RÉALISATION. LA SQI DOIT TOUT DE MÊME ANALYSER LES OPTIONS D'AGRANDIR LE BÂTIMENT EXISTANT OU DE RÉALISER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION. BIEN QUE TRÈS PRÉLIMINAIRE ET QU'IL DÉPENDRA DE L'OPTION RETENUE, L'ÉCHÉANCIER ESTIMÉ SELON LES DONNÉES INSCRITES AU PQI 2021-2031 EST EN 2026-2027.

**PROJETS EN PLANIFICATION**

**PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU**

LE PROJET CONCERNE DEUX VOIERS, SOIT DE PRÉVOIR L'ACCÈS SÉCURITAIRE DES JUGES À L'ÉDIFICE ET AUX SECTEURS QUI LEUR SONT RÉSERVÉS, AINSI QUE DE MODERNISER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ ET LA SÉCURITÉ VERTICALE DE L'ÉDIFICE. D'ICI LA LIVRAISON DU PROJET D'ACCÈS SÉCURITAIRE DE LA MAGISTRATURE, DES AGENTS DE SÉCURITÉ SERONT PRÉSENTS DANS LE STATIONNEMENT AFIN DE RENFORCER LE NIVEAU DE SÉCURITÉ.

BIEN QU'UN MONTANT DE 5,8 M\$ SOIT INSCRIT AU PQI 2021-2031, UNE MODÉLISATION DU PROJET EST EN COURS DE RÉALISATION PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURE ET L'ESTIMATION DES COÛTS AINSI QUE L'ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION SERA PRÉSENTÉE EN 2022.

**PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUR PLUS DE 20 ANS. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT LA CONSTRUCTION D'ESPACES ATTENANTS AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

CETTE PHASE 2 DU PROJET INTÈGRE LA PHASE 1-B INSCRITE AU PQI 2020-2030. LE PROJET EST ESTIMÉ À 25,3 M\$. AINSI, LES AJUSTEMENTS AU PQI 2021-2031 TIENNENT COMPTE DE LA COMBINAISON DES DEUX PHASES DU PROJET DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL. CETTE PHASE PRÉVOIT LA FIN DES AMÉNAGEMENTS VERS L'ANNÉE 2028.

**PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU**

LE PROJET CONSISTE À RÉAMÉNAGER LE PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS. L'ANALYSE COMPLÈTE DES BESOINS EST EN COURS ET PERMETTRA D'ESTIMER LE COÛT GLOBAL ET L'ÉCHÉANCIER DU PROJET.

LES COÛTS PRÉLIMINAIRES SONT ESTIMÉS À 6,5 M\$.

**P.42 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :**

- A. CHAMBRE CIVILE;
  - B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
  - C. CHAMBRE CRIMINELLE;
  - D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.
- 

**A. CHAMBRE CIVILE :**

DOSSIERS OUVERTS : 44 891  
DÉLAI MOYEN D'AUDITION : 239 JOURS

**B. CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES :**

DOSSIERS OUVERTS : 14 618  
DÉLAI MOYEN D'AUDITION : 593 JOURS

**C. CHAMBRE CRIMINELLE :**

CAUSES OUVERTES : 74 847  
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 304 JOURS

**CHAMBRE PÉNALE :**

CAUSES OUVERTES : 206 978  
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 146 JOURS

**D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :**

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 7 119  
DÉLAI D'AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 36 JOURS  
DÉLAI D'AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 63 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 11 292  
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION PROTECTION : 79 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 713  
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION ADOPTION : 35 JOURS

**P.43 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.**

PALAIS DE JUSTICE	DOSSIERS	5 000,00 \$ OU MOINS	5 000,01 \$ À 10 000,00 \$	10 000,01 \$ ET PLUS
RIMOUSKI	83	60	13	10
NEW CARLISLE	41	33	4	4
PERCÉ	28	18	5	5
HAVRE-AUBERT	14	5	5	4
AMQUI	17	10	1	6
MATANE	51	34	10	7
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	14	9	3	2
MONT-JOLI	3	1	0	2
GASPÉ	40	22	10	8
CARLETON	28	15	6	7
CHICOUTIMI	274	144	64	66
ROBERVAL	57	33	7	17
ALMA	90	46	17	27
CHIBOUGAMAU	25	19	4	2
DOLBEAU – MISTASSINI	31	20	5	6
QUÉBEC	1 626	903	331	392
THETFORD MINES	89	49	14	26
LA MALBAIE	36	19	7	10
RIVIÈRE-DU-LOUP	113	69	14	30
MONTMAGNY	100	64	18	18
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	170	101	31	38
TROIS-RIVIÈRES	322	174	56	92
DRUMMONDVILLE	239	143	48	48
SHAWINIGAN	149	88	24	37
VICTORIAVILLE	163	86	27	50
LA TUQUE	25	16	4	5
SHERBROOKE	495	274	92	129
COWANSVILLE	114	63	23	28
GRANBY	243	149	43	51
MAGOG	28	13	6	9
LAC-MÉGANTIC	29	13	5	11
MONTRÉAL	3 370	1 681	707	982
LONGUEUIL	1 206	598	260	348
LAVAL	1 004	513	190	301
GATINEAU	575	304	117	154
CAMPBELL'S BAY	15	11	2	2
MONT-LAURIER	74	48	8	18
MANIWAKI	24	8	7	9
ROUYN-NORANDA	76	51	14	11
AMOS	35	22	6	7
VILLE-MARIE	26	16	5	5
– BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	0	0	0	0
VAL-D'OR	92	63	15	14
LA SARRE	19	14	1	4
BAIE D'UNGAVA	1	0	0	1
SEPT-ÎLES	53	25	14	14
SEPT-ÎLES ITINÉRANT	1	0	1	0
BAIE-COMEAU	53	30	14	9
FORESTVILLE	9	3	5	1
SAINT-JÉRÔME	1 179	546	237	396
JOLIETTE	691	340	150	201

<b>PALAIS DE JUSTICE</b>	<b>DOSSIERS</b>	<b>5 000,00 \$ OU MOINS</b>	<b>5 000,01 \$ À 10 000,00 \$</b>	<b>10 000,01 \$ ET PLUS</b>
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	67	28	15	24
LACHUTE	45	19	4	22
SAINT-HYACINTHE	315	155	75	85
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	250	118	53	79
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	543	305	97	141
SOREL – TRACY	158	77	29	52
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>14 618</b>	<b>7 668</b>	<b>2 923</b>	<b>4 027</b>

**P.44 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.**

---

2021-2022: 2 096 DOSSIERS.

**P.45 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE EN 2021-2022.  
VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.**

	CHAMBRE CIVILE	CHAMBRE DE LA FAMILLE	TOTAL
<u>TOUT LE QUÉBEC</u>	20 205	18 139	38 344
<u>RÉGION 01</u>			
RIMOUSKI	270	198	468
AMQUI	0	0	0
MATANE	0	0	0
MONT-JOLI	0	0	0
RIVIÈRE-DU-LOUP	211	142	353
<u>RÉGION 02</u>			
CHICOUTIMI	425	316	741
ROBERVAL	111	109	220
ALMA	103	123	226
CHIBOUGAMAU	13	36	49
DOLBEAU – MISTASSINI	0	0	0
<u>RÉGION 03</u>			
QUÉBEC	2 241	1 470	3 711
LA MALBAIE	90	37	127
<u>RÉGION 04</u>			
TROIS-RIVIÈRES	662	515	1 177
SHAWINIGAN	222	196	418
LA TUQUE	26	28	54
<u>RÉGION 05</u>			
SHERBROOKE	805	652	1 457
COWANSVILLE	167	175	342
GRANBY	299	334	633
LAC-MÉGANTIC	34	42	76
<u>RÉGION 06</u>			
MONTRÉAL	5 907	4 264	10 171
<u>RÉGION 07</u>			
GATINEAU	730	1 022	1 752
CAMPBELL'S BAY	76	20	96
MANIWAKI	32	48	80
MONT-LAURIER	116	103	219
<u>RÉGION 08</u>			
ROUYN-NORANDA	76	107	183
AMOS	136	136	272
VILLE-MARIE	29	36	65
VAL-D'OR	81	80	161
LA SARRE	0	0	0
<u>RÉGION 09</u>			
SEPT-ÎLES	110	115	225
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	0	0	0
BAIE-COMEAU	108	121	229

	CHAMBRE CIVILE	CHAMBRE DE LA FAMILLE	TOTAL
<u>RÉGION 11</u>			
NEW CARLISLE	110	76	186
PERCÉ	124	98	222
HAVRE-AUBERT	21	16	37
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	0	0	0
CARLETON	0	0	0
<u>RÉGION 12</u>			
THETFORD MINES	180	89	269
MONTMAGNY	112	108	220
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	217	224	441
<u>RÉGION 13</u>			
LAVAL	786	800	1 586
<u>RÉGION 14</u>			
JOLIETTE	813	1 036	1 849
<u>RÉGION 15</u>			
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1 680	1 605	3 285
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	0	0	0
<u>RÉGION 16</u>			
LONGUEUIL	1 178	1 378	2 556
SAINTE-HYACINTHE	435	422	857
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	298	374	672
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	561	753	1 314
SOREL – TRACY	228	235	463
<u>RÉGION 17</u>			
DRUMMONDVILLE	249	316	565
VICTORIAVILLE	133	184	317

**P.46** CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR - 2021-2022, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
- B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;
- C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.

---

---

**A. NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS**

	2021-2022
<b>DOSSIERS</b>	14 618

**B. NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION**

	2021-2022
<b>DOSSIERS</b>	2 096

**C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT**

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

P.47 COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2021-2022, PAR RÉGION.

RÉGIONS	NOM	COÛT TOTAUX (\$)
		(SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	234 785 \$
	MATANE	312 872 \$
	MONT-JOLI	120 409 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS-SAINT-LAURENT</b>		<b>668 066 \$</b>
2	CHIBOUGAMAU	332 682 \$
	DOLBEAU	164 045 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN</b>		<b>496 727 \$</b>
4	LA TUQUE	467 650 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE-BOIS-FRANCS</b>		<b>467 650 \$</b>
5	GRANBY	2 404 036 \$
	MAGOG	49 844 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE</b>		<b>2 453 880 \$</b>
7	MANIWAKI	433 658 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS</b>		<b>433 658 \$</b>
8	VAL-D'OR	2 511 052 \$
	LA SARRE	213 619 \$
	SENNETERRE	39 918 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE</b>		<b>2 764 589 \$</b>
9	FORESTVILLE	82 266 \$
	COUR ITINÉRANTE	28 358 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE-NORD</b>		<b>110 624 \$</b>
10	COUR ITINÉRANTE	2 521 533 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND-NORD</b>		<b>2 521 533 \$</b>
11	HAVRE-AUBERT	357 036 \$
	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	295 841 \$
	GASPÉ	146 054 \$
	CARLETON	105 253 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE</b>		<b>904 184 \$</b>
14	REPENTIGNY	7 682 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE</b>		<b>7 682 \$</b>
15	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	63 223 \$
	LACHUTE	38 816 \$
<b>SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES</b>		<b>102 039 \$</b>
<b>TOTAL</b>		<b>10 930 632 \$</b>

**P.48 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

**P.49 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS «AD HOC»).**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

**P.50 LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

**P.54 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.**

<b>DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022</b>	
<b>DISTRICT JUDICIAIRE</b>	<b>DÉLAI MÉDIAN (EN JOURS)</b>
ABITIBI	260
ALMA	224
ARTHABASKA	292
BAIE-COMEAU	290
BEAUCE	290
BEAUHARNOIS	243
BEDFORD	331
BONAVENTURE	238
CHARLEVOIX	264
CHICOUTIMI	289
DRUMMOND	306
FRONTENAC	225
GASPÉ	179
GATINEAU	330
IBERVILLE	318
JOLIETTE	352
KAMOURASKA	211
LABELLE	247
LAVAL	400
LONGUEUIL	304
MINGAN	341
MONTMAGNY	205
MONTRÉAL	377
MÉGANTIC	427
PONTIAC	342
QUÉBEC	321
RICHELIEU	252
RIMOUSKI	174
ROBERVAL	179
ROUYN-NORANDA	221
SAINT-FRANÇOIS	282
SAINT-HYACINTHE	266
SAINT-MAURICE	309
TERREBONNE	293
TROIS-RIVIÈRES	287
TÉMISCAMINGUE	220
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>304</b>

SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DES ACCUSATIONS JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50% DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ COUPABLE OU A ÉTÉ RECONNU COUPABLE. POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ NON-COUPABLE OU QUE LES ACCUSATIONS SE SONT CONCLUES PAR UN VERDICT AUTRE QUE COUPABLE, LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION RENDUE PAR LE JUGE. LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI REPRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

**P.57 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.**

---

EN MATIÈRE CRIMINELLE, UNE NOUVELLE SOLUTION INFORMATIQUE PERMET AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE COMPTABILISER LES ARRÊTS DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEMANDÉS PAR LA DÉFENSE ET AUTORISÉ PAR UN JUGE, DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021. CE SONT 13 ARRÊTS DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEMANDÉS PAR LA DÉFENSE ET AUTORISÉS PAR UN JUGE QUI ONT ÉTÉ COMPTABILISÉS EN 2021-2022 SELON L'INFORMATION SAISIE AUX PROCÈS-VERBAUX.

**P.59 BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.**

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

LA JUSTICE RÉPARATRICE EST UNE JUSTICE AXÉE SUR LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS PAR L'INFRACTION. IL S'AGIT D'UNE APPROCHE BASÉE SUR UNE COMPRÉHENSION QUE LES INFRACTIONS CRIMINELLES SONT UNE VIOLATION DES PERSONNES ET DES RELATIONS ; ELLE DONNE AUX PARTIES TOUCHÉES – ACCUSÉ, VICTIME, COLLECTIVITÉ – L'OCCASION DE DÉTERMINER LEURS BESOINS RESPECTIFS À LA SUITE DE L'INFRACTION. CETTE APPROCHE FAVORISE LA RESPONSABILISATION ET LA RÉINSERTION SOCIALE DES ACCUSÉS EN PLUS D'OFFRIR UNE OCCASION DE GUÉRISON POUR LES VICTIMES. CE FAISANT, LA JUSTICE RÉPARATRICE RÉPOND À PLUSIEURS DES OBJECTIFS DE LA PEINE ÉNONCÉS À L'ARTICLE 718 DU CODE CRIMINEL. LES DOSSIERS ADMIS AU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) SONT TRAITÉS SELON CETTE APPROCHE.

**PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES**

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN JUIN 2017 DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC. CE PROGRAMME CONSISTE EN LA DÉJUDICIARISATION DE CERTAINES INFRACTIONS COMMISES PAR DES ADULTES. IL DONNE AUX ADULTES ACCUSÉS DES INFRACTIONS CRIMINELLES PRÉVUES AU PROGRAMME, LA POSSIBILITÉ D'ASSUMER LA RESPONSABILITÉ DE LEURS ACTES ET DE RÉGLER LE CONFLIT QUI LES OPPOSE À LA JUSTICE AUTREMENT QU'EN ÉTANT ASSUJETTIS AUX PROCÉDURES JUDICIAIRES USUELLES PRÉVUES PAR LE CODE CRIMINEL.

UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2017 JUSQU'AU 31 MARS 2019, DANS TROIS BUREAUX, SOIT SHERBROOKE, SAGUENAY ET JOLIETTE, À LA SUITE DE QUOI, LE DÉPLOIEMENT PROVINCIAL A DÉBUTÉ. LE COMITÉ DE TRAVAIL, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE, COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP), DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) ET D'ÉQUIJUSTICE. LE PROGRAMME PRÉVOIT DES CATÉGORIES D'INFRACTIONS POUR LESQUELLES LES ACCUSÉS PEUVENT ÊTRE ADMISSIBLES. CETTE ADMISSIBILITÉ S'APPLIQUE, SOUS RÉSERVE DE LA DISCRÉTION DU POURSUIVANT, COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VICTIME, APRÈS VÉRIFICATION DE CERTAINS CRITÈRES D'ADMISIBILITÉ AUPRÈS DE L'ACCUSÉ PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS DU MSP. LES SERVICES CORRECTIONNELS FONT ÉGALEMENT LE LIEN AUPRÈS D'ÉQUIJUSTICE CENTRAL QUI LUI, TRANSMET LE DOSSIER À L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE LOCAL LE PLUS PRÈS DU LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ACCUSÉ. DE SON CÔTÉ, LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) A LE MANDAT, DANS UN PREMIER TEMPS, D'INFORMER LA VICTIME DE L'EXISTENCE DU PMRG ET DE LA POSSIBILITÉ QUE LE DOSSIER Y SOIT RÉFÉRÉ. UNE FOIS QUE LE DOSSIER EST TRANSMIS AU PMRG, LE CAVAC COMMUNIQUE À NOUVEAU AVEC LA VICTIME AFIN DE L'EN INFORMER ET LUI INDIQUER QU'UN ORGANISME COMMUNAUTAIRE ENTRERA EN CONTACT AVEC ELLE À CET ÉGARD SI ELLE LE SOUHAITE. UNE FOIS LA MESURE COMPLÉTÉE, L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE LOCAL TRANSMET À ÉQUIJUSTICE CENTRAL LE RAPPORT DE FIN DE SUIVI POUR VALIDATION. ÉQUIJUSTICE CENTRAL VALIDE ET SIGNE LE RAPPORT ET LE TRANSMET AU PROCUREUR AU DOSSIER. SI LA MESURE A ÉTÉ COMPLÉTÉE AVEC SUCCÈS, LE POURSUIVANT DEMANDE AU TRIBUNAL LE REJET DES ACCUSATIONS. SI L'ACCUSÉ NE REMPLIT PAS SES ENGAGEMENTS, IL RETOURNE AU PROCESSUS JUDICIAIRE RÉGULIER, SANS QUE SA PARTICIPATION AU PMRG LUI SOIT PRÉJUDICIALE.

LE PROGRAMME FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR MADAME CATHERINE ROSSI, CRIMINOLOGUE ET PROFESSEURE TITULAIRE À L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE BUT DE CETTE RECHERCHE EST D'ANALYSER L'IMPLANTATION DU PMRG, LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT ET DES BESOINS DES VICTIMES, SON EFFICACITÉ ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. POUR CE FAIRE, MADAME ROSSI A OBTENU UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET EST FINANCÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE. CETTE RECHERCHE SE POURSUIT JUSQU'EN MARS 2023.

DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 2020, LE PMRG EST DISPONIBLE DANS TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES À LA COUR DU QUÉBEC. DOUZE COURS MUNICIPALES ONT ÉGALEMENT IMPLANTÉ LE PROGRAMME DEPUIS LE MOIS MAI 2020 : LÉVIS, MONTRÉAL, LAVAL, QUÉBEC, MASCOUCHE, REPENTIGNY, SAINT-JÉRÔME, BOISBRIAND, DEUX-MONTAGNES, CHÂTEAUGUAY, SAINTE-ADÈLE ET ROSEMÈRE.

EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2021, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, 2307 DOSSIERS ONT INTÉGRÉ LE PMRG ET 94,2 % DES ACCUSÉS ONT COMPLÉTÉ LE PROGRAMME AVEC SUCCÈS.

LES COÛTS ENGAGÉS DANS LE PMRG POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 SE SONT ÉLEVÉS À 3 942 814 \$, DONT NOTAMMENT 2 796 350 \$ EN SUBVENTIONS POUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET 980 400 \$ POUR LES CAVAC.

**PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE**

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA) EST ÉGALEMENT AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 717 DU CODE CRIMINEL. IL A ÉTÉ INSTAURÉ EN 2001 ET RÉVISÉ EN 2015 DANS LE BUT NOTAMMENT DE REVOIR LES CRITÈRES D'ADMISIBILITÉ DES INFRACTIONS COMMISES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE PROGRAMME VISE NOTAMMENT À FAVORISER UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU SEIN DE LEUR MILIEU. IL OFFRE UNE OCCASION, POUR UNE PERSONNE ACCUSÉE D'AVOIR COMMIS UNE INFRACTION CRIMINELLE, D'ACCEPTER LA RESPONSABILITÉ DE SA CONDUITE ET À PRENDRE UNE PART ACTIVE À LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS EN PARTICIPANT À UN PROCESSUS ENCADRÉ DE RÉPARATION ET DE RÉCONCILIATION. IL OFFRE ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME L'OCCASION DE PARTICIPER AU PROCESSUS SI ELLE LE SOUHAITE. À L'ISSUE DU PROCESSUS, DES MESURES RÉPARATRICES SONT DÉTERMINÉES.

CE PROGRAMME S'ADRESSE EXCLUSIVEMENT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET SON APPLICATION EST ADMINISTRÉE PAR DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE. LES SERVICES DÉVELOPPÉS PAR LES COMITÉS DE JUSTICE S'INSPIRENT PRINCIPALEMENT DES PRINCIPES DE JUSTICE RÉPARATRICE ET VISENT ENTRE AUTRES DES ACTIVITÉS DE DÉJUDICIARISATION, DE DÉTERMINATION DE LA PEINE ET DE SENSIBILISATION ET D'ÉDUCATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ.

LE PMRA EST EN PLACE DANS 25 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES. PRÉCISONS QUE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DPCP, QUI DOIT CONCLURE À CET EFFET UN PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LE REPRÉSENTANT DU COMITÉ DE JUSTICE OU SES AUTORITÉS POLITIQUES ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR EN CHEF DE LA RÉGION CONCERNÉE.

NATION	COMMUNAUTÉ	DATE DE SIGNATURE	NOUVEAU PMRA	PMRA AVEC VIOLENCE CONJUGALE	
MOHAWK	AKWESASNE	25 AOÛT 2004	26 OCTOBRE 2018		
CRIE	MISTISSINI	30 NOVEMBRE 2006			
	WASKAGANISH	15 MARS 2010			
	WHAPMAGOOSTUI	22 DÉCEMBRE 2012			
	CHISASIBI	24 JANVIER 2012			
	WASWANUPI	13 FÉVRIER 2012			
	NEMASKA	21 JANVIER 2013			
	OIJÉ-BOUGOUMOU	20 DÉCEMBRE 2016			
	WEMINDJI		17 AVRIL 2018		
	INUITE	AUPALUK	2 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
		KANGIRSUK	29 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
KUUJJUARAPIK		1 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018		
PUVIRNITUQ		30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018		
SALLUIT		5 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018		
QUAQTAQ		30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018		
KUUJJUAQ		7 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018		
KANGIQSUALUJJUAQ		3 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018		
INUKJUAQ		15 FÉVRIER 2010	11 OCTOBRE 2018		
KANGIQSUJUAQ		16 MAI 2017	11 OCTOBRE 2018		
ATIKAMEWK		OPITCIWAN	20 DÉCEMBRE 2011	4 AVRIL 2019	
		MANAWAN		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
		WEMOTACI		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
NASKAPIE	KAWAWACHIKAMACH	4 DÉCEMBRE 2012			
MICMAC	LISTUGUJ	DÉCEMBRE 2013			
ALGONQUINE	KITIGAN ZIBI		18 OCTOBRE 2018		

LES COÛTS DES PROJETS SONT INCLUS À MÊME LES BUDGETS DES COMITÉS DE JUSTICE ET NE SONT PAS COMPTABILISÉS DE FAÇON DISTINCTE. IL EST IMPORTANT DE NOTER QUE LE TRAITEMENT, LES RESSOURCES ALLOUÉES ET LES HEURES DE TRAVAIL NÉCESSAIRES AU CHEMINEMENT D'UN DOSSIER VARIENT LARGEMENT D'UN CAS À UN AUTRE ET D'UN COMITÉ DE JUSTICE À L'AUTRE. DANS LE CADRE DE SON APPROCHE, LE MINISTÈRE RESPECTE L'AUTONOMIE QUE LE MILIEU ATTEND DES GOUVERNEMENTS EN MATIÈRE DE JUSTICE AU SEIN DE LEURS COMMUNAUTÉS.

#### **AUTRES PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ DE LA JUSTICE AU QUÉBEC**

TOUT COMME LES DEUX PROGRAMMES MENTIONNÉS PRÉCÉDEMMENT, LES PROGRAMMES SUIVANTS CONSTITUENT DES PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ DE LA JUSTICE.

#### **PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE**

LE PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN FÉVRIER 2019. UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 20 MAI 2008 À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL ET LE 6 MAI 2015 À LA COUR DU QUÉBEC DE SAINT-JÉRÔME. LE PROGRAMME S'ADRESSE AUX PERSONNES PRÉSENTANT DIFFÉRENTES VULNÉRABILITÉS, NOTAMMENT LIÉES À UNE PROBLÉMATIQUE DE SANTÉ MENTALE OU DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, AYANT COMMIS UNE INFRACTION VISÉE PAR LE PROGRAMME DANS LE DISTRICT OÙ LE PAJ-SM EST IMPLANTÉ. LE PROGRAMME A POUR BUT D'ADAPTER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES PERSONNES VULNÉRABLES À LA COUR DU QUÉBEC EN PROPOSANT UNE PRISE EN CHARGE GLOBALE ET UN TRAITEMENT PLUS INDIVIDUALISÉ DE CES PERSONNES PAR LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. LE PROGRAMME VISE ÉGALEMENT UNE PLUS GRANDE COLLABORATION ET UN PARTAGE D'INFORMATION PLUS EFFICACES ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS. CETTE APPROCHE VISE À ÉVITER OU RÉDUIRE LA RÉCIDIVE ET AINSI ASSURER LA PROTECTION DU PUBLIC, TOUT EN FAVORISANT UN TRAITEMENT ADAPTÉ À LA SITUATION PERSONNELLE DU CONTREVENANT.

L'IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SHERBROOKE A FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR ME VÉRONIQUE FORTIN DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE. QUANT AU PROGRAMME DANS SON ENSEMBLE, IL FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE MENÉE PAR L'OBSERVATOIRE JUSTICE SANTÉ MENTALE DE L'INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE PINEL. L'OBJECTIF DE LA RECHERCHE EST D'ANALYSER LE CHEMINEMENT DES PERSONNES DANS LE PAJ-SM, L'EFFICACITÉ DU PROGRAMME ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES NOTAMMENT PAR LE TAUX DE RÉCIDIVES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A FINANCÉ CES RECHERCHES.

PRÉSENTEMENT, LE PAJ-SM EST IMPLANTÉ DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE : ABITIBI (SECTEUR VAL-D'OR), BEAUHARNOIS, BEDFORD, BONAVENTURE, CHICOUTIMI, DRUMMOND, GASPÉ (GASPÉ, PERCÉ ET STE-ANNE-DES-MONTS), GATINEAU, JOLIETTE, KAMOURASKA, LABELLE, LAVAL, LONGUEUIL, MONTRÉAL, QUÉBEC, RIMOUSKI, ROBERVAL (INCLUANT OPITCIWAN ET MASHTEUJASH) SAINT-FRANÇOIS, SAINT-AURICE (SECTEUR SHAWINIGAN), SAINT-HYACINTHE, TERREBONNE, TROIS-RIVIÈRES.

PRÉSENTEMENT, LE PAJ-SM EST IMPLANTÉ À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL, QUÉBEC ET LAVAL.

DE PLUS, UNE TRAJECTOIRE POUR LES CONTREVENANTS AYANT UN TROUBLE D'UTILISATION DE SUBSTANCE OU UNE DÉPENDANCE EST ÉLABORÉE SOUS FORME DE PROJET PILOTE À LA COUR DU QUÉBEC À GATINEAU (SEPTEMBRE 2021) ET À NEW CARLISLE (FÉVRIER 2022).

LES TRAVAUX POUR LE PAJ-SM DE VAL-D'OR ONT ÉTÉ FAITS DE CONCERT AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE AINSI QU'AVEC LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ DE LAC-SIMON. LE PROGRAMME EST ÉGALEMENT EN PLACE AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS D'OPITCIWAN ET DE MASHTEUJASH POUR LE PAJ-SM DE ROBERVAL QUI ONT TOUTS LES DEUX DÉPLOYÉ DES INTERVENANTS PIVOT POUR LE PAJ-SM ET LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE ROBERVAL A ÉTÉ MIS À PROFIT POUR LE PAJ-SM DE ROBERVAL.

PUISQUE LES PAJ-SM SONT PRINCIPALEMENT GÉRÉS PAR LES CENTRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (CISSS ET CIUSSS), UNE SOMME DE 2 M\$ PRÉVUE AU BUDGET DU MJQ A ÉTÉ TRANSFÉRÉE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) AFIN DE LUI PERMETTRE D'OCTROYER LES SOMMES AUX CISSS ET CIUSSS CONCERNÉS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PAJ-SM.

### **PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)**

AUTORISÉ EN 2012 PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN VERTU DE L'ARTICLE 720(2) DU CODE CRIMINEL, LE PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ) A POUR OBJECTIF DE PRÉVENIR ET RÉDUIRE LA CRIMINALITÉ CAUSÉE OU MOTIVÉE PAR LA TOXICOMANIE TOUT EN TENANT COMPTE DE L'INTÉRÊT DE LA JUSTICE. SITUÉ AU STADE DE LA DÉTERMINATION DE LA PEINE, IL PERMET AUX ADULTES RECONNUS COUPABLES DE CERTAINES INFRACTIONS CRIMINELLES DE BÉNÉFICIER D'UN PLAN DE RÉADAPTATION ET DE RÉINSERTION SOCIALE ADAPTÉ SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE. ULTIMEMENT, LE PTTCQ VISE À ROMPRE DÉFINITIVEMENT LE PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ».

TROIS SEULS PTTCQ SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL DEPUIS 2012 ET DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ DEPUIS L'AUTOMNE 2019 ET AKULIVIK DEPUIS L'ÉTÉ 2021. LE PTTCQ DÉPLOYÉ DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ ET D'AKULIVIK, EST SPÉCIFIQUEMENT OFFERT AUX INUITS DE CETTE COMMUNAUTÉ. DES TRAVAUX SONT EN COURS POUR DÉPLOYER DES PTTCQ DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES.

L'ENTENTE DE FINANCEMENT AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA EST ÉCHUE DEPUIS LE 31 MARS 2018. LE PROCESSUS DE SIGNATURE POUR CONCLURE UNE NOUVELLE ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST EN COURS.

CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

### **PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES (PTC)**

PAR LE DÉCRET 385-2019 DU 10 AVRIL 2019, LA RESPONSABILITÉ DU PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES (PTC), RELEVANT ANTÉRIEUREMENT DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, A ÉTÉ CONFÉE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE PTC EST DÉPLOYÉ DANS TOUT LE QUÉBEC ET FONCTIONNE GRÂCE À UN FINANCEMENT ANNUEL DE 2,5 M \$ ET GRÂCE AU TRAVAIL DE 2 RESSOURCES À TEMPS PLEIN.

LE PTC REPOSE SUR 10 ORGANISMES DE RÉFÉRENCE ET PLUS DE 5 000 ORGANISMES D'ACCUEIL. LES ORGANISMES DE RÉFÉRENCE SONT DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF DONT LES SERVICES SONT RETENUS PAR LE MJQ POUR ADMINISTRER LE PROGRAMME DANS CERTAINS DISTRICTS JUDICIAIRES. LES CONTRATS ENTRE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES SONT RENOUVELÉS SUR UNE BASE ANNUELLE.

LE PROGRAMME A ÉTÉ MIS EN PLACE AU QUÉBEC EN 1983 AFIN D'HUMANISER LE PROCESSUS DE RECOUVREMENT DES AMENDES DUES À L'ÉTAT. IL PERMET À UNE PERSONNE DÉMUNIE D'EFFECTUER DES TRAVAUX DANS UN ORGANISME EN COMPENSATION DE SA DETTE, ISSUE D'AMENDES IMPAYÉES LIÉES À DES INFRACTIONS POUR LESQUELLES UN JUGEMENT DE CULPABILITÉ A ÉTÉ RENDU AU TERME D'UNE POURSUITE PÉNALE DEVANT LA COUR DU QUÉBEC OU UNE COUR MUNICIPALE. LA RÉUSSITE DU PROGRAMME ENRAYE LA DETTE DU DÉFENDEUR ENVERS L'ÉTAT.

À L'ÉTAPE DE L'EXÉCUTION DU JUGEMENT, LORSQU'UN PERCEPTEUR EST CONVAINCU DE L'INCAPACITÉ DE PAYER D'UN INDIVIDU, IL DOIT LUI OFFRIR DE PAYER LES SOMMES QU'IL DOIT AU MOYEN DE TRAVAUX COMPENSATOIRES (ART. 333 CODE DE PROCÉDURE PÉNALE). SUIVANT LA SIGNATURE DE L'ENGAGEMENT DES TRAVAUX, UNE DEMANDE EST TRANSMISE À L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE DE SA RÉGION. L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE RENCONTRE L'INDIVIDU ET LUI PROPOSE DES TRAVAUX À EFFECTUER DANS UN ORGANISME D'ACCUEIL SOUS SA RESPONSABILITÉ EN FONCTION DE SES COMPÉTENCES ET DE SES CAPACITÉS. LES ORGANISMES D'ACCUEIL SONT

LES ORGANISMES QUI REÇOIVENT LES INDIVIDUS ET LEUR PERMETTENT D'EFFECTUER DES TÂCHES CORRESPONDANT À LEURS HABILITÉS, QUI COMPTABILISENT LES HEURES TRAVAILLÉES ET EN FONT RAPPORT À L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE. UNE FOIS LES HEURES COMPLÉTÉES, L'ORGANISME D'ACCUEIL EN INFORME L'ORGANISME DE RÉFÉRENCE QUI TRANSMET UN RAPPORT D'EXÉCUTION DES TRAVAUX AU PERCEPTEUR DES AMENDES.

LORSQUE L'ENTIÈRETÉ DES HEURES PRÉVUES EST EFFECTUÉE, LE DÉFENDEUR EST LIBÉRÉ DES SOMMES DUES. LE CITOYEN QUI S'EST ENGAGÉ À EFFECTUER UN NOMBRE D'HEURES DE TRAVAUX COMPENSATOIRES PEUT, EN TOUT TEMPS, METTRE UN TERME À SES TRAVAUX ET PAYER SON AMENDE OU PRENDRE UNE ENTENTE DE PAIEMENT AUPRÈS DU PERCEPTEUR. LE MONTANT ÉQUIVALENT AU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES SERA ALORS DÉDUIT DE L'AMENDE À PAYER. EN CAS D'ÉCHEC, LE CITOYEN DEVRA REPRENDRE LE PROCESSUS EN COMMUNIQUANT AVEC LE PERCEPTEUR. À DÉFAUT, LE PERCEPTEUR DES AMENDES REPREND LE PROCESSUS D'EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

LES ORGANISMES DE RÉFÉRENCE DOIVENT AVOIR UNE DIVERSITÉ D'ORGANISMES D'ACCUEIL INCLUANT, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, DES ORGANISMES AUTOCHTONES OU SENSIBLES À LA RÉALITÉ DES AUTOCHTONES. L'ORGANISME D'ACCUEIL VISION TRAVAIL ABITIBI-TÉMISCAMINGUE DÉVELOPPE UN POINT DE SERVICE POUR LE PTC DANS LE NORD-DU-QUÉBEC. DES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ ENTRE LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES (BAA) ET LA DPAJR AFIN DE DÉVELOPPER PLUS ENCORE LE VOLET AUTOCHTONE.

EN 2021, 4 926 PERSONNES ONT EFFECTUÉ DES TRAVAUX DANS LE CADRE DU PTC, POUR UN TOTAL DE 383 834,49 HEURES RÉALISÉES AU SEIN D'ORGANISMES D'ACCUEIL. C'EST UNE MOYENNE DE 77,92 HEURES DE TRAVAIL PAR PARTICIPANT.

### **PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET INTERVENTION COMMUNAUTAIRE**

LES NOUVELLES DISPOSITIONS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DÉCOULANT DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROJET DE LOI 32 LE 5 JUIN 2020 PERMETTENT DÉSORMAIS DES MESURES PRENANT EN COMPTE LA SITUATION SOCIALE DE CERTAINS DÉFENDEURS AFIN NOTAMMENT DE FAVORISER LEUR RÉHABILITATION. CEUX-CI ONT MAINTENANT LA POSSIBILITÉ DE PARTICIPER À UN PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ OFFRANT UNE ALTERNATIVE À UNE POURSUITE PÉNALE OU LEUR PERMETTANT DE REMPLACER LES TRAVAUX COMPENSATOIRES PAR DES MESURES ALTERNATIVES.

IL S'AGIT D'UN PROGRAMME VOLONTAIRE DE DÉJUDICIARISATION S'ADRESSANT À UNE CLIENTÈLE EN SITUATION DE GRANDE VULNÉRABILITÉ ET/OU À RISQUE D'ITINÉRANCE AYANT DES CONSTATS D'INFRACTIONS NON ACQUITTÉS. CE PROGRAMME VISE À RÉDUIRE LE PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ». IL PERMET À UNE PERSONNE DÉSIREUSE DE STABILISER SA SITUATION SOCIALE D'EFFACER OU DE DIMINUER SA DETTE JUDICIAIRE. LA RÉUSSITE DU PROGRAMME PERMET LE RETRAIT DES CHEFS D'ACCUSATION, LA RÉTRACTATION DE JUGEMENTS ET L'EFFACEMENT DE LA DETTE D'UN DÉFENDEUR.

ACTUELLEMENT, LE PROGRAMME EST IMPLANTÉ DANS DIFFÉRENTES COURS MUNICIPALES : MONTRÉAL, QUÉBEC, VAL-D'OR, TROIS-RIVIÈRES ET SHERBROOKE. DES DISCUSSIONS SONT PRÉSENTEMENT EN COURS AFIN D'IMPLANTER DES PROJETS SIMILAIRES À CHIBOUGAMAU, À GATINEAU ET À SAINT-JÉRÔME.

EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR, LE PROGRAMME ANWATAN-PAJIC DE VAL-D'OR COMPREND UN IMPORTANT VOLET AUTOCHTONE. QUATRE TYPES DE SERVICES Y SONT OFFERTS : L'ACCOMPAGNEMENT À LA COUR MUNICIPALE, L'ENTENTE DE PAIEMENT ADAPTÉE, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES, INCLUANT DES ACTIVITÉS CULTURELLES ET DES DÉMARCHES DE MIEUX-ÊTRE, AINSI QUE LA SUSPENSION TEMPORAIRE DU OU DES DOSSIERS DE COUR. IL EST PRÉVU QUE LE PAJIC DE CHIBOUGAMAU SOIT MIS EN PLACE EN COLLABORATION AVEC LE CENTRE D'AMITIÉ ÉENOU DE CHIBOUGAMAU.

LES COÛTS ENGAGÉS DANS LE PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET INTERVENTION COMMUNAUTAIRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 SE SONT ÉLEVÉS À 47 052 \$.

**P.62** INDICER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.

---

LES REVENUS DES CONTRIBUTIONS PÉNALES 2021-2022 TOTALISENT 54 600,1 K\$ :

- 17 094,5 k\$ (10 \$) VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.
- 14 404,3 k\$ (8 \$) VERSÉS AU FONDS D'ACCÈS JUSTICE POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.
- 23 101,3 k\$ VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU.

*LES SOMMES SONT REÇUES SELON L'AFFECTATION PRÉVUE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, TOUTEFOIS, CELA NE NOUS PERMET PAS DE VENTILER LES SOMMES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES.*

**P.63 POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.62.

**P.64 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DE CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.65** POUR 2021-2022, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDICER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.66** POUR 2021-2022, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.68 POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2021-2022
INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (PROJET DE LOI 92).	2,4 M\$

MESURE	MISE EN ŒUVRE
INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE	LA LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 26 NOVEMBRE 2021 ET EST ENTRÉE EN VIGUEUR LE 30 NOVEMBRE 2021. LE PROJET DE LOI 92 AVAIT ÉTÉ DÉPOSÉ LE 15 SEPTEMBRE 2021 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. UNE SOMME DE 32,6 M\$ EST PRÉVUE SUR 4 ANS POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET PILOTE. LES CINQ PREMIERS DISTRICTS ONT ÉTÉ ANNONCÉS : QUÉBEC, BEAUHARNOIS, BEDFORD, DRUMMOND, SAINT-AURICE – SECTEUR LA TUQUE. DANS LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE, DES SOMMES DE 30,2 M\$ SONT PRÉVUES DE 2023 À 2025 ET PLUS PRÉCISÉMENT 2,4 M\$ EN 2021-2022.

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

SOMMES INVESTIES PAR LE FONDS D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	2021-2022
<b>CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL</b> (RESPONSABILITÉ DES SERVICES DE LA LIGNE INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE ET AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE)	914 180 \$
<b>CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT</b> (FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT DE CET ORGANISME, LEQUEL OFFRE DE L'AIDE AUX ENFANTS DE 12 ANS ET MOINS VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, À LEURS PARENTS ET À LEURS PROCHES)	420 700 \$
<b>RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)</b> (RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE COMPLÈTE DE CHACUN DES 17 CAVAC, COMPRENANT DES AGENTS DE LIAISON ET D'INTERVENTION EN VIOLENCE SEXUELLE ET LE PROGRAMME ENFANT TÉMOIN ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES)	7 649 773 \$ <sup>1</sup>
<b>SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE</b> (RESPONSABILITÉ PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES LOCAUX ET D'UNE AGENTE D'INTERVENTION)	100 000 \$
<b>SOS VIOLENCE CONJUGALE</b> (AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE)	1 355 190 \$

<sup>1</sup> CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC, SOIT 24,5 % TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL (14 444 PERSONNES) OU PAR DE L'EXPLOITATION SEXUELLE (357 PERSONNES) POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.

**ÉTAT DE LA SITUATION :**

**PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 :**

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ), A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. LA STRATÉGIE COMPREND 55 ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU'ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

LA STRATÉGIE A ÉTÉ PROLONGÉE D'UN AN, SOIT EN 2021-2022. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A REÇU 256 600 \$ POUR POURSUIVRE L'ACTION « METTRE EN PLACE UN PROJET-PILOTE, SUR CINQ ANS, AFIN QU'UN AGENT D'INTERVENTION CAVAC SOIT PRÉSENT AU SEIN DU SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PERMETTANT AINSI D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DES FEMMES VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE AUX SERVICES D'AIDE ». L'ÉTENDUE DE CETTE ACTION À L'ENSEMBLE DU RÉSEAU DES CAVAC A ÉGALEMENT ÉTÉ ANNONCÉE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2021-2026 BRISER LE CYCLE DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.

**AUTRES ACTIONS :**

1. PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 – 50 M\$ SUR 5 ANS VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

UN BUDGET DE 50 M\$ A ÉTÉ OCTROYÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DANS LE CADRE DU PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 CONCERNANT L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2021-2022 SE DÉCLINENT COMME SUIVANT :

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2021-2022
SERVICE <i>REBÂTIR</i> ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS (COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP)	806 250 \$
AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE)	523 100 \$
PROGRAMME TÉMOIN ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES (RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	2 088 300 \$
FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES (UNIVERSITÉ MCGILL)	200 000 \$
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (INSTAURATION DE LA POURSUITE VERTICALE)	2 680 000 \$
AUTRES DÉPENSES (CAPSULES DE FORMATION RÉFORME DU PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET RÉVISION CONTENU WEB)	659 \$

#### A. SERVICE *REBÂTIR* DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS DE JURIPOP

LE 27 SEPTEMBRE 2021, LE MINISTRE DE LA JUSTICE ANNONÇAIT, EN COMPAGNIE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (CSJ) ET DE LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP, DEUX NOUVELLES MESURES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

LE PREMIER VOLET EST UN SERVICE DE QUATRE HEURES DE CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, SANS ÉGARD À LEURS REVENUS ET DANS TOUS LES DOMAINES DE DROIT. CE SERVICE PERMET ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME D'ÊTRE REPRÉSENTÉE, SANS FRAIS, PAR UN AVOCAT DE LA CSJ EN CAS D'URGENCE. IL EST À NOTER QUE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA *LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE* A PERMIS DE PÉRENNISER CE SERVICE.

LE SECOND VOLET PRÉVOIT UNE SUBVENTION À LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP POUR CRÉER UNE BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS, AFIN DE POUVOIR RÉFÉRER LES PERSONNES VICTIMES QUI NE SONT PAS ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE À DES AVOCATS FORMÉS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE. L'ORGANISME EST ÉGALEMENT MANDATÉ POUR CRÉER DES FORMATIONS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE POUR CES AVOCATS, AFIN DE SE QUALIFIER À LA BANQUE. POUR CE FAIRE, L'ORGANISME A REÇU UNE SUBVENTION DE 4,3 M\$ SUR 3 ANS.

CES DEUX VOLETS PERMETTENT DE RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU CHAPITRE 5 DU RAPPORT *REBÂTIR LA CONFIANCE*.

#### B. AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE

AFIN DE RÉPONDRE À LA RECOMMANDATION #12 DU RAPPORT *REBÂTIR LA CONFIANCE* ET DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025, UNE SUBVENTION DE 523 100 \$ A ÉTÉ ACCORDÉE EN 2021-2022 À SOS VIOLENCE CONJUGALE ET À INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE POUR DÉVELOPPER, EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, UN PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE.

L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE A POUR OBJECTIF DE PERMETTRE À DES PERSONNES VICTIMES, QUI N'ONT PAS DE MOYEN DE SUBSISTANCE, DE QUITTER UN ENVIRONNEMENT OÙ LEUR VIE OU LEUR SÉCURITÉ, OU CELLES DES PERSONNES À LEUR CHARGE, SONT COMPROMISES. CES ORGANISMES POURRONT AGIR À TITRE DE PORTE D'ENTRÉE POUR LES PERSONNES VICTIMES, EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU TERRAIN.

LES SOMMES ACCORDÉES AUX ORGANISMES LEUR PERMETTRONT L'EMBAUCHE D'EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES. PAR CETTE SUBVENTION, LE MINISTÈRE RÉPOND ÉGALEMENT EN PARTIE À LA RECOMMANDATION #10 DU RAPPORT «*REBÂTIR LA CONFIANCE*» EN BONIFIANT LES SERVICES DE SOS VIOLENCE CONJUGALE ET D'INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE.

#### C. PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES

EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS #60 ET #61 DU RAPPORT «*REBÂTIR LA CONFIANCE*», UNE SUBVENTION DE 2 088 300 \$ EST OFFERTE AUX 17 CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN DE DÉPLOYER LE PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES.

CE PROGRAMME PERMET DE SOUTENIR LES ENFANTS DEVANT TÉMOIGNER À LA COUR EN LEUR OFFRANT UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ. IL A ÉTÉ DÉVELOPPÉ EN PARTENARIAT AVEC DIFFÉRENTS PARTENAIRES POUR S'ASSURER D'ACCOMPAGNER LES PERSONNES VICTIMES AU MIEUX, TOUT EN RESPECTANT LES RÈGLES DE LA COUR. LE PROGRAMME SERA ÉGALEMENT ADAPTÉ POUR RÉPONDRE AUX BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT PARTICULIER DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, AINSI QUE DE CERTAINES CLIENTÈLES VULNÉRABLES, NOTAMMENT CELLES PRÉSENTANT UN HANDICAP PHYSIQUE, UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME, ETC.

LA SUBVENTION ACCORDÉE EN 2021-2022 PERMETTRA ÉGALEMENT AU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE TENIR DES CONSULTATIONS AUPRÈS D'EXPERTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES, AINSI QUE DE CRÉER DES OUTILS ET DE LA FORMATION.

#### D. FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES

UNE ENTENTE DE FINANCEMENT A ÉTÉ SIGNÉE, LE 25 MARS 2021, AVEC L'UNIVERSITÉ MCGILL ET LA CHERCHEURE DELPHINE COLLIN-VÉZINA POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION SPÉCIFIQUE AUX INTERVENANTS DU SYSTÈME DE JUSTICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE. LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION EST EN COURS.

#### 2. LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT (LAPVIC)

ENTRÉE EN VIGUEUR LE 13 OCTOBRE DERNIER, LA LAPVIC A PERMIS DE RÉFORMER LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* ET LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*. ELLE PRÉVOIT NOTAMMENT :

- LA LEVÉE DU DÉLAI DE PRESCRIPTION POUR LE DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AIDE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE, DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCE SUBIE DURANT L'ENFANCE;
- L'ÉLARGISSEMENT DE LA LISTE DES INFRACTIONS ADMISSIBLES AU RÉGIME D'INDEMNISATION;
- LA RECONNAISSANCE DES INFRACTIONS COMMISES HORS QUÉBEC;
- DE L'AIDE IMMÉDIATE, DÈS LE DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AIDE.

#### 3. LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE

LA LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 26 NOVEMBRE 2021, ET ENTRÉE EN VIGUEUR LE 30 NOVEMBRE 2021, S'INSCRIT DANS LA FOULÉE DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE DÉPOSÉ EN DÉCEMBRE 2020, DONT LE MESSAGE CENTRAL EST L'IMPORTANCE DE REMETTRE LA PERSONNE VICTIME AU CŒUR DES INTERVENTIONS.

PARMI SES 190 RECOMMANDATIONS, LE COMITÉ D'EXPERTS A RECOMMANDÉ L'INSTAURATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, DONT LE BUT EST D'AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES DE CES INFRACTIONS ET D'OPTIMISER LE TRAITEMENT DE CES DOSSIERS DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE CRIMINELLE.

LE DÉPLOIEMENT DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ S'EFFECTUERA PROGRESSIVEMENT DANS LES PROCHAINS MOIS, SOUS FORME DE PROJETS PILOTES, DANS CINQ DISTRICTS JUDICIAIRES. LA DURÉE PRÉVUE POUR LES PROJETS PILOTES EST D'AU PLUS TROIS ANS. CES INITIATIVES PERMETTRONT DE TESTER LE MODÈLE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ PROPOSÉ DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET DANS DIFFÉRENTES RÉGIONS AFIN DE S'ASSURER QU'IL RÉPOND AUX OBJECTIFS. CELA CONTRIBUERA DONC À DÉVELOPPER LES MEILLEURES PRATIQUES EN VUE DU DÉPLOIEMENT DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ PERMANENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.

POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS-PILOTES, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A ANNONCÉ UNE SOMME TOTALE DE 2,4 M\$ POUR L'ANNÉE 2021-2022, DANS LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DE L'AUTOMNE 2021.

**P.69 POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE, DÉPOSÉ EN 2020, ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

**1. PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 – 50 M\$ SUR 5 ANS VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES**

UN BUDGET DE 50 M\$ A ÉTÉ OCTROYÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DANS LE CADRE DU PLAN BUDGÉTAIRE 2019-2020 CONCERNANT L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2021-2022 SE DÉCLINENT COMME SUIV :

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2021-2022
SERVICE <i>REBÂTIR</i> ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS (COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP)	806 250 \$
AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE)	523 100 \$
PROGRAMME TÉMOIN ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES (RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS)	2 088 300 \$
FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES (UNIVERSITÉ MCGILL)	200 000 \$
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (INSTAURATION DE LA POURSUITE VERTICALE)	2 680 000 \$
AUTRES DÉPENSES (CAPSULES DE FORMATION RÉFORME DU PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET RÉVISION CONTENU WEB)	659 \$

**A. SERVICE *REBÂTIR* DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ET BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS DE JURIPOP**

LE 27 SEPTEMBRE 2021, LE MINISTRE DE LA JUSTICE ANNONÇAIT, EN COMPAGNIE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (CSJ) ET DE LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP, DEUX NOUVELLES MESURES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

LE PREMIER VOLET EST UN SERVICE DE QUATRE HEURES DE CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, SANS ÉGARD À LEURS REVENUS ET DANS TOUS LES DOMAINES DE DROIT. CE SERVICE PERMET ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME D'ÊTRE REPRÉSENTÉE, SANS FRAIS, PAR UN AVOCAT DE LA CSJ EN CAS D'URGENCE. IL EST À NOTER QUE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA *LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE* A PERMIS DE PÉRENNISER CE SERVICE.

LE SECOND VOLET PRÉVOIT UNE SUBVENTION À LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP POUR CRÉER UNE BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS, AFIN DE POUVOIR RÉFÉRER LES PERSONNES VICTIMES QUI NE SONT PAS ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE À DES AVOCATS FORMÉS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE. L'ORGANISME EST ÉGALEMENT MANDATÉ POUR CRÉER DES FORMATIONS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE POUR CES AVOCATS, AFIN DE SE QUALIFIER À LA BANQUE. POUR CE FAIRE, L'ORGANISME A REÇU UNE SUBVENTION DE 4,3 M\$ SUR 3 ANS.

CES DEUX VOLETS PERMETTENT DE RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU CHAPITRE 5 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE ».

**B. AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE**

AFIN DE RÉPONDRE À LA RECOMMANDATION #12 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE » ET DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025, UNE SUBVENTION DE 433 300 \$ A ÉTÉ ACCORDÉE EN 2021-2022 À SOS VIOLENCE CONJUGALE ET À INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE POUR DÉVELOPPER, EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, UN PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE.

L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE A POUR OBJECTIF DE PERMETTRE À DES PERSONNES VICTIMES QUI N'ONT PAS DE MOYEN DE SUBSISTANCE, DE QUITTER UN ENVIRONNEMENT OÙ LEUR VIE OU LEUR SÉCURITÉ, OU CELLES DES PERSONNES À LEUR CHARGE, SONT COMPROMISES. CES ORGANISMES POURRONT AGIR À TITRE DE PORTE D'ENTRÉE POUR LES PERSONNES VICTIMES, EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU TERRAIN.

LES SOMMES ACCORDÉES AUX ORGANISMES LEUR PERMETTRONT L'EMBAUCHE D'EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES. PAR CETTE SUBVENTION, LE MINISTÈRE RÉPOND ÉGALEMENT EN PARTIE À LA RECOMMANDATION #10 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE » EN BONIFIANT LES SERVICES DE SOS VIOLENCE CONJUGALE ET D'INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE.

**C. PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES**

EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS #60 ET #61 DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE », UNE SUBVENTION DE 2 088 300 \$ EST OFFERTE AUX 17 CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN DE DÉPLOYER LE PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES.

CE PROGRAMME PERMET DE SOUTENIR LES ENFANTS DEVANT TÉMOIGNER À LA COUR EN LEUR OFFRANT UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ. IL A ÉTÉ DÉVELOPPÉ EN PARTENARIAT AVEC DIFFÉRENTS PARTENAIRES POUR S'ASSURER D'ACCOMPAGNER LES PERSONNES VICTIMES AU MIEUX, TOUT EN RESPECTANT LES RÈGLES DE LA COUR. LE PROGRAMME SERA ÉGALEMENT ADAPTÉ POUR RÉPONDRE AUX BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT PARTICULIER DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, AINSI QUE DE CERTAINES CLIENTÈLES VULNÉRABLES, NOTAMMENT CELLES PRÉSENTANT UN HANDICAP PHYSIQUE, UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME, ETC.

LA SUBVENTION ACCORDÉE EN 2021-2022 PERMETTRA ÉGALEMENT AU RÉSEAU DES CAVAC DE TENIR DES CONSULTATIONS AUPRÈS D'EXPERTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES, AINSI QUE DE CRÉER DES OUTILS ET DE LA FORMATION.

#### D. FORMATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES

UNE ENTENTE DE FINANCEMENT A ÉTÉ SIGNÉE, LE 25 MARS 2021, AVEC L'UNIVERSITÉ MCGILL ET LA CHERCHEURE DELPHINE COLLIN-VÉZINA POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION SPÉCIFIQUE AUX INTERVENANTS DU SYSTÈME DE JUSTICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE. LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION EST EN COURS.

#### 2. LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT (LAPVIC)

ENTRÉE EN VIGUEUR LE 13 OCTOBRE DERNIER, LA LAPVIC A PERMIS DE RÉFORMER LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* ET LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*. ELLE PRÉVOIT NOTAMMENT:

- LA LEVÉE DU DÉLAI DE PRESCRIPTION POUR LE DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AIDE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE, DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCE SUBIE DURANT L'ENFANCE;
- L'ÉLARGISSEMENT DE LA LISTE DES INFRACTIONS ADMISSIBLES AU RÉGIME D'INDEMNISATION;
- LA RECONNAISSANCE DES INFRACTIONS COMMISES HORS QUÉBEC;
- DE L'AIDE IMMÉDIATE, DÈS LE DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AIDE.

#### 3. LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE

LA LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 26 NOVEMBRE 2021, ET ENTRÉE EN VIGUEUR LE 30 NOVEMBRE 2021 S'INSCRIT DANS LA FOULÉE DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE » DÉPOSÉ EN DÉCEMBRE 2020, DONT LE MESSAGE CENTRAL EST L'IMPORTANCE DE REMETTRE LA PERSONNE VICTIME AU CŒUR DES INTERVENTIONS.

PARMI SES 190 RECOMMANDATIONS, LE COMITÉ D'EXPERTS A RECOMMANDÉ L'INSTAURATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE DONT LE BUT EST D'AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES DE CES INFRACTIONS ET D'OPTIMISER LE TRAITEMENT DE CES DOSSIERS DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE CRIMINELLE.

LE DÉPLOIEMENT DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ S'EFFECTUERA PROGRESSIVEMENT DANS LES PROCHAINS MOIS, SOUS FORME DE PROJETS PILOTES, DANS CINQ DISTRICTS JUDICIAIRES. LA DURÉE PRÉVUE POUR LES PROJETS PILOTES EST D'AU PLUS TROIS ANS. CES INITIATIVES PERMETTRONT DE TESTER LE MODÈLE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ PROPOSÉ DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET DANS DIFFÉRENTES RÉGIONS AFIN DE S'ASSURER QU'IL RÉPOND AUX OBJECTIFS. CELA CONTRIBUERA DONC À DÉVELOPPER LES MEILLEURES PRATIQUES EN VUE DU DÉPLOIEMENT DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ PERMANENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.

POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS-PILOTES, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A ANNONCÉ UNE SOMME TOTALE DE 2,4 M\$ POUR L'ANNÉE 2021-2022, DANS LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DE L'AUTOMNE 2021.

#	RECOMMANDATIONS TERMINÉES
25	OCTROYER À TOUTES LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE LE DROIT À QUATRE HEURES DE CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS, DANS TOUS LES DOMAINES DU DROIT, ET CE, INDÉPENDAMMENT DE LEUR REVENU.
26	OCTROYER À TOUTE PERSONNE VICTIME LE DROIT D'ÊTRE REPRÉSENTÉE GRATUITEMENT PAR UN AVOCAT LORSQUE L'ACCUSÉ SOUHAITE DÉPOSER UNE PREUVE RELATIVE À SON PASSÉ SEXUEL OU ACCÉDER À UN DE SES DOSSIERS PRIVÉS EN MAINS TIÈRCES.
27	OFFRIR AUX PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE UN ACCÈS ÉLARGI À L'AIDE JURIDIQUE DANS LES SPHÈRES DU DROIT AUTRES QUE CELLES DU DROIT CRIMINEL.
30	CONSTITUER UNE BANQUE D'AVOCATS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, LA STRUCTURER EN FONCTION DES DOMAINES DE DROIT/MOTS-CLÉS EMPLOYÉS PAR LES PERSONNES VICTIMES ET ASSURER SA MISE À JOUR.
60	IMPLANTER DANS TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE LE PROGRAMME ENFANT-TÉMOIN, QUI PERMET DE PRÉPARER LES ENFANTS À RENDRE TÉMOIGNAGE TOUT EN ÉVITANT D'ABORDER LES FAITS DE LA CAUSE.
64	MODIFIER LE CODE CRIMINEL POUR PRÉVOIR QUE LE JUGE DOIT, SUR DEMANDE, ORDONNER DES MESURES D'AIDE AU TÉMOIGNAGE AUX ADULTES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE, SAUF S'IL EST D'AVIS QUE CELA NUIRA À LA BONNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
83	ENCOURAGER L'UTILISATION D'AUTRES MOYENS TECHNOLOGIQUES SUSCEPTIBLES D'AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET PRÉVOIR QUE LES FRAIS AFFÉRENTS SOIENT REMBOURSÉS RAPIDEMENT ET FACILEMENT PAR L'INDEMNISATION AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.
142	RÉVISER EN PROFONDEUR LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISME CHARGÉ DE L'APPLIQUER, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

178	INSTAURER UN BUREAU DE L'OMBUDSMAN QUÉBÉCOIS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS POUR ACTUALISER ET CONSOLIDER LES DROITS ET RECOURS ENCHÂSSÉS DANS LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.
182	ENTREPRENDRE LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN QU'ELLE SOIT MODERNISÉE ET HARMONISÉE AVEC LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS <sup>1</sup>
1	FOURNIR À LA PERSONNE VICTIME D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE UN SOUTIEN PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE DÈS LE MOMENT OÙ ELLE DÉVOILE LES AGRESSIONS SUBIES, ET CE, QU'ELLE DÉCIDE OU NON DE DÉNONCER LE CRIME AUX AUTORITÉS POLICIÈRES.
2	MAINTENIR LE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE DE LA PERSONNE VICTIME À TRAVERS L'ENSEMBLE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES.
3	ACCORDER AUX ORGANISMES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES LE FINANCEMENT NÉCESSAIRE À LA RÉDUCTION DES LISTES D'ATTENTE ET À LA BONIFICATION DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL/JUDICIAIRE, ET CE, DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC
6	DÉVELOPPER D'AVANTAGE L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES MINEURES EXPOSÉES À LA VIOLENCE CONJUGALE OU VICTIMES DE CRIMES SEXUELS.
7	ADOPTER UNE DIRECTIVE VOULANT QUE LES BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT D'UNE PERSONNE MINEURE PUISSENT ÊTRE OFFERTS AVEC LE CONSENTEMENT D'UN SEUL DES DEUX PARENTS.
10	BONIFIER LES LIGNES SOS VIOLENCE CONJUGALE ET INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE EN OCTROYANT LES RESSOURCES NÉCESSAIRES À L'AMÉLIORATION DE L'ÉCOUTE, DE L'INFORMATION ET DU RÉFÉRENCIEMENT ET ACCROÎTRE LA PROMOTION DE CES LIGNES D'APPEL AFIN DE MIEUX LES FAIRE CONNAÎTRE DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES PERSONNES VICTIMES, DE LEURS PROCHES ET DES PERSONNES INTERVENANT AUPRÈS D'ELLES.
12	INSTAURER UN FONDS D'URGENCE POUR COMBLER LES BESOINS ESSENTIELS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION SEXUELLE EN SITUATION D'URGENCE.
14	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER AUX INITIATIVES D'INTÉGRATION DES SERVICES ÉMANANT DE LA COMMUNAUTÉ.
15	METTRE EN PLACE UN PROJET PILOTE DE CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, SOUS LA SUPERVISION DU SECRÉTARIAT À LA COORDINATION ET L'INTÉGRATION DES ACTIONS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES.
16	DÉVELOPPER DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE POUR LES AUTOCHTONES VIVANT EN COMMUNAUTÉS OU EN MILIEU URBAIN
19	ADOPTER LE PRINCIPE DIRECTEUR DE VALORISATION ET DE SÉCURISATION CULTURELLE, NÉCESSAIRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE DES AUTOCHTONES, TANT À L'INTÉRIEUR QU'À L'EXTÉRIEUR DES COMMUNAUTÉS.
20	ASSURER UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION DU PERSONNEL AUTOCHTONE, NOTAMMENT PAR L'EMBAUCHE DE PERSONNES AUTOCHTONES AU SEIN DES ORGANISMES D'AIDE ET DU SYSTÈME JUDICIAIRE.
23	OFFRIR À TOUS LES JUGES ET PROCUREURS APPELÉS À TRAVAILLER AVEC DES JUSTICIABLES ET DES VICTIMES ISSUES DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES UNE FORMATION RÉGULIÈRE
24	CRÉER UN CENTRE INTÉGRÉ DE SERVICES HOLISTIQUES DES PREMIÈRES NATIONS ET INUITS EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN AGRESSIONS SEXUELLES ET VIOLENCE CONJUGALE.
31	OFFRIR À TOUS LES AVOCATS INSCRITS DANS CETTE BANQUE D'AVOCATS, INDÉPENDamment DE LEUR CHAMPS D'EXPERTISE, UNE FORMATION PERTINENTE ET CONTINUE EN MATIÈRE D'AGRESSIO SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
61	DÉVELOPPER ET IMPLANTER POUR LES ADULTES VICTIME D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE, UN PROGRAMME SIMILAIRE AU PROGRAMME ENFANT-TÉMOIN, ET CE, DANS TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE.
68	S'ASSURER QUE LES PREMIERS INTERVENANTS QUI ENTRENT EN CONTACT AVEC LA VICTIME L'INFORMENT DE LA MESURE DE DÉDOMMAGEMENT, L'AIDENT À DOCUMENTER LES DOMMAGES QU'ELLE A SUBIS ET LES PORTENT À LA CONNAISSANCE DU POURSUIVANT.
81	PRÉVOIR QUE DANS UN CONTEXTE D'URGENCE, LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE REÇOIVENT LES SERVICES PUBLICS NÉCESSAIRES MÊME LORSQU'ELLES NE PEUVENT PRÉSENTER DES PAPIERS D'IDENTITÉ OU AUTRE DOCUMENTATION.
88	S'ASSURER QUE LES VICTIMES ET LES INTERVENANTS SOIENT INFORMÉS DES AVANTAGES ET DES INCONVÉNIENTS DU RECOURS À UNE ORDONNANCE CIVILE DE PROTECTION.
93	FAVORISER L'UTILISATION DE MOYENS DE COMMUNICATION QUI UTILISENT LA TECHNOLOGIE ACTUELLE (TEXTO, COURRIEL, ETC.) POUR REJOINDRE RAPIDEMENT LES PERSONNES VICTIMES.
94	S'ASSURER QUE LA COMMUNICATION DES CONDITIONS IMPOSÉES À L'ACCUSÉ PUISSE SE FAIRE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES QUI DISPOSENT DE CE MOYEN DE COMMUNICATION.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS <sup>1</sup>
99	METTRE EN PLACE DANS TOUS LES PALAIS DE JUSTICE DES MESURES D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES AFIN DE LEUR PROCURER UN SENTIMENT DE PROTECTION.
100	PRÉVOIR QUE LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS INFORME LE GREFFIER DES PERSONNES VICTIMES PRÉSENTES DANS LEURS LOCAUX ET QUE CELLES-CI SOIENT APPELÉES DISCRÈTEMENT PAR TÉLÉPHONE PLUTÔT QUE PAR UN INTERPHONE ENTENDU DANS TOUT LE PALAIS DE JUSTICE.
102	DOTER TOUS LES PALAIS DE JUSTICE ET TOUS LES POINTS DE SERVICES D'UN NOMBRE SUFFISANT DE DISPOSITIFS D'AIDE AU TÉMOIGNAGE (TÉMOIGNAGE À DISTANCE, ÉCRAN, DISPOSITIF OÙ LA VICTIME NE VOIT PAS L'ACCUSÉ, ETC.) AINSI QUE DE SALLES PERMETTANT À LA VICTIME DE TÉMOIGNER À DISTANCE.
129	MODIFIER LE CODE CIVIL DU QUÉBEC POUR ASSURER UNE PRISE EN COMPTE DE LA VIOLENCE CONJUGALE DANS LA DÉTERMINATION DU « MEILLEUR INTÉRÊT » DE L'ENFANT, EN DROIT DE LA FAMILLE.
130	TENIR COMPTE DES PROBLÉMATIQUES DE L'AGRESSION SEXUELLE ET DE LA VIOLENCE CONJUGALE LORS DE LA RÉFORME PROCHAINE DE LA LÉGISLATION EN DROIT DE LA FAMILLE.
131	ÉTUDIER L'OPPORTUNITÉ DE METTRE SUR PIED UN PROGRAMME VOLONTAIRE DE FACILITATION FAMILIALE ADAPTÉ AUX SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE. CETTE ÉTUDE SE FERA EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES ET ORGANISMES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES.
135	REVOIR ET SIMPLIFIER LE PROCESSUS DE RÉSILIATION DE BAIL EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION SEXUELLE PRÉVU À L'ARTICLE 1974.1 DU CODE CIVIL DU QUÉBEC.
142	RÉVISER EN PROFONDEUR LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISME CHARGÉ DE L'APPLIQUER, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
144	S'ASSURER QUE LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE AIENT ACCÈS À DES SALLES D'ATTENTE SÉPARÉES DANS TOUTES LES INSTITUTIONS JURIDIQUES CONCERNÉES.
145	S'ASSURER QUE LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE AIENT ACCÈS À DES MESURES D'AIDE AU TÉMOIGNAGE, DANS TOUTES LES SPHÈRES DU DROIT.
147	RECENSER ET ÉVALUER LES PROGRAMMES DE JUSTICE RÉPARATRICE QUI S'ADRESSENT AUX PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE POUR S'ASSURER QU'ILS TIENNENT COMPTE DES SPÉCIFICITÉS DE CES FORMES DE CRIMINALITÉ, QU'ILS ASSURENT LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET QU'ILS RÉPONDENT À LEURS BESOINS.
148	TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC DES EXPERTS AUTOCHTONES DE LA JUSTICE RÉPARATRICE DANS CE PROCESSUS DE RECENSION ET D'ÉVALUATION DES PROGRAMMES DE JUSTICE RÉPARATRICE EXISTANTS, AFIN DE BÉNÉFICIER DE LEUR EXPERTISE EN CE DOMAINE.
153	CRÉER LE POSTE DE COORDONNATEUR JUDICIAIRE AFIN D'AMÉLIORER LA CIRCULATION DE L'INFORMATION ENTRE LES TRIBUNAUX, LA COORDINATION DES DOSSIERS ET LA COHÉRENCE DES DÉCISIONS RENDUES.
155	SOUTENIR LES MESURES DE COMMUNICATION ET DE COORDINATION MISES EN PLACE PAR DES MOYENS TECHNOLOGIQUES DÉVELOPPÉS EN SYMBIOSE AVEC LE PROJET DE « TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE ».
156	INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DE LA COUR DU QUÉBEC.
157	DÉPLOYER LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ À L'ÉCHELLE PROVINCIALE POUR DESSERVIR TOUTES LES RÉGIONS EN S'ADAPTANT AUX RÉALITÉS URBAINES ET RÉGIONALES.
158	ASSURER UN ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE ET ACCUEILLANT POUR LES PERSONNES VICTIMES ET LEURS PROCHES ET LEUR OFFRIR DES INSTALLATIONS PHYSIQUES MINIMISANT LES CONTACTS AVEC L'ACCUSÉ.
159	RÉSERVER DES SALLES D'AUDIENCE SÉCURISANTES POUR LES PERSONNES VICTIMES, AVEC DES RÔLES DÉDIÉS AUX DOSSIERS D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
160	RENDRE DISPONIBLES LES DISPOSITIFS D'AIDE AU TÉMOIGNAGE DANS TOUS LES PALAIS DE JUSTICE ET POINTS DE SERVICE.
161	OFFRIR À TOUS CEUX QUI ŒUVRENT AU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ, ALLANT DES OFFICIERS DE JUSTICE AUX INTERVENANTS SPÉCIALISÉS, UNE FORMATION SPÉCIFIQUE ET CONTINUE SUR LES PROBLÉMATIQUES DES AGRESSIONS SEXUELLES ET DE LA VIOLENCE CONJUGALE
166	DOTER LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ DE POSTES DE COORDONNATEUR JUDICIAIRE POUR ASSURER LA CIRCULATION DE L'INFORMATION PERTINENTE ENTRE LES DIFFÉRENTES INSTANCES JUDICIAIRES.
167	ASSURER, AU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ, DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT EN AGRESSIONS SEXUELLES ET EN VIOLENCE CONJUGALE OFFERTS PAR DES INTERVENANTS SPÉCIALISÉS ET DÉDIÉS.

#	RECOMMANDATIONS EN COURS <sup>1</sup>
168	ASSURER, AU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ, LA PRÉSENCE DES SERVICES SUIVANTS AFIN DE RÉPONDRE ADÉQUATEMENT AUX BESOINS DES VICTIMES
169	INSTAURER ET REGROUPER LES SERVICES DESTINÉS AUX PERSONNES AUTOCHTONES AU SEIN DU CENTRE INTÉGRÉ D'AIDE ET DE SERVICES HOLISTIQUES DES PREMIÈRES NATIONS ET INUITS EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.
170	MANDATER UN COMITÉ MULTIDISCIPLINAIRE, COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES PARTIES PRENANTES DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ, POUR S'ASSURER QU'IL RENCONTRE LES OBJECTIFS FIXÉS ET ADOPTER LES CHANGEMENTS JUGÉS NÉCESSAIRES À SA RÉUSSITE.
171	DOTER LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ D'UN SERVICE DE RECHERCHE AYANT NOTAMMENT LE MANDAT DE DOCUMENTER LES MEILLEURES PRATIQUES ET DE COMPILER LES INFORMATIONS NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI.
172	ASSURER LA TENUE PLUS DÉTAILLÉE DE STATISTIQUES EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE, EN CONFORMITÉ AVEC LES PRINCIPES DE L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES PLUS
173	AMÉLIORER LES PROCESSUS DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS À LA PERSONNE VICTIME EN UTILISANT DES MÉTHODES TECHNOLOGIQUES PLUS À JOUR TELLES QUE LE COURRIEL ET LES TEXTOS
174	AMÉLIORER L'INFORMATION TRANSMISE AUX INTERVENANTS, NOTAMMENT CONCERNANT LES DROITS DES PERSONNES VICTIMES, LES OBLIGATIONS DES DIFFÉRENTES INSTANCES ET LES MÉCANISMES MIS EN PLACE, AFIN DE LEUR PERMETTRE DE MIEUX ACCOMPAGNER LES PERSONNES VICTIMES.
175	ASSURER UNE PLUS LARGE DIFFUSION DE L'INFORMATION CONCERNANT LES DROITS ET RECOURS PRÉVUS À CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES AUPRÈS DE DIVERS ORGANISMES (EX. : RÉSEAU D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES, AIDE JURIDIQUE, REGROUPEMENTS PROVINCIAUX, ETC.), ET CE PARTOUT AU QUÉBEC.
176	METTRE EN PLACE DES MÉCANISMES SIMPLES ET RAPIDES ET DES OUTILS PERMETTANT D'ACCUEILLIR ET DE TRAITER LES PLAINTES FORMULÉES PAR LES PERSONNES VICTIMES LORSQU'ELLES CONSIDÈRENT QUE LEURS DROITS À L'INFORMATION, À LA PROTECTION, À LA PARTICIPATION ET AU DÉDOMMAGEMENT N'ONT PAS ÉTÉ RESPECTÉS.
179	PROMOUVOIR L'INFORMATION SUR LES DROITS ET RECOURS DES PERSONNES VICTIMES PAR DIVERS MOYENS, AFIN DE REJOINDRE UN PLUS GRAND NOMBRE DE VICTIMES AINSI QUE LE PUBLIC EN GÉNÉRAL.
180	SOUTENIR ET ENCOURAGER LA PROMOTION DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES AINSI QUE DES MESURES, SERVICES ET PROGRAMMES PERMETTANT AUX PERSONNES VICTIMES D'ACCÉDER À LEURS DROITS ET RECOURS.
181	RECONNAÎTRE ET SOUTENIR FINANCIÈREMENT LES INITIATIVES PERMETTANT D'ASSURER ET DE CONSOLIDER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES.
183	S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS PSYCHOSOCIAUX, JUDICIAIRES ET MÉDICAUX REÇOIVENT UNE FORMATION GÉNÉRALE ET MULTISECTORIELLE PORTANT SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES ET ABORDANT NOTAMMENT LES DIFFÉRENTS ASPECTS CIBLÉS PAR LE COMITÉ, ET CE, DE MANIÈRE CONTINUE.

<sup>1</sup> CERTAINES RECOMMANDATIONS TOUCHENT D'AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**P.70 ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX AINSI QUE LA LISTE DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL AYANT LE MANDAT DE JETER LES BASES D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.**

---

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE**

LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE A POUR MANDAT D'ÉVALUER ET DE DÉTERMINER CONCRÈTEMENT LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ AU QUÉBEC. EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, CE SONT 7 RENCONTRES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE QUI ONT EU LIEU EN 2021-2022.

LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS SUIVANTES : COUR DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF ET BARREAU DU QUÉBEC.

**TABLE NATIONALE DE CONSULTATION SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ**

LA TABLE NATIONALE DE CONSULTATION SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ A POUR MANDAT DE CONTRIBUER À ORIENTER LES TRAVAUX NATIONAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ. EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, CE SONT 5 RENCONTRES DE LA TABLE NATIONALE QUI ONT EU LIEU EN 2021-2022.

**ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX**

AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022, LES TRAVAUX RÉALISÉS AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE LA TABLE NATIONALE DE CONSULTATION SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ ONT PRINCIPALEMENT PERMIS DE DÉVELOPPER LE MODÈLE PROPOSÉ DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ ET DE DÉTERMINER LES CINQ PREMIERS DISTRICTS JUDICIAIRES VISÉS PAR LE PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.

**P.71 ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PILOTES QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.**

---

LA LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 25 NOVEMBRE 2021 ET SANCTIONNÉE LE 30 NOVEMBRE 2021.

LES TRAVAUX RÉALISÉS AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE LA TABLE NATIONALE DE CONSULTATION SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ ONT NOTAMMENT PERMIS DE DÉVELOPPER LE MODÈLE PROPOSÉ DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ ET DE DÉTERMINER LES CINQ PREMIERS DISTRICTS JUDICIAIRES VISÉS PAR LE PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.

LE 26 JANVIER 2022, LE MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ LES CINQ PREMIERS DISTRICTS JUDICIAIRES DANS LESQUELS SE DÉROULERA LE PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ :

- BEAUHARNOIS – PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD;
- BEDFORD – PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY;
- DRUMMOND – PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE;
- SAINT-MAURICE – PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE;
- QUÉBEC – PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

LE PREMIER PROJET PILOTE A ÉTÉ LANCÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD EN DATE DU 25 MARS 2022.

**P.72 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ENGAGÉES QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.**

---

EN 2021-2022 UN FINANCEMENT TOTAL DE 2 400 000\$ A ÉTÉ ACCORDÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AFIN D'AMORCER LES TRAVAUX INHÉRENTS AU DÉPLOIEMENT DU PROJET PILOTE DE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE. CE FINANCEMENT AURA NOTAMMENT PERMIS DE :

- FINANCER L'AJOUT DE RESSOURCES DANS LES 5 CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS VISÉS PAR LA PREMIÈRE PHASE DE DÉPLOIEMENT DU PROJET PILOTE (1 600 000 \$) ;
- CONCEPTUALISER UNE ENQUÊTE MENÉE DE CONCERT AVEC L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE AFIN D'ÉTABLIR LEUR EXPÉRIENCE EN REGARD DE LEUR PARCOURS JUDICIAIRE ET DE LEUR PARCOURS DE SOUTIEN (200 000\$) ;
- FINANCER LES EFFORTS DES RESSOURCES IMPLIQUÉES DANS LES TRAVAUX DE DÉMARRAGE (150 000 \$) ;
- EXPÉRIENCE PILOTE DE CHIENS DE SOUTIEN À LA COUR POUR LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS SEXUELLES OU CONJUGALES (450 000 \$).

**P.73 FOURNIR UN ÉCHÉANCIER COMPLET QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.71.

**P.75 LISTE DES FORMATIONS OFFERTES DANS LE CADRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE.**

---

AUCUNE FORMATION N'A ÉTÉ OFFERTE DANS LE CADRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE EN 2021-2022.

**P.76 ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET ÉCHÉANCIER DÉTAILLÉ, VENTILÉS PAR RÉGION, QUANT À L'IMPLANTATION DE LIEUX SÉCURITAIRES DANS LES PALAIS DE JUSTICE, NOTAMMENT, DANS LE CADRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE. INDIQUER LES SOMMES PRÉVUES POUR 2022-2023.**

---

L'IMPLANTATION DE LIEUX SÉCURITAIRES DANS LES PALAIS DE JUSTICE, NOTAMMENT DANS LE CADRE DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE, A NÉCESSITÉ UNE ANALYSE AFIN DE SE Doter DE LIEUX SÉCURITAIRES ET ADAPTÉS POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE, ET CE, EN FONCTION DES BESOINS. AINSI, EN 2021-2022, C'EST PRINCIPALEMENT L'ANALYSE DES BESOINS POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE QUI A ÉTÉ EFFECTUÉE.

LANCEMENT DE LA LIGNE 1 833 REBÂTIR : 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2021. L'ANNONCE A ÉTÉ FAITE LE 27 SEPTEMBRE 2021.

	SEPTEMBRE 2021	OCTOBRE 2021	NOVEMBRE 2021	DÉCEMBRE 2021	JANVIER 2022	FÉVRIER 2022	MARS 2022	TOTAL
<b>CONSULTATIONS</b>	128	1 127	1 304	1 057	1 282	1 378	1397	7 673
<b>DOSSIERS- CLIENTS</b>	81	505	493	381	417	425	480	2 782
<b>CLIENTS TRANSFÉRÉS DANS LES RÉGIONS</b>	9	102	139	112	112	124	120	718

**NOMBRE TOTAL DE CLIENTS TRANSFÉRÉS VERS LES CENTRES COMMUNAUTAIRES JURIDIQUES AU 31 MARS 2022**

RÉGION	NOMBRE DE CLIENTS TRANSFÉRÉS
MONTRÉAL	216
RIVE-SUD	139
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	123
QUÉBEC	110
MAURICIE-BOIS-FRANC	31
OUTAOUAIS	26
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	21
ESTRIE	17
BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE	14
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8
CÔTE-NORD	5
<b>TOTAL</b>	<b>710</b>

**INTERVENTIONS PAR DOMAINE DE DROIT**

DOMAINE DE DROIT	NOMBRE D'INTERVENTIONS
AIDE SOCIALE	5
ASSURANCE-EMPLOI	1
ASSURANCE-INVALIDITÉ	9
CIVIL	337
CONTRATS	57
CRIMINEL	1683
CRIMINEL (VIOLENCE CONJUGALE)	1
DROIT DE LA PERSONNE	4
DROIT DU TRAVAIL	25
FAILLITE	3
FAMILIAL	2583
HYPOTHÈQUE	27
IMMIGRATION	512
IMPÔTS	1
PROGRAMME D'INDEMNISATION AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	187
LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	436
LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR ADOLESCENTS	3
LOGEMENT	172
PÉNAL	3
RÉGIE DES RENTES	2
SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	3
SANTÉ MENTALE	10
SUCCESSION	10
AUTRES	5
INCONNU	81

**CATÉGORIE DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE :**

CONJUGALE : 84,1 %

SEXUELLE : 15,9 %

**P.78 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2020-2021 ET EN 2021-2022, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATION SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.**

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)  
 LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2021 PAR RÉGION				
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	119	33	152	1,6%
BAS-SAINT-LAURENT	212	34	246	2,6%
CHAUDIÈRE-APPALACHES	352	61	413	4,3%
CÔTE-NORD	50	22	72	0,8%
ESTRIE	577	190	767	8,0%
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	48	14	62	0,6%
LANAUDIÈRE	552	99	651	6,8%
LAURENTIDES	768	136	904	9,4%
LAVAL	259	68	327	3,4%
LONGUEUIL	528	124	652	6,8%
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	810	135	945	9,9%
MONTRÉAL	1409	254	1663	17,4%
OUTAOUAIS	257	33	290	3,0%
QUÉBEC	737	102	839	8,8%
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	266	61	327	3,4%
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	293	47	340	3,6%
VALLEYFIELD	262	45	307	3,2%
YAMASKA	415	77	492	5,1%
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	49	13	62	0,6%
INDÉTERMINÉ	49	17	66	0,7%
<b>TOTAL</b>	<b>8 012</b>	<b>1 565</b>	<b>9 577</b>	<b>100,0 %</b>
<b>POURCENTAGE</b>	<b>83,7 %</b>	<b>16,3 %</b>		

**NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2021 PAR RÉGION**

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2021	PRESTATIONS VERSÉES EN 2021*
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	151	2 957 977 \$
BAS-SAINT-LAURENT	270	4 269 565 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	402	9 074 546 \$
CÔTE-NORD	69	1 274 750 \$
ESTRIE	707	11 196 286 \$
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	66	2 375 592 \$
LANAUDIÈRE	728	15 314 431 \$
LAURENTIDES	937	16 941 604 \$
LAVAL	303	6 711 677 \$
LONGUEUIL	641	10 415 337 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	877	14 962 952 \$
MONTRÉAL	1 764	31 190 388 \$
OUTAOUAIS	321	7 526 874 \$
QUÉBEC	831	17 751 916 \$
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	349	5 327 893 \$
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	373	5 555 008 \$
VALLEYFIELD	280	5 467 505 \$
YAMASKA	501	7 685 657 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2021	PRESTATIONS VERSÉES EN 2021*
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	54	3 197 267 \$
INDÉTERMINÉ	52	668 458 \$
<b>TOTAL</b>	<b>9 676</b>	<b>179 865 683 \$</b>

\* LES PRESTATIONS VERSÉES PRÉSENTÉES DANS LE TABLEAU CI-HAUT SONT CELLES POUR TOUS LES DOSSIERS EN TRAITEMENT EN 2021.

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2021
ASSISTANCE MÉDICALE	10 227 867 \$
RÉADAPTATION	21 628 532 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	92 644 851 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 134 983 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	37 437 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	171 742 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	53 020 270 \$
<b>TOTAL DES PRESTATIONS</b>	<b>179 865 682 \$</b>
FRAIS D'ADMINISTRATION	24 273 370 \$
<b>TOTAL</b>	<b>204 139 052 \$</b>

DÉTAIL	2021
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	16 851 095 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	150 456 \$

#### VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2021

TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	2021		
	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS EN ALLOCATIONS SPÉCIALES POUR LESQUELS UNE INDEMNITÉ DE DÉCÈS A ÉTÉ VERSÉES	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	4	2	11 083 \$
ENFANT MAJEUR	0	0	0 \$
PARENTS ENFANT MINEUR	3	2	40 814 \$
MÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 \$
PÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 \$
VEUVE AVEC ENFANT	0	0	0 \$
VEUF SANS ENFANT	0	0	0 \$
VEUVE SANS ENFANT	5	4	22 687 \$
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>74 584 \$</b>

**P.80 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES OCTROYÉES PAR L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE (AFU).**

---

DEPUIS LE 15 OCTOBRE 2021, L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE EST DISPONIBLE DANS LES RÉGIONS DE LAVAL ET DE LA MONTÉRÉGIE.

DEPUIS LE 28 JANVIER 2022, L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE EST DISPONIBLE DANS LES RÉGIONS DES LAURENTIDES ET DE LANAUDIÈRE.

NATURE DE LA DÉPENSE	VIOLENCE CONJUGALE	VIOLENCE SEXUELLE	TOTAL
HÉBERGEMENT	5 043 \$	4 448 \$	9 491 \$
TRANSPORT	12 045 \$	221 \$	12 266 \$
ALIMENTATION	822 \$	510 \$	1 332 \$
AUTRES	0 \$	90 \$	90 \$

**P.81 BILAN DES ACTIVITÉS DE JURIDIQC ET DE LA MISE EN LIGNE DU SERVICE VISANT À FACILITER L'ACCÈS AUX RESSOURCES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE POUR 2020-2021 ET 2021-2022.**

---

JURIDIQC EST UN SERVICE EN LIGNE QUI A POUR OBJECTIF D'INFORMER, DE GUIDER ET D'ACCOMPAGNER LES CITOYENS AUX PRISES AVEC DES ENJEUX JURIDIQUES AFIN D'AMÉLIORER LEUR ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE. IL VISE À AIDER LES CITOYENS À MIEUX COMPRENDRE LEURS DROITS DANS CERTAINES SITUATIONS DE LA VIE COURANTE ET À ENTREPRENDRE DES DÉMARCHES JURIDIQUES. VULGARISANT DIFFÉRENTS SUJETS JUDICIAIRES, C'EST UN OUTIL, ACCESSIBLE ET GRATUIT.

CE PROJET EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE.

C'EST À LA PRÉOCCUPATION JURIDIQUE LA PLUS FRÉQUENTE CHEZ LES CITOYENS, SOIT LA SÉPARATION ET LE DIVORCE, QUE S'EST ATTAQUÉE L'ÉQUIPE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE POUR LE DÉPLOIEMENT INITIAL DU SERVICE EN LIGNE. L'INFORMATION ET LES OUTILS DESTINÉS À CEUX ET À CELLES QUI VIVENT UNE SÉPARATION OU UN DIVORCE ONT DONC ÉTÉ LES PREMIERS À ÊTRE INTÉGRÉS À JURIDIQC.

VOICI UN RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS:

**2021-2022**

- AVRIL – JUILLET 2021 : PHASE DÉCOUVERTE SUR LE DEUXIÈME THÈME DES AÎNÉS (PARCOURS UTILISATEURS ET PERSONAS)
- JUIN 2021 : MISE EN PLACE DES RENDEZ-VOUS JURIDIQC (LIVE MENSUEL SUR FACEBOOK OÙ DES EXPERTS VIENNENT DISCUTER DE SUJETS LIÉS AU THÈME DE LA SÉPARATION ET DU DIVORCE);
- JUIN-SEPTEMBRE 2021 : RÉDACTION DU DOSSIER D'AFFAIRES POUR LES THÈMES TROIS ET QUATRE;
- OCTOBRE -NOVEMBRE 2021 : BONIFICATION DE LA CARTE GÉOLOCALISÉE PAR L'AJOUT DES MÉDIATEURS FAMILIAUX, DES NOTAIRES ET DES ORGANISMES DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS;
- NOVEMBRE 2021-DÉCEMBRE 2022 : DÉVELOPPEMENT DU DEUXIÈME THÈME SUR LES AÎNÉS;
- FÉVRIER 2022 : DÉBUT DU PROCESSUS D'APPROBATION DU DOSSIER D'AFFAIRES POUR LES THÈMES TROIS ET QUATRE;
- MARS 2022 : MISE EN LIGNE DE LA PREMIÈRE SÉRIE DE CINQ BALADOS SUR LE THÈME DE LA SÉPARATION ET DU DIVORCE.

**VIOLENCE CONJUGALE**

**2021-2022**

- MARS 2022 : MISE EN VALEUR DES RESSOURCES SUR LA VIOLENCE CONJUGALE;
  - BONIFICATION DU BOTTIN DES RESSOURCES PAR L'AJOUT DE NOUVELLES RESSOURCES SPÉCIFIQUES EN LIEN AVEC LA VIOLENCE CONJUGALE;
  - AJOUT D'UN RUBAN INCITATIF SUR LA PAGE D'ACCUEIL DU SERVICE POUR ACCÉDER RAPIDEMENT AUX RESSOURCES EN VIOLENCE CONJUGALE;
  - AJOUT DE CONTENU CONTEXTUALISÉ SUR LA VIOLENCE CONJUGALE DANS LES PAGES DE CONTENU DU SERVICE;
  - AJOUT DE CONTENU SOUS LA FORME D'UN ÉPISODE BALADO.

FONDÉ EN 1987, L'ORGANISME SOS VIOLENCE CONJUGALE EST RESPONSABLE D'ASSURER UNE PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE À L'INTENTION DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE. CETTE LIGNE CONFIDENTIELLE ET SANS FRAIS, ACCESSIBLE 24 HEURES PAR JOUR, 7 JOURS PAR SEMAINE, PERMET AUX PERSONNES TOUCHÉES PAR CETTE PROBLÉMATIQUE DE RECEVOIR DE L'INFORMATION AINSI QUE DES RÉFÉRENCES VERS LES RESSOURCES LES PLUS APPROPRIÉES POUR LEUR VENIR EN AIDE. GRÂCE À DES INTERVENANTES BILINGUES SPÉCIALISÉES DANS L'INTERVENTION EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE, SOS VIOLENCE CONJUGALE EST EN MESURE DE RÉPONDRE À L'ENSEMBLE DES DEMANDES D'AIDE ADRESSÉES À CETTE LIGNE PROVINCIALE PAR TÉLÉPHONE, PAR COURRIEL (NOUVEAU SITE INTERNET EN 2021) OU PAR CLAVARDAGE ÉLECTRONIQUE (40 H PAR SEMAINE).

BIEN QUE LA MAJORITÉ DES APPELS PROVIENNENT DE VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, SOIT ENVIRON 80 %, LES INTERVENANTES SONT ÉGALEMENT APPELÉES À OFFRIR DE L'INFORMATION ET DES RÉFÉRENCES À DES PROCHES, DES ENFANTS, DES INTERVENANTS AINSI QU'À DES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.

EN 2020-2021, 40 926 DEMANDES ONT ÉTÉ TRAITÉES PAR L'ORGANISME, SOIT UNE HAUSSE DE 23,68 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE ET UNE HAUSSE DE PRÈS DE 60 % EN 4 ANS. DE CE NOMBRE, 6 751 DEMANDES ÉTAIENT LIÉES À DE L'HÉBERGEMENT DE LA PART DE FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE. CE NOMBRE EST EN DIMINUTION DEPUIS 2020-2021.

IL EST À NOTER QUE LES DONNÉES 2021-2022 NE SONT PAS ENCORE DISPONIBLE. L'ORGANISME DÉPOSERA SON RAPPORT ANNUEL DANS LES PROCHAINS MOIS.

ENTIÈREMENT FINANCÉ PAR LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC), SOS VIOLENCE CONJUGALE A COMPTÉ SUR UNE SUBVENTION DE BASE DE 921 890 \$ EN 2021-2022. EN OUTRE, IL A BÉNÉFICIÉ D'UN MONTANT DE 9 855 \$ DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS EXTRAORDINAIRE DU FAVAC POUR LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE AFIN DE LE RENDRE PLUS FLEXIBLE ET PLUS POLYVALENT POUR MIEUX RÉPONDRE À LA DEMANDE.

#### PROJETS SPÉCIAUX ET NOUVELLES RÉALISATIONS

- LANCEMENT DU NOUVEAU SITE SOSVIOLENCE-CONJUGALE.CA ET DES SERVICES PAR CLAVARDAGE ET TEXTO

LE 25 NOVEMBRE 2020, L'ORGANISME A LANCÉ SON NOUVEAU SITE INTERNET CONÇU POUR MIEUX REJOINDRE LES DIFFÉRENTES CLIENTÈLES DONT LES PROCHES. LE SITE PROPOSE DE NOMBREUX OUTILS ADAPTÉS À CHACUNE DES QUATRE CLIENTÈLES DE L'ORGANISME SOIT LES PERSONNES QUI SE QUESTIONNENT, LES PERSONNES QUI CHERCHENT DE L'AIDE, LES PROCHES ET LES INTERVENANTS. LE SITE EST DISPONIBLE EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS. TOUTEFOIS, UN COURT MESSAGE EXPLIQUANT LA MISSION DE SOS AINSI QUE LEURS SERVICES EST DISPONIBLE EN 25 LANGUES DONT L'INUKTITUT, L'ALGONQUIN, L'ATTIKAMEWK, LE CRI, L'INNU ET LE MOHAWK.

EN ADDITION AU NOUVEAU SITE INTERNET, SOS VIOLENCE CONJUGALE A ÉGALEMENT LANCÉ UN NOUVEAU SERVICE DE CLAVARDAGE ET DE TEXTO EN SEPTEMBRE 2020. DISPONIBLE INITIALEMENT DU LUNDI AU VENDREDI DE 14 H 30 À 22 H 30, LE SERVICE A PERMIS DE RÉPONDRE À 2 904 DEMANDES EN 2020-2021.

CE NOUVEAU SERVICE AINSI QUE LA CONCEPTION DU SITE INTERNET FURENT FINANCÉS PAR LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES DE JUSTICE CANADA (102 198 \$).

EN 2021-2022, SOS A POURSUIVI SES TRAVAUX DE CONSOLIDATION AFIN DE RENDRE LE SERVICE DISPONIBLE 24 HEURES PAR JOUR ET 7 JOURS PAR SEMAINE. POUR Y ARRIVER, L'ORGANISME A REÇU UNE SUBVENTION DE 203 190 \$ DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS EXTRAORDINAIRE 2020-2021 DU FAVAC.

- DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE POUR LES DISPONIBILITÉS DES MAISONS D'HÉBERGEMENT

POUR FACILITER LE TRAVAIL DE RÉFÉRENCIEMENT DE SOS VIOLENCE CONJUGALE, L'ORGANISME A OBTENU UNE SUBVENTION DE 223 244 \$ DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES FÉDÉRAL EN 2020-2021 AFIN DE DÉVELOPPER UNE APPLICATION PERMETTANT D'OBTENIR EN TEMPS RÉEL LES DISPONIBILITÉS DES MAISONS D'HÉBERGEMENT DU QUÉBEC.

L'APPLICATION A ÉTÉ CONCEPTUALISÉE EN 2020-2021 AINSI QU'EN 2021-2022 ET INSTALLÉE SUR 70 TABLETTES. LA DISTRIBUTION EST TERMINÉE POUR 70 MAISONS D'HÉBERGEMENT DANS LES RÉGIONS DE LAVAL, LANAUDIÈRE, LES LAURENTIDES, LA MONTÉRÉGIE ET LA CAPITALE-NATIONALE. QUELQUES MAISONS D'HÉBERGEMENT ONT LEUR TABLETTE ET DANS QUELQUES SEMAINES, LA DISTRIBUTION SERA TERMINÉE. À TERME, 105 MAISONS POURRONT PROFITER DE L'APPLICATION MOBILE.

LA FIN DE L'ANNÉE 2020 A ÉTÉ MARQUÉE PAR SEPT FÉMINICIDES EN SEPT SEMAINES. DANS LE BUT D'ÉVEILLER LES CONSCIENCES SOCIALES ET D'ENCOURAGER LA POPULATION À PRENDRE PERSONNELLEMENT POSITION EN FAVEUR DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, L'ORGANISME A LANCÉ LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ÉCLAIR #PASUNEDEPLUS LORS DE SON PASSAGE À L'ÉMISSION *TOUT LE MONDE EN PARLE*. LA CAMPAGNE A PERMIS DE REJOINDRE 619 557 PERSONNES ET A GÉNÉRÉE 1 052 133 IMPRESSIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX FACEBOOK ET INSTAGRAM.

- ENQUÊTE SUR LA NOTORIÉTÉ DE SOS VIOLENCE CONJUGALE

EN 2019-2020, SOS A REÇU UN FINANCEMENT DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES DE JUSTICE CANADA (24 561 \$) AFIN DE RÉALISER UNE ENQUÊTE SUR LA NOTORIÉTÉ DE L'ORGANISME DANS LE BUT DE CERNER DES NOUVELLES AVENUES POUR MIEUX REJOINDRE LES PERSONNES VICTIMES, LEURS PROCHES ET LES INTERVENANTS. LA PREMIÈRE ÉTUDE AU DÉBUT 2020 A PERMIS DE DÉTERMINER QUE 44 % DES QUÉBÉCOISES ET QUÉBÉCOIS CONNAISSAIENT L'ORGANISME ALORS QUE LA DEUXIÈME (APRÈS PLUSIEURS CAMPAGNES PROMOTIONNELLES) A VU CETTE NOTORIÉTÉ BONDIR À 74 %.

LIGNE D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE :

EN 2021, L'ORGANISME SOS VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ MANDATÉ POUR TRAITER CERTAINES DEMANDES ADRESSÉES À LA LIGNE AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, CONFIRMER LEUR ADMISSIBILITÉ, AUTORISER LES DÉPENSES ET FAIRE LE LIEN AVEC LES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME D'INDEMNISATION AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS QUI PAIERA CES DERNIERS.

DE MANIÈRE GÉNÉRALE, SOS VIOLENCE CONJUGALE A CONTRIBUÉ, EN PARTENARIAT AVEC LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE AUX RÉALISATIONS SUIVANTES :

- FORMATION DES INTERVENANTES QUI TRAITENT LES DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE;
- EMBAUCHE D'UNE FIRME DE COMMUNICATIONS POUR ÉLABORER UNE IMAGE DE MARQUE, PRODUIRE UNE COURTE VIDÉO (EN COURS) ET DÉVELOPPER UN MICROSITE DESTINÉ AUX INTERVENANTS TERRAIN QUI SONT SUSCEPTIBLES DE FAIRE UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE (EN COURS);
- LANCEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE À LAVAL ET EN MONTÉRÉGIE (15 OCTOBRE 2021) ET DANS LES LAURENTIDES ET LANAUDIÈRE (28 JANVIER 2022);
- SIX SÉANCES DE FORMATION ONT PERMIS DE REJOINDRE PRÈS DE 600 INTERVENANTS TERRAIN DE LAVAL, DE LA MONTÉRÉGIE, DES LAURENTIDES ET DE LANAUDIÈRE;
- PHASE PRÉ-IMPLANTATION DÉBUTÉE DANS LA CAPITALE-NATIONALE (PARTENAIRES CLÉS CONSULTÉS, PRISE DE CONTACT ET QUALIFICATION DE CERTAINS FOURNISSEURS DE SERVICES, ETC.).

CETTE IMPLICATION DE SOS VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RÉALISÉE GRÂCE À UN INVESTISSEMENT DE 433 300 \$ EN 2021-2022 DU FAVAC. DEPUIS LE LANCEMENT DE LA LIGNE DANS LES RÉGIONS DE LAVAL ET DE LA MONTÉRÉGIE (15 OCTOBRE 2021) ET DES LAURENTIDES-LANAUDIÈRE (28 JANVIER 2022), 36 PERSONNES VICTIMES ONT BÉNÉFICIÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE.

**P.83** POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.

---

EN 2021-2022, UN MONTANT DE 1,8 M\$ EST INVESTI POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE.

L'ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE EST RÉPONDU À LA QUESTION P.89.

**P.84 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉS INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2021-2022. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES À L'AGENDA POUR 2022-2023.**

**RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022**

DATE	LIEU	PARTICIPANTS
21 AVRIL 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	VICKY BABIN, Secrétariat à la condition féminine JONATHAN BOISVERT, Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale LOUIS-SIMON CORRIVEAU, Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale IVELINE FOURN, Ministère des relations internationales et de la francophonie FRÉDÉRIK GAGNÉ, Ministère de la santé et des services sociaux MARC-ANDRÉ GIRARD, Ministère de la sécurité publique JOVAN GUÉNETTE, Secrétariat aux aînés VÉRONIQUE LAFLAMME, Ministère de la famille ANDRA LORENT, Ministère de l'enseignement supérieur MARIE-EVE MARTIN, Ministère de la justice ROGER NOËL, Ministère de la justice AUDREY NORMAND-LANIEL, Ministère de l'éducation ROMANE ST-LAURENT, Secrétariat à la jeunesse PRISCILLA TACHÉ, Ministère de la santé et des services sociaux CATHERINE VALLIÈRES-ROLAND, Ministère des relations internationales et de la francophonie SIMON VILLENEUVE, Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration
16 JUIN 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	VICKY BABIN, Secrétariat à la condition féminine JONATHAN BOISVERT, Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale JACQUES BUREAU, Ministère de l'économie et de l'innovation LOUIS-SIMON CORRIVEAU, Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale ANNIE DESAULNIERS, Ministère des affaires municipales et de l'habitation STÉPHANIE DUMOUCHEL, Ministère de l'enseignement supérieur (en remplacement d'ANDRA LORENT) IVELINE FOURN, Ministère des relations internationales et de la francophonie FRÉDÉRIK GAGNÉ, Ministère de la santé et des services sociaux MARC-ANDRÉ GIRARD, Ministère de la sécurité publique JOVAN GUÉNETTE, Secrétariat aux aînés VÉRONIQUE LAFLAMME, Ministère de la famille MARIE-EVE MARTIN, Ministère de la justice ROGER NOËL, Ministère de la justice AUDREY NORMAND-LANIEL, Ministère de l'éducation ROMANE ST-LAURENT, Secrétariat à la jeunesse BARBARA SOUSA, Ministère de la justice (observatrice) PRISCILLA TACHÉ, Ministère de la santé et des services sociaux SIMON VILLENEUVE, Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration
22 SEPTEMBRE 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	AÏCHA AHMED, Ministère de la justice (observatrice) MÉLANIE BEAULIEU, Ministère de la justice (observatrice) CATHIA LAROQUE, Secrétariat à la condition féminine HUGUES DORÉ, Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale JACQUES BUREAU, Ministère de l'économie et de l'innovation LOUIS-SIMON CORRIVEAU, Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale ANNIE DESAULNIERS, Ministère des affaires municipales et de l'habitation ANDRÉE-ANNE DÉRY, Ministère de l'enseignement supérieur IVELINE FOURN, Ministère des relations internationales et de la francophonie FRÉDÉRIK GAGNÉ, Ministère de la santé et des services sociaux MARC-ANDRÉ GIRARD, Ministère de la sécurité publique JOVAN GUÉNETTE, Secrétariat aux aînés VÉRONIQUE LAFLAMME, Ministère de la famille MARIE-EVE MARTIN, Ministère de la justice ROGER NOËL, Ministère de la justice CHRISTOPHER PILOTE, Secrétariat à la jeunesse SIMON VILLENEUVE, Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration

**P.85 LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SE CONSACRANT À LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE QUI ONT REÇU UN FINANCEMENT EN 2020-2021 ET 2021-2022.**

<b>ORGANISME BÉNÉFICIAIRE D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE EN APPUI À LA MISSION GLOBALE 2021-2022</b>
M.A.I.N.S BAS-SAINT-LAURENT
TOXIC-ACTIONS
SERVICE D'INTERVENTION DE PROXIMITÉ DOMAINE DU ROY
DIVERSITÉ 02
GRIS QUÉBEC
GRIS MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC
TRANS-MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC
DIVERS-GENS
IRIS ESTRIE
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL
PROJET 10
JEUNESSE LAMBDA
GRIS MONTRÉAL
JEUNESSE IDEM
ASSOCIATION DES LESBIENNES, GAIS, BISEXUEL-LE-S ET TRANS DE LA BAIE-DES-CHALEURS
GRIS CHAUDIÈRE-APPALACHES
LE NÉO
JEUNES ADULTES GAI-E-S
ALTERHÉROS
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT
COALITION DES FAMILLES LGBT
FONDATION ÉMERGENCE INC.
RÉSEAU DES LESBIENNES DU QUÉBEC
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC
COALITION D'AIDE AUX LESBIENNES, GAIS, ET BISEXUELS-LES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
COALITION MONTRÉLAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT

<b>ORGANISME BÉNÉFICIAIRE D'UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE – VOLET APPEL DE PROJETS 2021-2022</b>
DIVERSITÉ 02
DIVERGENRES
FONDATION DE L'ALLIANCE POUR LA SANTÉ ÉTUDIANTE AU QUÉBEC
ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ
FONDATION ÉMERGENCE
AGIR
GRIS-MONTRÉAL
GAI ET GRIS MONTRÉAL
COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
LE NÉO
CENTRE INTERLIGNE

<b>ORGANISME BÉNÉFICIAIRE D'UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE – VOLET ENTRÉE CONTINUE 2021-2022</b>
LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A POURSUIVI SES ACTIONS EN VUE DE SOUTENIR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE ET DE RENFORCER LA SENSIBILISATION DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ENSEIGNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS OU COMMUNAUTAIRES SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES FAITE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC.

**P.88 ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023. VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES.**

---

LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION 2021-2023 A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 11 DÉCEMBRE 2021, COMME LE PRÉVOIT LA *LOI VISANT À PROTÉGER LES PERSONNES CONTRE LES THÉRAPIES DE CONVERSION DISPENSÉES POUR CHANGER LEUR ORIENTATION SEXUELLE, LEUR IDENTITÉ DE GENRE OU LEUR EXPRESSION DE GENRE* (RLRQ, CHAPITRE 42.2), ADOPTÉE LE 9 DÉCEMBRE 2020.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A AMORCÉ EN 2021-2022 LA MISE EN ŒUVRE DE SEPT MESURES DU PLAN D'ACTION :

- LA MESURE N<sup>o</sup> 1 QUI CONSISTE À METTRE EN PLACE UNE STRATÉGIE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION;
- LA MESURE N<sup>o</sup> 3 QUI VISE À ÉLABORER ET À METTRE EN LIGNE DES CAPSULES VIDÉO SUR LES THÉRAPIES DE CONVERSION AU QUÉBEC (10 000 \$);
- LA MESURE N<sup>o</sup>7 QUI CONSISTE À BONIFIER LA FORMATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE DESTINÉE AUX INTERVENANTES ET AUX INTERVENANTS;
- LA MESURE N<sup>o</sup>12 QUI VISE À PUBLICISER LES DROITS ET LES RECOURS RELATIFS AUX THÉRAPIES DE CONVERSION;
- LA MESURE N<sup>o</sup>13 QUI CONSISTE À APPUYER LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ENGAGÉS DANS LE SOUTIEN AUX PERSONNES EXPOSÉES AUX THÉRAPIES DE CONVERSION (20 000 \$);
- LA MESURE N<sup>o</sup> 16 QUI CONSISTE À ÉVALUER LES OPPORTUNITÉS D'OFFRIR DES SOLUTIONS AUTRES QUE LA JUDICIARISATION TRADITIONNELLE;
- LA MESURE N<sup>o</sup> 17 QUI CONSISTE À DOCUMENTER LA PROBLÉMATIQUE DES THÉRAPIES DE CONVERSION (10 000 \$).

**P.89 ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022. VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES.**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) EST RESPONSABLE DE LA COORDINATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022, DÉVOILÉ EN MAI 2017. DEPUIS 2018, IL PRODUIT CHAQUE ANNÉE UN BILAN DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN LA MATIÈRE QU'IL DIFFUSE SUR LA PAGE WEB DU BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT).

EN 2021-2022, LE MJQ A POURSUIVI LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION SOUS SA RESPONSABILITÉ, SOIT:

- MESURE 9 — SOUTENIR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
- MESURE 17 — ACTUALISER LE CORPUS LÉGISLATIF QUÉBÉCOIS POUR ASSURER L'ÉGALITÉ DES PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 24 — RENFORCER LA SENSIBILISATION DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ENSEIGNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS OU COMMUNAUTAIRES SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 32 — APPUYER LA RECHERCHE SUR LES RÉALITÉS LGBT
- MESURE 37 — RÉALISER UNE ENQUÊTE SUR LE PARCOURS JUDICIAIRE DE PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 38 — FAVORISER LE PLEIN DÉPLOIEMENT DES ACTIVITÉS DU BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

EN 2021-2022, UN MONTANT DE 1,8 M\$ A ÉTÉ INVESTI POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE.

**P.90** POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2021-2022; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
BAS-SAINT-LAURENT	35 720 \$	420 656 \$	47 441 \$
CÔTE-NORD	30 500 \$	365 517 \$	47 975 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	27 225 \$	329 665 \$	51 344 \$
GRAND MONTRÉAL	78 913 \$	844 445 \$	65 740 \$
MAURICIE	39 050 \$	369 789 \$	56 355 \$
MONTÉRÉGIE	89 500 \$	784 215 \$	93 789 \$
NUNAVIK	54 410 \$	264 797 \$	151 936 \$
OUTAOUAIS	83 080 \$	367 826 \$	35 160 \$
QUÉBEC	91 878 \$	716 898 \$	170 476 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	42 850 \$	368 484 \$	35 387 \$

**P.91 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2021-2022; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.**

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
BAS-SAINT-LAURENT	4	2	S.O.
QUÉBEC	6	4	S.O.
MONTRÉAL	6	6	S.O.
OUTAOUAIS	4	1	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	1	S.O.
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	1	10
MONTÉRÉGIE	6	5	2
CÔTE-NORD	4	1	S.O.
MAURICIE	4	1	1
NUNAVIK	3	0	S.O.
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6	0	S.O.

\* LE NOMBRE D'EMPLOYÉS NE TIENT PAS COMPTE DES POSTES ÉTUDIANTS.

\*\* LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES NE TIENT PAS COMPTE DES ADMINISTRATEURS.

**P.92 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2021-2022.**

## FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2021-2022

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE	PRÉMÉDIATION FAMILIALE*	PRÉMÉDIATION PETITES CRÉANCES**	SÉANCES D'INFORMATION
BAS-SAINT-LAURENT	1 347	160 (143 DOSSIERS)	180 (125 DOSSIERS)	7 SÉANCES 178 PARTICIPANTS
GRAND-MONTRÉAL	3 699	582 (508 DOSSIERS)	374 (238 DOSSIERS)	9 SÉANCES 670 PARTICIPANTS
QUÉBEC	1 812	251 (224 DOSSIERS)	332 (175 DOSSIERS)	16 SÉANCES 602 PARTICIPANTS
OUTAOUAIS	1 397	182 (158 DOSSIERS)	193 (118 DOSSIERS)	22 SÉANCES 313 PARTICIPANTS
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA MADELEINE	903	54 (49 DOSSIERS)	278 (211 DOSSIERS)	13 SÉANCES 197 PARTICIPANTS
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	996	66 (60 DOSSIERS)	243 (153 DOSSIERS)	34 SÉANCES 566 PARTICIPANTS
MONTÉRÉGIE	1 816	294 (291 DOSSIERS)	314 (232 DOSSIERS)	14 SÉANCES 316 PARTICIPANTS
CÔTE-NORD	627	24 (23 DOSSIERS)	247 (192 DOSSIERS)	18 SÉANCES 279 PARTICIPANTS
MAURICIE	1 573	134 (125 DOSSIERS)	261 (149 DOSSIERS)	33 SÉANCES 635 PARTICIPANTS
NUNAVIK	217	S.O.	S.O.	S.O.
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	S.O.	491 (443 DOSSIERS)	397 (225 DOSSIERS)	5 SÉANCES 30 PARTICIPANTS

LES CHIFFRES PRÉSENTÉS INDIQUENT LE NOMBRE DE CITOYENS REJOINTS PAR CHACUN DES SERVICES.

\* LE NOMBRE DE CITOYENS RENCONTRÉS DANS LE CADRE DE LA PRÉMÉDIATION FAMILIALE EST SIMILAIRE AU NOMBRE DE DOSSIERS. CELA S'EXPLIQUE PAR LE FAIT QUE DANS UNE GRANDE MAJORITÉ DE DOSSIERS, SEUL L'EX-CONJOINT AYANT INITIÉ LA DEMANDE DE SERVICES FAIT AFFAIRE AVEC LE CJP.

\*\* DANS LE CAS DES PETITES CRÉANCES, LE NOMBRE DE CITOYENS RENCONTRÉS EST SUPÉRIEUR AU NOMBRE DE DOSSIERS, PUISQUE DANS PLUSIEURS CAS, LES DEUX PARTIES PARTICIPENT À LA PRÉMÉDIATION.

AUCUN.

**P.94** INDiquer LE NOMBRE DE RESSOURCES NÉCESSAIRES POUR COMBLER LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE DANS LES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ.

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
BAS-SAINT-LAURENT	4	2	S.O.
QUÉBEC	6	4	S.O.
MONTRÉAL	6	6	S.O.
OUTAOUAIS	4	1	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	1	S.O.
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	1	10
MONTÉRÉGIE	6	5	2
CÔTE-NORD	4	1	S.O.
MAURICIE	4	1	1
NUNAVIK	3	0	S.O.
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6	0	S.O.

\* LE NOMBRE D'EMPLOYÉS NE TIENT PAS COMPTE DES POSTES ÉTUDIANTS.

\*\* LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES NE TIENT PAS COMPTE DES ADMINISTRATEURS.

**P.95** ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2021-2022;
  - B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2021-2022;
  - C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2021-2022;
  - D. ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
  - E. ACTIONS À VENIR EN 2022-2023;
  - F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.
- 

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

**P.96 INDICER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2021-2022 POUR PRÉVENIR ET LUTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.**

DIVERSES MESURES SONT MISES EN PLACE ANNUELLEMENT POUR DESSERVIR CETTE CLIENTÈLE ET OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT ADAPTÉS ET SÉCURISANTS.

**1. LE RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)**

LE RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) OFFRE DES SERVICES DANS PRÈS DE 200 POINTS DE SERVICES DONT UNE CINQUANTAINE DESSERVENT UNE POPULATION MAJORITAIREMENT AUTOCHTONE.

DEUX CAVAC SONT SOUS LA RESPONSABILITÉ D'ADMINISTRATIONS AUTOCHTONES :

- LE CAVAC SAPUMMIJIT (ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK)
- LE CAVAC CRI (GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE)

LES SERVICES OFFERTS PAR LES CAVAC AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET AUX AUTOCHTONES VIVANT EN MILIEUX URBAINS SONT OFFERTS PAR DES INTERVENANTS AUTOCHTONES ET ALLOCHTONES AYANT UNE EXPERTISE AUPRÈS DE CETTE CLIENTÈLE. EN 2021-2022, LE RÉSEAU A PU COMPTER SUR L'EXPERTISE DE 19 INTERVENANTS AUTOCHTONES.

LES SERVICES SONT OFFERTS GRÂCE À DIVERS POINTS DE SERVICES PARTOUT AU QUÉBEC :

TYPES DE POINTS DE SERVICE	EMPLACEMENTS
2 POINTS DE SERVICES EN PALAIS DE JUSTICE	KUUJJUAQ PUVIRNITUQ
11 POINTS DE SERVICES PERMANENTS EN COMMUNAUTÉ	CHISASIBI EASTMAIN INUKJUAQ KAWAWACHIKAMACH MATIMEKOSH KUUJJUARAPIK MASHTEUIATSHMISTISSINI NEMASKA OUJÉ-BOUGOUMOU SALLUIT WEMINDJI
10 POINTS DE SERVICES LIÉS À LA COUR ITINÉRANTE	AKULIVIK KANGIQSUALUJJUAQ KANGIQSUJUAQ KANGIRSUK QUAQTAQ UMIUJAQ PAKUASHIPI MINGAN NUTASHKUAN UNAMEN SHIPU
1 POINT DE SERVICES SPÉCIALISÉ POUR AUTOCHTONIE URBAINE	VAL-D'OR
23 POINTS DE SERVICES ITINÉRANTS (SUR DEMANDE OU SELON UN CALENDRIER)	AUPALUQ TASIUJAQ LAC SIMON KITCISAKIK PIKOGAN TIMISCAMING WINNEWAY EAGLE VILLAGE WOLF LAKE GESGAPEGIAG LISTIGUJ MANAWAN WEMONTACI KAHNAWAKE AKWESASNE KITIGAN ZIBI LAC-RAPIDE/BARRIERE LAKE OBEDJIWAN ESSIPIT PESSAMIT WASKAGANISH WHAPMAGOOSTUI WASWANIPI

1 POINT DE SERVICE EN RÉFÉRENCE POLICIÈRE	UASHAT MALIOTENAM
1 POINT DE SERVICE INTÉGRÉ DANS UN CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE	CENTRE MAMIK (SAGUENAY)

### INVESTISSEMENTS POUR LES SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES INCLUANT LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE

EN 2021-2022, LE RÉSEAU DES CAVAC A BÉNÉFICIÉ D'UNE SUBVENTION TOTALE DE 31 223 564 \$ ET EST VENU EN AIDE À 60 604 PERSONNES, DONT 1 095 PERSONNES S'IDENTIFIAIENT COMME AUTOCHTONES (1,18 %) :

- SELON LE SYSTÈME STATISTIQUE DU RÉSEAU DES CAVAC, 297 PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES ONT REÇU DES SERVICES POUR UNE SITUATION D'AGRESSION SEXUELLE ET 2 POUR UNE SITUATION D'EXPLOITATION SEXUELLE EN 2021-2022. CES DONNÉES N'INCLUENT TOUTEFOIS PAS LES STATISTIQUES DU CAVAC NUNAVIK ET DU CAVAC CRI QUI NE DÉTAILLENT PAS LEUR CLIENTÈLE SELON LE TYPE DE CRIME (OU LE CONTEXTE).

LE TABLEAU SUIVANT DÉTAILLE LES INVESTISSEMENTS GLOBAUX EN MATIÈRE AUTOCHTONE BASÉS SUR LE POURCENTAGE QUE REPRÉSENTE CETTE CLIENTÈLE POUR CHAQUE CAVAC. LES COLONNES DE DROITE DÉTAILLENT QUANT À ELLES LE NOMBRE DE TOTAL DE PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE (AUTOCHTONE ET ALLOCHTONE) AINSI QUE LE POURCENTAGE DE CES DERNIÈRES S'IDENTIFIAIENT COMME AUTOCHTONES.

CAVAC	INVESTISSEMENTS FINANCIER SELON LE % DE CLIENTÈLE AUTOCHTONE	POURCENTAGE GLOBAL DE LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE PAR CAVAC	NOMBRE TOTAL DE PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET % S'IDENTIFIAIENT COMME AUTOCHTONES <sup>1</sup>	
CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	178 825 \$	8,91 %	506	10,47 %
CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	802 \$	0,05 %	906	0,22 %
CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	832 \$	0,06 %	1016	0,10 %
CAVAC CÔTE-NORD	398 208 \$	28,13 %	444	27,93 %
CAVAC CRI	940 864 \$	100 %	N/D	N/D
CAVAC DE L'ESTRIE	695 \$	0,04 %	1404	0,07 %
CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES DE LA MADELEINE	65 763 \$	7,53 %	367	4,90 %
CAVAC DE LANAUDIÈRE	26 448 \$	1,49 %	827	2,06 %
CAVAC DES LAURENTIDES	1 456 \$	0,1 %	1019	0,10 %
CAVAC DE LAVAL	0 \$	0 %	541	0 %
CAVAC DE LA MAURICIE	19 671 \$	1,32 %	839	3,10 %
CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	7 532 \$	0,28 %	1492	0,20 %
CAVAC DE MONTRÉAL	7 570 \$	0,17 %	1410	0,43 %
CAVAC DU NUNAVIK	1 294 530 \$	100 %	N/D	N/D
CAVAC DE L'OUTAOUAIS	39 025 \$	1,40 %	1024	1,17 %
CAVAC DE QUÉBEC	6 917 \$	0,29 %	1733	0,17 %
CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	70 233 \$	3,30 %	967	3 %

1. LES CHIFFRES DE CETTE COLONNE COMPRENNENT LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL. CERTAINES PERSONNES VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE POURRAIENT NE PAS ÊTRE INCLUSES DANS LES DONNÉES, SELON LES RÉGIONS.

### INTERVENANTS DESSERVANTS UNE CLIENTÈLE AUTOCHTONE :

LE TABLEAU CI-DESSOUS DÉTAILLE LES INTERVENANTS DÉDIÉS AUX CLIENTÈLES AUTOCHTONES.

IL EST À NOTER QUE POUR LES CAVAC ALLOCHTONES, LES INVESTISSEMENTS EN ETC CORRESPONDENT AUX POSTES AUTORISÉS ET DÉDIÉS AUX CLIENTÈLES AUTOCHTONES.

CES MONTANTS NE REPRÉSENTENT PAS L'ENSEMBLE DES HEURES TRAVILLÉES AUPRÈS DES CLIENTÈLES AUTOCHTONES. EN EFFET, D'AUTRES ETC ALLOCHTONES DES CAVAC, NON DÉDIÉS AUX CLIENTÈLES AUTOCHTONES, PEUVENT DESSERVIR CES DERNIÈRES. PAR EXEMPLE, LE CAVAC DE LA MAURICIE N'A PAS DE RESSOURCE DÉDIÉE POUR LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE DE WEMOTACI. TOUTEFOIS, L'INTERVENANTE DU POINT DE SERVICE DE LA TUQUE SE REND MENSUELLEMENT DANS LA COMMUNAUTÉ. IL EST ESTIMÉ QUE 60 % DE SON TEMPS EST DÉDIÉ AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES DE LA RÉGION. ELLE NE FIGURE PAS DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS.

CAVAC	INTERVENANTS CLIENTÈLE AUTOCHTONE (ETC)	INVESTISSEMENTS FINANCIERS INTERVENANTS AUTOCHTONES
CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	316 904 \$
CAVAC CÔTE-NORD	5	289 221 \$
CAVAC CRI	8	672 051 \$
CAVAC NUNAVIK	8	878 689 \$

CAVAC	INTERVENANTS CLIENTÈLE AUTOCHTONE (ETC)	INVESTISSEMENTS FINANCIERS INTERVENANTS AUTOCHTONES
CAVAC DE L'OUTAOUAIS	1	75 235 \$
CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	201 733 \$

**POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE SPÉCIFIQUEMENT**, LE RÉSEAU DES CAVAC PEUT COMPTER SUR LE SUPPORT DE 17 AGENTS DE LIAISON SPÉCIALISÉS (ALIVS) DANS CETTE PROBLÉMATIQUE DONT 2 SONT SITUÉS DANS LES CAVAC DU NUNAVIK ET DU TERRITOIRE CRI. POUR LE CAVAC NUNAVIK ET LE CAVAC CRI SPÉCIFIQUEMENT, LES 2 ALIVS REPRÉSENTENT UN INVESTISSEMENT DE 209 609 \$ (CE MONTANT EST INCLUS DANS LE TABLEAU CI-DESSUS).

EN OUTRE, LES DIVERS INTERVENANTS DES CAVAC PEUVENT ÉGALEMENT LES ÉPAULER DANS LEURS DÉMARCHES.

## 2. LES INVESTISSEMENTS LIÉS À L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES

DEPUIS 2020-2021, LE FAVAC VERSE ANNUELLEMENT DIVERSES SUBVENTIONS POUR CONCOURIR AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PRODUIT PAR L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES(ENFFADA). IL FINANCE NOTAMMENT DIVERSES MESURES POUR ACCROÎTRE L'ACCESSIBILITÉ AUX RESSOURCES POUR LES PERSONNES AUTOCHTONES, DONT LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE.

EN 2021-2022, LES INVESTISSEMENTS ENFFADA AU RÉSEAU DES CAVAC REPRÉSENTAIENT 1 242 790 \$. LES RESSOURCES HUMAINES ASSOCIÉES À L'ENFFADA SONT INCLUSES DANS LES TABLEAUX CI-DESSUS.

CAVAC	INVESTISSEMENTS ENFFADA	ACTIONS PRÉVUES	ÉTAT 31 MARS 2022
CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	469 510 \$	• 1 NOUVEL INTERVENANT KITCISAKIK	• PROBLÈME DE RECRUTEMENT • CONTRAT 1 AN POUR DESSERVIR KITCISAKIK ET LES AUTRES COMMUNAUTÉS (INTERVENANT AUTOCHTONE)
		• 1 NOUVEL INTERVENANT VAL-D'OR AUTOCHTONE	• INTERVENANTE ALLOCHTONE AVEC EXPÉRIENCE EMBAUCHÉE
		• 3 NOUVEAUX LOCAUX ADAPTÉS (LAC-SIMON, PIKOGAN, KITCISAKIK)	• PROJET EN COURS
CAVAC CÔTE-NORD	132 178 \$	• 1 NOUVEL INTERVENANT MATIMEKOSH	• PROBLÈME DE RECRUTEMENT. AFFICHAGE TOUJOURS EN COURS
		• 1 NOUVEL INTERVENANT SECTEUR MINGAN	• INTERVENANTE ALLOCHTONE AVEC EXPÉRIENCE EMBAUCHÉE
CAVAC CRI	264 540 \$	• 1 PSYCHOLOGUE SPÉCIALISÉ	• EMBAUCHE EN COURS
		• 1 INTERVENANT EN VIOLENCE CONJUGALE	• INTERVENANT AUTOCHTONE EMBAUCHÉ
CAVAC NUNAVIK	136 446 \$	• 1 NOUVEL INTERVENANT KUJUARAPIK	• EMBAUCHE EN COURS
CAVAC OUTAOUAIS	5 000 \$	• ADAPTATION DU LOCAL AU PALAIS DE JUSTICE DE MANIWAKI	• AMÉLIORATION EN COURS ET EN CONTINU
CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	235 116 \$	• 1 NOUVEL INTERVENANT AU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE CHICOUTIMI	• INTERVENANTE EMBAUCHÉE
		• 1 LOCAL ADAPTÉ OBEDIJWAN	• TRAVAUX EN COURS

## 3. LES INVESTISSEMENTS LIÉS À DES PROJETS RÉSEAU AUTOCHTONES

EN 2021-2022, LE CAVAC DE LA CÔTE-NORD A REÇU UNE SUBVENTION POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET DE FORMATION SPÉCIALISÉE POUR LES INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES CLIENTÈLES AUTOCHTONES. LE PROJET *RENFORCER LA SENSIBILISATION CULTURELLE GRÂCE À UNE FORMATION DIRIGÉE PAR LES AUTOCHTONES POUR LE PERSONNEL DES CAVAC* A NÉCESSITÉ UN INVESTISSEMENT DE 184 950 \$ DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES (JUSTICE CANADA).

#### 4. LES INVESTISSEMENTS LIÉS À DES PROJETS AUTOCHTONES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DU FAVAC

FINALEMENT, EN 2021-2022, 217 097 \$ ONT ÉTÉ VERSÉS À DIVERS ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE PROJETS TOUCHANT DIRECTEMENT DES CLIENTÈLES AUTOCHTONES, DONT LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE.

PROJETS	ORGANISME	INVESTISSEMENTS 2021-2022
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES (SITE WEB, PLATEFORME DE TYPE CLAVARDAGE)	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU LAC-SAINT-JEAN	50 000 \$
THE IMPACT OF HISTORICAL TRAUMA: THE CREE EXPERIENCE	GOVERNEMENT DE LA NATION CRIE	130 760 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	18 400 \$
KAHNAWAKE VICTIMS OF CRIME PROJECT PHASE 2	CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	16 000 \$
TRADUCTION DE DOCUMENTS PROMOTIONNELS EN LANGUE AUTOCHTONE	CAVAC MONTRÉAL	1 937 \$

#### 5. LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS

EN OUTRE, LE BAVAC S'EST ENGAGÉ DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS DANS DEUX MESURES VENANT EN AIDE NOTAMMENT AUX VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES AUTOCHTONES SOIT :

MESURES	ÉTAT D'AVANCEMENT	INVESTISSEMENTS 2021-2022
MESURE 1.2.10 : FAVORISER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES LORS DES RENCONTRES ENTRE LE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LA PERSONNE VICTIME	MESURE TERMINÉE.  NOS EFFORTS SE POURSUIVENT TOUTEFOIS VIA LES INVESTISSEMENTS LIÉS À L'ENFFADA.	0\$
MESURE 1.2.30 : SOUTENIR FINANCIÈREMENT ET ASSURER LE DÉVELOPPEMENT, EN MILIEU AUTOCHTONE, D'UNE INTERVENTION ADAPTÉE PAR LES CAVAC DANS LE BUT D'OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS ET SÉCURISANTS AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	<p>POUR VENIR EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES, LE RÉSEAU DES CAVAC COMPTE SUR 52 POINTS DE SERVICES AINSI QUE SUR L'EXPERTISE DE 19 INTERVENANTS D'ORIGINE AUTOCHTONE. LEUR TÂCHE EST QUANT À ELLE EN PARTIE OU EN TOTALITÉ DÉDIÉE AUX SERVICES À CETTE CLIENTÈLE.</p> <p>DEUX NOUVEAUX POINTS DE SERVICES SONT PRÉSENTEMENT EN DÉVELOPPEMENT AU SEIN DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE CHICOUTIMI ET DE ROBERVAL.</p> <p>UN NOUVEAU LOCAL ENTIÈREMENT DÉDIÉ AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES DE VAL-D'OR A ÉTÉ AMÉNAGÉ AFIN DE FAVORISER L'ACCÈS AUX SERVICES POUR LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN AINSI QUE CEUX SE PRÉSENTANT À LA COUR.</p> <p>IL EST À NOTER QUE PLUSIEURS INTERVENANTS DU RÉSEAU SIÈGENT PRÉSENTEMENT SUR LES DIFFÉRENTES TABLES LOCALES D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES (VAL-D'OR, MANIWAKI, SEPT-ÎLES, LA TUQUE ET LES FUTURES TABLES DE ROBERVAL ET CHIBOUGAMAU) AFIN D'AMÉLIORER LEURS SERVICES EN SECTEURS URBAINS.</p>	<p>3 059 371 \$</p> <p>*CE MONTANT SE RETROUVE DÉTAILLÉ DANS LA PRÉCÉDENTE SECTION LIÉE AUX INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES HUMAINES DÉDIÉES.</p> <p>135 115 \$</p> <p>*CE MONTANT EST INCLUS DANS LA MESURE ENFFADA</p> <p>0\$</p> <p>0\$</p>

SOULIGNONS ENFIN QUE DES SOMMES SUPPLÉMENTAIRES ONT ÉTÉ OBTENUES ET ANNONCÉES EN MARS 2021 POUR DES SERVICES SPÉCIFIQUES AUX VICTIMES AUTOCHTONES. LES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS EN 2021-2022 DANS LE CADRE DE CETTE MESURE SONT DÉCLINÉS DANS LA FICHE PQ-108.

**P.97 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :**

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2021-2022;
- B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2021-2022;
- C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2021-2022;
- D. ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2022-2023;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

**RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN**

LE 22 FÉVRIER 2022, LE PROTECTEUR DU CITOYEN A INFORMÉ VERBALEMENT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) QUE L'ENSEMBLE DES RECOMMANDATIONS SOUS SA RESPONSABILITÉ AVAIENT ÉTÉ MISES EN ŒUVRE À SA SATISFACTION, FAISANT EN SORTE QUE CE RAPPORT NE FERA DONC PLUS L'OBJET D'UN SUIVI PAR LE PROTECTEUR DU CITOYEN EN CE QUI CONCERNE LE MJQ. SEULE LA RECOMMANDATION 1, CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UN QUARTIER CELLULAIRE À PUVIRNITUQ, DEMEURERA EN SUIVI, MAIS LE MJQ N'Y INTERVIENT QU'À TITRE DE COLLABORATEUR DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, RESPONSABLE DU DOSSIER CONCERNANT LE RAPPORT SPÉCIAL DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION AU NUNAVIK, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POURSUIT LES TRAVAUX DU PLAN DE TRAVAIL QUI SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ :

- **POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ À PUVIRNITUQ**  
UN POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE EST RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ DE PUVIRNITUQ POUR RÉPONDRE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET ORIENTER LA CLIENTÈLE INUITE. UNE EMPLOYÉE INUITE A ÉTÉ EMBAUCHÉE LE 6 OCTOBRE 2019.
- **VISIOCOMPARUTION DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION LECLERC À LAVAL (EDLL)**  
DEPUIS L'AUTOMNE 2017, AFIN D'ÉVITER LE TRANSFERT DE LAVAL VERS AMOS DE PERSONNES INCARCÉRÉES LORS DES ÉTAPES JUDICIAIRES PRÉALABLES AU PROCÈS, UN SYSTÈME DE VISIOCONFÉRENCE RESPECTANT LES NORMES EN VIGUEUR A ÉTÉ INSTALLÉ À L'EDLL. AVEC L'ACCORD DE LA MAGISTRATURE, CE PROJET PERMET AUX FEMMES PRÉVENUES À L'EDLL D'ÊTRE ENTENDUES PAR VISIOCONFÉRENCE.
- **MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE D'INFORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES VICTIMES, LES CONTREVENANTS ET LEUR ENTOURAGE**  
UN CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ A ÉTÉ OUVERT EN FÉVRIER 2019 AU NUNAVIK. EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES DU MILIEU, DONT LE BUREAU LOCAL DE L'AIDE JURIDIQUE, L'ÉQUIPE DE CE CENTRE EST APPELÉE À CIRCULER DE FAÇON ITINÉRANTE SUR LE TERRITOIRE DU NUNAVIK AFIN DE RENCONTRER LES JUSTICIABLES. LA RADIO COMMUNAUTAIRE ET LES MÉDIAS SOCIAUX SONT ÉGALEMENT UTILISÉS COMME CANAUX DE DIFFUSION D'INFORMATION. TOUTEFOIS LA PÉRIODE DE LA COVID-19 A ENTRAÎNÉ UNE BAISSSE SUBSTANTIELLE DES SERVICES, NOTAMMENT EN RAISON DES DÉPLACEMENTS ET DES CONTACTS LIMITÉS.

**FINANCEMENT RAPPORT GLADUE**

LE RAPPORT GLADUE CONSTITUE UNE VERSION ADAPTÉE DU RAPPORT PRÉSENTENTIEL. IL VISE À DÉTAILLER LES ÉLÉMENTS CONTEXTUELS SPÉCIFIQUES AU CONTREVENANT AUTOCHTONE (HÉRITAGE, ATTACHES, FACTEURS SYSTÉMIQUES OU HISTORIQUES DISTINCTS) ET À LES METTRE EN PERSPECTIVE AVEC L'ANALYSE DE LA SITUATION DÉLICTUELLE. IL CONTIENT ÉGALEMENT DES INFORMATIONS SUR LA RÉINSERTION SOCIALE S'ADRESSANT SPÉCIFIQUEMENT AUX PERSONNES AUTOCHTONES. CE SONT 253 RAPPORTS GLADUE ONT ÉTÉ ORDONNÉS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 ET LE 28 FÉVRIER 2022. EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, LES FRAIS DE SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS À LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE SONT DE 134 010 \$.

LE MJQ A CONCLU, EN MARS 2022, DEUX ENTENTES DE TROIS ANS POUR LE SOUTIEN À L'EMBAUCHE DE RÉDACTEURS GLADUE À TEMPS PLEIN PAR LES SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES ET LE GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE.

**TERMES À LA COUR ITINÉRANTE**

TERMES	2019 (ANNÉE CIVILE)		2020 (ANNÉE CIVILE)		2021 (ANNÉE CIVILE)	
CRIMINEL	62 TERMES	307 JOURS	75 TERMES	370 TERMES	74 TERMES	360 JOURS
JEUNESSE	35 TERMES	167 JOURS	45 TERMES	208 JOURS	41 TERMES	199 JOURS

**MISE EN PLACE D'UN GREFFE CIVIL À KUUJJUAQ**

AFIN DE BONIFIER L'OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC, UN GREFFE CIVIL A ÉTÉ MIS EN PLACE AU PALAIS DE JUSTICE DE KUUJJUAQ AU PRINTEMPS 2018. CET AJOUT S'INSCRIT DANS LA VOLONTÉ MINISTÉRIELLE DE DÉPLOYER TOUTES LES INFRASTRUCTURES NÉCESSAIRES POUR RÉPONDRE ADÉQUATEMENT ET EN TEMPS OPPORTUN AUX BESOINS JUDICIAIRES DE LA POPULATION DU NORD-DU-QUÉBEC ET DE TRANSMETTRE UN MESSAGE CLAIR QUANT À L'IMPORTANCE D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE POUR LES COMMUNAUTÉS DE CETTE RÉGION.

DEPUIS LE 12 AVRIL 2021, UNE EMPLOYÉE INUITE A ÉTÉ EMBAUCHÉE ET TRAVAILLE AU PALAIS DE JUSTICE DE KUUJJUAQ.

AU COURS DE L'ANNÉE 2021, 114 DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS AU GREFFE CIVIL DE KUUJJUAQ, SOIT 8 EN MATIÈRE FAMILIALE, 23 EN MATIÈRE DE GARDE EN ÉTABLISSEMENT ET ÉVALUATION PSYCHIATRIQUE À LA COUR DU QUÉBEC, 75 À LA CHAMBRE CIVILE DE

LA COUR DU QUÉBEC, 7 EN MATIÈRE CIVILE À LA COUR SUPÉRIEURE ET 1 À LA COUR DU QUÉBEC, DIVISION DES PETITES CRÉANCES ET AUCUN EN APPEL À LA COUR SUPÉRIEURE DOSSIER PROTECTION DE LA JEUNESSE.

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS : ÉCOUTE, RÉCONCILIATION ET PROGRÈS**

- **BONIFICATION DES SERVICES D'INTERPRÉTATION À LA COUR**

EN PARTENARIAT AVEC LE MILIEU AUTOCHTONE, UN SERVICE D'INTERPRÉTATION LORS DES PREMIÈRES COMPARUTIONS DANS LE NORD-DU-QUÉBEC A ÉTÉ MIS EN PLACE EN SEPTEMBRE 2019. CETTE MESURE VISE LA PARTICIPATION D'INTERPRÈTES INUITS ET CRIS LORS DES PREMIÈRES COMPARUTIONS DES PRÉVENUS AUTOCHTONES DEVANT LA CHAMBRE CRIMINELLE DE LA COUR DU QUÉBEC.

DE PLUS, DEPUIS NOVEMBRE 2019, UN SERVICE D'INTERPRÉTATION A ÉTÉ MIS EN PLACE POUR LES AUDITIONS À LA CENTRALISATION DES URGENCES. CETTE MESURE VISE LA PARTICIPATION D'INTERPRÈTES INUITS ET CRIS LORS DES AUDITIONS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ ET DES URGENCES EN MATIÈRE CIVILE ET EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DEPUIS LE 22 FÉVRIER 2021, UN INTERPRÈTE INUIT EST DISPONIBLE DU LUNDI AU VENDREDI TOUTE LA JOURNÉE POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DE SERVICE SI UN INTERPRÈTE DEVAIT S'ABSENTER OU NE POUVAIT PAS ASSURER SON ASSIGNATION.

- **AFFICHAGE BILINGUE OU TRILINGUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS APPELÉS À DESSERVIR UNE FORTE POPULATION AUTOCHTONE**

L'AFFICHAGE DANS LES PALAIS DE JUSTICE DE PUVIRNITUQ ET DE KUJJUAQ COMPREND LA TRADUCTION EN INUKTITUT.

- **RENDRE DISPONIBLES EN LANGUE AUTOCHTONE LES FORMULAIRES GOUVERNEMENTAUX**

L'OBJECTIF CONSISTE À TRADUIRE EN LANGUE AUTOCHTONE LES FORMULAIRES JUDICIAIRES DÉTERMINÉS PAR LA COUR DU QUÉBEC ET À LES REMETTRE AUX JUSTICIABLES AVEC LES PROCÉDURES OFFICIELLES. LES FORMULAIRES ONT TOUS ÉTÉ TRADUITS EN CRI ET MIS EN FORME. CEUX-CI SONT EN COURS DE VÉRIFICATION FINALE PAR LES AUTORITÉS DE LA NATION CRIE. LE PROCESSUS DE TRADUCTION EN INNU ET ATIKAMEKW EST TERMINÉ. LA RÉVISION DES FORMULAIRES JUDICIAIRES EN MATIÈRE CRIMINELLE EN INUKTITUT A ÉTÉ COMPLÉTÉE DURANT L'ÉTÉ 2021. ENFIN, UN CONTRAT DE SERVICE A ÉTÉ OCTROYÉ POUR LA TRADUCTION DES FORMULAIRES EN LANGUE NASKAPIE.

- **CORRESPONDANCE EN ANGLAIS OU EN LANGUE AUTOCHTONE**

LA DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DES RÉGIONS S'ASSURE, DANS SES CORRESPONDANCES OFFICIELLES AVEC LA COMMUNAUTÉ, DE TRANSMETTRE UNE TRADUCTION DE COURTOISIE.

- **ACCROÎTRE L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK**

LA RÉALISATION DES TRAVAUX CONCERNANT L'IMPLANTATION D'UN SERVICE DE VISIOCONFÉRENCE POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK EST COMPLÉTÉE.

EN EFFET, L'INSTALLATION PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES À L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE CADRE DES ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN OCTOBRE 2019 À KUJJUAQ ET À PUVIRNITUQ ET EN JUILLET 2021 À KUJJUARAPIK.

L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DISPONIBLE EN TOUT TEMPS DANS CES TROIS PÔLES.

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL ET 2021 ET LE 28 FÉVRIER 2022. 92 % DES ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ SE SONT TENUES PAR VISIOCONFÉRENCE AU NUNAVIK. PLUS PRÉCISÉMENT, 319 ENQUÊTES ONT ÉTÉ TENUES À KUJJUAQ, 407 ONT ÉTÉ TENUES À PUVIRNITUQ ET 9 À KUJJUARAPIK, ÉVITANT AINSI DE NOMBREUX DÉPLACEMENTS HORS TERRITOIRE DES PRÉVENUS.

**P.98 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2020-2021 ET EN 2021-2022, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.**

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)  
 LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2021 PAR RÉGION				
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	119	33	152	1,6%
BAS-SAINT-LAURENT	212	34	246	2,6%
CHAUDIÈRE-APPALACHES	352	61	413	4,3%
CÔTE-NORD	50	22	72	0,8%
ESTRIE	577	190	767	8,0%
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	48	14	62	0,6%
LANAUDIÈRE	552	99	651	6,8%
LAURENTIDES	768	136	904	9,4%
LAVAL	259	68	327	3,4%
LONGUEUIL	528	124	652	6,8%
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	810	135	945	9,9%
MONTRÉAL	1409	254	1663	17,4%
OUTAOUAIS	257	33	290	3,0%
QUÉBEC	737	102	839	8,8%
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	266	61	327	3,4%
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	293	47	340	3,6%
VALLEYFIELD	262	45	307	3,2%
YAMASKA	415	77	492	5,1%
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	49	13	62	0,6%
INDÉTERMINÉ	49	17	66	0,7%
<b>TOTAL</b>	<b>8 012</b>	<b>1 565</b>	<b>9 577</b>	<b>100,0 %</b>
<b>POURCENTAGE</b>	<b>83,7 %</b>	<b>16,3 %</b>		

**NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2021 PAR RÉGION**

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2021	PRESTATIONS VERSÉES EN 2021*
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	151	2 957 977 \$
BAS-SAINT-LAURENT	270	4 269 565 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	402	9 074 546 \$
CÔTE-NORD	69	1 274 750 \$
ESTRIE	707	11 196 286 \$
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	66	2 375 592 \$
LANAUDIÈRE	728	15 314 431 \$
LAURENTIDES	937	16 941 604 \$
LAVAL	303	6 711 677 \$
LONGUEUIL	641	10 415 337 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	877	14 962 952 \$
MONTRÉAL	1 764	31 190 388 \$
OUTAOUAIS	321	7 526 874 \$
QUÉBEC	831	17 751 916 \$
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	349	5 327 893 \$
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	373	5 555 008 \$
VALLEYFIELD	280	5 467 505 \$
YAMASKA	501	7 685 657 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2021	PRESTATIONS VERSÉES EN 2021*
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	54	3 197 267 \$
INDÉTERMINÉ	52	668 458 \$
<b>TOTAL</b>	<b>9 676</b>	<b>179 865 682 \$</b>

\* LES PRESTATIONS VERSÉES PRÉSENTÉES DANS LE TABLEAU CI-HAUT SONT CELLES POUR TOUS LES DOSSIERS EN TRAITEMENT EN 2021.

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2021
ASSISTANCE MÉDICALE	10 227 867 \$
RÉADAPTATION	21 628 532 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	92 644 851 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 134 983 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	37 437 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	171 742 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	53 020 270 \$
<b>TOTAL DES PRESTATIONS</b>	<b>179 865 682 \$</b>
FRAIS D'ADMINISTRATION	24 273 370 \$
<b>TOTAL</b>	<b>204 139 051 \$</b>

DÉTAIL	2021
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	16 851 095 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	150 456 \$

#### VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2021

TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	2021		
	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATIONS SPÉCIALES	NOMBRE DE DOSSIERS EN ALLOCATIONS SPÉCIALES POUR LESQUELS UNE INDEMNITÉ DE DÉCÈS A ÉTÉ VERSÉE	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	4	2	11 083 \$
ENFANT MAJEUR	0	0	0 \$
PARENTS ENFANT MINEUR	3	2	40 814 \$
MÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 \$
PÈRE ENFANT MINEUR	0	0	0 \$
VEUVE AVEC ENFANT	0	0	0 \$
VEUF SANS ENFANT	0	0	0 \$
VEUVE SANS ENFANT	5	4	22 687 \$
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>74 584 \$</b>

**P.99 VENTILATION DÉTAILLÉE DES 193 M\$ ANNONCÉS DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PROJET DE LOI N° 84, LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT.**

---

LA SOMME DE 193 M\$ ANNONCÉE EN DÉCEMBRE 2020 COMPREND LES COÛTS LIÉS À LA RÉFORME, MAIS EXCLUT LA CROISSANCE NATURELLE DU RÉGIME.

LA RÉFORME COMPREND NOTAMMENT LES MESURES SUIVANTES :

- ÉLARGISSEMENT DE LA NOTION DE VICTIME EN MATIÈRE D'INDEMNISATION;
- ABOLITION DE LA LISTE DES INFRACTIONS PERMETTANT L'INDEMNISATION, POUR COUVRIR TOUTES LES INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES;
- IMPRESCRIPTIBILITÉ, AVEC UNE PORTÉE RÉTROACTIVE, DES DEMANDES D'INDEMNISATION CONCERNANT LES INFRACTIONS COMMISES EN CONTEXTE D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL, DE VIOLENCE SUBIE PENDANT L'ENFANCE ET DE VIOLENCE CONJUGALE;
- ADMISSIBILITÉ AU RÉGIME D'INDEMNISATION DES PERSONNES VICTIMES D'UNE INFRACTION COMMISE À L'ÉTRANGER;
- MEILLEUR ACCÈS À DE L'AIDE PSYCHOSOCIALE ADAPTÉE;
- REMPLACEMENT DE LA RENTE VIAGÈRE PAR UNE SOMME FORFAITAIRE POUR LA NOUVELLE CLIENTÈLE;
- MISE SUR PIED D'UN PROGRAMME D'AIDE EN SITUATION D'URGENCE.

LE 10 MARS 2021, LE MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ UN INVESTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE D'ENVIRON 10 M\$ PAR ANNÉE POUR ASSURER UN REVENU AUX PERSONNES VICTIMES SANS EMPLOI QUI SONT INCAPABLES DE VAQUER À LEURS ACTIVITÉS HABITUELLES.

LE PLAN BUDGÉTAIRE 2021-2022 COMPREND L'OCTROI D'UNE SOMME ADDITIONNELLE DE 108,2 M\$ POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME.

**P.100 NOMBRE DE VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE QUI ONT VU LEUR DEMANDE D'INDEMNISATION AU RÉGIME DE L'IVAC REJETÉE, CHAQUE ANNÉE DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

---

CETTE INFORMATION N'EST PAS DISPONIBLE.

**P.101 NOMBRE DE VICTIMES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE ET PSYCHOSOCIAL DEPUIS LE 13 OCTOBRE 2021**

---

<b>PÉRIODE</b>	<b>SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE</b>	<b>SOUTIEN PSYCHOSOCIAL</b>
13 OCTOBRE 2021 AU 28 FÉVRIER 2022	4 915	296

**P.102** INDiquer LES DÉLAIS MOYENS ENTRE LA RÉCEPTION DE LA DEMANDE PAR LA DGIVAC ET L'INDEMNISATION OFFERTE À LA VICTIME AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES.

---

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022.

**P.103 NOMBRE DE PERSONNES EMBAUCHÉES DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA NOUVELLE LIVAC LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2021.**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A EMBAUCHÉ 59 PERSONNES DURANT L'EXERCICE FINANCIER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021.

**P.104 NOMBRE DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE IMMÉDIATE OCTROYÉE DEPUIS LE 13 OCTOBRE 2021.**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE TIENT PAS DE DONNÉES SUR LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT REÇU DE L'AIDE IMMÉDIATE.

ENTRE LE 13 OCTOBRE 2021 ET LE 28 FÉVRIER 2022, 210 AIDES IMMÉDIATES ONT ÉTÉ OCTROYÉES. UNE PERSONNE VICTIME PEUT BÉNÉFICIER DE PLUS D'UNE AIDE IMMÉDIATE.

**P.105 NOMBRE DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE PALLIANT UNE PERTE DE REVENUS ET DE L'AIDE FINANCIÈRE COMPENSANT CERTAINES INCAPACITÉS DEPUIS LE 13 OCTOBRE 2021.**

---

<b>PÉRIODES</b>	<b>AIDE FINANCIÈRE PALLIANT UNE PERTE DE REVENUS</b>	<b>AIDE FINANCIÈRE COMPENSANT CERTAINES INCAPACITÉS</b>
13 OCTOBRE 2021 AU 28 FÉVRIER 2022	363	54

**P.106 DEPUIS LES 3 DERNIÈRES ANNÉES:**

**NOMBRE DE DEMANDES REFUSÉES PAR LA DGIVAC;**

**NOMBRE DE RECOURS DEVANT LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC;**

**NOMBRE DE DÉCISIONS ANNULÉES OU PARTIELLEMENT ANNULÉES PAR LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC;**

**NOMBRE DE CONTESTATIONS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (TAQ);**

**NOMBRE DE DÉCISIONS ANNULÉES OU PARTIELLEMENT ANNULÉES PAR LE TAQ;**

**NOMBRE DE DEMANDES DE RECONSIDÉRATION OU DE RÉVISION D'UN DOSSIER PAR LA DGIVAC OU LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC AYANT ÉTÉ ACCEPTÉES.**

---

**NOMBRE DE DEMANDES REFUSÉES PAR LA DGIVAC**

	<b>NOMBRE DE DEMANDES REFUSÉES</b>
2020	1378
2021	DONNÉES NON DISPONIBLES ACTUELLEMENT

**NOMBRE DE RECOURS DEVANT LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC**

	<b>NOMBRE DE RECOURS</b>
2020	877
2021	DONNÉES NON DISPONIBLES ACTUELLEMENT

**NOMBRE DE DÉCISIONS ANNULÉES OU PARTIELLEMENT ANNULÉES PAR LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC**

	<b>NOMBRE DE DÉCISIONS INFIRMÉES OU CONFIRMÉES PARTIELLEMENT</b>
2020	263
2021	DONNÉES NON DISPONIBLES ACTUELLEMENT

**NOMBRE DE CONTESTATIONS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (TAQ)**

	<b>NOMBRE DE CONTESTATIONS</b>
2020	440
2021	DONNÉES NON DISPONIBLES ACTUELLEMENT

**NOMBRE DE DÉCISIONS ANNULÉES OU PARTIELLEMENT ANNULÉES PAR LE TAQ**

	<b>NOMBRE DE DÉCISIONS INFIRMÉES OU CONFIRMÉES PARTIELLEMENT</b>
2020	20
2021	DONNÉES NON DISPONIBLES ACTUELLEMENT

**NOMBRE DE DEMANDES DE RECONSIDÉRATION OU DE RÉVISION D'UN DOSSIER PAR LA DGIVAC OU LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC AYANT ÉTÉ ACCEPTÉES.**

LES DONNÉES CONCERNANT LES DEMANDES DE RECONSIDÉRATION NE SONT PAS DISPONIBLES.

**P.108 EN 2021-2022, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.**

**BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**MONTANT GLOBAL ATTITRÉ : 7 149 500 \$**

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2022 <sup>1</sup>
NORD-DU-QUÉBEC (NUNAVIK)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	2 475 083 \$
NORD-DU-QUÉBEC (EYYOU ISHTEE)	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE	50 000 \$
MAURICIE	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	432 620 \$
MONTÉRÉGIE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	65 000 \$
MONTÉRÉGIE	MOHAWKS OF AKWESASNE	55 000 \$
CÔTE-NORD	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	57 500 \$
GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	LISTUGUJ MIG'MAQ GOVERNMENT	31 000 \$
MAURICIE	BANDE DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	82 500 \$
OUTAOUAIS	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	102 500 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR	43 378 \$
QUÉBEC – PROVINCE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	64 520 \$
QUÉBEC – PROVINCE	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 885 100 \$
QUÉBEC – PROVINCE	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	995 000 \$
OUTAOUAIS	LE CONSEIL DE BANDE DU LAC-BARRIÈRE	70 000 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	MINO OBIGIWASIN SERVICES ENFANCE & FAMILLE ANICINAPE	100 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	PEKUAKAMIULNUATSH TAKUHIKAN	54 500 \$
CÔTE-NORD	CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS DE NUTASHKUAN	20 000 \$
CÔTE-NORD	CRC KAPATAKAN GILLES JOURDAIN	90 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	TSHAKAPESH/CDPDJ: PROJET MYTHES ET RÉALITÉS	150 000 \$
LANAUDIÈRE	WASESKUN	46 310 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CONSEIL DES ANICINAPEK KITCISAKIK	184 489 \$

<sup>1</sup>OUTRE LE MONTANT DE 64 520\$ VERSÉ À LA CSSSPNQL, LES AUTRES MONTANTS SONT PRÉVISIONNELS AU 31 MARS 2022.

**DIRECTION DES PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ ET DE JUSTICE RÉPARATRICE**  
**MONTANT TOTAL : 40 000 \$**

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2022
MAURICIE	CENTRE LE HAVRE DE TROIS-RIVIÈRES INC.	10 000 \$
MAURICIE	CENTRE ROLAND-BERTRAND	5 000 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	ENSOLEILVENT	5 000 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	PIAULE CENTRE-DU-QUÉBEC INC., LA	5 000 \$
MAURICIE	POINT DE RUE DE TROIS-RIVIÈRES & NICOLET - YAMASKA	10 000 \$
MAURICIE	TRÀSH - TRAVAIL DE RUE À SHAWINIGAN, LE	5 000 \$

**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL 2020-2023**

**MONTANT TOTAL : 2 796 350 \$**

RÉGION/DISTRICT	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2022
BEAUCE ET FRONTENAC	AIDE AUX JEUNES CONTREVENANTS DE BEAUCE [A.J.C. BEAUCE]	35 190 \$
SAINT-AURICE	ALTER ÉGAUX, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE, L'	28 152 \$
QUÉBEC	AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE, L'	112 608 \$
JOLIETTE ET LAVAL	AVENUE, JUSTICE ALTERNATIVE, L'	182 988 \$
TROIS-RIVIÈRES	AVENUES CITOYENNES ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	28 152 \$
DRUMMOND	COMMUN ACCORD ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	42 228 \$
BAIE-COMEAU	CONVERJANCE MANICOUAGAN	42 228 \$
CHICOUTIMI	ÉQUIJUSTICE SAGUENAY INC.	46 920 \$
MONTRÉAL	ÉVÈNEMENT HOODSTOCK	105 570 \$
MONTMAGNY ET QUÉBEC (RIVE-SUD)	INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE, L'	42 228 \$
RIMOUSKI	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	42 228 \$
KAMOURASKA	JUSTICE ALTERNATIVE DU KRTB INC.	42 228 \$
Bedford	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	42 228 \$
GASPÉ-BONAVENTURE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE-SUD	72 216 \$
ALMA ET ROBERVAL	JUSTICE ALTERNATIVE LAC-SAINT-JEAN INC.	42 228 \$
RICHELIEU	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE DE SAUREL INC.	42 228 \$
IBERVILLE ET SAINT-HYACINTHE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	70 380 \$
MINGAN	LA CROISÉE, UN ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	42 228 \$
ABITIBI	LIAISON JUSTICE	72 216 \$
TERREBONNE	MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	112 608 \$
LABELLE ET TERREBONNE	MESURES ALTERNATIVES DES VALLÉES DU NORD INC.	93 840 \$
FRONTENAC	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE FRONTENAC INC.	35 190 \$
SAINT-AURICE	ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE VOLTEFACE	42 228 \$
ARTHABASKA	PACTE BOIS-FRANCS INC.	42 228 \$
SAINT-FRANÇOIS, BEDFORD ET MÉGANTIC	PONT, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE, LE	112 608 \$
MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	681 278 \$
JOLIETTE	REPARS	35 190 \$
TROIS-RIVIÈRES	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ	28 152 \$
BEAUHARNOIS ET LONGUEUIL	RESSOURCES ALTERNATIVES RIVE-SUD	211 140 \$
GATINEAU, PONTIAC ET MANIWAKI	SOCIÉTÉ ELIZABETH FRY DU QUÉBEC	70 380 \$
MONTRÉAL	TRAJET INC.	112 608 \$
TROIS-RIVIÈRES	TROIS PIVOTS, AUX	42 228 \$
MONTRÉAL	YMCA DU QUÉBEC, LES	42 228 \$

**FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.9.

**P.109 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES OCTROYÉES POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE, POUR 2020 2021 ET 2021 - 2022.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.9.

**P.110 BILAN DE L'IMPLANTATION DU PROJET PILOTE PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET INTERVENTION COMMUNAUTAIRE À TROIS-RIVIÈRES.**

---

LES NOUVELLES DISPOSITIONS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, DÉCOULANT DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROJET DE LOI 32 LE 5 JUIN 2020, RENDENT DÉSORMAIS POSSIBLE L'ADOPTION DE MESURES PERMETTANT DE TENIR COMPTE DE LA SITUATION SOCIALE DE CERTAINS DÉFENDEURS, AFIN NOTAMMENT DE FAVORISER LEUR RÉHABILITATION. CEUX-CI ONT MAINTENANT LA POSSIBILITÉ DE PARTICIPER AU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET INTERVENTION COMMUNAUTAIRE À TROIS-RIVIÈRES (PAJIC), UN PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ OFFRANT UNE ALTERNATIVE À UNE POURSUITE PÉNALE OU PERMETTANT DE REMPLACER LES TRAVAUX COMPENSATOIRES PAR DES MESURES ALTERNATIVES.

IL S'AGIT D'UN PROGRAMME VOLONTAIRE DE DÉJUDICIARISATION S'ADRESSANT À UNE CLIENTÈLE EN SITUATION DE GRANDE VULNÉRABILITÉ ET/OU À RISQUE D'ITINÉRANCE AYANT CUMULÉ UN OU DES CONSTATS D'INFRACTIONS NON ACQUITTÉS. CE PROGRAMME VISE À RÉDUIRE LE PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ». IL PERMET À UNE PERSONNE DÉSIREUSE DE STABILISER SA SITUATION SOCIALE, D'EFFACER OU DE DIMINUER SA DETTE JUDICIAIRE. LA RÉUSSITE DU PROGRAMME PERMET AINSI LE RETRAIT DES CHEFS D'ACCUSATION, LA RÉTRACTATION DE JUGEMENTS ET/OU L'EFFACEMENT DE LA DETTE JUDICIAIRE D'UN DÉFENDEUR.

BIEN QUE DES PROGRAMMES SIMILAIRES EXISTAIENT DANS LES COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL, QUÉBEC ET VAL-D'OR DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LE PREMIER PROJET PILOTE DU PAJIC A ÉTÉ MIS EN PLACE À LA COUR MUNICIPALE DE TROIS-RIVIÈRES EN JUIN 2021. CE PROGRAMME A ÉTÉ IMPLANTÉ AVEC LA COLLABORATION ESSENTIELLE DE L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE POINT DE RUE, LEQUEL AGIT COMME ORGANISME COMMUNAUTAIRE D'ADAPTABILITÉ POUR LE PAJIC DE TROIS-RIVIÈRES. PLUS PRÉCISÉMENT, C'EST CET ORGANISME QUI CONSTITUE LA PORTE D'ENTRÉE DU PROGRAMME, QUI ÉLABORE LE PLAN D'INTERVENTION AVEC LE DÉFENDEUR ET QUI S'ASSURE, ENTRE AUTRES, DU SUIVI DU PROGRAMME AUPRÈS DE CE DERNIER AINSI QU'AUPRÈS DES ACTEURS DU MILIEU JUDICIAIRE.

LES COÛTS ENGAGÉS DANS LE PAJIC DE TROIS-RIVIÈRES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 SE SONT ÉLEVÉS À 42 228 \$, CE QUI REPRÉSENTE LE MONTANT VERSÉ À L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE POINT DE RUE EN CONTREPARTIE DES SERVICES RENDUS DANS LE CADRE DU PAJIC.

POUR L'INSTANT, AUCUNE STATISTIQUE N'EST DISPONIBLE EN CE QUI CONCERNE LE PAJIC DE TROIS-RIVIÈRES, MAIS IL EST PRÉVU QU'UNE ÉTUDE AU SUJET DE CES PROGRAMMES SOIT RÉALISÉE D'ICI 2025, AFIN DE PERMETTRE AU MINISTRE DE FAIRE UN RAPPORT AU GOUVERNEMENT SUR LE DÉPLOIEMENT DE CES PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ, LE TOUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 172 DU PROJET DE LOI 32.

**P.111 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES OCTROYÉES POUR ACTUALISER ET RÉNOVER LES PALAIS DE JUSTICE SUR LE TERRITOIRE DU QUÉBEC.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.6.

**P.112 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.**

---

AUCUNE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION N'A ÉTÉ ENVOYÉE AU CABINET POUR APPROBATION.

LE CABINET EST CONSULTÉ AVANT QUE LA DÉCISION SOIT RENDUE DANS LE CAS OÙ UN DOCUMENT LUI APPARTENANT EST VISÉ PAR LA DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION, ET CE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 34 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

LE CABINET EST INFORMÉ DE TOUTES LES DÉCISIONS D'ACCÈS RENDUES AINSI QUE DES DOCUMENTS TRANSMIS SAUF LORSQU'IL S'AGIT DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

**P.113 BILAN, AU 31 MARS 2022, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.**

**BUDGETS 2021-2022**

CAVAC	OUVERTURE	BUDGET AU 31 MARS 2022
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE <sup>1,3</sup>	JUIN 2002	2 007 020 \$
BAS-SAINT-LAURENT <sup>1</sup>	FÉVRIER 1990	1 603 990 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC <sup>1</sup>	AVRIL 2003	1 387 410 \$
CÔTE-NORD <sup>1,3</sup>	NOVEMBRE 2001	1 415 600 \$
CRI <sup>1,3</sup>	JANVIER 2008	940 864 \$
ESTRIE <sup>1</sup>	NOVEMBRE 1992	1 736 910 \$
GASPÉSIE ET ÎLES-DE-LA-MADELEINE <sup>1</sup>	FÉVRIER 2003	873 340 \$
LANAUDIÈRE <sup>1</sup>	MARS 1998	1 775 000 \$
LAURENTIDES <sup>1</sup>	DÉCEMBRE 1992	1 455 660 \$
LAVAL <sup>1</sup>	MARS 1991	1 441 580 \$
MAURICIE <sup>1</sup>	FÉVRIER 1990	1 490 200 \$
MONTÉRÉGIE <sup>1</sup>	MARS 1990	2 690 170 \$
MONTRÉAL <sup>1,2</sup>	NOVEMBRE 1998	4 453 070 \$
NUNAVIK <sup>1,3</sup>	OCTOBRE 2004	1 294 530 \$
OUTAOUAIS <sup>1,3</sup>	NOVEMBRE 1989	2 144 640 \$
RÉGION DE QUÉBEC <sup>1</sup>	JUIN 1988	2 385 320 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN <sup>1,3</sup>	JANVIER 1989	2 128 260 \$

<sup>1</sup> INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) ET DU PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT ET AUTRES TÉMOINS VULNÉRABLES

<sup>2</sup> LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA PROLONGATION DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2021-2022

<sup>3</sup> INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AFIN DE GARANTIR QUE LES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES SOIENT OFFERTS ET ACCESSIBLES DE MANIÈRE PERMANENTE DANS L'ENSEMBLE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AINSI QU'EN MILIEUX URBAINS

**EFFECTIFS DES CAVAC EN 2021-2022**

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL EFFECTIFS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	19	20
BAS-ST-LAURENT	1	19	20
CENTRE DU QUÉBEC	1	16	17
CÔTE-NORD	1	16	17
CRI	1	7	8
ESTRIE	1	18,5	19,5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	9	10
LANAUDIÈRE	1	19	20
LAURENTIDES	1	16	17
LAVAL	1	15	16
MAURICIE	1	20	21
MONTÉRÉGIE	1	26,5	27,5
MONTRÉAL	1	42,5	43,5
NUNAVIK	1	9	10
OUTAOUAIS	1	18	19
QUÉBEC	1	26	27
SAGUENAY	1	22,5	23,5
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>319</b>	<b>336</b>

**P.114 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).**

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

DESCRIPTION	2021-2022
<b>SERVICES RÉCURRENTS</b>	
SOS VIOLENCE CONJUGALE <sup>1</sup>	1 355 190 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (PAR LE SACAIS)	255 000 \$
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL <sup>1</sup>	914 180 \$
QUÉBEC ET MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	195 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	108 185 \$
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	100 000 \$
ÉDUCALOI	50 000 \$
<b>SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL</b>	<b>3 398 255 \$</b>
<b>PROJETS SPÉCIAUX – FÉDÉRAL</b>	
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	425 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	65 050 \$
<b>PROJETS SPÉCIAUX FÉDÉRAL – TOTAL PARTIEL</b>	<b>490 050 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>3 888 305 \$</b>

<sup>1</sup> INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE.

POUR LES PROJETS SPÉCIAUX EN LIEN AVEC LE PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET L'APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L'ACCESSIBILITÉ ET L'OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE, LA RÉPONSE EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.10.

**P.116 EN 2021-2022, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11.) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.117 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR TYPE D'INFRACTION.**

---

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

**INFRACTIONS À LA LOI R-20**

**2021-2022**

MONTANT DES AMENDES	2 870 726 \$
---------------------	--------------

**P.118 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :**

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022; PRÉVISION POUR 2022-2023;
- B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023.

**A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022**

MESURE	DÉPENSES 2021-2022
INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE (PL92)	2 400 000 \$
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	25 000 \$
SOUTENIR DES SERVICES DE PROXIMITÉ CULTURELLEMENT PERTINENTS POUR ACCOMPAGNER DANS LEUR GUÉRISON LES HOMMES ET LES FEMMES AUTOCHTONES.	425 882 \$
INVESTIR DANS LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT « REBÂTIR LA CONFIANCE »	6 298 309 \$

**B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023**

MESURE	MISE EN ŒUVRE
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	<p>UNE PAGE WEB EST DISPONIBLE SUR LE SITE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PRÉSENTE L'INFORMATION PERTINENTE AUX CITOYENS :  <a href="http://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/PROGRAMMES-ET-SERVICES/SERVICES/DEMANDER-UNE-ORDONNANCE-DE-PROTECTION-EN-MATIERE-CIVILE">WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/PROGRAMMES-ET-SERVICES/SERVICES/DEMANDER-UNE-ORDONNANCE-DE-PROTECTION-EN-MATIERE-CIVILE</a></p> <p>LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A CONFIE UN MANDAT À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET DE RECHERCHE INTITULÉ : « ENJEUX ET DÉFIS DE L'ACCÈS, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA RECONNAISSANCE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE ». LE PROJET, MENÉ PAR MME SONIA GAUTHIER ET MME MARIANA RAUPP, VISE À DOCUMENTER L'APPLICATION DES ORDONNANCES DANS LES AUTRES PROVINCES, D'Y RELEVER LES CONDITIONS DE RÉUSSITE ET CELLES À AMÉLIORER ET DE PROPOSER DES PISTES DE SOLUTIONS POUR FAVORISER LE RECOURS À CE NOUVEL OUTIL AU QUÉBEC. CE PROJET DE TROIS ANS SE DÉROULE EN TROIS PHASES, DE SEPTEMBRE 2019 À AOÛT 2022.</p>
ÉTUDIER LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L'OBJET DE CONDITIONS À L'ÉGARD DE L'AUTRE PARTIE	LA MESURE EST RÉALISÉE. LA MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE (CHAPITRE 3, ARTICLE 16) EST EN VIGUEUR DEPUIS LE 13 JUIN 2019.

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

**A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022**

**INVESTISSEMENTS AUX ORGANISMES FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

MESURE	2021-2022
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) <sup>1</sup>	13 552 953 \$
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	921 890 \$
SOS VIOLENCE CONJUGALE	433 300 \$

<sup>1</sup>CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION COMMISE DANS UN CONTEXTE CONJUGAL OU FAMILIAL, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 SOIT 48,59 % DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC.

IL EST À NOTER QUE CERTAINES MESURES TOUCHANT LA VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE NE SONT PAS INDIQUÉES DANS LE PRÉSENT TABLEAU (EXEMPLES : RÉFORME DE L'AIDE FINANCIÈRE ET DU SOUTIEN AUX PERSONNES VICTIMES, MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ, MESURES EN EXPLOITATION SEXUELLE, MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN VIOLENCE SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE, ADAPTATION PROGRAMME TÉMOIN-ENFANT, ETC.).

### **INVESTISSEMENT LIÉ AUX PLANS D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE**

MESURE	NOTES	2021-2022
PLAN D'ACTION 2018-2023	LA RÉALISATION DES MESURES A ÉTÉ RETARDÉE PAR LA SITUATION PANDÉMIQUE COVID-19.	0 \$
PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGEROUSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025		433 300 \$
ACTIONS SPÉCIFIQUES POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FÉMINICIDES (2021-2026).	LA MESURE 5 EST RÉALISÉE DANS LE PLAN D'ACTION SÉCURITÉ (2020-2025).	9 855 \$

### **INVESTISSEMENTS LIÉS À DES PROJETS SPÉCIFIQUES LIÉS AU PROGRAMME DE FINANCEMENT DU FAVAC**

EN ADDITION À CES MESURES SPÉCIFIQUES, LE FAVAC FINANCE ANNUELLEMENT DES PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTION DU FAVAC. UN APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L'ACCESSIBILITÉ ET L'OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE A ÉTÉ LANCÉ LE 26 NOVEMBRE 2020 ET S'EST TERMINÉ LE 29 JANVIER 2021. CET APPEL A MENÉ AU DÉPÔT DE PLUS DE 100 PROJETS DONT 72 ONT ÉTÉ FINANCÉS EN 2021-2022. DE CE NOMBRE, 17 VISAIENT DIRECTEMENT LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE :

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	2021-2022
DIALOGUE ENTRE VICTIME ET AGRESSEURS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET PHYSIQUES	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	15 000 \$
1) ÊTRE PARENT APRÈS AVOIR ÉTÉ VICTIME D'ABUS OU DE TRAUMATISMES 2) FRAUDES AMOUREUSES EN LIGNE : COMPRENDRE LES VICTIMES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	22 583 \$
DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME D'INTERVENTION S'ADRESSANT AUX VICTIMES MASCULINES DE VIOLENCE CONJUGALE	VIA L'ANSE	10 000 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	ALLIANCE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT DE 2 <sup>E</sup> ÉTAPE POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, L'	45 328 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	ALTERNATIVES POUR ELLES	5 810 \$
MISE EN PLACE DES MESURES SANITAIRES	CENTRE MARIE-LOUISE	6 449 \$
1) MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2) DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	HORIZON POUR ELLE	38 000 \$
DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES (SITE WEB ET PLATEFORME INTERACTIVE DE TYPE CLAVARDAGE)	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT BLANCHE-MORIN	12 378 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT L'ÉMERGENCE	10 135 \$
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	MAISON D'ARIANE	5 028 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON D'HÉBERGEMENT L'ÉGIDE	9 575 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE ET D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE	MAISON MARIE-ROLLET	8 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	MAISON MIKANA	10 005 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	OMBRE-ELLE	23 533 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	PETIT PONT	7 000 \$
MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET MISE EN PLACE DES MESURES SANITAIRES	REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA RÉGION DE MATANE	18 867 \$
MODERNISATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	9 855 \$

**B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023**

MESURE	MISE EN ŒUVRE
PRODUIRE ET DIFFUSER DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION SUR LA VIOLENCE CONJUGALE POSTSÉPARATION	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE A ÉTÉ RETARDÉE PAR LA SITUATION PANDÉMIQUE COVID-19. UNE RECENSION DE CE QUI EST DISPONIBLE SUR LE SUJET EST EN COURS AFIN D'ÉVALUER S'IL EST PERTINENT DE PRODUIRE DU NOUVEAU MATÉRIEL OU BIEN DE RASSEMBLER ET MIEUX DIFFUSER LE MATÉRIEL DISPONIBLE.
SENSIBILISER LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE DU BARREAU À LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE A ÉTÉ RETARDÉE PAR LA SITUATION PANDÉMIQUE COVID-19.
PRODUIRE ET DIFFUSER UNE TROUSSE D'INFORMATION PORTANT SUR LES DIVERS MÉCANISMES D'INTERVENTIONS CONCERTÉES VISANT À PRÉVENIR LES RISQUES D'HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE A ÉTÉ RETARDÉE PAR LA SITUATION PANDÉMIQUE COVID-19. UN ARRIMAGE SERA À FAIRE AVEC LE SCF EN LIEN AVEC L'APPEL DE PROJETS POUR LES CELLULES D'INTERVENTION RAPIDE.

**P.119 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.**

<b>FORMATION, CONFÉRENCE, ATELIER, JOURNÉE D'ACTIVITÉ, ACTIVITÉ DE DÉVELOPPEMENT, SOMMET, CONGRÈS OU AUTRE ACTIVITÉ</b>	<b>LIEU</b>	<b>COÛT (\$)</b>	<b>DATE(S)</b>	<b>NOMBRE DE PARTICIPANTS</b>	<b>NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME OFFRANT LA FORMATION</b>
ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE	CLASSE VIRTUELLE	0	1 <sup>ER</sup> AVRIL 2021	1	JURIPOP
PRÉPARATION À LA RETRAITE	CLASSE VIRTUELLE	2 700	3 AVRIL AU 20 SEPTEMBRE 2021	10	RETRAITE QUÉBEC
LA PROFESSION À L'HEURE DE LA PANDÉMIE	CLASSE VIRTUELLE	48	3 AVRIL 2021	16	BARREAU DU QUÉBEC
FORMATION SUR LA CYBERSÉCURITÉ	CLASSE VIRTUELLE	0	3 AVRIL 2021	7	MINISTÈRE IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION
ACTIVITÉ DE RECHERCHE – THÈSE 8	CLASSE VIRTUELLE	1 445	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
MICROPROGRAMME EN LÉGISTIQUE II	CLASSE VIRTUELLE	1 524	3 AVRIL 2021	4	UNIVERSITÉ LAVAL
MICROPROGRAMME EN LÉGISTIQUE I	CLASSE VIRTUELLE	407	3 AVRIL 2021	3	UNIVERSITÉ LAVAL
MICROPROGRAMME EN LÉGISTIQUE III	CLASSE VIRTUELLE	2 082	3 AVRIL 2021	5	UNIVERSITÉ LAVAL
FONDEMENTS EN GESTION DE LA SÉCURITÉ/SANTÉ ET INTRODUCTION À LA NÉGOCIATION	CLASSE VIRTUELLE	587	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
DROITS FONDAMENTAUX	CLASSE VIRTUELLE	373	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
DROIT, INFORMATION ET SÉCURITÉ	CLASSE VIRTUELLE	820	3 AVRIL 2021	2	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
PROJET D'INTERVENTION EN ENTREPRISE	CLASSE VIRTUELLE	740	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE DU LANGAGIER	CLASSE VIRTUELLE	363	3 AVRIL 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
MICROPROGRAMME EN LÉGISTIQUE IV	CLASSE VIRTUELLE	970	3 AVRIL 2021	3	UNIVERSITÉ LAVAL
L'ACCÈS À LA JUSTICE PAR LE PRO BONO ET LES CONSIDÉRATIONS DÉONTOLOGIQUES	CLASSE VIRTUELLE	0	3 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
DROIT ADMINISTRATIF - LES DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX	CLASSE VIRTUELLE	68	3 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
ACCOMPAGNEMENT DANS L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE	CLASSE VIRTUELLE	1 305	7 AU 30 AVRIL 2021	1	SYLVIE CÔTÉ

FORMATION CONTINUE DU SOUS-MINISTÉRIAT DES AFFAIRES JURIDIQUES DU MJQ					
FAIRE STRATÉGIQUEMENT SA MARQUE AVEC AUTHENTICITÉ	CLASSE VIRTUELLE	0	6 AVRIL 2021	3	BARREAU DU QUÉBEC
COMMISSION D'ENQUÊTE ET ENQUÊTE ADMINISTRATIVE : COMPRENDRE LES RÈGLES DU JEU	CLASSE VIRTUELLE	0	6 AVRIL 2021	5	BARREAU DU QUÉBEC
TRAVAILLER VÉRITABLEMENT ENSEMBLE	CLASSE VIRTUELLE	0	7 AVRIL 2021	4	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC
LA PROFESSION À L'HEURE DE LA PANDÉMIE : ASPECTS LÉGAUX ET OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR	CLASSE VIRTUELLE	0	7 AVRIL 2021 14 AVRIL 2021	9	BARREAU DU QUÉBEC
INTRODUCTION AU DROIT DU HANDICAP	CLASSE VIRTUELLE	0	7 AVRIL 2021	4	BARREAU DU QUÉBEC
TRAVAIL DÉCENT : NON AU HARCÈLEMENT ET À LA VIOLENCE	CLASSE VIRTUELLE	0	7 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
INTRODUCTION AU DROIT DE L'IMMIGRATION – VOLET 1	CLASSE VIRTUELLE	0	7 AVRIL 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
COMMENT NÉGOCIER AVEC LES PERSONNALITÉS DIFFICILES	CLASSE VIRTUELLE	0	7 AVRIL 2021 8 JUIN 2021 19 AOÛT 2021	15	BARREAU DU QUÉBEC
COMMENT PROCÉDER DEVANT LE TAQ	CLASSE VIRTUELLE	0	8 AVRIL 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
MULTICULTURALISME AU TRAVAIL : COMPRENDRE LA RÉALITÉ DE VOS COLLÈGUES	CLASSE VIRTUELLE	0	8 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
LA COMMUNICATION EFFICACE : ÉVITER LES PERCEPTIONS ERRONÉES	CLASSE VIRTUELLE	0	8 AVRIL 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
EXCEL	CLASSE VIRTUELLE	733	8 AVRIL 2021 11 MAI 2021	4	VERSALYS
24 <sup>TH</sup> ANNUAL CONSTITUTIONAL CASES CONFERENCE	CLASSE VIRTUELLE	0	9 AVRIL 2021	7	OSGOODE HALL LAW SCHOOL
SÉCURITÉ 2021 DANS LE CADRE DE LA SEMAINE NUMÉRIQUE	CLASSE VIRTUELLE	1 121	9 AVRIL 2021	5	QUÉBEC NUMÉRIQUE
GESTION DES RISQUES EN GESTION DE PROJET	CLASSE VIRTUELLE	200	9 AVRIL 2021	1	GP QUÉBEC
L'INTERVENTION DE L'AVOCAT À L'HEURE NUMÉRIQUE DANS UNE SALLE VIRTUELLE	CLASSE VIRTUELLE	0	9 AVRIL 2021	5	BARREAU DU QUÉBEC

À L'AIDE, MA POLITIQUE DE HARCÈLEMENT PRENDS LA POUSSIÈRE	CLASSE VIRTUELLE	0	9 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
CERCLE DES JEUNES LEADERS	CLASSE VIRTUELLE	0	9 AVRIL 2021 16 AVRIL 2021 7 MAI 2021 14 MAI 2021 18 JUIN 2021 10 SEPTEMBRE 2021 24 SEPTEMBRE 2021 15 OCTOBRE 2021 29 OCTOBRE 2021 2 NOVEMBRE 2021	2	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
C-46 ET LES FACULTÉS AFFAIBLIES PAR LES DROGUES	CLASSE VIRTUELLE	0	9 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
SE PRÉPARER À UNE INSPECTION PROFESSIONNELLE	CLASSE VIRTUELLE	0	9 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
WEBINAIRE TRAVAILLER ENSEMBLE	CLASSE VIRTUELLE	0	12 AVRIL 2021	1	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE LEADER	CLASSE VIRTUELLE	0	14 AVRIL 2021	2	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
GESTION STRATÉGIQUE DE PORTEFEUILLE DE PROJETS	CLASSE VIRTUELLE	336	14 AVRIL 2021	1	GP QUÉBEC
FORMATION EXCEL DE BASE	CLASSE VIRTUELLE	736	15 AVRIL AU 10 JUIN 2021	4	AFI EXPERTISE
AUDITER LA GOUVERNANCE DE PROJET	CLASSE VIRTUELLE	322	16 AVRIL 2021	2	INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES DU CANADA
IMPACT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET COMMUNICATION	CLASSE VIRTUELLE	0	19 AVRIL 2021	15	UNIVERSITÉ LAVAL
GESTION INFORMATISÉE DE PROJETS AVEC MS PROJECT	CLASSE VIRTUELLE	700	19 AVRIL 2021	1	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL
FORMATION DE PERFECTIONNEMENT EN FRANÇAIS	CLASSE VIRTUELLE	7 870	20 AVRIL AU 21 JUIN 2021	69	COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE TROIS-RIVIÈRES
LA FACE CACHÉE DES NOMS DE DOMAINE	CLASSE VIRTUELLE	0	21 AVRIL 2021	1	ROBIC, S.E.N.C.R.L./LLP
MS531F - PASSER D'UTILISATEUR À SUPERUTILISATEUR SHAREPOINT 2013 / 2016	CLASSE VIRTUELLE	860	21 AVRIL 2021	1	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL

NOTARIAT : PERSONNE, FAMILLE ET SUCCESSION	CLASSE VIRTUELLE	0	22 AVRIL 2021	1	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC
FATIGUE NUMÉRIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	22 AVRIL 2021	2	GLOBAL WATCH
LE NOTAIRE À DISTANCE DES PARTIES	CLASSE VIRTUELLE	0	23 AVRIL 2021	3	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DU TRAVAIL 2021	CLASSE VIRTUELLE	350	23 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE, 1 COURS E21	CLASSE VIRTUELLE	442	26 AVRIL 2021	1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
DROITS, RÉALITÉS AUTOCHTONES ET COMPÉTENCES CULTURELLES POUR LES AVOCATS	CLASSE VIRTUELLE	0	28 AVRIL 2021	4	BARREAU DU QUÉBEC
ÉCRITURE STRATÉGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	2 300	22 AVRIL	18	ACTI-COM INC.
ÉCRITURE STRATÉGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	2 300	29 AVRIL	16	ACTI-COM INC.
CES AVOCATS QUI EN FONT TROP ET LEUR BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	30 AVRIL 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
SUCCESSION: PIÈGES ET SOLUTIONS	CLASSE VIRTUELLE	0	30 AVRIL 2021	1	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC
MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE (GESTIONNAIRE)	CLASSE VIRTUELLE	492	1 <sup>ER</sup> MAI 2021	1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
ACCOMPAGNEMENT DANS L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE FORMATION CONTINUE DU SOUS-MINISTÉRIAT DES AFFAIRES JURIDIQUES DU MJQ	CLASSE VIRTUELLE	1 450	3 MAI AU 26 MAI 2021	1	SYLVIE CÔTÉ
LA CYBERSÉCURITÉ À L'HEURE DE L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE	CLASSE VIRTUELLE	410	3 MAI 2021	3	ACFAS
CONSULTATION DANS LES ORGANISATIONS	2345, ALLÉE DES BIBLIOTHÈQUES, QUÉBEC	325	3 MAI 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
IDENTITÉ PROFESSIONNELLE ET GESTION DE CARRIÈRE	2345, ALLÉE DES BIBLIOTHÈQUES, QUÉBEC	325	3 MAI 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	CLASSE VIRTUELLE	0	4 MAI 2021	26	OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
REDDITION DE COMPTES	CLASSE VIRTUELLE	0	4 MAI 2021	1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
LE « BLOCKCHAIN » ET LES ACTIFS INTANGIBLES : ENTRE OPPORTUNITÉS ET DÉFIS	CLASSE VIRTUELLE	150	4 MAI 2021	2	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : QUELS SONT LES VÉRITABLES	CLASSE VIRTUELLE	86	6 MAI 2021	3	IGF-QUÉBEC

IMPACTS ET ENJEUX SUR LES SERVICES PUBLICS ?					
EXCEL : GRAPHIQUES ET TABLEAUX CROISÉS DYNAMIQUES	CLASSE VIRTUELLE	600	7 MAI 2021	2	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL
SURVOL DES NORMES COMPTABLES DU SECTEUR PUBLICS	CLASSE VIRTUEL	0	11 MAI 2021	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES
CERTIFICAT EN CYBERSÉCURITÉ DES RÉSEAUX INFORMATIQUES	CLASSE VIRTUELLE	447	11 MAI 2021	1	POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
LES TRIBUNAUX HYBRIDES – NOUVEAU MODE OPÉRATOIRE	CLASSE VIRTUELLE	0	12 MAI 2021	1	INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
AGILITÉ ET ÉQUILIBRE EN TÉLÉTRAVAIL	CLASSE VIRTUELLE	350	12 MAI 2021	2	FORUM DES JEUNES
ATELIER PAGL	CLASSE VIRTUELLE	0	26 AVRIL AU 21 OCTOBRE 2021	2	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
L'ÉTAT DU QUÉBEC ET SON FONCTIONNEMENT	CLASSE VIRTUELLE	0	12 MAI 2021 14 JUIN 2021	4	CONTRÔLEUR DES FINANCES
ÉTHIQUE ET COURTOISIE: SE COMPORTER PROFESSIONNELLEMENT EN TOUT TEMPS	CLASSE VIRTUELLE	113	15 MAI 2021	9	BARREAU DU QUÉBEC
PASSER DE L'AFFRONTMENT À LA COLLABORATION	CLASSE VIRTUELLE	0	18 MAI 2021	5	BARREAU DU QUÉBEC
RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE	CLASSE VIRTUELLE	0	18 MAI 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
ÉMOJIS, ÉMOTICÔNES ET AUTRES PICTOGRAMMES : QU'EN DISENT LES TRIBUNAUX ?	CLASSE VIRTUELLE	25	18 MAI 2021	3	FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC
ÊTRE GESTIONNAIRE D'ÉQUIPE À DISTANCE ET HYBRIDE	CLASSE VIRTUELLE	180	18 MAI 2021	6	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT
SUIVI DES DOSSIERS MINISTÉRIELS	CLASSE VIRTUELLE	0	19 MAI 2021	1	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
WEBINAIRE DÉVELOPPER SON INFLUENCE ET SON RÉSEAU	CLASSE VIRTUELLE	0	20 MAI 2021	2	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC
LA RÉFÉRENCE, UN OUTIL DE RECHERCHE JURIDIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	20 MAI 2021	145	THOMSON REUTERS
FORMATION EXCEL INTERMÉDIAIRE	CLASSE VIRTUELLE	250	27 MAI AU 2 JUIN 2021	4	AFI EXPERTISE
LA QUÉRULENCE : APPRENDRE À DÉCELER ET À COMPOSER AVEC LES PLAIDEURS QUÉRULENTS	CLASSE VIRTUELLE	0	20 MAI 2021 21 SEPTEMBRE 2021 25 NOVEMBRE 2021	3	BARREAU DU QUÉBEC
INFONUAGIQUE : DISSIPER LE BROUILLARD DÉONTOLOGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	48	25 MAI 2021	5	BARREAU DU QUÉBEC

GOUVERNANCE, CRÉATION DE VALEUR ET INNOVATION	CLASSE VIRTUELLE	605	25 MAI 2021	1	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC
COMMENT AIDER LE CLIENT DÉSTABILISÉ À CONSIDÉRER LE MODE APPROPRIÉ DE RÈGLEMENT DES DIFFÉREND	CLASSE VIRTUELLE	0	26 MAI 2021	4	BARREAU DU QUÉBEC
ITIL 4 - FONDAMENTAUX	CLASSE VIRTUELLE	1 845	26 MAI 2021	1	AFI EXPERTISE
SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES NOTAMMENT EN MATIÈRE DE CYBERDÉFENSE	CLASSE VIRTUELLE	0	26 MAI 2021	2	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
LE MANDAT ET LE PLAN D'ÉVALUATION	CLASSE VIRTUELLE	0	28 MAI 2021	3	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME
PRENDRE SOIN DE SA SANTÉ MENTALE EN MILIEU DE TRAVAIL	CLASSE VIRTUELLE	224	31 MAI 2021	3	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT
LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC EN ÉVOLUTION: BIEN PLUS QU'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF	CLASSE VIRTUELLE	0	31 MAI 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
FORMATION DE PERFECTIONNEMENT EN FRANÇAIS	CLASSE VIRTUELLE	8 780	31 MAI AU 15 DÉCEMBRE 2021	79	COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE TROIS-RIVIÈRES
QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE S'INVITE DANS LE MONDE JURIDIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	1 <sup>ER</sup> JUIN 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
FONDEMENTS EN DOTATION	CLASSE VIRTUELLE	294	1 <sup>ER</sup> JUIN 2021	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS : LE RÉGIME EXCLUT-IL DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES ?	CLASSE VIRTUELLE	200	1 <sup>ER</sup> JUIN 2021	1	FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC
RÉUSSIR LE CHANGEMENT	CLASSE VIRTUELLE	72	1 <sup>ER</sup> JUIN 2021	1	ESSEC BUSINESS SCHOOL
ADMINISTRATION JURIDIQUE - PROCÉDURES CONTENTIEUSES AU PERSONNEL DE SOUTIEN DES CONTENTIEUX DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL	CLASSE VIRTUELLE	4 992	1 <sup>ER</sup> JUIN AU 30 JUIN 2021	12	LAFORTUNE LÉGAL INC
ACCOMPAGNEMENT DANS L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE	CLASSE VIRTUELLE	1 088	2 ET 7 JUIN 2021	2	SYLVIE CÔTÉ

FORMATION CONTINUE DU SOUS-MINISTÉRIAT DES AFFAIRES JURIDIQUES DU MJQ					
ACTIVER LES LEVIERS DE LA MOTIVATION	CLASSE VIRTUELLE	207	2 JUIN 2021	1	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT
SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES NOTAMMENT EN MATIÈRE DE CYBERDÉFENSE	CLASSE VIRTUELLE	0	2 JUIN 2021	1	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
2021 CAN-TECH LAW SPRING SERIES	CLASSE VIRTUELLE	75	2 JUIN 2021	1	ASSOCIATION CANADIENNE DU DROIT DE LA TECHNOLOGIE
DÉVELOPPEMENT RRSPT-2021	CLASSE VIRTUELLE	489	2 JUIN 2021	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL
LE LANGAGE CLAIR: DÉVELOPPER L'ART DE SE FAIRE COMPRENDRE	CLASSE VIRTUELLE	0	2 JUIN 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE LA CONSTRUCTION 2021	CLASSE VIRTUELLE	495	4 JUIN 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
CYBERJUSTICE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : PERSPECTIVES JURIDIQUE	CLASSE VIRTUELLE	732	7 JUIN 2021	2	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
LA FRAUDE DANS LES ÉTATS FINANCIERS	CLASSE VIRTUELLE	0	8 JUIN 2021	1	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC
NORMES COMPTABLES APPLICABLE DANS LE SECTEUR PUBLIC	CLASSE VIRTUELLE	0	10 JUIN 2021	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES
METTRE EN PLACE ET MAINTENIR UN PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ	CLASSE VIRTUELLE	1 997	14 JUIN 2021	2	CRISE ET RÉSILIENCE
PROGRAMME LEADERSHIP	CLASSE VIRTUELLE	4 633	14 JUIN 2021	19	MINISTÈRE DE LA JUSTICE
L'ACTION MUNICIPALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	14 JUIN 2021	8	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION
LES NOUVEAUX ENJEUX DE LA VACCINATION EN MILIEU DE TRAVAIL	CLASSE VIRTUELLE	200	15 JUIN 2021	3	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
LCOP – COMMENT CONCILIER CONCURRENCE DANS LE MARCHÉ ET RECHERCHE DE QUALITÉ DANS VOS DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES	CLASSE VIRTUELLE	0	15 JUIN 2021	8	ÉDILEX INC.
ADOPTION INTRAFAMILIALE	CLASSE VIRTUELLE	0	16 JUIN 2021	1	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ATELIER-CONFÉRENCE SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE	CLASSE VIRTUELLE	0	16 JUIN 2021	1	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE

REMODELER L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE : PRINCIPES D'INNOVATION ET OBSTACLES	CLASSE VIRTUELLE	0	16 JUIN 2021	2	INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
IDENTITÉ NUMÉRIQUE AU CANADA: QUELLES PERSPECTIVES ET APPLICATIONS POSSIBLES?	CLASSE VIRTUELLE	0	16 JUIN 2021	3	NUMANA
TRAVAIL EN AFFAIRES AUTOCHTONES ET LES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	17 JUIN 2021	2	SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
UN AN DE COVID-19: REVUE JURISPRUDENTIELLE EN DROIT DU TRAVAIL	CLASSE VIRTUELLE	325	21 JUIN 2021	5	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE ÉPOUX	CLASSE VIRTUELLE	136	21 JUIN 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
LE CONTRAT DE VIE COMMUNE: CE DOCUMENT QUE PERSONNE NE VEUT SIGNER	CLASSE VIRTUELLE	96	21 JUIN 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
LA VALIDITÉ ET LA FINALITÉ DES CONVENTIONS	CLASSE VIRTUELLE	168	21 JUIN 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
INFRACTION SEXUELLE	CLASSE VIRTUELLE	0	22 JUIN 2021	1	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
REGARD CHANGEANT LE JURIDIQUE À L'ÈRE DE L'UNIVERS NUMÉRIQUE ET DES MÉDIAS SOCIAUX	CLASSE VIRTUELLE	0	30 JUIN 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ IMPOSÉE À L'AVOCAT N'EST PAS LIMITÉE À L'APPLICATION DU PRINCIPE DU SECRET PROFESSIONNEL	CLASSE VIRTUELLE	0	5 JUILLET 2021	4	BARREAU DU QUÉBEC
FORMATION : INTRODUCTION À LA RECHERCHE JURIDIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	8 JUILLET 2021	3	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
RÉDIGEZ DES TEXTES CONCIS	CLASSE VIRTUELLE	0	8 JUILLET 2021	1	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC
DERNIERS DÉVELOPPEMENTS EN DROIT DES AUTOCHTONES	CLASSE VIRTUELLE	0	14 JUILLET 2021	4	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE
COPYRIGHT MASTER CLASS - CLASSE DE MAÎTRE EN MATIÈRE DE DROIT D'AUTEUR	CLASSE VIRTUELLE	795	26 JUILLET 2021	1	UNIVERSITÉ MCGILL

COMPTABILITÉ ET NORMES D'EXERCICE - SE CONFORMER À SES OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES	CLASSE VIRTUELLE	140	26 JUILLET 2021	3	BARREAU DU QUÉBEC
QUAND LA TECHNOLOGIE, L'ÉCONOMIE ET LES ACCORDS INTERNATIONAUX TRANSFORMENT NOTRE PROFESSION	CLASSE VIRTUELLE	0	27 JUILLET 2021 26 NOVEMBRE 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE PROFESSIONNELLE	CLASSE VIRTUELLE	0	29 JUILLET 2021	4	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC
ACCÈS À L'INFORMATION : DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS À LA LUMIÈRE DU PROJET DE LOI 64	CLASSE VIRTUELLE	770	3 AOÛT 2021	2	WOLTERS KLUWER CANADA LIMITÉE
EXCEL : DÉVELOPPER DES HABILITÉS EN GESTION PÉDAGOGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	3 AOÛT 2021 11 AOÛT 2021	2	APOP
CERTIFICAT EN CYBERSÉCURITÉ DES RÉSEAUX INFORMATIQUES	CLASSE VIRTUELLE	1 584	30 AOÛT 2021	1	POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
DOSSIER SPÉCIAL CDPDJ	CLASSE VIRTUELLE	0	24 AOÛT 2021 25 AOÛT 2021	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE
LÉGALISATION DU CANNABIS : IMPACT SUR LE DROIT LOCATIF	CLASSE VIRTUELLE	0	25 AOÛT 2021	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE
SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES NOTAMMENT EN MATIÈRE DE CYBERDÉFENSE	CLASSE VIRTUELLE	0	25 AOÛT 2021 28 OCTOBRE 2021	2	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
REFONTE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT	CLASSE VIRTUELLE	0	26 AOÛT 2021 31 AOÛT 2021	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE
MISSION D'AUDIT	CLASSE VIRTUELLE	0	27 AOÛT 2021	1	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES : PRATIQUES ET STRATÉGIES	UNIVERSITÉ LAVAL	383	27 AOÛT 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
GESTION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES EN ORGANISATION	UNIVERSITÉ LAVAL	383	27 AOÛT 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE, 1 COURS A21	555, BOULEVARD CHAREST, QUÉBEC	442	30 AOÛT 2021	1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
DRT-7050 : DROIT, TERRITOIRE ET PEUPLES AUTOCHTONES	UNIVERSITÉ LAVAL	386	30 AOÛT 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL

ACCOMPAGNEMENT DANS L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE FORMATION CONTINUE DU SOUS-MINISTÉRIAT DES AFFAIRES JURIDIQUES	CLASSE VIRTUELLE	435	31 AOÛT 2021	4	SYLVIE CÔTÉ
GÉREZ ET INSPIREZ EN MODE TRAVAIL HYBRIDE POUR ASSUMER L'ENGAGEMENT DE VOS ÉQUIPES	CLASSE VIRTUELLE	17 500	31 AOÛT 2021 AU 16 DÉCEMBRE 2021	84	LORD COMMUNICATION MANAGÉRIALE INC.
CERTIFICAT EN GESTION DES TECHNOLOGIES D'AFFAIRES	CLASSE VIRTUELLE	738	31 AOÛT 2021	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
OFFICE 365 - ONE NOTE	CLASSE VIRTUELLE	134	1 <sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2021	1	VERSALYS
MAÎTRISE EN PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS AVEC ESSAI	CLASSE VIRTUELLE	582	1 <sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2021	1	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
FORMATION EN GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES 3DL - CAPSULES SUR LE TROIS LIGNES DE DÉFENSE	CLASSE VIRTUELLE	0	1 <sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2021	11	MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES (DRT-1725) - NORMES INTERNATIONALES, RÉGIONALES ET DROIT CANADIEN SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES	UNIVERSITÉ LAVAL	387	1 <sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
RÉVISION LINGUISTIQUE - FRN-1103	CLASSE VIRTUELLE	377	1 <sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
CERTIFICAT EN COMPTABILITÉ GÉNÉRALE	CENTRE D'ÉTUDES DE ST-CONSTANT	610	7 SEPTEMBRE 2021	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ: LES DÉFIS AU QUOTIDIEN	CLASSE VIRTUELLE	37	8 SEPTEMBRE 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
RENDEZ-VOUS DE LA PROCÉDURE CIVILE : OÙ EN SOMMES-NOUS EN 2021 ?	CLASSE VIRTUELLE	732	8 SEPTEMBRE 2021	3	BARREAU DU QUÉBEC
EXCEL 2013 - MAÎTRISE DES FONDAMENTAUX	CLASSE VIRTUELLE	189	8 SEPTEMBRE 2021	3	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL
FORMATION SUR L'APPROCHE COACHING POUR LES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET AUX GESTIONNAIRES-COACH	CLASSE VIRTUELLE	9 490	8 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE 2021	44	ERICKSON QUÉBEC
CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT / ÉDITION SPÉCIALE /	CLASSE VIRTUELLE	0	10 SEPTEMBRE 2021	129	BARREAU DU QUÉBEC

POUVOIRS ET CONTREPOUVOIRS EN TEMPS DE CRISE : DISCUSSION					
L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	2 300	14 ET 15 SEPTEMBRE 2021	9	ACTI-COM
NEUROSCIENCES ET HABILITÉS DE COMMUNICATION	CLASSE VIRTUELLE	0	15 SEPTEMBRE 2021	1	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
FORMATION SUR LA COMMUNICATION	CLASSE VIRTUELLE	0	15 SEPTEMBRE 2021	1	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
CONTEXTE JURIDIQUE DE LA PRATIQUE ET GESTION DE BUREAU	CLASSE VIRTUELLE	811	15 SEPTEMBRE 2021	1	ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC
LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE LA FAMILLE	CHÂTEAU LAURIER, QUÉBEC CLASSE VIRTUELLE	4 950	17 SEPTEMBRE 2021 7 JANVIER 2022	10	BARREAU DU QUÉBEC
REGARD SUR LE RÔLE DE L'AVOCAT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	21 SEPTEMBRE 2021	5	BARREAU DU QUÉBEC
BIG BROTHER ET LA GESTION DE VOS RESSOURCES HUMAINES	CLASSE VIRTUELLE	100	23 SEPTEMBRE 2021	1	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
APPROFONDIR VOS CONNAISSANCES DU MANDAT DU CURATEUR PUBLIC	CLASSE VIRTUELLE	0	23 SEPTEMBRE 2021	8	CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC
APPROFONDIR VOS CONNAISSANCES DU MANDAT DES CURATEURS DÉLÉGUÉS	CLASSE VIRTUELLE	0	23 SEPTEMBRE 2021	2	CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC
FORMATION – ÉVALUATION DE PROGRAMME	CLASSE VIRTUELLE	0	21 SEPTEMBRE 2021 28 SEPTEMBRE 2021	7	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
LA MÉDIATION: POURQUOI ? QUAND ? COMMENT ? ET LES BÉNÉFICES ?	CLASSE VIRTUELLE	0	24 SEPTEMBRE 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE POUR TOUS : LES MARQUES DE COMMERCE ET LE DROIT D'AUTEUR	CLASSE VIRTUELLE	84	25 SEPTEMBRE 2021	5	BARREAU DU QUÉBEC
LE DÉCORUM LORS DES AUDIENCES VIRTUELLES	CLASSE VIRTUELLE	139	27 SEPTEMBRE 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
FORMATION: ADOBE ACROBAT - CRÉATION DE DOCUMENT PDF	CLASSE VIRTUELLE	2 880	28 AU 30 SEPTEMBRE 2021	20	GROUPE EDGENDA INC.
SALON CONNEXION - LE SOMMET SUR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	CLASSE VIRTUELLE	225	28 SEPTEMBRE 2021	4	GROUPE CONTEX INC.
COLLOQUE SUR LES PRÉVISIONS SALARIALES 2022	CLASSE VIRTUELLE	120	28 SEPTEMBRE 2021	1	CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX : ENJEUX ET OPPORTUNITÉS JURIDIQUES	CLASSE VIRTUELLE	150	28 SEPTEMBRE 2021	6	FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC
CONDUITE DE RÉUNIONS EFFICACES	CLASSE VIRTUELLE	3 360	29 SEPTEMBRE 2021 6 OCTOBRE 2021	26	ISARTA INC.
FORMATION SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES	CLASSE VIRTUELLE	0	30 SEPTEMBRE 2021 3 NOVEMBRE 2021	28	SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
POWER BI	CLASSE VIRTUELLE	400	1 <sup>ER</sup> OCTOBRE 2021 30 NOVEMBRE 2021	1	CFO MASQUÉ
CONVENTION ENTRE ACTIONNAIRES 101: LES ESSENTIELS	CLASSE VIRTUELLE	0	1 <sup>ER</sup> OCTOBRE 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
FORMALISME DE L'ACTE NOTARIÉ	CLASSE VIRTUELLE	0	5 OCTOBRE 2021 6 OCTOBRE 2021 21 OCTOBRE 2021	17	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC
MIT PROFESSIONNAL – TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	CLASSE VIRTUELLE	8 392	5 OCTOBRE 2021	1	MIT
LES ENJEUX DES CHANGEMENTS LÉGISLATIFS ET JURISPRUDENTIELS SUR VOS PRATIQUES PROFESSIONNELLES EN PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	CLASSE VIRTUELLE	79	6 OCTOBRE 2021	1	ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS EN ACCÈS À L'INFORMATION ET EN PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE
REVUE DE LA JURISPRUDENCE EN AMÉNAGEMENT ET URBANISME	CLASSE VIRTUELLE	75	8 OCTOBRE 2021	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN
COLLOQUE CYBERSÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	CLASSE VIRTUELLE	1 625	7 OCTOBRE 2021	7	POINT EN ADMINISTRATION SANTÉ
COLLOQUE EN DROIT CRIMINEL 2021	CLASSE VIRTUELLE	495	7 OCTOBRE 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
MONDE DU TRAVAIL : NOUVELLE NORMALITÉ OU MEILLEURE NORMALITÉ ?	CLASSE VIRTUELLE	250	7 OCTOBRE 2021	7	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC
RECHERCHE ET INTERPRÉTATION DES PLUMITIFS	CLASSE VIRTUELLE	236	13 OCTOBRE 2021	1	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
POWER POINT	CLASSE VIRTUELLE	146	14 OCTOBRE 2021	1	VERSALYS
DROIT DE L'ASSURANCE DU POINT DE VUE DU CONSOMMATEUR	CLASSE VIRTUELLE	0	14 OCTOBRE 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
LA GESTION ÉLECTRONIQUE DES DOCUMENTS DANS UN	CLASSE VIRTUELLE	160	14 OCTOBRE 2021	1	ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC

ENVIRONNEMENT WINDOWS 2010 ET OFFICE					
PRÉPARATION À LA RETRAITE	CLASSE VIRTUELLE	2 400	12 OCTOBRE AU 14 DÉCEMBRE 2021	8	RETRAITE QUÉBEC
SECOURISME EN MILIEU DE TRAVAIL	230, RUE SIMÉON DELISLE, PORTE 101, PORTNEUF	250	18 OCTOBRE 2021	2	FORMATION PRÉVENTION SECOURS INC.
10 ANS PLUS TARD – LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET LES SUITES DE LA COMMISSION CHARBONNEAU	CLASSE VIRTUELLE	900	19 OCTOBRE 2021	10	FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC
CYBERCRIMINALITÉ : REVUE DE LA JURISPRUDENCE	CLASSE VIRTUELLE	0	19 OCTOBRE 2021 2 NOVEMBRE 2021 4 NOVEMBRE 2021 11 NOVEMBRE 2021 16 NOVEMBRE 2021 18 NOVEMBRE 2021	9	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AMÉLIOREZ VOS RELATIONS PARENT-ENFANT ET PARENT-ADOLESCENT	CLASSE VIRTUELLE	2 783	20 OCTOBRE 2021	276	ACADÉMIE IMPACTS
PUBLIC NUMÉRIQC	CLASSE VIRTUELLE	650	20 OCTOBRE 2021 26 OCTOBRE 2021	23	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉCOLE DES POURSUIVANTS	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE	0	21 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2021	11	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
COLLOQUE NATIONAL SUR L'ACTION COLLECTIVE 2021	CLASSE VIRTUELLE	667	21 OCTOBRE 2021	3	BARREAU DU QUÉBEC
LA STVE DU SEAO	CLASSE VIRTUELLE	0	21 OCTOBRE 2021 28 OCTOBRE 2021	3	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
MS-VISIO2013-2016 POUR DÉBUTANT	1440, RUE STE-CATHERINE OUEST, MONTRÉAL	147	22 OCTOBRE 2021	1	VERSALYS
LES DÉFIS DE LA MÉDIATION EN LIGNE	CLASSE VIRTUELLE	0	22 OCTOBRE 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
AGILE TOUR	CLASSE VIRTUELLE	54	26 OCTOBRE 2021	14	AGILE QUÉBEC
LE CONTRAT DE DIFFUSION, GRAND OUBLIÉ DES CONTRAT NOMMÉS, 26 OCTOBRE 2021	CLASSE VIRTUELLE	0	26 OCTOBRE 2021	1	ASSOCIATION DES JURISTES POUR L'AVANCEMENT DE LA VIE ARTISTIQUE
LE RÔLE DES AVOCATS DANS LA MÉDIATION ET CRA	CLASSE VIRTUELLE	0	27 OCTOBRE 2021	10	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL
FORMATION GESTIONNAIRE PERFORMANT 1 - S'APPROPRIER SON RÔLE DE GESTION	CLASSE VIRTUELLE	897	27 OCTOBRE 2021	1	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

ATELIER D'ÉVALUATION RAPIDE DE L'IMPACT	CLASSE VIRTUELLE	1 268	27 OCTOBRE 2021	2	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ÉVALUATION
FORMATION CEINTURE NOIRE	CLASSE VIRTUELLE	13 990	28 OCTOBRE 2021	3	CAMPUS LEAN
GESTION AVANCÉE DES DOCUMENTS AVEC MICROSOFT 365	CLASSE VIRTUELLE	2 502	28 OCTOBRE 2021	2	AFI EXPERTISE
UPAC	CLASSE VIRTUELLE	0	29 OCTOBRE 2021	12	UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION
DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DANS UN DOMAINE SPÉCIFIQUE	300, BOULEVARD JEAN LESAGE, QUÉBEC	0	2 NOVEMBRE 2021 4 NOVEMBRE 2021 9 NOVEMBRE 2021 18 NOVEMBRE 2021	4	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
LE POUVOIR EN CONTRÔLE JUDICIAIRE APRÈS L'ARRÊT VAVILOV	CLASSE VIRTUELLE	126	2 NOVEMBRE 2021	2	BARREAU DU QUÉBEC
ACTUALITÉ 2021: UN TOUR D'HORIZON DE LA JURISPRUDENCE DES DERNIERS 18 MOIS	CLASSE VIRTUELLE	0	3 NOVEMBRE 2021	1	FASKEN
RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE : LE CONJOINT DE FAIT DEVRAIT-IL ÊTRE UN HÉRITIER LÉGAL	CLASSE VIRTUELLE	350	3 NOVEMBRE 2021	15	FONDATION DU BARREAU DE QUÉBEC
LEUR ENFANT, SA GROSSESSE: ENJEUX DE LA GESTATION POUR AUTRUI	CLASSE VIRTUELLE	0	3 NOVEMBRE 2021	1	CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ADAPTATION DES JEUNES ET DES FAMILLES À RISQUE
LA MORT D'UN OXYMORE : LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE	CLASSE VIRTUELLE	0	5 NOVEMBRE 2021	1	CENTRE PAUL-ANDRÉ CRÉPEAU DE DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ
BIEN JOUER SON RÔLE-CONSEIL	CLASSE VIRTUELLE	3 700	9 NOVEMBRE 2021	13	UNIVERSITÉ LAVAL
RENDEZ-VOUS DE LA GOUVERNANCE 2021	CLASSE VIRTUELLE	244	10 NOVEMBRE 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
LES PRINCIPES DÉCOULANT DE L'ARRÊT GLADUE	CLASSE VIRTUELLE	0	10 NOVEMBRE 2021	14	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL
LOI MODIFIANT LE DISPOSITIF DE PROTECTION DES PERSONNES: MIEUX PROTÉGER CEUX QUI EN ONT BESOIN	CLASSE VIRTUELLE	0	10 NOVEMBRE 2021	6	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE
EXCEL 2016 - FORMULE COMPLÈTE	CLASSE VIRTUELLE	220	10 NOVEMBRE 2021	1	CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
COBIT 2019 : CADRE DE GOUVERNANCE TI D'ENTREPRISE	CLASSE VIRTUELLE	497	12 NOVEMBRE 2021	1	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
LA MARQUE EMPLOYEUR	CLASSE VIRTUELLE	338	15 NOVEMBRE 2021	1	RB – STRATÉGIES RH
COUR PÉNALE VIRTUELLE	CLASSE VIRTUELLE	0	15 NOVEMBRE 2021	21	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LOI SUR LE DIVORCE: RÉNOVATIONS AU GOÛT DU JOUR (UNE VISITE À 360 DEGRÉS)	CLASSE VIRTUELLE	325	15 NOVEMBRE 2021	3	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
REVUE DE DÉCISIONS RÉCENTES DES TRIBUNAUX ET DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS	CLASSE VIRTUELLE	0	16 NOVEMBRE 2021	6	ÉDILEX INC.
FORMATION LOI 1 %	CLASSE VIRTUELLE	0	16 NOVEMBRE 2021	1	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
CLIENTÈLE DIFFICILE ET VULNÉRABLE	CLASSE VIRTUELLE	0	16 NOVEMBRE 2021	3	CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
ORGANISMES MUNICIPAUX - DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE D'APPELS D'OFFRES ET DE CONTRATS PUBLICS	CLASSE VIRTUELLE	0	17 NOVEMBRE 2021	1	ÉDILEX INC.
COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT	CLASSE VIRTUELLE	2 575	17 NOVEMBRE 2021	1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
DÉCUPLEZ VOTRE EFFICACITÉ PAR LA PRATIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	17 NOVEMBRE 2021 23 NOVEMBRE 2021	4	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE
INTRODUCTION À L'INFONUAGIQUE - VOLET TECHNOLOGIQUE ET APPLICATIF DE L'INFONUAGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	400	17 NOVEMBRE 2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL
AUDIT DE PERFORMANCE	CLASSE VIRTUELLE	0	17 NOVEMBRE 2021	9	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC
10 ASTUCES POUR ACQUÉRIR UNE MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE JURIDIQUE EFFICACE	CLASSE VIRTUELLE	144	18 NOVEMBRE 2021	1	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN ENQUÊTES INTERNES ET RÉGLEMENTAIRES 2021	CLASSE VIRTUELLE	742	18 NOVEMBRE 2021	3	BARREAU DU QUÉBEC
L'INFORMATION ET LA DOCUMENTATION JURIDIQUES AU QUÉBEC, DU MANUSCRIT À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	HÔTEL DU PARLEMENT	0	19 NOVEMBRE 2021	4	BARREAU DU QUÉBEC
HACKFEST 2021: CONFÉRENCES & CTF	CLASSE VIRTUELLE	200	19 NOVEMBRE 2021	4	HACKFEST
LES 6 GRANDS PRINCIPES DE LA COMMUNICATION CLAIRE DU DROIT ET RÉDACTION DE COURRIELS CLAIRS ET EFFICACES	CLASSE VIRTUELLE	4 986	23 NOVEMBRE 2021	38	ÉDUCALOI

LA GESTION DES RISQUES	CLASSE VIRTUELLE	408	24 NOVEMBRE 2021	1	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC
HTML5: STRUCTURER UNE PAGE WEB	CLASSE VIRTUELLE	855	24 NOVEMBRE 2021	1	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL
LES DIX FAUX-PAS LES PLUS FRÉQUENTS DES AVOCATS	CLASSE VIRTUELLE	0	24 NOVEMBRE 2021	6	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL
FORMATION AU SUJET DE LA COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	CLASSE VIRTUELLE	0	25 NOVEMBRE 2021	1	COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES
FORMATION – PLAN DE DÉLÉGATION	CLASSE VIRTUELLE	0	25 NOVEMBRE 2021 30 NOVEMBRE 2021 14 DÉCEMBRE 2021 16 DÉCEMBRE 2021 19 JANVIER 2022 25 JANVIER 2022	136	MINISTÈRE DE LA JUSTICE
FORMATION ABRÉGÉE SUR L'APPROCHE COACHING POUR LES GESTIONNAIRES-COACH	CLASSE VIRTUELLE	2 230	29 NOVEMBRE 2021	4	ERICKSON QUÉBEC
PROGRAMMATION SQL LES ESSENTIELS	CLASSE VIRTUELLE	860	29 NOVEMBRE 2021	1	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL
L'OBLIGATION DE DÉFENDRE DE L'ASSUREUR RESPONSABILITÉ EN VERTU DE L'ART 2503 CCQ : L'ÉTAT DU DROIT, SUJETS CONNEXES ET CONSIDÉRATIONS	CLASSE VIRTUELLE	55	30 NOVEMBRE 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
GESTION DU TEMPS ET DES PRIORITÉS ET CONDUITE DE RÉUNIONS EFFICACES	CLASSE VIRTUELLE	2 376	2 DÉCEMBRE 2021	24	ISARTA INC.
ABORDER TOUTES LES SITUATIONS DIFFICILES À DISTANCE AVEC SAVOIR-FAIRE ET SAVOIR-ÊTRE	CLASSE VIRTUELLE	6 000	3 DÉCEMBRE AU 17 DÉCEMBRE 2021	111	LORD COMMUNICATION MANAGÉRIALE INC.
CONFÉRENCE – ATELIER PORTANT SUR LA COLLABORATION	CLASSE VIRTUELLE	8 580	6 DÉCEMBRE AU 10 DÉCEMBRE 2021	103	SOLUTIONS BOOSTA INC.
PERSONNALITÉS DIFFICILES : DE L'AFFRONTÉMENT À L'ENGAGEMENT	CLASSE VIRTUELLE	850	6 DÉCEMBRE 2021	1	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL
SÉCURITÉ EN DÉPLACEMENT OU EN TÉLÉTRAVAIL	CLASSE VIRTUELLE	0	6 DÉCEMBRE 2021	14	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
FORMATION SUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ET	CLASSE VIRTUELLE	0	7 DÉCEMBRE 2021	6	MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE

L'APPROBATION DES COMPTES D'HONORAIRES DE NOTAIRE DONNÉE À DES FONCTIONNAIRES					L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS
LE LEADERSHIP, PLUS QU'UNE QUESTION DE CARACTÈRE	CLASSE VIRTUELLE	0	8 DÉCEMBRE 2021	1	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC
CLÉS ET DÉFIS DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DANS LES ORGANISATIONS PUBLIQUES	CLASSE VIRTUELLE	290	8 DÉCEMBRE 2021	17	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC
LES OBJECTIFS À LA PREUVE EN DROIT CIVIL QUÉBÉCOIS	CLASSE VIRTUELLE	73	8 DÉCEMBRE 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC
ANIMER AVEC AISANCE UN ATELIER VISANT À CONVENIR D'UNE CHARTE D'ÉQUIPE	CLASSE VIRTUELLE	475	8 DÉCEMBRE 2021	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL
FILIATION LAW FOR DIVERSE FAMILIES	CLASSE VIRTUELLE	25	8 DÉCEMBRE 2021	11	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL
ASSURANCE SÉCURITÉ FOURNISSEUR DANS UN CONTEXTE INFONUAGIQUE	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE	860	9 DÉCEMBRE 2021	2	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
COACHER AU QUOTIDIEN	CLASSE VIRTUELLE	408	9 DÉCEMBRE 2021	1	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC
HABILETÉS POLITIQUES DANS LES ORGANISATIONS : SOYEZ UN ACTEUR STRATÉGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	1 695	9 DÉCEMBRE 2021	1	HEC MONTRÉAL
DÉVELOPPEMENT RÉCENT EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT 2021	PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL	990	10 DÉCEMBRE 2021	3	BARREAU DU QUÉBEC
MICROSOFT AZURE ADMINISTRATEUR	1751, RUE DU MARAIS, #300 QUÉBEC	2 040	13 DÉCEMBRE 2021	1	AFI EXPERTISE
JURISDICTION AND PROCEDURE OF THE FEDERAL COURT AND FEDERAL COURT OF APPEAL	CLASSE VIRTUELLE	0	15 DÉCEMBRE 2021	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN
JOURNÉE DU SOUS-MINISTÉRIAT DES AFFAIRES JURIDIQUES	CLASSE VIRTUELLE	5 455	15 DÉCEMBRE 2021	513	EN MODE SOLUTIONS INC.
LA COMMUNICATION DÉMAQUILLÉE	CLASSE VIRTUELLE	95	15 DÉCEMBRE 2021	1	CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
METTRE EN PLACE ET MAINTENIR UN PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ BASÉE SUR LA NORME ISO 22301	CLASSE VIRTUELLE	1 997	29 DÉCEMBRE 2021	1	CRISE ET RÉSILIENCE
VOS HABILETÉS POLITIQUES	CASSE VIRTUELLE	600	11 JANVIER 2022	2	INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES CANADA
PANDÉMIE MONDIALE DE LA COVID-19 : REVUE	CASSE VIRTUELLE	95	11 JANVIER 2022	1	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

JURISPRUDENTIELLE EN DROIT DU TRAVAIL					
ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ D'UN OBJET CONNECTÉ	CLASSE VIRTUELLE	0	13 JANVIER 2022	1	ISACA
INTRODUCTION À L'AUDIT DE LA GESTION DES IDENTITÉS ET ACCÈS	CLASSE VIRTUELLE	150	13 JANVIER 2022	1	INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES CANADA
ULTIMA 2 – GESTION DOCUMENTAIRE	CLASSE VIRTUELLE	8 300	17 ET 19 JANVIER 2022	55	COGINOV
ADMINISTRER MICROSOFT SYSTEM CENTER CONFIGURATION MANAGER	CLASSE VIRTUELLE	2 460	17 JANVIER 2022	1	AFI EXPERTISE
LIRE ET COMPRENDRE LES ÉTATS FINANCIERS D'UNE ENTREPRISE	CLASSE VIRTUELLE	0	19 JANVIER 2022	2	BARREAU DU QUÉBEC
DEVANT LA VIOLENCE, NE FERMEZ PAS LES YEUX	CLASSE VIRTUELLE	0	19 JANVIER 2022	4	BARREAU DU QUÉBEC
LA SYNTHÈSE À L'ÉCRIT, MÉTHODE ET TECHNIQUES	CLASSE VIRTUELLE	0	20 JANVIER 2022	15	ANTI-COM
VICARIOUS LIABILITY DECONFINES PRIVATE LAW	CLASSE VIRTUELLE	0	21 JANVIER 2022	1	CENTRE PAUL-ANDRÉ CRÉPEAU
GESTION INFORMATISÉE DE PROJETS AVEC MS PROJECT	CLASSE VIRTUELLE	700	22 JANVIER 2022	1	TECHNOLOGIA FORMATION CONSEIL
FORMATION LCOP	CLASSE VIRTUELLE	0	25 AU 27 JANVIER 2022	1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
CONFÉRENCE LCCJTI + PREUVE	CLASSE VIRTUELLE	0	25 JANVIER 2022	4	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
MAIN DE MAÎTRE EN DROIT FAMILIAL	CLASSE VIRTUELLE	0	27 JANVIER 2022	3	FONDS D'ASSURANCE DU BARREAU
FORMATION SUR LE TRAVAIL EN AFFAIRES AUTOCHTONES	CLASSE VIRTUELLE	0	27 JANVIER 2022	2	SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
CODE CIVIL ET CHARTE QUÉBÉCOISE INTERACTION ET HARMONIE	CLASSE VIRTUELLE	0	28 JANVIER 2022	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
L'ABC DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DÉMYSTIFIER LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	0	2 FÉVRIER 2022	17	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC
LES PAROLES S'ENVOLENT ET LES ÉCRITS RESTENT	CLASSE VIRTUELLE	0	2 FÉVRIER 2022	14	JEUNE BARREAU DU QUÉBEC
PLANIFICATION STRATÉGIQUE	CLASSE VIRTUELLE	725	3 FÉVRIER 2022	1	CAMPUS LEAN
EXCEL 2016 – FORMULE COMPLÈTE	CLASSE VIRTUELLE	253	4 FÉVRIER 2022	1	CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE LA SANTÉ, SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2022	CLASSE VIRTUELLE	0	4 FÉVRIER 2022	3	BARREAU DU QUÉBEC
LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES	CLASSE VIRTUELLE	780	4 FÉVRIER 2022	2	BARREAU DU QUÉBEC

FORMATION EN GESTION DE PROJET ET GESTION DES RISQUES	1, YONGE STREET, SUITE 180	63	7 FÉVRIER 2022	1	ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION
INTRODUCTION GESTION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	CLASSE VIRTUELLE	454	8 FÉVRIER 2022	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL
JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES RÉCLAMATIONS SUR CONTRATS	CLASSE VIRTUELLE	465	15 FÉVRIER 2022	1	UNIVERSITÉ LAVAL
CODE DE PROCÉDURE CIVILE: TOUR D'HORIZON, UN AN APRÈS LE PROJET LOI 75 AMÉLIORANT ACCESSIBILITÉ ET EFFICACITÉ JUSTICE	CLASSE VIRTUELLE	0	15 FÉVRIER 2022	2	BARREAU DU QUÉBEC
UN PREMIER PAS VERS L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE DU CITOYENS	CLASSE VIRTUELLE	0	16 FÉVRIER 2022	8	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ENJEUX JURIDIQUES RELATIFS À LA LUTTE AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE	CLASSE VIRTUELLE	0	16 FÉVRIER 2022	9	JEUNE BARREAU DU QUÉBEC
VERS UNE RÉFORME DE LA LOI SUR L'EXPROPRIATION	CLASSE VIRTUELLE	0	17 FÉVRIER 2022	2	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN
FORMATION TIREUR ACTIF	CLASSE VIRTUELLE	0	22 FÉVRIER 2022	1	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
LA MÉMOIRE : LA PREMIÈRE OCCASION DE CONVAINCRE ET LA COUR D'APPEL À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE	CLASSE VIRTUELLE	0	23 FÉVRIER 2022	1	BARREAU DU QUÉBEC
LOI MODERNISANT LE RÉGIME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL	CLASSE VIRTUELLE	0	24 FÉVRIER 2022	1	LES AVOCATS LE CORRE & ASSOCIÉS, S.E.N.C.R.L.
RENDEZ-VOUS SUR LE DROIT CARCÉRAL – TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR	CLASSE VIRTUELLE	0	25 FÉVRIER 2022	5	BARREAU DU QUÉBEC

**P.120** POUR 2021-2022, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :

- A. LE DÉLAIS MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
  - B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.
- 

**A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION**

POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE, JEUNESSE, CRIMINELLE ET PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION PQ.42.

**B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES**

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DISPOSE PAS DE L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

**P.121 TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L'INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE :**

- A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION;**
  - B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION;**
  - C. MESURES PRISES EN 2021-2022 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.)**
  - D. SOMMES INVESTIES EN 2021-2022 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**
- 

TOUTES LES RECOMMANDATIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ RÉALISÉES AVANT L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022.

**P.122 ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE.**

**POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L'OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION.

**P.123 ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LES COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER :**

- A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES;**
- B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES;**
- C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION.

**P.124 ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION.**

- A. INDIQUER LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE;**
- B. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE;**
- C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

**P.125 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2021-2022 ET DE CELLES PRÉVUES EN 2022-2023 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.**

<b>DESCRIPTION</b>	<b>2021-2022</b>
<b>FINANCEMENT DES CENTRES D'AIDES AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</b>	25 150 581 \$
<b>FINANCEMENT SOS VIOLENCE CONJUGALE</b>	1 300 982 \$
<b>FINANCEMENT DU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL</b>	777 601 \$
<b>FINANCEMENT CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT</b>	420 700 \$
<b>FINANCEMENT SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE</b>	100 000 \$
<b>INSTAURER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE</b>	2 400 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>30 149 864 \$</b>

**P.126 POUR 2021-2022, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.**

---

CETTE ANNÉE, PARMIS LES 36 INTERPRÈTES SOUS CONTRAT AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 12 SONT QUALIFIÉS CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, SOIT 9 INUITS, 2 INNUS ET 1 ALGONQUIN ET CRI.

**P.127 POUR 2021-2022 ET LES DEUX ANNÉES PRÉCÉDENTES, LE NOMBRE DE TRADUCTEURS COLLABORANT AVEC LE MJQ.**

---

EN 2021-2022, HUIT TRADUCTEURS ONT COLLABORÉ AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DE PLUS, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE FAIT AFFAIRES DIRECTEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE POUR CERTAINS MANDATS DE TRADUCTION.

**P.128 EN DATE DU 31 MARS 2022, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.**

---

**NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT : 36**

- INUIT : 17
- CRI : 10
- INNU : 4
- NASAKPI: 1
- ALGONQUIN : 1
- ALGONQUIN ET CRI : 1
- ATTIKAMEKW : 2

**NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT QUALIFIÉS : 12**

- INUIT : 9
- ALGONQUIN ET CRI : 1
- INNU : 2

**P.129 POUR 2021-2022, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.**

---

LES DÉPLACEMENTS AINSI QUE LES RASSEMBLEMENTS ONT ÉTÉ LIMITÉS PAR LA PANDÉMIE DE LA COVID-19, AUCUNE SÉANCE D'EXAMEN N'A ÉTÉ TENUE.

**P.130 BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2020-2021 ET 2021-2022.**

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L'ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N'EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N'EST INCLUSE AU TABLEAU.

RÉGIONS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
ABITIBI	209 774 \$
ALMA	33 458 \$
ARTHABASKA	15 869 \$
BAIE-COMEAU	67 259 \$
BEUCE	60 812 \$
BEUHARNOIS	58 071 \$
BEDFORD	68 486 \$
BONAVENTURE	172 350 \$
CHARLEVOIX	18 841 \$
CHICOUTIMI	84 324 \$
DRUMMOND	17 648 \$
FRONTENAC	43 928 \$
GASPÉ	93 940 \$
GATINEAU	78 767 \$
IBERVILLE	7 506 \$
JOLIETTE	166 275 \$
KAMOURASKA	172 813 \$
LABELLE	141 571 \$
LAVAL	7 678 \$
LONGUEUIL	18 611 \$
MÉGANTIC	40 760 \$
MINGAN	29 743 \$
MONTMAGNY	44 277 \$
MONTRÉAL	4 244 \$
PONTIAC	22 440 \$
QUÉBEC	88 413 \$
RICHELIEU	28 366 \$
RIMOUSKI	119 410 \$
ROBERVAL	80 305 \$
ROUYN-NORANDA	5 156 \$
SAINT-FRANÇOIS	165 215 \$
SAINT-HYACINTHE	9 450 \$
SAINT-MAURICE	88 483 \$
TÉMISCAMINGUE	45 564 \$
TERREBONNE	72 278 \$
TROIS-RIVIÈRES	40 704 \$
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 422 789 \$</b>

**P.131 LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES LIÉES À CES INFRACTIONS POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE, POUR LES ANNÉES 2020-2021 ET 2021-2022.**

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L'ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N'EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N'EST INCLUSE AU TABLEAU.

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
<b>LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)</b>	<b>145</b>	<b>50 044 \$</b>
7	5	2 100 \$
9	1	450 \$
10(1)	4	2 017 \$
10(2)	1	325 \$
11(1)	1	152 \$
12(1)	7	2 125 \$
14(1)	44	14 300 \$
14(3)	4	1 300 \$
15(1)(d)	9	2 475 \$
15(1)(e)	5	1 375 \$
15(2)	2	550 \$
15.1(1)(a)	7	1 925 \$
15.1(1)(b)	5	1 375 \$
16(1.1)(a)	2	550 \$
24(3)	2	675 \$
5(1)	3	825 \$
5(3)	1	275 \$
5(4)	6	1 925 \$
5(a)	32	14 050 \$
6(b)	4	1 275 \$
<b>LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)</b>	<b>2 358</b>	<b>2 390 564 \$</b>
3	227	82 747 \$
4	7	9 673 \$
5	5	2 697 \$
6	3	1 095 \$
7	20	7 298 \$
8	3	933 \$
9	7	2 555 \$
11	1	365 \$
12	10	3 650 \$
14	119	175 974 \$
15	17	6 529 \$
16	1	690 \$
17	45	37 775 \$
18	20	54 740 \$
19	208	92 525 \$
21	32	28 284 \$
22	1	365 \$
24	4	1 460 \$
25	3	1 095 \$

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
26	72	26 609 \$
27	33	15 395 \$
30	7	2 880 \$
31	3	1 097 \$
32	1	365 \$
33	3	1 095 \$
34	56	118 877 \$
35	1	365 \$
36	1	365 \$
37	1	694 \$
38	134	79 908 \$
39	13	4 745 \$
42	16	9 090 \$
45	15	5 475 \$
46	5	4 440 \$
47	2	5 474 \$
49	12	8 280 \$
52	4	10 948 \$
53	3	1 097 \$
55	2	1 380 \$
57	2	730 \$
59	4	2 435 \$
60	1	5 476 \$
61	2	730 \$
67	2	730 \$
68	17	6 151 \$
69	34	83 919 \$
70	142	521 277 \$
71	195	456 361 \$
73	1	365 \$
74	1	365 \$
87	6	2 519 \$
88	2	732 \$
92	2	732 \$
96	148	55 161 \$
108	1	365 \$
176	1	2 737 \$
1.4	16	5 840 \$
128.6	16	15 280 \$
128.7	5	7 750 \$
12al.1	12	4 382 \$
12al.2	17	6 430 \$
13.1	48	17 845 \$
13.2	4	1 460 \$
13.3	3	1 095 \$
13.5	20	7 300 \$
13.6	7	2 555 \$
17.2	62	22 575 \$
171.4	127	46 299 \$
19.1	3	1 095 \$
20.1	2	730 \$
20al.3	1	365 \$

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
23.1	1	590 \$
25.3	7	2 555 \$
26al.1	5	1 771 \$
3.1	1	365 \$
3.2	1	365 \$
30.1	24	65 688 \$
30.2	7	5 690 \$
30.3	7	4 830 \$
30.4	4	10 948 \$
56al.1	15	18 538 \$
57al.1(1)	216	150 211 \$
57al.1(2)	9	16 449 \$
57al.1(3)	22	15 179 \$
7.1	1	365 \$
7.3	2	730 \$
78.5	1	365 \$
7al.1	4	1 460 \$
7al.3	1	365 \$
9.1	9	3 285 \$
<b>LOI SUR LES DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE-JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC (RLRQ, C. D-13.1)</b>	<b>2</b>	<b>196 \$</b>
36AL.1	2	196 \$
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 505</b>	<b>2 440 804 \$</b>

**P.132 SUIVI DU PLAN D'INVESTISSEMENT DE 500 M\$ DANS L'INFORMATISATION DE LA JUSTICE, PRÉVU AU BUDGET 2021-2022 ET ANNONCÉ LE 24 AVRIL 2018.**

LE DÉPLOIEMENT DES MESURES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE S'EST POURSUIVI EN 2021-2022. CE PLAN PRÉVOIT TROIS AXES :

**1. INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES : CET AXE COMPREND NOTAMMENT :**

- LE PROJET VISANT LA DIVULGATION DE LA PREUVE EN MATIÈRE PÉNALE A ÉTÉ MIS EN PLACE EN AVRIL 2019. DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022, 5 146 CHANGEMENTS DE PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ ONT ÉTÉ REÇUS AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (SUR 54 190 DIVULGATIONS DE PREUVES TRANSMISES), CE QUI CORRESPOND À 9,50 % DE DOSSIERS EN MOINS À JUDICIARISER.
- LE DÉPLOIEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE ET LES CENTRES DE DÉTENTION :
  - L'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION (INSTALLATIONS PERMANENTES) EST COMPLÉTÉE POUR LES ÉTABLISSEMENTS SUIVANTS :
    - SAGUENAY - LAC-ST-JEAN : LES PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI, ALMA ET CHIBOUGAMAU ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL;
    - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : LES PALAIS DE JUSTICE D'AMOS, ROUYN-NORANDA ET VAL-D'OR ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS;
    - CHAUDIÈRE-APPALACHES : LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY ET SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE QUÉBEC.
    - MONTRÉAL : LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL ET DEUX ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION (MONTRÉAL ET RIVIÈRE-DES-PRAIRIES)
    - OUTAOUAIS : LES PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU, MANIWAKI ET CAMPBELL'S BAY ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL
    - BAS-SAINT-LAURENT : LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI
    - GASPÉSIE : LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE
    - ESTRIE : LE PALAIS DE JUSTICE DE GRANBY ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE.
    - MONTÉRÉGIE : LES PALAIS DE JUSTICE DE SOREL ET SAINT-HYACINTHE, L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL-TRACY, LE PALAIS DE JUSTICE DE VALLEYFIELD ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE MONTRÉAL.
- LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL VISANT LA DÉJUDICIARISATION DU TRAITEMENT DE CERTAINES INFRACTIONS. DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 2020, LE PROGRAMME EST DISPONIBLE DANS TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES À LA COUR DU QUÉBEC. DE PLUS, DOUZE COURS MUNICIPALES ONT ÉGALEMENT IMPLANTÉ LE PROGRAMME DEPUIS LE MOIS DE MAI 2020 : LÉVIS, MONTRÉAL, LAVAL, QUÉBEC, MASCOUCHE, REPENTIGNY, SAINT-JÉRÔME, BOISBRIAND, DEUX-MONTAGNES, CHÂTEAUGUAY, SAINTE-ADÈLE ET ROSEMÈRE. LE DÉPLOIEMENT DANS LES COURS MUNICIPALES SE POURSUIVRA EN 2022-2023.
- LA MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE 1 DE JURIDIQC (ANCIENNEMENT LE GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL) S'EST TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2020. LA MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE 2 DE JURIDIQC EST EN COURS. DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021, UNE VERSION DE LA CARTE GÉOLOCALISÉE CONTENANT LES ORGANISMES DE SUPERVISIONS D'ACCÈS, LES MÉDIATEURS ET LES NOTAIRES A ÉTÉ DÉPLOYÉE. DES RESSOURCES EN LIEN AVEC LA VIOLENCE CONJUGALE ET LA VIOLENCE SEXUELLE ONT ÉTÉ AJOUTÉES DANS LE BOTTIN DES RESSOURCES. L'OUTIL D'AIDE À LA COMPLÉTION DE DOCUMENTS A ÉTÉ DÉVELOPPÉ AINSI QUE LE MODULE D'AUTHENTIFICATION À DOUBLE FACTEUR. L'ARBORESCENCE DE CONTENU POUR LE PROCHAIN THÈME PORTANT SUR LES AÎNÉS A ÉTÉ ÉLABORÉE. DES PAGES DE CONTENU ONT ÉTÉ INTÉGRÉES EN CONTINU SUR LE THÈME SÉPARATION ET DIVORCE.

**2. METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :**

LE PROGRAMME LEXIUS VISE À TRANSFORMER L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE JUSTICE, NOTAMMENT PAR LA MISE EN PLACE D'UN PORTAIL OFFRANT DIFFÉRENTS SERVICES EN LIGNE AUX PARTIES IMPLIQUÉES, PAR LA GESTION ET LA MISE À JOUR DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE ET PAR LA GESTION D'UNE AUDIENCE DE FAÇON NUMÉRIQUE.

- DEPUIS AVRIL 2021, LES TRAVAUX DE LA PHASE D'EXÉCUTION DU PROGRAMME LEXIUS SONT DÉBUTÉS POUR LES PROJETS QUI TRAITENT DU DÉPÔT DES ACTES DE PROCÉDURES ET DES DEMANDES DE FAÇON NUMÉRIQUE AINSI QUE DE LA GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE. LES DOSSIERS D'AFFAIRES DES PROJETS VISANT LE SOUTIEN DE L'INSTANCE ET LA GESTION DE L'AUDIENCE NUMÉRIQUE ONT ÉTÉ AUTORISÉS EN OCTOBRE 2021 PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR. LA PHASE D'EXÉCUTION EST DÉBUTÉE POUR CES PROJETS.
- DES RENCONTRES RÉGULIÈRES ET DES ATELIERS DE TRAVAIL ONT EU LIEU AVEC LES PARTENAIRES DE LA JUSTICE AFIN DE PRÉSENTER LA VISION D'AFFAIRES, VALIDER LES PROCESSUS CIBLES ET ASSURER LES ARRIMAGES REQUIS.
  - AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, DE NOMBREUSES RENCONTRES ONT EU LIEU AU NIVEAU DU COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES, DONT L'OBJECTIF EST D'ASSURER LA COHÉRENCE DES SOLUTIONS ENVISAGÉES PAR LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DU PROGRAMME LEXIUS.
  - DES ATELIERS SONT RÉGULIÈREMENT TENUS AVEC DES MEMBRES DE LA MAGISTRATURE AFIN DE S'ASSURER DE L'ADÉQUATION DES BESOINS D'AFFAIRES ÉMIS ET LES SOLUTIONS ENVISAGÉES.

- DEPUIS JANVIER 2022, UN NOUVEAU COMITÉ EST MIS EN PLACE, SOIT LE COMITÉ D'ARRIMAGE LEXIUS AVEC LES PARTENAIRES DE PROXIMITÉ DONT L'OBJECTIF EST D'ASSURER LA COHÉRENCE DES PROCESSUS D'AFFAIRES ET DES SOLUTIONS ENVISAGÉES RELATIVEMENT À LA PHASE 2 DU PROGRAMME LEXIUS QUI SERA LIVRÉE DANS LE PROCHAIN EXERCICE FINANCIER.
- LA PREMIÈRE PHASE DE LEXIUS A ÉTÉ LIVRÉE ET SON DÉPLOIEMENT SE TERMINERA LE 31 MARS 2022. CELLE-CI TOUCHE LA MATIÈRE PÉNALE ET ENTRAÎNE PRINCIPALEMENT DEUX CHANGEMENTS :
  - DES MODIFICATIONS AU GREFFE NUMÉRIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC, DONT LA POSSIBILITÉ POUR LE CITOYEN DE DÉPOSER NUMÉRIQUEMENT UN CHANGEMENT DE PLAIDOYER.
  - LA RÉCEPTION, PAR UN MOYEN TECHNOLOGIQUE, DES DONNÉES, DES CONSTATS D'INFRACTIONS ET D'AUTRES DOCUMENTS AFFÉRENTS, POUR LES CONSTATS EN PROVENANCE DE LA DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, EN VUE DE LES CONSERVER AU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE.
- GREFFE NUMÉRIQUE DE LA COUR D'APPEL

CE PROJET, RÉALISÉ AVEC LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC, VISE À METTRE EN PLACE UNE SOLUTION ÉLECTRONIQUE ET DÉMATÉRIALISÉE POUR LE DÉPÔT EN LIGNE DES DÉCLARATIONS D'APPEL ET DES DOCUMENTS QUI L'ACCOMPAGNENT. LA SOLUTION PERMET AUSSI AUX GREFFIERS DE CONSULTER ET DE TRAITER UNE DEMANDE ET LES DOCUMENTS NUMÉRIQUES AFFÉRENTS (PORTAIL GREFFIER). LE PROJET A ÉTÉ LIVRÉ EN AVRIL 2020. DIFFÉRENTES AMÉLIORATIONS ONT ÉTÉ APPORTÉES AU COURANT DE LA DERNIÈRE ANNÉE EN 2 PHASES POUR PERMETTRE NOTAMMENT LES DÉPÔTS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE EN PLUS DE COMPLÉTER L'OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE CIVILE.

- LE PROGRAMME DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES :
  - AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PLUSIEURS PROJETS D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES SE SONT POURSUIVIS ET D'AUTRES SE SONT TERMINÉS. DES PROJETS COMME :
    - FINALISER LA DEUXIÈME PHASE LIÉE À L'HÉBERGEMENT DES INFRASTRUCTURES DU PROJET DE RELOCALISATION DU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE DE MONTRÉAL VERS LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE ET POURSUITE DE LA TROISIÈME ET DERNIÈRE PHASE QUI PRÉVOIT LA MIGRATION DES APPLICATIONS SUR LES NOUVELLES INFRASTRUCTURES;
    - LE REMPLACEMENT DES APPAREILS DE NUMÉRISATION MASSIVE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES ET METTRE EN PLACE DES CONTRATS DE SERVICES TECHNIQUES APPROPRIÉS;
    - TERMINER LA MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DES POSTES VERS WINDOWS 10 (VERSION 20H2) POUR DES APPAREILS ENCORE GARANTIS PAR LES FABRICANTS ;
    - REMPLACER LES POSTES INFORMATIQUES DÉSUETS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE QUÉBÉCOIS PERMETTANT NOTAMMENT D'OPTIMISER LES ÉQUIPEMENTS OFFERTS DANS LE CADRE DU TÉLÉTRAVAIL ;
    - METTRE À JOUR LA SUITE DE PRODUCTIVITÉ DE MICROSOFT VERS LA VERSION OFFICE 365 ;
    - DÉPLOYER LES NOUVELLES INFRASTRUCTURES ET ÉLABORER LE CADRE DE GESTION EN PRÉVISION DE LA MIGRATION VERS SHAREPOINT ONLINE ;
    - INITIER LES TRAVAUX DU PROJET INFRA-SITES, PROJET DONT L'OBJECTIF PRINCIPAL EST DE METTRE À JOUR LES COMPOSANTES TECHNOLOGIQUES DANS LES SITES DISTANTS DU MINISTÈRE AFIN DE RÉDUIRE LES RISQUES DE PERTE DE SERVICES ET D'ATTEINTE À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION, MAIS AUSSI DE RÉPONDRE AUX BESOINS GRANDISSANTS EN MATIÈRE D'AUDIENCES EN SALLES VIRTUELLES ET DE TÉLÉTRAVAIL.

### 3. COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS DU SYSTÈME DE JUSTICE: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

- LE PROGRAMME DE GESTION ÉLECTRONIQUE DU DOSSIER DE POURSUITE (GESTE)
  - LE PROGRAMME GESTE AVANCE SELON LES PRÉVISIONS. CE PROGRAMME REGROUPE PLUSIEURS PROJETS.
    - LES TRAVAUX LIÉS AU PROGRAMME GESTE CONTINUENT DE PROGRESSER. LE DOSSIER D'AFFAIRES DU TROISIÈME PROJET « DÉPLOIEMENT DES SOLUTIONS D'AFFAIRES - VOLET CRIMINEL » A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) LE 30 NOVEMBRE 2021. L'OBJECTIF EST DE DÉPLOYER LES SOLUTIONS DÉVELOPPÉES DANS LES PROJETS PRÉCÉDENTS ET D'ASSURER LA GESTION DU CHANGEMENT AU SEIN DES DIFFÉRENTS BUREAUX DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP).
    - PARALLÈLEMENT, LE PROJET « DÉCISION ET DOSSIER DE POURSUITE » (DDP) EST TOUJOURS EN RÉALISATION. LE DOSSIER D'AFFAIRES A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE SCT EN AOÛT 2020. CE PROJET VISE L'AJOUT DE FONCTIONNALITÉS, LA CONCEPTION DU DOSSIER DE COUR NUMÉRIQUE, LA PRODUCTION DES DOCUMENTS LÉGAUX ET L'INTÉGRATION D'UNE SOLUTION SÉCURITAIRE DE DIVULGATION NUMÉRIQUE DE LA PREUVE DANS LE SYSTÈME APPUI, PROCHAIN SYSTÈME DE MISSION DU DPCP.
    - PLUS PRÉCISÉMENT, LE PROJET DDP PRÉVOIT LE DÉVELOPPEMENT DES COMPOSANTES D'AFFAIRES QUI PERMETTRONT AUX PROCUREURS DE RENDRE UNE DÉCISION SUIVANT L'ANALYSE D'UNE DEMANDE D'INTENTER DES PROCÉDURES. IL PREND ÉGALEMENT EN CHARGE LE DÉVELOPPEMENT DES DOCUMENTS JURIDIQUES LIÉS AUX DÉCISIONS, DE RAPPORTS ET STATISTIQUES, AINSI QUE LE PROCESSUS DE DIVULGATION DE LA PREUVE. L'ÉCHÉANCIER DU PROJET DDP EST FIXÉ AU 10 JUILLET 2022.

- RAPPELONS QUE LE PROJET « RÉCEPTION ET ANALYSE DES DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES », QUI VISAIT LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES ET LE DÉVELOPPEMENT DES VERSIONS DE BASE DES SOLUTIONS D'AFFAIRES AINSI QUE LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES REQUISES, S'EST TERMINÉ LE 31 AOÛT 2020.

RAPPELONS QUE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE N'EST PAS QU'UN PROJET TECHNOLOGIQUE. ELLE EST D'ABORD UN CHANGEMENT DE CULTURE ET DES FAÇONS DE FAIRE. CES CHANGEMENTS SERONT APPUYÉS PAR DES PROJETS TECHNOLOGIQUES.

**P.133 SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDICER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.**

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-1 BONIFIER LE CONTENU DU SITE INTERNET AFIN QUE TOUTE VICTIME AIT ACCÈS À L'ENSEMBLE DE L'INFORMATION PERTINENTE DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION	REFONTE COMPLÈTE DU SITE WEB DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME D'INDEMNISATION AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DGIVAC)	15 SEPTEMBRE 2017
	SONDAGE SUR LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE	AUTOMNE 2019
R-2 CORRIGER LES LACUNES DU FORMULAIRE DE DEMANDE DE PRESTATIONS ET DE SES ANNEXES, AINSI QUE DU FORMULAIRE DE RÉVISION, ET BONIFIER L'INFORMATION QU'ILS CONTIENNENT EN S'INSPIRANT NOTAMMENT DES BONNES PRATIQUES EN SEMBLABLES MATIÈRES	PRODUCTION DE TROIS NOUVEAUX FORMULAIRES DE DEMANDES DE PRESTATIONS	31 JUILLET 2017
	PRODUCTION DE FORMULAIRES POUR LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	JUIN 2017
R-3 CONCEVOIR UN GUIDE EXPLICATIF PERMETTANT AUX VICTIMES DE REMPLIR FACILEMENT LA DEMANDE DE PRESTATIONS ET SES ANNEXES	PRODUCTION D'UN GUIDE EXPLICATIF POUR CHAQUE TYPE DE FORMULAIRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS	31 JUILLET 2017
R-4 CONCEVOIR UN FORMULAIRE DE RAPPORT MÉDICAL ADAPTÉ AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	PRODUCTION D'UN NOUVEAU FORMULAIRE DE RAPPORT MÉDICAL ADAPTÉ AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	1 <sup>ER</sup> MARS 2019
	MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE COMMUNICATION POUR LANCER LES NOUVEAUX FORMULAIRES MÉDICAUX	15 JANVIER 2020
R-5 CESSER D'EXIGER DE LA VICTIME, AU REGARD DE LA SURVENANCE DE L'ACTE CRIMINEL, QU'ELLE DÉMONTRE LE MOBILE ET LES CIRCONSTANCES PRÉCISES DE L'ACTE CRIMINEL ALLÉGUÉ	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE-CADRE POUR L'ACCÈS AU RÉGIME	21 SEPTEMBRE 2017
	ÉLABORATION DE LA POLITIQUE SUR LA PREUVE DE SURVENANCE DE L'ACTE CRIMINEL	21 SEPTEMBRE 2017
R-6 DONNER PLEIN EFFET À L'ARTICLE 3A) DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, EN INCLUANT DANS LA NOTION DE VICTIME TOUTE PERSONNE QUI SUBIT UN PRÉJUDICE EN ARRIVANT SUR LES LIEUX D'UN CRIME VENANT JUSTE D'ÊTRE PERPÉTRÉ, ET QUI L'AFPECTE OU LA VISE DIRECTEMENT DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE	ÉLARGISSEMENT DE LA PORTÉE DE LA NOTION DE VICTIME DANS LES CAS D'ASSASSINAT D'UN ENFANT PAR L'UN DES PARENTS SELON LA DIRECTIVE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE	24 NOVEMBRE 2016
	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE-CADRE POUR L'ACCÈS AU RÉGIME	21 SEPTEMBRE 2017
	RÉVISION DE LA NOTION DE VICTIME DANS LE PROJET DE LOI 84	ADOPTION LE 13 MAI 2021
	RÉVISION DE LA NOTION DE VICTIME PAR L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT (P-9.2.1)	13 OCTOBRE 2021
R-7 S'ASSURER D'ÉVALUER L'OPPORTUNITÉ D'ACCORDER LES MESURES TEMPORAIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT DANS LES CAS OÙ LA VICTIME DÉMONTRE DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ	OCTROI DE MESURES TEMPORAIRES LORSQU'UNE PERSONNE VICTIME EN ATTENTE D'UNE DÉCISION D'ADMISSIBILITÉ A DES BESOINS URGENTS	28 FÉVRIER 2018
R-8 RETENIR COMME POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE DEUX ANS LA PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ENTRE LA BLESSURE LIÉE À LA RÉCLAMATION ET L'ACTE CRIMINEL, ET CE, MÊME SI LA VICTIME N'À PAS DÉPOSÉ DE DEMANDE POUR UNE BLESSURE PHYSIQUE ANTÉRIEURE	ÉLABORATION DE LA POLITIQUE SUR LE DÉLAI DE PRODUCTION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS	23 JUIN 2017
R-9 ÉTABLIR DES BALISES CLAIRES POUR GUIDER LES AGENTS DANS L'APPRÉCIATION DE LA NOTION DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ENTRE LE	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE	19 JANVIER 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
PRÉJUDICE SUBI ET L'ACTE CRIMINEL, INCLUANT NOTAMMENT L'OBLIGATION DE PRENDRE CONTACT AVEC LE PROFESSIONNEL CONSULTÉ EN CAS DE REFUS DU MOMENT DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ALLÉGUÉ PAR LA VICTIME DANS SA DEMANDE	PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	
R-10 PRÉVOIR DES BALISES SUPPLÉMENTAIRES POUR L'EXAMEN DE LA JUSTIFICATION DU RETARD DE LA VICTIME EN CAS DE DEMANDE HORS DÉLAI, INCLUANT L'IMPORTANCE DE CONSIDÉRER TOUT MOTIF VALABLE, MÊME EN CAS DE MENTION D'IGNORANCE DE LA LOI	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018
R-11 PRÉVOIR L'OBLIGATION DE RECUEILLIR LES MOTIFS DE LA VICTIME EN CAS DE DÉPLACEMENT DE LA DATE DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN À UNE DATE ANTÉRIEURE À LA DATE DÉCLARÉE PAR LA VICTIME	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018
R-12 S'ASSURER QUE L'EXAMEN DE LA FAUTE LOURDE SOIT EFFECTUÉ AU CAS PAR CAS AU REGARD DE LA PRÉVISIBILITÉ DES CONSÉQUENCES ET DE LA DISPROPORTIONNALITÉ DE LA RIPOSTE AU COMPORTEMENT DE LA VICTIME, EN FONCTION DE LA PREUVE PRÉPONDÉRANTE AU DOSSIER ET SUR LA BASE DES ENSEIGNEMENTS DES TRIBUNAUX, ET QU'UNE DIRECTIVE À CET EFFET SOIT PRODUITE ET DIFFUSÉE AU PERSONNEL	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE TRAITANT DE LA NOTION DE FAUTE LOURDE AU SENS DE LA LOI	21 SEPTEMBRE 2017
R-13 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À RÉDUIRE LES DÉLAIS À L'ADMISSIBILITÉ STANDARD ET À L'ADMISSIBILITÉ PARTICULIÈRE	ÉTABLISSEMENT DE DÉLAIS CIBLES	1 <sup>ER</sup> JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE DE RÉDUCTION DU NOMBRE DE DOSSIERS EN INVENTAIRE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017
	MISE EN PLACE DE NOUVEAUX PROCESSUS AU SERVICE DE L'ACCÈS AU RÉGIME	8 JANVIER 2018
R-14 CONVENIR AVEC LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) D'UNE PROCÉDURE ASSURANT LA TRANSMISSION DILIGENTE PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TOUTES LES DOCUMENTS REQUIS PAR LA DGIVAC POUR LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS	ENTENTE ENTRE LA DGIVAC, LE MJQ ET LE MSSS POUR METTRE EN ŒUVRE UN PLAN D'ACTION COMMUN PERMETTANT DE DIMINUER LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES DOSSIERS MÉDICAUX – INDICATEURS DE SUIVI DÉVELOPPÉS POUR ASSURER UN CONTRÔLE PÉRIODIQUE	23 JUIN 2017
R-15 ACTUALISER OU CONCLURE LES ENTENTES NÉCESSAIRES AVEC LES SERVICES DE POLICE AFIN D'ASSURER UNE TRANSMISSION DILIGENTE DE TOUTES LES DOCUMENTS REQUIS PAR LA DGIVAC POUR LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS	ENTENTE ENTRE LA DGIVAC, LE MJQ ET LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) SUR DIFFÉRENTES ACTIONS PERMETTANT DE DIMINUER LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES RAPPORTS DE POLICE ET AUTRES DOCUMENTS REQUIS POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS DES VICTIMES	13 JUIN 2017
	UTILISATION D'UN SUBPOENA POUR COMMANDER LES RAPPORTS DE POLICE	17 DÉCEMBRE 2018
R-16 COMMUNIQUER VERBALEMENT AVEC TOUTES LES VICTIMES ADMISES AU RÉGIME AFIN DE S'ASSURER D'ÉVALUER LEURS BESOINS POUR DÉTERMINER LES INDEMNITÉS, SERVICES OU SOINS AUXQUELS ELLES ONT LÉGALEMENT DROIT	ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE PROCÉDURE DE PRIORISATION DES DOSSIERS POUR PERMETTRE L'ÉVALUATION DES BESOINS URGENTS ET IMMÉDIATS DANS UN DÉLAI DE SEPT JOURS, D'ICI TROIS ANS	19 JANVIER 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
	QUI PRIORISE UNE COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE À L'ENSEMBLE DES VICTIMES ADMISES AU RÉGIME.	
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
R-17 FIXER UNE CIBLE UNIQUE DE SEPT JOURS PERMETTANT D'ÉVALUER RAPIDEMENT LES BESOINS DE CHAQUE VICTIME ADMISE ET D'ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À ATTEINDRE CETTE CIBLE	ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE PROCÉDURE DE PRIORISATION DES DOSSIERS POUR PERMETTRE L'ÉVALUATION DES BESOINS URGENTS ET IMMÉDIATS DANS UN DÉLAI DE SEPT JOURS, D'ICI TROIS ANS	19 JANVIER 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI EST INSTAURÉE DANS LES SEPT JOURS SUIVANT L'ASSIGNATION DU DOSSIER À UN INTERVENANT	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	ÉLABORATION D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	ESSAIS À PARTIR DE JANVIER 2019
	R-18 MODIFIER L'ORIENTATION SUR LA DATE D'ÉVÉNEMENT À RETENIR AFIN QUE LA DATE D'ÉVÉNEMENT SERVANT À ÉVALUER LES INDEMNITÉS CORRESPONDE À LA DATE RÉELLE DE L'ACTE CRIMINEL SUBI OU AU DÉBUT DE LA PÉRIODE PENDANT LAQUELLE LES ACTES CRIMINELS ONT ÉTÉ SUBIS	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA DÉTERMINATION DE LA DATE DE L'ACTE CRIMINEL
	MISE À JOUR DE LA POLITIQUE SUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE SALARIALE	19 JANVIER 2018
R-19 CLARIFIER LA POLITIQUE SUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC, AFIN D'EN SIMPLIFIER L'APPLICATION ET D'EN CONTRÔLER L'EFFICACITÉ UN AN SUIVANT SA MISE EN VIGUEUR	ÉLABORATION D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE SALARIALE	JUIN 2018
R-20 QU'UNE DÉCISION SUR LE DIAGNOSTIC LIÉ À L'ACTE CRIMINEL SOIT SYSTÉMATIQUEMENT RENDUE DANS TOUS LES DOSSIERS, LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE SUIVANT LA DÉCISION D'ADMISSIBILITÉ	DÉCISION SUR LE DIAGNOSTIC LIÉ À L'ACTE CRIMINEL DÈS L'ACCÈS AU RÉGIME	17 DÉCEMBRE 2018
	MISE À JOUR DU GUIDE DES LÉSIONS ET ÉLABORATION DE FICHES DÉTAILLÉES POUR OUTILLER LES INTERVENANTS AFIN D'AUGMENTER LEUR AUTONOMIE POUR PRENDRE LES DÉCISIONS RELATIVES AUX DIAGNOSTICS	AOUT 2019
R-21 ÉLABORER UNE ORIENTATION STATUANT CLAIREMENT QUE LE FARDEAU DE LA VICTIME EST DE DÉMONTRER, DE FAÇON PRÉPONDÉRANTE, QUE L'ACTE CRIMINEL EST UNE CAUSE CONTRIBUTOIRE DE LA BLESSURE, ET NON QU'ELLE EST LA CAUSE PRÉDOMINANTE OU PRÉPONDÉRANTE, ET DIFFUSER CETTE ORIENTATION AUX AGENTS DE LA DGIVAC	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LE LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	21 SEPTEMBRE 2017
	APPLICATION D'UNE DIRECTIVE CONCERNANT LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE	13 SEPTEMBRE 2018
	DÉVELOPPEMENT D'UNE INSTRUCTION DE TRAVAIL POUR FACILITER L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	15 FÉVRIER 2019
	FORMATION DES AGENTS DE LA DGIVAC À L'INSTRUCTION DE TRAVAIL POUR FACILITER L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU	14 JUIN 2019

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
	CRANE FRAGILE DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	
R-22 ÉLARGIR SA DÉFINITION DES ACTIVITÉS DE LA VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE EN SE GUIDANT SUR LES LISTES D'ACTIVITÉS RETENUES PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, ET DE S'ASSURER D'INFORMER LES VICTIMES SANS EMPLOI QU'ELLES PEUVENT CONSULTER UN MÉDECIN POUR OBTENIR UN AVIS SUR LA QUESTION	ÉLABORATION D'UNE GRILLE D'ANALYSE POUR ÉVALUER LES ACTIVITÉS DE VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE POUR LES PERSONNES VICTIMES AYANT UN STATUT DE SANS-EMPLOI AU MOMENT DE L'ACTE CRIMINEL	8 DÉCEMBRE 2017
	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE POUR ACCOMPAGNER L'UTILISATION DE LA GRILLE D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE	1 <sup>ER</sup> MARS 2018
R-23 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À RÉDUIRE À 30 JOURS LES DÉLAIS DE VERSEMENT D'INDEMNITÉS POUR INCAPACITÉ TOTALE TEMPORAIRE	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI EST INSTAURÉE DANS LES SEPT JOURS SUIVANT L'ASSIGNATION DU DOSSIER À UN INTERVENANT	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	DÉPLOIEMENT DU DOSSIER ÉLECTRONIQUE POUR PERMETTRE UN MEILLEUR SUIVI DES INDICATEURS	4 NOVEMBRE 2019
	CONCEPTION D'UN INDICATEUR DE GESTION FAISANT ÉTAT DU DÉLAI DE VERSEMENT DES INDEMNITÉS POUR INCAPACITÉ TOTALE TEMPORAIRE	DÉCEMBRE 2019
R-24 RENDRE DES DÉCISIONS PORTANT SUR L'INDEMNITÉ POUR INCAPACITÉ PERMANENTE QUI DÉTAILLE LES POURCENTAGES AINSI QUE LA NATURE DES SÉQUELLES RECONNUES POUR CHACUN DES VOLETS PSYCHOLOGIQUE, PHYSIQUE ET ESTHÉTIQUE DU DÉFICIT ANATOMOPHYSIOLOGIQUE	RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE QUI MENTIONNE LES ASPECTS DU DÉFICIT ANATOMO-PHYSIOLOGIQUE QUI CONCERNENT LA PERSONNE VICTIME	29 JUIN 2017
	NOUVELLE RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE AFIN DE DÉTAILLER LES POURCENTAGES LIÉS À CHACUN DES ASPECTS DU DÉFICIT ANATOMO-PHYSIOLOGIQUE	11 JUIN 2018
R-25 INFORMER LA VICTIME DES CALCULS MENANT AU MONTANT CAPITALISÉ (A) ET D'ÉVALUER SYSTÉMATIQUEMENT, AVANT DE PROCÉDER À LA CAPITALISATION PRÉVUE À L'ARTICLE 38(3) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, S'IL N'EST PAS CONTRAIRE À L'INTÉRÊT DE LA VICTIME DE PROCÉDER AINSI (B)	PRODUCTION D'UN FORMULAIRE DE CHOIX DE RENTE QUI ACCOMPAGNE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE	20 FÉVRIER 2017
	ACCÈS DIRECT À L'ANNEXE E DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL CONCERNANT LE FACTEUR ACTUARIEL, À PARTIR DU SITE WEB DE LA DGIVAC	30 JUIN 2017
	RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE AFIN D'Y INCLURE LES INFORMATIONS DÉTAILLÉES PERMETTANT D'EXPLIQUER LE CALCUL D'UN CAPITAL EN FONCTION DE LA VARIABLE ÂGE ET DE LA VARIABLE ACTUARIELLE DE L'ANNEXE E DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	12 JUIN 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-26 S'ASSURER QUE LORSQU'UN PROFESSIONNEL DU BUREAU MÉDICAL DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC S'APPRÊTE À RENDRE UN AVIS CONTRAIRE À L'OPINION DU MÉDECIN DE LA VICTIME, IL COMMUNIQUE PRÉALABLEMENT AVEC CE DERNIER, ET AU BESOIN, DEMANDE UNE INFORMATION MÉDICALE COMPLÉMENTAIRE, OU RECOURT À UNE EXPERTISE MÉDICALE EXTERNE	ÉLABORATION D'UN GUIDE DE TRAVAIL DU BUREAU MÉDICAL	28 AVRIL 2016
	MISE EN PLACE DE DÉLAIS CIBLE POUR RENDRE UN AVIS MÉDICAL	23 JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LE BUREAU MÉDICAL	30 SEPTEMBRE 2017
R-27 FIXER UNE CIBLE DE 30 JOURS AU BUREAU MÉDICAL POUR RENDRE SES AVIS, ET D'ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À L'ATTEINDRE.	ÉLABORATION D'UNE PROCÉDURE DE PRIORISATION POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS AU BUREAU MÉDICAL	18 DÉCEMBRE 2017
	RÉVISION DES PROCESSUS, DES ACTIVITÉS ET DES TÂCHES DU BUREAU MÉDICAL	À PARTIR DE MARS 2018
	FORMATION SUR L'OPTIMISATION DU SUIVI MÉDICAL	FÉVRIER 2020
	MISE EN PLACE D'UN NOUVEL INDICATEUR DE GESTION POUR SUIVRE L'AVANCEMENT VERS L'ATTEINTE DE LA CIBLE	DÉCEMBRE 2019
R-28 S'ASSURER QUE LES DÉCISIONS ÉCRITES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC FONT ÉTAT DE TOUS LES MOTIFS LES JUSTIFIANT, CEUX-CI ÉTANT NÉCESSAIRES À LA VICTIME POUR EN COMPRENDRE LES FONDEMENTS ET EXERCER ADÉQUATEMENT UN ÉVENTUEL RECOURS	RÉVISION DE TOUTES LES LETTRES DE DÉCISION ÉMISES ET DES MOTIFS INDIQUÉS SUR LES LETTRES	À PARTIR DE JANVIER 2018, JUSQU'EN FÉVRIER 2020
R-29 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION PRÉVOYANT DES MESURES CONCRÈTES POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS DU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE À RENDRE SES DÉCISIONS	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017
	COLLABORATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL POUR FORMER LES RÉVISEURS DU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DGIVAC	À PARTIR D'AOÛT 2019
R-30 S'ASSURER QUE LES RÉVISEURS EXERCENT PLEINEMENT LEURS POUVOIRS, NOTAMMENT EN DEMANDANT TOUT DOCUMENT UTILE À LA PRISE DE DÉCISION ET TOUT EXAMEN À UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ LORSQU'ILS LE JUGENT REQUIS	PAIEMENT PAR LA DGIVAC DES COÛTS LIÉS À TOUTE EXPERTISE QUE LA PERSONNE VICTIME SOUHAITE SOUMETTRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	14 JANVIER 2019
R-31 PERMETTRE LA RECONSIDÉRATION DE TOUTE DÉCISION RENDUE DANS LES MATIÈRES AUTRES QUE CELLES QUI SONT ÉNUMÉRÉES À L'ARTICLE 63(4) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, POUR TOUTE CAUSE NON FRIVOLE OU ARBITRAIRE ET EN TOUT TEMPS	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA RECONSIDÉRATION	4 OCTOBRE 2017
	APPLICATION DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE POUR RÉVISER OU RECONSIDÉRER UNE DÉCISION	4 FÉVRIER 2019
	FORMATION DE TOUS LES INTERVENANTS SUR LE POUVOIR DE RECONSIDÉRATION	28 FÉVRIER 2019
R-32 PERMETTRE LA RECONSIDÉRATION D'UNE DÉCISION RENDUE DANS LES MATIÈRES DE 63(4) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL POUR TOUTE ERREUR GRAVE DE NATURE À L'INVALIDER, NOTAMMENT AFIN D'ÉVITER UNE JUDICIARISATION INUTILE	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA RECONSIDÉRATION	4 OCTOBRE 2017
	APPLICATION DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE POUR RÉVISER OU RECONSIDÉRER UNE DÉCISION	4 FÉVRIER 2019
	FORMATION DE TOUS LES INTERVENANTS SUR LE POUVOIR DE RECONSIDÉRATION	28 FÉVRIER 2019
	ENTENTE CONVENUE AVEC LE MJQ POUR QUE LES REQUÉRANTS N'AIENT PLUS À SE DÉSISTER DE LEUR RECOURS DEVANT LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE OU LE TAQ EN CAS DE RECONSIDÉRATION	Août 2019

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-33 ÉTABLIR DES DÉLAIS CIBLES POUR CHAQUE ÉTAPE DE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS, AINSI QU'UN PLAN D'ACTION PRÉVOYANT DES MESURES CONCRÈTES POUR LES ATTEINDRE	ÉTABLISSEMENT DE DÉLAIS CIBLES DANS LA PLANIFICATION DÉTAILLÉE.	1 <sup>ER</sup> JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UN TABLEAU DE BORD PERMETTANT D'EXERCER UN CONTRÔLE ET UN SUIVI DES DÉLAIS RELATIFS AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DU TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION, DANS UNE PERSPECTIVE D'AMÉLIORATION CONTINUE	30 NOVEMBRE 2017
	MISE EN ŒUVRE DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE À L'ACCÈS AU RÉGIME	À PARTIR DU 8 JANVIER 2018
	MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DANS LA SECTION CAS SANS RISQUE D'UN SERVICE D'INTERVENTION, PERMETTANT RAPIDEMENT LA PRISE EN CHARGE EN INDEMNISATION DES DOSSIERS (COMMUNICATION PAR TÉLÉPHONE AVEC LA PERSONNE VICTIME OU LE RÉCLAMANT ET AUTORISATION DES TRAITEMENTS)	À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT PROGRESSIF DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE EN INDEMNISATION, DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU MÉDICAL	À PARTIR DE MARS 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017
	DERNIER SUIVI DU TABLEAU DE BORD PERMETTANT DE FAIRE LE SUIVI DES DÉLAIS CIBLES ET RÉSULTATS CRÉÉ LE 30 NOVEMBRE 2017.	MAI 2021
FIN DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT D'ENQUÊTE DU PROTECTEUR DU CITOYEN.	RÉCEPTION D'UNE LETTRE DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN À CET EFFET.	8 JUIN 2021

**P.134** INDICER LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES, ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.

---

## **MINISTÈRE**

---

EN 2021-2022 IL Y A EU 4 DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES.

### **FONDS ACCÈS JUSTICE**

AUCUN.

### **FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

AUCUN.

### **FONDS DES REGISTRES**

AUCUN.

**P.135 LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES EN LIEN AVEC L'APPLICATION DU JUGEMENT  
A. C. PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (2020 QCCS 3375) RENDU EN AVRIL 2020.**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.136 LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DE L'ARRESTATION ARBITRAIRE PAR LE SPVM DE MONSIEUR MAMADI III FARA CAMARA EN JANVIER 2021.**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.137 VENTILATION DÉTAILLÉE DES 19,2 M\$ ANNONCÉS POUR AMÉLIORER LES SERVICES OFFERTS AUX PREMIÈRES NATIONS ET AUX INUITS EN MATIÈRE DE JUSTICE EN MARS 2021.**

---

LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES AUTOCHTONES, M. IAN LAFRENIÈRE ET LE MINISTRE DE LA JUSTICE, M. SIMON JOLIN- BARRETTE, ONT ANNONCÉ EN MARS 2021 UN INVESTISSEMENT DE 19,2 MILLIONS DE DOLLARS SUR 5 ANS, EN VUE DE METTRE EN ŒUVRE DES MESURES CONCRÈTES VISANT À ACCROÎTRE L'ACCOMPAGNEMENT DES AUTOCHTONES EN MATIÈRE DE JUSTICE.

LES MESURES ANNONCÉES ÉTAIENT LES SUIVANTES :

**1) L'EMBAUCHE D'INTERVENANTES ET D'INTERVENANTS AUTOCHTONES ADDITIONNELS RESPONSABLES D'OFFRIR DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (7,7 M\$/5 ANS) :**

EN 2021-2022, UNE SOMME DE 1 342 885 \$ A PERMIS L'EMBAUCHE DE HUIT (8) INTERVENANTS CAVAC DÉDIÉS AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES, LA RÉFECTION DE LOCAUX EN COMMUNAUTÉS POUR CERTAINS DE CES INTERVENANTS, AINSI QUE L'EMBAUCHE DE DEUX (2) INTERVENANTS AUPRÈS DES VICTIMES ATIKAKAMEKW, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW.

**2) LE DÉPLOIEMENT ACCRU DES SERVICES DE CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUX AUTOCHTONES (6 M\$/5 ANS) :**

- AJUSTEMENT DE LA RÉMUNÉRATION DES CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES DÉJÀ EN EMPLOI (1 M\$/5 ANS) : ENVIRON 200 000 \$ EN 2021-2022.
- AUGMENTATION DU FINANCEMENT LIÉ AU FONCTIONNEMENT DES ORGANISMES AUTOCHTONES RESPONSABLES D'OFFRIR LES SERVICES DE CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES (2,5 M\$/5 ANS) : EN 2021-2022, UNE SOMME SUPPLÉMENTAIRE D'ENVIRON 500 000 \$ A ÉTÉ ACCORDÉE POUR LES SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC.
- EMBAUCHE DE NOUVEAUX CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES ISSUS DU MILIEU POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS (2,5 M\$/5 ANS) : 373 000 \$ EN 2021-2022.

**3) L'AMÉLIORATION ET LE DÉPLOIEMENT DES SERVICES D'INTERPRÈTES EN LANGUES AUTOCHTONES (5,5 M\$/5 ANS) :**

DES DISCUSSIONS SONT EN COURS AVEC LES MILIEUX INUIT, CRI ET INNU, AFIN DE CONVENIR D'ENTENTES AVEC DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES POUR LA FORMATION, L'ACCREDITATION ET L'EMBAUCHE D'INTERPRÈTES EN LANGUES AUTOCHTONES DANS LE CONTEXTE D'ACTIVITÉS LIÉES À LA JUSTICE.

**P.138 VENTILATION DÉTAILLÉE DES 600 000 \$ OCTROYÉS AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DESSERVANT LES COMMUNAUTÉS LGBTQ+ EN FÉVRIER 2021.**

EN 2021-2022, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A OCTROYÉ 600 000 \$ EN AIDE COMPLÉMENTAIRE À 27 ORGANISMES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE : 7 RELEVANT DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET 20 RELEVANT DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. CETTE AIDE EST ADMINISTRÉE PAR CES DEUX MINISTÈRES DANS LE CADRE D'ENTENTES ADMINISTRATIVES RENOUVELÉES EN 2018. ELLE EST VENTILÉE COMME SUIT :

<b>ORGANISMES</b>	<b>MONTANT VERSÉ</b>
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	55 000 \$
COALITION DES FAMILLES LGBT	40 000 \$
FONDATION ÉMERGENCE INC.	30 000 \$
RÉSEAU DES LESBIENNES DU QUÉBEC	30 000 \$
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC	40 000 \$
COALITION D'AIDE AUX LESBIENNES, GAIS, ET BISEXUELS-LES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30 000 \$
COALITION MONTRÉLAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT	30 000 \$
M.A.I.N.S BAS-SAINT-LAURENT	10 000 \$
TOXIC-ACTIONS	10 000 \$
SERVICE D'INTERVENTION DE PROXIMITÉ DOMAINE DU ROY	10 000 \$
DIVERSITÉ 02	15 000 \$
GRIS QUÉBEC	20 000 \$
GRIS MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	20 000 \$
TRANS-MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	10 000 \$
DIVERS-GENS	15 000 \$
IRIS ESTRIE	10 000 \$
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC	30 000 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL	5 000 \$
PROJET 10	10 000 \$
JEUNESSE LAMBDA	30 000 \$
GRIS MONTRÉAL	30 000 \$
JEUNESSE IDEM	30 000 \$
ASSOCIATION DES LESBIENNES, GAIS, BISEXUEL-LE-S ET TRANS DE LA BAIE-DES-CHALEURS	30 000 \$
GRIS CHAUDIÈRE-APPALACHES	10 000 \$
LE NÉO	20 000 \$
JEUNES ADULTES GAI-E-S	10 000 \$
ALTERHÉROS	20 000 \$

**P.139 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE, CHAQUE ANNÉE ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) EST RESPONSABLE DE LA COORDINATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022, DÉVOILÉ EN MAI 2017. DEPUIS 2018, IL PRODUIT À CHAQUE ANNÉE UN BILAN DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN LA MATIÈRE QU'IL DIFFUSE SUR LA PAGE WEB DU BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT).

EN 2021-2022, LE MJQ A POURSUIVI LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION SOUS SA RESPONSABILITÉ, SOIT:

- MESURE 9 — SOUTENIR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
- MESURE 17 — ACTUALISER LE CORPUS LÉGISLATIF QUÉBÉCOIS POUR ASSURER L'ÉGALITÉ DES PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 24 — RENFORCER LA SENSIBILISATION DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ENSEIGNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS OU COMMUNAUTAIRES SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 32 — APPUYER LA RECHERCHE SUR LES RÉALITÉS LGBT
- MESURE 37 — RÉALISER UNE ENQUÊTE SUR LE PARCOURS JUDICIAIRE DE PARENTS DE MINORITÉS SEXUELLES
- MESURE 38 — FAVORISER LE PLEIN DÉPLOIEMENT DES ACTIVITÉS DU BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

**P.140 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2022-2023.**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.141 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DU SUIVI ACCORDÉ AU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.**

---

LE PROJET DE LOI 2, LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE EN MATIÈRE DE FILIATION ET MODIFIANT LE CODE CIVIL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNALITÉ ET D'ÉTAT CIVIL A ÉTÉ PRÉSENTÉ LE 21 OCTOBRE 2021. DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES ONT ÉTÉ TENUES DU 30 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 2021. 29 GROUPES OU PERSONNES ONT PARTICIPÉ AUX CONSULTATIONS ET 83 MÉMOIRES ET 29 CORRESPONDANCES ONT ÉTÉ DÉPOSÉS.

**P.150 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2020-2021 ET EN 2021-2022, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS

**P.151 NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

**P.152 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

**P.190 ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.**

---

TOUTES LES RECOMMANDATIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ RÉALISÉES AVANT L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022.

**P.191 SOMMES DÉVOLUES AU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.**

---

TOUTES LES RECOMMANDATIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ RÉALISÉES AVANT L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022.

**P.192 TOUT RAPPORT, DOCUMENT OU ÉTUDE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.